

NI PATRIE, NI FRONTIÈRES

NI « RACES », NI « ETHNIES » - NI ETATS, NI EGLISES

**Quand
les jeunes
dansent
avec
les loups**

**Bilan provisoire
des « émeutes »
de novembre**

**Tracts, communiqués, analyses, témoignages
Chronologie**

Ni patrie ni frontières n° 15 - Décembre 2005 – 7,5 euros

Sommaire

- Des attaques contre la manifestation lycéenne du 8 mars aux « émeutes » de novembre 2005 (*Ni patrie ni frontières*)
- « Emeutes de novembre » : Quand les jeunes « dansent avec les loups » (Y.C., *Ni patrie ni frontières*)
- A propos de la police de proximité (A.B., *Ni patrie ni frontières*.)
- Mai 68=Novembre 2005. Du danger de certaines comparaisons infondées (C.D., *Ni patrie ni frontières*)
- Témoignages sur le racisme quotidien de la police (**Résistons ensemble**)
- Suceurs de lepénistes, chauvins antiracistes et gauchistes confus : un débat sans intérêt (Y.C. *Ni patrie ni frontières*.)
- Nouveau lumpenprolétariat et jeunes casseurs (B. Larguèze, F. Goldbronn, et J. Reynes)
- Quand Juju (Julien Dray) parle aux jeunes (F. Goldbronn)
- Clichy-sous-Bois : zone de non-droits ou zone d'injustice (témoignage d' A. Germa)
- La violence dans les quartiers populaires et ses responsables (A. Laguiller)
- Qui sème la colère récolte la colère (**Convergences révolutionnaires**)
- Violences urbaines ou désespoir, révolution ou autodestruction (témoignage de **Sérénade Chafik**)
- « On va t'emmener dans un transfo » (témoignage)
- Une semaine de révolte contre l'injustice (**Alternative libertaire**)
- Témoignage sur la justice expéditive contre les « émeutiers »
- Comment lutter contre l'insécurité et la violence en banlieue ? (lettre de G.D.) suivi de Lutte ouvrière et la police : la même position depuis... au moins 1977 ! (*Ni patrie ni frontières*)
- Explosion sociale en France: le gouvernement Villepin décrète l'état d'urgence (**Olivier Delbeke, Liaisons**)
- Qui sème la désespérance récolte la colère et la violence (**Coordination des groupes anarchistes**)
- L'espoir n'est ni dans la violence stérile, ni dans la résignation (**Arlette Laguiller**)
- Y'a le feu pour entrer en lutte tous ensemble (**Convergences révolutionnaires**) suivi de Oui, démission ! De qui ? (**Convergences révolutionnaires**)
- Pas de justice ? Pas de paix ! (**Fédération anarchiste**)
- Il n'y a pas de capitalisme à visage humain (**No pasaran**)
- Communiqué du **MIB**
- Vive la révolte des jeunes ! (**Parti communiste international**)
- Jeunes salariés, population des banlieues, solidarité pour l'état d'urgence sociale et démocratique (**Débat militant**)
- Je tombe des nues !?!? (**L'envolée**)
- Acteurs, pas casseurs (**Cinquième Zone**)
- Sans un combat résolu contre la misère, le feu couvrera encore... (**Convergences révolutionnaires**)
- Révoltes dans les banlieues : avec les exploités toujours (**CNT**)
- La sous-France qui est en souffrance vous rappelle à l'ordre républicain (**Mimouna Hadjam**)

- Harcèlements policiers, harcèlements républicains et révoltes (**Nathan Tabard**)
- Révolte des banlieues. La violence de la jeunesse populaire répond à la violence du capitalisme et de son Etat : il lui faut un programme et un parti révolutionnaires (**Ludovic Wolfgang, Groupe CRI**)
- Toulouse ; prison ferme pour comparution immédiate (témoignage **Mères solidaires**)
- Lyon : compte rendu du tribunal de grande instance (extrait d'**Infozone**)
- Novembre 2005 : il y a urgence ! (**Claude Guillon**)
- **Patsy**, « Le monde comme il va », émission du 17/11/2005
- Le film des événements. Chronologie du 27 octobre au 14 novembre (**Mouvement communiste**)
- Pour l'union des révoltés (**Sylvestre Jaffard, Avanti**)
- Violences urbaines- Etat d'urgence. Banlieues les vraies urgences. (Communiqué commun de XX organisations)
- L'essence de la révolte (**Section Cosaques-Jabots de bois**)

Des attaques contre la manifestation lycéenne du 8 mars aux « émeutes » de novembre 2005

L'irruption de bandes de jeunes de banlieue venus racketter des portables et cogner des lycéennes « gothiques » et des « suceurs de Blancs » le 8 mars 2005 montrait déjà les conséquences catastrophiques de la paupérisation accélérée des quartiers populaires depuis trente ans. Les « émeutes » de novembre qui se sont étendues à toute la France n'ont fait que renforcer le tableau pessimiste que l'on peut dresser de la situation de la jeunesse des quartiers, jeunesse abandonnée par la droite et la gauche.

Pour faire un premier bilan de ces « événements », comme disent pudiquement les journalistes, nous avons regroupé un certain nombre de témoignages et de tracts, malgré leurs limites et les inévitables répétitions. Nous espérons que de nombreux témoignages de première main seront publiés plus tard car pour le moment il est très difficile de répondre à un certain nombre de questions sur le déroulement des émeutes proprement dit :

– quelle a été la composition « ethnique » des émeutiers ? Pour notre part, nous trouvons que ce type de question représente une formidable régression politique, mais il faut bien s'interroger si les émeutiers étaient uniquement des enfants ou des petits-enfants d'immigrés ou s'il y avait parmi eux des « Fromages » « Gaulois » et autres Berrichons pur jus...

Les Renseignements généraux (dont les infos sont souvent bidonnées, donc une extrême prudence est ici requise), ont dans une première étape soigneusement nourri l'hypothèse qu'il y aurait depuis quelques années une tendance à la formation de gangs purement afro-antillais. Le premier signe étant, toujours selon les

flics, une descente de 200 jeunes Afro-Antillais sur les Champs-Élysées au moment de la Coupe du monde de football, descente qui aurait été minimisée par les médias, puisqu'on était en pleine euphorie sur la réussite du modèle « Black-Blancs-Beurs ». Selon les RG, la nouveauté de 2005 par rapport aux émeutes de 2005 est qu'elles seraient beaucoup moins pluri-ethniques qu'avant. Si cela est vrai, même à petite échelle, alors il y a tout lieu de s'inquiéter pour les possibilités de lutte unitaires dans les quartiers populaires...

C'est en tout cas la thèse répercutée immédiatement par les journaux de droite comme *Le Figaro* et *Le Point* (les télévisions ont été plus prudentes – elles ne tiennent pas à perdre d'audience), mais qui a pris de l'ampleur suite aux déclarations de Sarkozy et Larcher. C'est ce qui explique la sortie ignoble de ce dernier ministre contre les « familles polygames » (sous-entendu africaines) qui produiraient des « émeutiers ». Sortie d'autant plus cynique que les femmes africaines qui divorcent pour « régulariser » leur situation par rapport à la loi française et ne pas être pénalisées... sont en butte à la suspicion de l'« administration française » (cf. l'article sur Fontenay-sous-Bois).

Et c'est ce racisme anti-africain sous-jacent qui explique la violente sortie de Sarkozy contre le cousin du Mauritanien électrocuté qui ne serait pas venu « habillé comme un Français » lorsqu'il a rencontré le ministre de l'Intérieur. Curieusement aucun journal, aucun média, n'a noté cette remarque répugnante. Que diable peut bien signifier être « vêtu comme un Français » ? Et en quoi un « Français » n'aurait-il pas le droit de porter un « boubou », une djellaba voire un short ou un kilt quand il rencontre un ministre ?

On sent bien que la droite et une partie des médias préféreraient mettre l'accent sur les « différences culturelles » ou « ethniques », les « minorités visibles » que sur la participation de jeunes prolétaires français depuis des générations aux émeutes. Ainsi, c'est seulement le 16 novembre 2005 et dans une page intérieure, que Libération nous apprend que **la majorité des personnes arrêtées et condamnées à Lille, Marseille et Toulouse sont des « Gaulois ».**

La réalité est donc certainement contrastée et variable suivant les cités et les régions.

Mais on ne peut nier le danger que pourrait représenter une ethnicisation des luttes, favorisée par une ségrégation du logement, et manipulée par la droite et l'extrême droite.

– quel a été le rôle des religieux musulmans ? Apparemment selon les médias, dans plusieurs villes des manifestations ont eu lieu sur une base purement confessionnelle pour calmer le jeu et certainement pas pour « mettre les banlieues à feu et à sang ». Quel sera le rôle des responsables religieux musulmans à l'avenir et ce rôle correspondra-t-il à celui que Sarkozy et une bonne partie de la droite veulent lui assigner ?

– Les affrontements des jeunes avec la police traduisent-elles le désespoir de (futurs) prolétaires sous-qualifiés qui savent que leur situation non seulement sera pire que celle de leurs parents (pas de boulot fixe, pas de perspective de s'acheter un petit pavillon, etc.) mais qu'en plus ils seront en butte à une discrimination croissante dans tous les domaines de la vie sociale ?

– Sur le plan de l'Ecole et du logement, la petite-bourgeoisie salariée n'aggrave-t-elle pas délibérément la ségrégation en trichant avec la carte scolaire et en déménageant systématiquement pour éviter la cohabitation avec les prolétaires ? Il fallait écouter le cri du cœur d'Eric Zémour (journaliste au Figaro) face au très modéré Christian Barbier (de L'Express) lors d'un

face-à-face sur i-télé. Quand Barbier évoqua (la tarte à la crème de) la mixité sociale, Eric Zémour devint tout rouge et s'énerma : « Mais enfin, vous dites n'importe quoi ! La bourgeoisie a tout fait pour se séparer des prolétaires au XIXe siècle, ce n'est pas pour revenir en arrière aujourd'hui ! » Beau cri du cœur !

En fait ce qui est inquiétant ce n'est pas tant l'attitude des grands bourgeois de Neuilly mais plutôt celle des bobos, intellos, profs, cadres moyens et supérieurs, par exemple de ces 4 millions de Français qui ont acheté des actions EDF. Ont-ils vraiment envie, eux, de « mixité sociale » ?

Va-t-on vers une évolution à l'américaine avec une ségrégation de plus en plus importante du logement et (par conséquent) de l'Ecole ?

Pour ce qui concerne les tracts reproduits intégralement dans ce numéro, nous avons fait le choix de ne pas les couper malgré certaines redites et répétitions. Ils présentent un assez large éventail de positions, du soutien à la police de proximité (Lutte ouvrière et Mimouna Hadjam) à l'absence totale de critique des actes des « émeutiers » (L'Echappée ou le MIB ou l'anecdotique Croquants dont le discours n'est pas aussi comique que l'appellation choisie). On notera aussi dans certains tracts anarchistes la présence de la thématique inspirée par l'Appel des indigènes (l'usage lancinant du dernier mot radical-chic « post-colonial »), contamination qui ne peut aboutir qu'à l'ethnicisation renforcée des questions politiques : de SOS Racisme (avec son désastreux slogan « Blacks, Blancs, Beurs » des années 80) aux actuels Indigènes de la République (avec leur culpabilisation collective des prolétaires français pendant les guerres coloniales) en passant par Sarkozy et sa « discrimination positive », une même ligne de force se dessine, qui consiste à nier totalement l'importance fondamentale des facteurs de classe dans la création, le maintien et la perpétuation du racisme.

Autre remarque : on ne peut que constater un énorme décalage entre le langage et le contenu des tracts, d'un côté, le vécu et les

préoccupations des « émeutiers » et de leurs familles (préoccupations qu'exprime bien Mimouna Hadjam malgré nos désaccords). Si les tracts anarchistes sont plus sensibles à la révolte des jeunes et moins soucieux d'avancer des slogans politiques ou plaqués sur la réalité, en ce qui concerne les groupes trotskystes on sent qu'ils s'adressent avant tout aux prolétaires ayant un travail fixe, et politiquement proches de la gauche. Ce qui les intéresse, c'est de faire de la « grande politique » et de flirter avec le PCF.

Même les bulletins d'entreprise de Lutte ouvrière (groupe qui propage relativement peu d'illusions sur la gauche si on le compare à ses sœurs du PT ou de la LCR) montrent bien les limites de ces révolutionnaires-là en de telles circonstances. Certes ces camarades ont raison de dénoncer les responsabilités du gouvernement actuel, d'expliquer que s'attaquer à des voitures, des écoles ou des bus ne résoudra rien, et que seule la lutte collective et la solidarité de tous les prolétaires pourraient dégager de nouvelles perspectives, mais leurs propos résonnent aussi et surtout comme un constat d'impuissance.

Refusant de tomber dans les consignes grossièrement politiciennes (réclamer la démission de Sarkozy, voire de nouvelles élections, pour remettre en selle la gauche plurielle comme le font d'autres groupes d'extrême gauche), les camarades de Lutte ouvrière n'ont pas grand-chose de concret à proposer : à part plus d'écoles, de crèches, de bus et de flics de proximité, thèmes sur lesquels tous les partis de droite et de gauche sont d'accord, du moins en paroles (Il a été particulièrement frappant, pendant ces 3 semaines, de voir des gens comme Raoult, ou Cardo, qui sont plutôt à l'extrême droite de l'UMP, faire profil bas et ami-ami avec les maires PS et avec l'inénarrable André Gérin du PCF. Tous tenaient à peu près le même discours.).

Pour avancer des revendications et des formes de lutte correspondant aux besoins des prolétaires des banlieues les plus pauvres, il faudrait disposer d'une

implantation massive dans les quartiers populaires ; il faudrait aussi et surtout que les habitants de ces quartiers aient envie de prendre leurs affaires en mains, en évitant les chausse-trappes des réformards, du FN, de la droite, des mafieux, des islamistes et des religieux « modérés » de tout poil et de toute confession. On en est loin. Et il y a gros à parier que la situation risque de se dégrader encore davantage : d'abord et avant tout parce que, même si, par miracle, les gouvernants le souhaitaient, ils ne pourraient réparer en quelques semaines des dégâts commis depuis des décennies, mais aussi parce que ni la droite ni la gauche n'ont la volonté politique et les moyens financiers de s'attaquer aux racines du chômage, du racisme, de la dégradation ou de l'absence de services publics, de la crise du logement et de l'Éducation, etc.

Les émeutes de novembre risquent donc d'être le prélude à une répression accrue contre la jeunesse (et les condamnations en comparution directe le montrent déjà, ainsi que les promesses d'expulsion d'« émeutiers » étrangers et la prolongation de l'état d'urgence), d'une haine encore plus grande des jeunes contre les flics (et réciproquement) et d'un renforcement des tendances sécuritaires de l'électorat de droite et d'extrême droite, mais aussi de gauche, comme semblent en témoigner les sondages.

Dans ce cadre, l'extrême gauche apparaît tragiquement impuissante et totalement dépourvue d'imagination et de créativité politique. Entre ceux qui, en privé ou dans l'anonymat d'Internet, soutiennent aveuglément les « émeutiers », quels que soient leurs actes, et ceux qui, comme la majorité de Lutte ouvrière, regrettent l'absence d'une « police de proximité » suffisante, il semble que les révolutionnaires, sur ce terrain, comme sur bien d'autres soient incapables d'avoir une réflexion autonome et de sortir du domaine des slogans.

Nous publions à la fin de cette brochure un article de l'AWL sur les émeutes de Birmingham, *Les fruits amers du communautarisme*, article qui pointe vers un autre danger, dont les effets néfastes se vérifient depuis des années aux États-Unis et

apparemment maintenant en Grande-Bretagne : les affrontements inter-ethniques, pour le plus grand bénéfice des classes dominantes. La question ne se pose pas encore en France mais rien n'interdit de penser que nous en serons miraculeusement préservés.

Ni patrie ni frontières (24/11/2005)

« Emeutes » de novembre :

Quand les jeunes dansent avec les loups

Ecrit au départ en anglais pour informer des camarades d'autres pays en quête d'informations fiables, ce texte tente de décrire ce qui s'est passé pendant ces trois semaines de novembre 2005 dans ce qu'il est convenu d'appeler les « banlieues ».

L'objectif était à la fois modeste et circonscrit : synthétiser le maximum d'infos parues dans les médias, sans verser dans le sensationnalisme « gauchiste » (mais si, cela existe, il suffit de lire certains tracts ou communiqués reproduits dans cette brochure !) et tenter de donner un point de vue politique, sans prétendre offrir des réponses concrètes détaillées, celles-ci ne pouvant être fournies que par des hommes et des femmes qui vivent et militent sur place depuis des années et connaissent parfaitement les problèmes évoqués ici de façon très générale et sans doute superficielle par un non-spécialiste.

Cet article essaie aussi de répondre à des problèmes délicats rarement abordés (voire ignorés) dans la presse dite révolutionnaire. Le choix a été délibérément fait de ne pas négliger des informations, analyses et chiffres publiés dans des journaux de droite (*Le Figaro*, *Le Parisien*, *Le Point*, etc.) tout en sachant parfaitement :

- que cette presse se nourrit de ses contacts étroits avec différents services de police, dont les RG aux analyses souvent fantaisistes,

- et que les idéologues réactionnaires s'y expriment en toute liberté.

Mais quand on voit un sociologue-historien de gauche comparer les émeutiers de novembre 2005 aux Black Panthers, ou une historienne expliquer qu'il s'agit d'un mouvement semblable à Mai 68 ou à la Révolution française, on se demande si, à tout prendre, un Sorman, un Finkielkraut ou une Carrère d'Encausse ne disent pas moins d'énormités... Ou du moins, s'ils en

disent certainement autant voire plus, quand ces gens-là écrivent ou discourent sur les banlieues, on sait dès le départ qu'ils n'y connaissent rien et qu'ils ne sont que de vulgaires fabricants d'idéologie pour leurs lecteurs « petits Blancs » ou « petits bourgeois », et les grands financiers ou industriels qui sponsorisent ce qu'on ose appeler leur « pensée ».

En dehors des guillemets de rigueur, nous n'avons pas jugé utile de préciser à chaque fois que les chiffres cités sur la « violence » et la « criminalité » sont à prendre avec des pincettes, mais ils sont néanmoins utiles car ils peuvent dessiner des tendances ou des évolutions possibles. Le lecteur devra donc prendre nos hypothèses fondées sur des statistiques policières douteuses pour ce qu'elles sont : des idées à vérifier et à envisager avec le plus grand sens critique – ce dont nos lecteurs ne sont pas dépourvus.

« Danser avec les loups » signifie provoquer les flics, se faire courser et bien sûr leur échapper. Une version moderne et nettement plus « hard » du jeu des cow-boys et des Indiens, en quelque sorte. Sauf que les résultats immédiats de cette danse de novembre sont plutôt inquiétants et n'ont rien de spécialement « ludique » pour causer comme les sociologues ou les profs de banlieue qui analysent la fascination, réelle ou imaginaire, de leurs élèves pour les voitures qui « crament » (1).

- Près de 2600 jeunes ont déjà été arrêtés (dont 50 % de mineurs) durant les dix-huit jours précédents, et beaucoup d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison ferme

- Le gouvernement a décidé de décréter l'« état d'urgence » durant 12 jours, en ayant recours à une vieille loi adoptée en 1955 qui avait été jusqu'ici qu'appliquée en Algérie en 1955, en France en septembre 1958 dans trois départements contre les « Nord-Africains », en octobre 1961 contre les « Français musulmans d'Algérie » notamment à Paris d'où le massacre du 17 octobre

1961, et en Nouvelle-Calédonie de janvier à juin 1985. Cette loi permet aux préfets de décider un couvre-feu, avec ou sans l'accord du maire, mais aussi d'autoriser des perquisitions de nuit sans mandat, de fermer des cafés, des salles de réunion, etc. Pire, mais cela n'a pas encore été décidé, cette loi prévoit aussi la possibilité de restreindre la liberté de la presse, de créer des camps d'internement spéciaux et autres mesures liberticides. Le Conseil des ministres a souhaité prolonger l'état d'urgence pendant trois mois et a obtenu l'appui du parlement pour cela, créant ainsi une situation absolument sans équivalent depuis quarante ans. S'il est évident que Chirac et ses potes ont des arrière-pensées électorales et craignent une nouvelle montée de l'extrême droite (et qu'ils ont donc intérêt à faire des rodomontades symboliques), il existe aussi la possibilité que cet état d'urgence baroque marque une volonté de restreindre les libertés ou de réprimer le mouvement social, même si tout cela est pour le moment très flou.

– Le gouvernement a décidé de permettre aux patrons de prendre en apprentissage des jeunes en échec scolaire dès l'âge de 14 ans, alors que la scolarité obligatoire et le collège unique sont censés concerner les enfants jusqu'à 16 ans. Cette mesure représente un grand pas en arrière pour la jeunesse ouvrière, et ne touchera évidemment que les enfants des familles les plus pauvres, donc en grande partie les familles qui ont le plus récemment immigré en France.

Elle vise à détruire par la bande le « collège unique », bête noire de la droite. Cette mesure empêchera les enfants de prolétaires de bénéficier d'une meilleure éducation générale, d'une meilleure qualification, et cela évidemment les désavantagera s'ils envisagent plus tard d'entamer des études universitaires. Et cela permettra aux patrons d'embaucher des apprentis pour une somme bien inférieure au SMIC. Comme le note *La lettre de Liaisons* : « *L'apprentissage, en France, est un échec de masse, deux apprentis sur trois ne finissent jamais cette pseudo-formation, souvent réduite à un "stage" mal payé, avec des maîtres d'apprentissage qui ne sont plus formés pour cela depuis que Balladur en décidé ainsi en 1994... En trois ans, un jeune passe de 35 % du Smic à 85 %... Et il n'apprend rien, sauf à subir l'exploitation sur le tas ! Les conditions de travail se sont dégradées pour les jeunes dès le premier contact avec les entreprises, l'apprenti boucher gratte les tables de*

découpe, la coiffeuse ne fait que balayer les cheveux des clients, la vendeuse se fait houspiller parce qu'elle ne va jamais assez vite, tous sont contraints à des heures supplémentaires impayées au détriment de la partie "théorique" de la formation qu'ils sont censés suivre...

« *Mais il est vrai que le contrat d'apprentissage, quand il est signé, est plus difficilement rompu que le "contrat nouvelle embauche" ! C'est d'ailleurs pourquoi le CNE (Contrat Nouvelle Embauche) est devenu plus intéressant pour un patron qu'un contrat d'apprenti... Mais Villepin n'est pas à ce genre d'incohérence près... Il ne sait sans doute pas que, même au bas prix des apprentis, il est tout de même difficile à un jeune de trouver un "stage" et que les "stagiaires" nombreux le sont illégalement, hors droit, comme des milliers d'entre eux le dénoncent actuellement...* »

– Et toutes sortes de biens ou d'installations utiles à la population ont été incendiés et détruits : commerces, voitures, cafés, gymnases, écoles, bus, centres de loisirs, foyers d'immigrés, théâtres, maisons de retraite, etc. (**Nous ne pleurerons pas sur le sort des commissariats de police ou des garages de police incendiés, parce qu'au moins ces actes sont susceptibles d'avoir un sens politique.**)

L'« étincelle qui a mis le feu à toute la plaine » ?

Tout a commencé le 27 octobre, à Clichy-sous-Bois, une banlieue « défavorisée » du nord-est de Paris, par la mort de deux jeunes Bouna XXX et Zyed XXX, respectivement d'origine mauritanienne et tunisienne, et qui n'avaient jamais eu d'« embrouilles » avec la police. Ils venaient de terminer une partie de foot avec d'autres copains quand ils ont aperçu des policiers. Effrayés, ils se sont mis à courir et se sont réfugiés dans un local de l'EDF où ils ont été électrocutés. Alertée par un troisième jeune, Metin, gravement brûlé mais vivant, la jeunesse locale se mobilisa spontanément dans les rues et protesta, brûlant des poubelles, des voitures, etc. Mais les choses auraient pu en rester là, ou durer quelques jours dans la petite ville de Clichy-sous-Bois, si le ministre de l'Intérieur n'avait pas accusé les deux jeunes décédés d'avoir été en train de dévaliser un chantier et si, le 30 octobre, une salle de prière musulmane n'avait pas reçu une grenade lacrymogène – on ignore encore si elle est tombée devant la salle de prière ou à l'intérieur, mais cela ne change rien quant aux conséquences.

Mais une chose est claire : le ministre de l'Intérieur a menti une seconde fois, en accusant les « émeutiers » d'avoir lancé la grenade lacrymo.

Il a ensuite été contraint d'admettre qu'il s'agissait d'une arme de la police, mais il a eu le culot de déclarer qu'il n'y avait aucune preuve que la grenade ait été lancée par... un policier !

Cela a conduit un médiateur de Clichy-sous-Bois à dire, durant une émission de télévision : « C'est comme si je disais que les pierres et les cocktails Molotov appartiennent sans doute aux émeutiers, mais qu'il n'y a aucun moyen de prouver qu'ils s'en servent contre la police. »

Les mensonges du ministère de l'Intérieur, les mots violents et racistes (2) qu'il a employés de façon répétée contre la jeunesse devant les caméras de télévision, dans la rue ou dans les studios de télévision, la réticence initiale du pouvoir à ouvrir une enquête sur la mort de Bouna et Zyed et le mépris affiché contre les musulmans et musulmans qui ont suffoqué dans la salle de prière et n'ont reçu aucune excuse des plus hautes autorités de l'Etat, tous ces facteurs ont exaspéré non seulement les jeunes de Clichy-sous-Bois, mais une partie significative de la jeunesse qui vit dans les quartiers populaires.

Durant les jours suivants, la situation a encore empiré dans de nombreuses banlieues parisiennes, puis à l'échelle nationale. Certes, l'attitude arrogante de Sarkozy n'a pas contribué à calmer les choses, ni les attitudes arrogantes et racistes des jeunes CRS inexpérimentés envoyés dans les quartiers (les reportages semblaient suggérer qu'il existait une différence importante entre les jeunes policiers inexpérimentés et ceux qui avaient de la « bouteille » ; si tous étaient dangereux pour les « émeutiers » et la population en général, les premiers étaient jugés beaucoup plus susceptibles de commettre la bavure qui aurait fait basculer la situation politique).

Dans les rues, de jour comme de nuit, les policiers contrôlent systématiquement l'identité des jeunes qu'ils considèrent d'origine étrangère, qu'ils soient Africains, Antillais, Turcs ou d'Afrique du Nord. Et cela peut se répéter plusieurs fois dans la journée. C'est ainsi que dans le très réactionnaire quotidien *Le Figaro* un commissaire de police admet que les policiers contrôlent les mêmes personnes plusieurs fois par jour (CITATION A VENIR). Ils tutoient les jeunes au lieu de les vouvoyer quand ils ne les insultent pas. Dans la *Lettre versatile n° 191 de Jimmy Gladiator* un professeur raconte à propos d'un de ses élèves de terminale, en Seine-Saint-Denis. « Il

vient de nous raconter, tout simplement, pas un mot plus haut que l'autre, comment l'été dernier, à l'occasion d'un prétendu contrôle de police, dans sa cité, il s'est retrouvé déshabillé de force sur la voie publique, humilié, en caleçon, un policier lui tâtant complaisamment les parties en ricanant : " T'aimes ça, hein, petite pédale, qu'on te les tripote, hein, allez vas-y, là, chiale un coup devant tes potes, allez !" V. a effectivement pleuré. On soupçonnait des trafics dans le quartier... Aucune suite à cette vérification d'identité. Son médecin lui a prescrit des calmants. »

Notons qu'en France les effectifs de la police nationale sont en expansion constante. Entre 1974 et 2003, on est passé de 99 144 policiers en uniforme à 143 836. De plus, ces chiffres ne tiennent pas compte des polices municipales privées, en augmentation constante.

La jeunesse voulait exprimer sa solidarité envers les deux jeunes morts à Clichy, protester contre les attitudes des flics, protester contre la grenade lacrymogène lancée contre la salle de prière (ou en tout cas qui avait atterri à proximité) et beaucoup aussi se sont rappelés des nombreuses bavures policières antérieures qui s'étaient terminées par des non lieu ou des peines symboliques : comme le rappelle Mimouna Hadjam dans ce numéro « **189 Français d'origine maghrébine ou africaine sont morts dans les commissariats, les cités, victimes de l'idéologie sécuritaire** » rien qu'entre 1981 et 1991.

Les médias ont sans joué un rôle dans l'extension des émeutes (pourtant on a appris au bout de dix jours que les chaînes de télévision françaises avaient décidé de censurer une partie des images qu'elles filmaient, ce qui explique peut-être pourquoi les « émeutes » ont été perçues comme beaucoup plus graves à l'étranger qu'en France (3)) parce que certains groupes ou ados voulaient que leur « téci » devienne « célèbre » le temps d'un soir. Brûler des poubelles et des voitures, attaquer les flics et les pompiers permettait de « passer à la télé » pour un soir ou d'avoir sa photo dans le journal (même avec une cagoule), et de montrer aux mecs des autres quartiers qu'on avait autant de « couilles » qu'eux (en effet les jeunes filles et les jeunes femmes ont brillé par leur absence durant les « événements »).

Un autre facteur a sans doute joué un rôle : le fait que les flics et les pompiers étaient massivement mobilisés les a sans doute poussés, dans une logique purement bureaucratique, à intervenir en masse. C'était d'ailleurs le but des petits groupes d'« émeutiers » : brûler quelques poubelles, attirer 3 cars de flics et 3 camions de pompiers, disparaître dans un autre endroit,

attaquer les flics ou les pompiers de façon à attirer encore davantage d'uniformes, et ainsi de suite. Les « émeutiers » ont sans doute eu besoin de quelques jours pour trouver de nouvelles tactiques afin de s'organiser (par exemple, afin de ne pas être reconnus, certains allaient dans d'autres quartiers que le leur et échangeaient leur lieu d' « intervention » avec d'autres groupes ou bandes). Et de leur côté les forces de répression ont eu besoin de quelques jours pour comprendre leur tactique et trouver la réponse appropriée.

Comme l'a écrit L'Express : XXXX

Pour des raisons politiques, le gouvernement a préféré tomber dans le piège des « émeutiers » (c'est-à-dire envoyer une quantité disproportionnée de flics dans les quartiers) à la fois pour montrer à la population qu'il maîtrisait la situation mais aussi afin de la surdramatiser.

Une crise aux racines profondes et lointaines

Mais fondamentalement les raisons des émeutes sont beaucoup plus profondes que les quelques faits énumérés ci-dessus. Les experts estiment qu'ils existent au moins 1500 quartiers difficiles dont 750 sont classés ZUS (zones urbaines sensibles) selon leur dernière appellation bureaucratique. Ces quartiers ouvriers, ou plutôt « pauvres », regroupent 4,2 millions d'habitants dont la situation ne fait qu'empirer depuis des années. Quels sont les principaux problèmes de ces quartiers ?

– Le chômage peut atteindre jusqu'à 40 ou 50 % dans certains quartiers pour les fils des immigrés (la seconde (*) voire même la troisième génération, ou ceux entrés en France depuis seulement quelques années), par rapport à une moyenne nationale de 10 % ;

– Un logement totalement insuffisant : des tours et des barres construites dans les années 60 et 70, géographiquement isolées, généralement coincées entre une autoroute et une voie ferrée, dépourvues de transports publics, de services publics, de commerces, etc.

– Un système d'éducation publique déficient : de jeunes professeurs généralement motivés mais inexpérimentés (38 % ont moins de trente ans en Ile-de-France) apprennent leur métier au contact des élèves les plus difficiles ; dans ces mêmes écoles, le taux d'absentéisme est élevé ainsi que le niveau de « violence » (10 % des écoles concentrent la moitié des « actes de violence » : insultes, agressions physiques,

vols, rackets, etc.) et un pourcentage élevé d'enfants dont les parents sont étrangers (10 % des collèges ont plus de 40% d'enfants d'origine étrangère).

– Un mauvais système de santé publique : deux fois moins d'hôpitaux dans les zones pauvres que dans le reste de la France : moins de médecins, de spécialistes et de généralistes, de pharmacies, beaucoup plus de problèmes de surpoids, de mauvaise vision, de problèmes dentaires chez les enfants de prolétaires, etc.

– Une situation très dure pour les femmes : c'est dans les quartiers ouvriers que l'on trouve le plus grand pourcentage de mères qui élèvent seules leurs enfants et qui vivent sous le seuil de pauvreté. Dans le département de la Seine-Saint-Denis, par exemple, la moitié de ces mères célibataires sont considérées comme « pauvres ».

QUARTIERS EN FRICHE, QUARTIERS EN CHIFFRES le 7 /11/ 2005

Source :

http://www.inegalites.fr/article.php3?id_article=412 (...) Un point de vue de Pierre Billion. (...)

« Sur le site de la DIV (Direction interministérielle à la ville), le gouvernement rend justement accessible depuis avril 2002 les données statistiques issues du recensement de la population et de l'Anpe pour chaque quartier sensible comprenant plus de 6000 habitants. La politique de la ville a mis 20 ans à nous offrir cet outil de compréhension de la fameuse "sensibilité" des quartiers. Profitons-en !

« C'est, en effet, l'occasion d'établir un portrait de la Zone de Redynamisation Urbaine (ZRU) du grand ensemble de Clichy-Montfermeil (Seine Saint-Denis). Au recensement de 1999, ce "quartier prioritaire" comprenait 29 955 habitants et perdait 6 % de sa population depuis 1990. 41 % de la population y est âgée de moins de 20 ans. Le taux de chômage total est de 27,9 %. Pour les 15-24 ans il s'élève à 37,1 %. Un tiers des ménages du quartier ne possède pas de voiture. 11,4 % des logements sont vacants. 40,3 % de la population de plus de 15 ans ne possède aucun diplôme. Parmi ceux qui travaillent, 17,7 % sont des salariés précaires.

« Rendez-vous dans le quartier de la Madeleine à Evreux (Eure) où les émeutiers se déchaînent particulièrement. Cette Zone urbaine sensible (ZUS) de quelques 12 000 habitants a perdu plus de 9 % de sa population entre 1990 et 1999. Elle affiche, elle aussi, quelques compteurs au rouge : 44,3 % des 15

à 24 ans sont au chômage. Ils n'étaient que 21,6 % en 1990. Les salariés précaires représentent 27,9 % de la population active occupée (17,2 % en 1990). 37,9 % des ménages ne possèdent pas de voiture. 40,2 % des 15-24 ans hors élèves et étudiants ne possèdent pas de diplôme. Entre 1990 et 1999, le nombre de chômeurs dans le quartier a augmenté de 42,2 %, etc.

« (...) On peut encore faire le même exercice pour le quartier Saint-Jacques de Perpignan qui défraya récemment la chronique, suscita la visite d'un ministre et stimula son "sens de la formule". Relevons au passage quelques indicateurs à propos de ce quartier de 7271 habitants : un taux de chômage de 48,4 % (50,4 % pour les 15-24 ans), 28,9 % des logements inoccupés, 36,8 % de salariés précaires dans la population active occupée, 46 % de la population de plus de 15 ans ne possédant aucun diplôme, 62,1 % des ménages ne possédant pas de voiture, etc. Bref, ces quelques chiffres plutôt "parlants" constituent un moyen simple et efficace de relativiser la guerre des Gitans et des Maghrébins, le communautarisme, comme seules causes de désordre. Le rappel de quelques données factuelles ne serait-il pas le meilleur antidote contre la diversité infinie des récupérations idéologiques de la violence dans les quartiers dits "sensibles" ? (...)»

Les sociologues, les travailleurs sociaux, les médiateurs, les responsables d'associations... et les chanteurs de rap s'attendaient à ce type d'événements, qui se sont déjà produits, soit dans les banlieues parisiennes, soit dans d'autres villes mais jamais pendant une période aussi longue et sur une échelle aussi grande.

Si l'on se fie aux statistiques du ministère de l'Intérieur à propos des « violences urbaines », elles seraient passées de 3 642 « actes de violence » en 1993 à plus de 100 000 en 2005. Durant les dix premiers mois de 2005, 28 041 voitures et 17 489 poubelles ont brûlé, et il y a eu 6 004 « jets de projectiles » (pierres, cocktails Molotov, bidets, pavés, etc.). Cela signifie que les députés, les maires, l'administration, les hommes politiques, etc., disposaient de tous les indicateurs mais qu'ils les ont ignorés pour des raisons évidentes : cela aurait coûté beaucoup trop cher de remettre en place (voire de créer de toutes pièces) tout ce qui avait été lentement détruit durant les 30 années précédentes : les emplois, le logement

social, les services publics, les commerces, les centres culturels, de sports ou de loisir, etc. – en bref, toute l'économie et la vie sociale de ces quartiers.

Les premières émeutes importantes aux Minguettes, près de Lyon, en été 1981 avaient provoqué une Marche pour l'égalité en 1983. Cette marche est passée à la postérité sous le nom de « Marche des Beurs », mot qui n'a aucun contenu politique, mais ce changement d'appellation est lourd de sens. Près de 100 000 personnes s'étaient rassemblées à Paris le 3 décembre 1983, et avait soulevé de nombreux espoirs, notamment chez les jeunes d'origine étrangère. Mais seulement trois semaines après cette marche le Premier ministre socialiste avait violemment attaqué les grévistes musulmans de Talbot-Poissy, en grève contre des licenciements de masse dans l'industrie automobile.

La gauche au pouvoir, et particulièrement le Parti socialiste, ne sut que coopter un petit nombre de dirigeants locaux dans ses équipes municipales locales (à un très bas niveau de responsabilités), financer certaines associations politiques locales et nationales (dont SOS Racisme fondé en 1984 est la plus connue) qui sont devenues fortement dépendantes du PS, dans la bonne tradition clientéliste. La gauche n'a pas lancé un programme massif d'investissement dans le logement, l'éducation, la santé, les transports et la culture, pour ne mentionner que quelques besoins fondamentaux. Elle a préféré faire de beaux discours sur le racisme et sur le multiculturalisme, la « République métisse » (*), au lieu de s'attaquer aux fondements économiques du racisme.

Elle a préféré sélectionner progressivement une minuscule élite de dirigeants obéissants (Malek Boutih en étant la caricature avec ses dénonciations sarkoziennes de la « racaille ») et recruter des travailleurs sociaux sous-payés d'origine africaine ou nord-africaine, que de s'attaquer aux problèmes du chômage de masse. Les habitants des quartiers ouvriers ont dû faire l'expérience de la gauche au gouvernement pendant de nombreuses années pour découvrir qu'elle ne « pouvait pas [et ne voulait pas, ajouterons-nous] soulager toute la misère du monde » comme l'a cyniquement déclaré Rocard, et partiellement comprendre le rôle de cette gauche pseudo-réformiste.

En octobre 1990, une deuxième vague de révoltes a explosé à Vaulx-en-Velin et, depuis, la gauche et la droite ont décidé de lancer différentes « politiques de la ville » conduites par un ministère de la Ville créé en mai 1991. Cela a abouti à la

lente rénovation de certains quartiers et à la création de « zones franches».

La rénovation a surtout consisté à détruire de façon spectaculaire des tours et des barres d'immeubles. Ce processus a mobilisé d'énormes sommes d'argent mais a eu des effets sociaux limités. Planter quelques arbres, repeindre les cages d'escaliers, ou même construire de petits immeubles à trois étages au bord de jolies pelouses, tout cela est bien joli, mais cela ne donne pas de boulot aux habitants. Si l'on veut vraiment procéder à une révolution complète de l'urbanisme dans un quartier, cela prend des années, cela suppose la consultation démocratique et la mobilisation des habitants, mais cela ne peut marcher que si l'on n'oublie pas le facteur emploi, sinon on risque même d'aboutir à l'expulsion des plus pauvres pour les remplacer par des classes moyennes.

Quant à la création des zones franches où les entreprises sont censées embaucher 25 % de personnel local, elle a eu un impact limité pour le moment et n'ont créé que 90 000 emplois, selon les statistiques les plus optimistes. De nombreux habitants des banlieues se plaignent d'ailleurs qu'on ne leur offre, dans ces fameuses zones franches, que les boulots les plus mal payés et les moins qualifiés.

Depuis les années 90, un troisième changement important s'est produit : la gauche a commencé à adopter le même langage que la droite et l'extrême droite et à parler constamment de la « sécurité», au lieu de s'attaquer à l'insécurité sociale.

La jeunesse révoltée des années 80 qui espérait tellement dans les réformes ou qui avait des conceptions politiques plus ou moins radicales a été remplacée par des ados et de jeunes adultes complètement désespérés qui savent qu'ils n'ont aucun avenir, et en fait rien à perdre. Etre frappé, arrêté par les flics, voire aller en prison n'est pas un signe d'échec, mais un acte héroïque, un test qu'il faut réussir pour être respecté.

Quartiers et banlieues

La situation dans les banlieues populaires s'est aussi empirée à cause du développement d'une importante économie parallèle fondé sur le trafic de drogue (surtout du cannabis) et d'autres « business» concernant toutes sortes de biens volés. Cela a amené certains gangs criminels à essayer de contrôler certains mini quartiers et à empêcher les flics d'y entrer.

Aujourd'hui, lorsque des politiciens démagogues prétendent que des « éléments criminels» ont manipulé les « émeutes», la plupart des policiers affirment le contraire : les micro-quartiers les plus contrôlés par des gangs sont ceux qui n'ont connu aucune « émeute» – inutile de se demander pourquoi.

Mais il faut ajouter que les « banlieues» ne sont pas homogènes : pavillons, tours décrépies et nouveaux immeubles cohabitent. La situation peut changer d'une avenue à l'autre, d'un pâté de maisons à l'autre, du début à la fin d'une rue. C'est pourquoi il est difficile de parler des « banlieues» comme d'un tout homogène. La seule chose évidente c'est que plus les quartiers sont pauvres, plus il y a de chances que des immigrés ou des enfants d'immigrés ayant une carte d'identité française y habitent en nombre. Et ces quartiers sont souvent coincés entre une autoroute et une voie ferrée, mal desservis par les transports en commun (après 19-20 heures, mieux vaut ne pas compter sur eux). En clair, ils sont isolés, séparés du reste du « tissu urbain» comme disent les technocrates.

Qui a participé aux « émeutes » ?

Apparemment des jeunes de 10 à 25 ans, mais plutôt des ados. Tous les observateurs notent qu'il existe une grande différence entre ces émeutes et celles des années 80 et 90 : les émeutiers sont plus jeunes (10-16 ans) et il existe aujourd'hui un plus grand fossé avec leurs frères ou sœurs aînés, ceux qui ont entre 20 et 30 ans.

Cette révolte n'avait pas vraiment de contenu politique. En tout cas, elle n'a certainement pas été inspirée par les islamistes, contrairement aux fables inventées par certains journalistes ou politiciens (Les islamistes radicaux, les djihadistes-terroristes, gardent profil bas, l'une des raisons étant que les services secrets français les infiltrèrent, ce qui explique pourquoi des réseaux sont régulièrement démantelés. De plus, l'objectif des islamistes est plutôt d'isoler leurs militants de la vie quotidienne des cités plutôt que de les pousser à se faire bêtement arrêter, fiché voire condamner pour des broutilles.)

Il semble que, dans quelques quartiers, de tout petits trafiquants aient voulu protéger leurs territoires et aient favorisé, en distribuant quelques billets, des confrontations avec les flics pendant quelques jours, mais ils ont rapidement changé d'avis quand ils se sont aperçus que cela aboutissait à l'effet inverse de celui qu'ils souhaitaient. Dans d'autres quartiers il y a sans doute eu une certaine émulation entre les jeunes de banlieues rivales, organisés ou pas en bandes ;

dans de petites villes où l'on n'a brûlé que quelques voitures, la motivation pouvait être juste de s'amuser un peu et d'attirer l'attention des médias, etc.

Il faut aussi noter l'explosion de ce l'on appelle la « délinquance juvénile » : entre 1973 et 1996, on est passé de 72 242 mineurs à 142 824, dont 18 % ont été accusés d'un « crime » ou d'un « délit ». On doit bien sûr être très prudent avec ces statistiques, qui sont manipulées en permanence par les institutions étatiques. Mais elles montrent au moins, sur le long terme, que l'Etat a une attitude de plus en plus répressive vis-à-vis de la jeunesse, répression qui à son tour nourrit la haine contre les flics et les juges.

Selon les Renseignements généraux et les sociologues interviewés dans la presse de droite, on assisterait à la création de bandes mono-ethniques au moins depuis 1998 (un groupe de 200 jeunes Antillais ou Franco-Africains aurait opéré une descente musclée sur les Champs-Élysées – l'incident aurait été minimisé par les médias parce que, au moment de l'euphorie manipulatrice de la Coupe du monde de football, il ne fallait surtout pas remettre en cause le mythe de la réussite de la prétendue « France black-blanc-beur ». Les bandes (environ 1000 personnes) qui ont attaqué le 8 mars 2005 la manifestation des lycéens à Paris étaient aussi d'origine africaine ou antillaise, comme le montrent les témoignages (cf. l'article des trois parents de lycéens molestés).

Les flics et les spécialistes interviewés par la presse de droite prétendent qu'il existerait aussi une fascination croissante pour la culture des gangs noirs américains, sur le plan vestimentaire, musical, etc, liée à l'arrivée récente de 250 000 Africains (clandestins ou au titre de l'immigration familiale) qui vivraient dans les quartiers les plus pauvres, dans des appartements surpeuplés. Ils en tirent la conclusion que les enfants vivraient beaucoup plus dans la rue pour échapper à leur condition. On remarquera gentiment que le fait de vivre dans la rue n'est pas une caractéristique « culturelle » ou « ethnique ». Toute personne ayant vécu dans un quartier populaire sait depuis au moins un siècle que les enfants et les jeunes préfèrent s'amuser dans la rue...

Il est difficile de savoir si ces flics et ces spécialistes :

– mentent grossièrement et jouent avec les préjugés racistes,

– essaient de placer la responsabilité de tous les problèmes sociaux sur un seul groupe prétendu ethnique (les « Blacks »),

– jouent sur les divisions entre les ressortissants d'Afrique noire et d'Afrique du Nord, ou les , ou alimentent,

– exagèrent un phénomène limité,

– ou ont identifié une tendance sociale lourde qui aboutirait à accroître le fossé entre des communautés ethnique imaginaires construites sur de prétendues « races ».

La moitié des enfants d'ouvriers migrants des années 60 et 70 sont maintenant employés, travailleurs sociaux, professeurs, contremaîtres, et petits cadres. A ce propos il suffit de regarder les professions de ceux qui signent la pétition de l'appel des Indigènes pour voir que l'ascenseur « social » a fonctionné pour une forte minorité des enfants d'immigrés, environ 50 % d'entre eux. Mais la discrimination (le plafond de verre) joue à un niveau social plus élevé : députés, Journalistes, cadres supérieurs pour ne pas parler des hauts fonctionnaires.

On peut supposer que lorsque les ouvriers et les employés d'origine étrangère sont discriminés c'est autant à cause du racisme patronal que pour leur manque de qualification. En effet, 150 000 ados quittent l'école chaque année sans diplôme et on peut supposer que les enfants d'immigrés constituent une proportion plus importante de ces ados en échec scolaire que leur poids réel dans la population.

En ce qui concerne les emplois commerciaux (vendeurs, serveurs, représentants, réceptionnistes, standardistes, etc.) la situation n'est pas excellente non plus même si certains grands magasins font un effort de discrimination positive – en toute illégalité. Et ce sont justement les emplois qui, d'un point de vue économique, connaissent la plus grande progression relative comme absolue.

En effet comme le signalait Le monde

Mais d'un autre côté, quand on entend le président des Chambres de commerce et d'Industrie déclarer que la « culture des banlieues ne correspond à la culture d'entreprise », on se dit que les 25 grandes

entreprises « citoyennes » qui prétendent « lutter contre les discriminations » ne sont pas près d'être suivies par la masse des patrons, petits et grands. On a donc toutes les raisons d'être pessimistes sur la capacité des patrons français de changer radicalement d'esprit, même sous la pression symbolique de Chirac, et d'embaucher massivement des jeunes sans qualification venant des quartiers les plus pauvres. Les marxistes ont toujours expliqué que les capitalistes n'avaient qu'une patrie : leur portefeuille, apparemment la question est plus complexe...

Des mobilisations locales spontanées ?

D'après ce que l'on a pu apprendre, il y a eu peu d'exemples d'auto-organisation, positive ou négative des habitants.

A Clichy-sous-Bois certains groupes d'adultes musulmans (5) (« modérés » pour ne pas dire de droite, mais pas islamistes) ont fait le tour de la ville avec un certain succès, dans la mesure où ils ont réussi à « calmer » les jeunes. Des imams de plusieurs villes ont organisé des « manifestations pour la paix », mais il est difficile de considérer ce fait comme positif si l'on réfléchit à la signification politique d'une telle démarche : les imams devenant les représentants des banlieues et chargés de maintenir la loi et l'ordre. C'est du moins la position de l'imam « républicain » de Marseille (Soheir Bencheikh) qui a déclaré que les religieux (musulmans ou autres) n'avaient pas à intervenir dans un conflit politique, et que c'était le rôle des partis et associations. Sur ce plan-là, au moins on ne peut que l'approuver.

Une association (Au-delà des mots) a été créée à Clichy-sous-Bois pour aider les familles des deux jeunes électrocutés et faire pression pour qu'une enquête judiciaire sérieuse soit menée. Et dans différents quartiers on a vu des petits groupes de parents et d'adultes se réunir chaque nuit au pied de leurs immeubles pour discuter avec les plus jeunes et essayer de les convaincre de ne pas provoquer les flics et ne pas brûler de voitures. Pendant les dix premiers jours, les médias ne s'intéressaient pas à ce genre d'événements, parce qu'ils ont l'habitude de jouer sur les peurs des gens, peurs qui peuvent être

exploitées politiquement par le gouvernement, mais désormais ils s'y intéressent de plus en plus. Cela tient sans doute au fait que les habitants des banlieues sont épuisés par cette tension permanente, et aussi que les partis politiques de droite et de gauche essaient d'agir et d'organiser des réunions locales pour laisser les habitants dire ce qu'ils ont sur le cœur. Cela dit, les seules réunions présentées à la télévision montraient des adultes quadragénaires ou quinquagénaires, à part les animateurs plus jeunes et d'origine maghrébine. Ce type de démarche ressemble à une recette extraite d'un manuel, du type *Comment un bon maire de banlieue doit faire face à une émeute*, plutôt qu'à la manifestation d'un besoin spontané et urgent de se réunir et de discuter au niveau des quartiers. Mais sans doute, dans les prochaines semaines, sera-il possible de mieux savoir ce qui s'est passé.

En ce qui concerne l'auto-organisation « négative » il faut signaler que l'UMP a mobilisé des patrouilles de citoyens non armés dans des Comités de veille citoyenne, notamment à Asnières. Munis de téléphones portables, d'appareils photos et d'extincteurs ces indices étaient censés discuter avec les passants nocturnes et appeler les flics en cas de problème. D'autres initiatives locales privées, apparemment non politiques, ont vu des gens protéger leurs voitures et s'organiser pour informer la police. Mais heureusement ces tentatives microscopiques de former des semblants de milices n'ont pas fait tâche d'huile et n'ont pas été soutenues massivement par le Front national (ce qui, en passant, montre bien que le Front national n'est pas un parti fasciste traditionnel comme nous le serine l'extrême gauche : sinon le FN ne se serait pas gêné pour organiser des rondes en voiture, traquer les émeutiers, voire les tabasser ou les livrer lui-même à la police, et attiser la haine dans des circonstances aussi favorables pour lui. Au contraire Le Pen a fait profil bas, soucieux avant tout de préserver sa légitimité électorale).

L'attitude des médias

Les journalistes ont généralement couvert les émeutes du côté policier et non du côté des émeutiers. En effet, la présence de gens extérieurs au quartier, en pleine émeute, munis de caméras, d'appareils photos et de micros, ne pouvaient que susciter l'hostilité. C'est du moins ce que la plupart des journalistes ont affirmé. Au bout de deux semaines on a appris dans la presse écrite que toutes les chaînes de télévision française avaient délibérément censuré certaines images, ce qui explique en partie pourquoi les reportages des

télévisions étrangères ont suscité tellement d'émotion dans d'autres pays et conduit certains à croire qu'une insurrection avait éclaté à Paris.

De toute façon, le traitement des émeutes était rendu difficile pour d'autres raisons : les journalistes ne vivent pas dans les quartiers les plus « chauds » ; très peu d'entre eux suivent le même quartier sur une longue période (à l'exception notable des journalistes de RFI et de leur excellente émission Territoires de jeunesse, qui depuis 1998 donne la parole aux jeunes sans apparemment trop les censurer). Donc les journalistes travaillent en commun avec des travailleurs sociaux, des médiateurs, des sociologues ou des chanteurs de rap qui sont d'origine africaine ou nord-africaine et connaissent bien la population locale. Aussi les informations que fournissaient les médias étaient filtrées par des journalistes qui ne connaissaient pas grand-chose à leur sujet de reportage.

L'attitude des partis de gauche et de droite

Les partis de gauche veulent rétablir « l'ordre républicain » mais ne veulent pas vraiment pour le moment mettre le gouvernement et Chirac en difficulté en menant campagne pour la démission de Sarkozy ou des élections anticipées. Le PCF s'oppose à la loi de 1955 mais en même temps il utilise les mêmes arguments que la droite : les parents seraient responsables du « mauvais comportement » des enfants, il faudrait rétablir la police de proximité, etc. Le PS a commencé à avoir une attitude neutre puis a changé lorsque le Parlement a prolongé l'état d'urgence de trois mois. Au départ il était en effet plus passionné par ses magouilles et luttes internes pour les prochaines élections présidentielles (8 candidats sociaux potentiels !). Le PS préfère soutenir une « bonne » politique de rétablissement de l'ordre tandis que les militants du PCF à la base essaient d'avoir une attitude plus compréhensive vis-à-vis des jeunes révoltés sans pour autant tomber dans les dénonciations « primaires » des flics. Le grand écart, quoi, mais les militants staliniens ont l'habitude...

La droite, quant à elle, est divisée, discréditée et haïe par une quasi majorité de la population pour ses attaques contre le niveau de vie et les droits sociaux élémentaires des salariés. Une fraction de la droite envisage peut-être une union nationale gaullo-centro-socialiste, mais pour le moment cela reste une

hypothèse abstraite. Chirac et Villepin ne vont sans doute pas adopter une politique totalement répressive, et mettre l'armée dans les rues avec le droit de tirer à vue, même si les flics essuient des coups de feu. Si le gouvernement allait aussi loin (comme certains membres du PS et de la droite l'ont demandé) ou s'il autorisait les flics à utiliser de vraies balles, Chirac mobiliserait les syndicats et la gauche officielle contre son gouvernement et le jeu n'en vaudrait pas la chandelle. Chirac laissera sans doute la situation pourrir et revenir à la normale ou, si cette politique ne fonctionne pas, il demandera à Sarkozy de quitter le gouvernement, et annoncera quelques mesures symboliques. [Depuis que ces lignes ont été écrites, le gouvernement a choisi de durcir sa ligne et de prolonger l'état d'urgence, ce qui contredit donc le pronostic précédent, 16 novembre.] La droite a une politique à court terme et vise seulement à s'accrocher au pouvoir jusqu'aux prochaines élections.

Même si le Premier ministre Villepin a admis que le gouvernement a commis une erreur en diminuant radicalement les subventions versées aux associations, il continue à prétendre que les flics n'ont commis aucune erreur et ont fait preuve de beaucoup de patience et de modération : il a raison si l'on compare le nombre de personnes tuées par la police française durant ces « émeutes » (ou même en mai 68) avec le nombre d'émeutiers tués par les flics américains durant des événements similaires ; mais il n'est pas crédible quand on sait le comportement quotidien de ces policiers avec des ados et des enfants. Sans compter la troublante mansuétude qu'a toujours manifestée la droite vis-à-vis de toutes les manif extrêmement violentes des agriculteurs. Villepin a même évoqué « les déséquilibres sociaux créés par un flux non maîtrisé d'immigration clandestine » (argument classique du FN depuis des années) alors qu'il sait parfaitement que les « émeutiers » n'étaient pas des « étrangers » mais des « Français » (sur 2600 personnes, la police n'a arrêté que 120 « étrangers », un pourcentage tout à fait normal (5 %) si l'on considère leur place dans la population française).

Une « négociation collective par l'émeute » ?

Les journalistes et les politiciens sont partagés entre la réprobation et l'interprétation de la révolte de la jeunesse. Le gouvernement doit-il faire des concessions aux émeutiers ou non ? Au cours d'un débat télévisé, un journaliste de droite a déclaré qu'il n'en était pas question, et qu'une telle attitude constituerait une concession inadmissible à un mouvement qui n'avait aucune revendication

et utilisait des moyens illégaux. Un journaliste de gauche lui a répondu avec raison qu'un gouvernement efficace est toujours obligé de faire des concessions à un mouvement social important, qu'il emploie des méthodes illégales ou non, le tout étant, pour les puissants, de s'efforcer de faire croire que ces concessions n'ont été imposées par la rue.

Concrètement, pour le moment les « banlieues » n'ont rien gagné (dans une certaine façon, au niveau de leur environnement immédiat, la situation a empiré surtout pour les plus jeunes ; et il y a fort à parier que les jeunes auront encore plus de difficulté à trouver du boulot quand ils déposeront un CV avec leur adresse), mais les jeunes révoltés ont réussi, du moins temporairement, sur au moins un point : les médias et les politiciens ne peuvent plus nier la misère de certains quartiers, les discriminations dans le travail et à l'école, le désespoir de certaines catégories significatives de la population.

C'est d'ailleurs ce qu'ont dit durant ces événements la plupart des chanteurs de rap, sociologues, assistantes sociales et médiateurs qui sympathisaient avec les jeunes et tentaient d'expliquer leurs motivations dans les médias. Ils ont agi comme les interprètes-porte-paroles de la jeunesse en affirmant en substance : « Quand les jeunes ne maîtrisent pas bien les mots pour exprimer leur colère et leur frustration, et quand en plus ils savent qu'on ne les écouterait pas, ils agissent pour être entendus. »

Le problème est de nombreux récupérateurs professionnels sont déjà prêts à déformer le message de cette révolte :

– d'abord et avant tout les politiciens de la gauche réformiste qui considèrent, comme l'a déclaré l'un d'eux, que « le meilleur cocktail molotov est le bulletin de vote ». C'est aussi ce qui sous-tend le message des groupes d'extrême gauche et altermondialistes qui ont pour seul horizon les élections de 2007. C'est enfin ce qu'affirment les sportifs célèbres, tous ceux « hommes ou femmes modèles » qui reviennent des quartiers dont ils « sortent », pour répéter en boucle que tous peuvent « s'en sortir ». Ils oublient qu'il n'y a pas de place dans cette société pour plusieurs millions de vedettes du football ou du rap, de chirurgiens ou d'avocats richissimes. Sans compter que pour arriver à « s'en sortir » (sous-entendu de la classe ouvrière, du prolétariat) c'est par la débrouille individuelle, et non par la lutte collective qu'on réussit.

– Une partie de la droite et de la gauche antiracistes présentent la « discrimination positive » voire un rôle accru des dirigeants religieux musulmans (6), comme des solutions. Comme si les sociétés britanniques et américaines avaient éradiqué le racisme et la discrimination. Il est exact qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne il existe une petite bourgeoisie « non blanche » plus importante qu'en France, et en tout cas beaucoup plus visible dans les associations, les partis politiques, au Parlement et dans la haute fonction publique.

Mais ces antiracistes oublient trois choses fondamentales :

1) ces progrès indéniables se sont faits au prix d'un enfermement des individus « de couleur » dans une catégorie ethnique ou raciale. Cela aboutit d'ailleurs aux Etats-Unis à des conséquences comiques puisque les « Noirs » ont découvert qu'au niveau génétique 90 % d'entre eux étaient beaucoup plus proches des « Blancs » que des Noirs africains, censés être de la même « race ».

2) l'appartenance supposée à une même pseudo-race ou à une même pseudo-ethnie (mot politiquement correct qui remplace insidieusement le premier en France tout en ayant exactement le même sens fantaisiste : XXXX) aboutit à une fraternité imaginaire et superficielle. En clair, c'est évidemment sympa lorsqu'on est « Noir » et que l'on croise un autre « Noir » dans la rue de se faire un clin d'œil, de se sourire voire d'engager la conversation de façon spontanée. Mais on découvre rapidement, si l'on apprend à connaître l'autre, que cette fraternité de surface ne résiste pas à des différences beaucoup plus fondamentales : les goûts, valeurs, habitudes, opinions, etc., ne sont pas ethniquement homogènes – et heureusement. La fraternité « noire » est tout aussi illusoire que la « sororité » féminine.

3) Plus grave encore, sur le plan politique, une telle défense du « Pouvoir noir », de la « nation arabe » ou de toute autre cause du même acabit fait totalement l'impasse sur le fait qu'en France il existe aussi des millions de jeunes dont les parents, les grands-parents et les arrière-grands-parents sont français, tout en galérant un maximum et en ayant un avenir très limité. **Des millions de « Gaulois » (jeunes et moins jeunes) n'ont ni boulot, ni appartement, ni bagnole.**

Les révolutionnaires devraient donc essayer d'avancer des revendications qui unifient tous les ouvriers, les pauvres et les sans ressources, et non pas les diviser entre eux, sur la base de la couleur de la peau, de la religion, ou de toute autre identité

imaginaire, comme si la classe ouvrière prétendue « blanche » était responsable de tous les maux du capitalisme, du colonialisme, du néocolonialisme et du racisme.

Or c'est exactement l'opération à laquelle se livrent, délibérément ou pas, les signataires de l'Appel des indigènes.

L'obsession raciale de Pierre Tévanlan et du Collectif Les mots sont importants

Pendant des mois, Pierre Tévanlan, qu'on a connu mieux inspiré dans sa critique du Front national, a hébergé sur son site le compte rendu d'une réunion à Fontenay-sous-bois de *lli putes ni soumises* où CINQ fois il est fait allusion à la couleur d'Elisabeth Badinter (« sexagénaire blanche de peau », « une femme blanche sexagénaire et richissime ») ou du public (« l'assistance était blanche de peau à 90% », « un public blanc et aisé ») sans oublier la dénonciation d'une « classe politique quasi hégémoniquement blanche de peau ». Dans un article de moins d'une quarantaine de lignes, la mention répétée de la couleur de peau de ses adversaires politiques est éminemment suspecte, même si le mot « blanc » est à chaque fois mis entre guillemets (et non souligné comme nous l'avons fait ici). Cet article a mystérieusement disparu du site Les mots sont importants et on en trouve une version nettement adoucie dans le dernier livre de Pierre Tévanlan sur le voile... mais on voit bien ce que le rédacteur (ou la rédactrice ?) de cette note avait en tête : obliger chaque membre d'une « ethnie » imaginaire (y compris les « Blancs », pseudo « ethnie » majoritaire en France) à s'identifier avant tout à la couleur de sa peau, à sa religion présumée ou à son origine nationale. Notre rédacteur n'est d'ailleurs pas très fort en maths, puisque dans cette réunion, il compta 20 % de « Maghrébins » (90+20=110 !).

Plus grave, cette noticule n'est pas fondée sur une opposition entre deux conceptions politiques (et Dieu sait si le discours de Mme Badinter était critiquable, cf. dans *lli patrie ni frontières* n° 10 l'article de Christian Béridel qui, lui, se garde de toute attaque personnelle douteuse), mais elle repose sur l'opposition artificielle entre deux groupes de participants à cette réunion : les « Blancs » d'un côté, les « Maghrébins » de l'autre. Ce militant du Collectif Les mots sans importants, emporté par son écœurante thématique raciale,

ne s'est même pas rendu compte que les Maghrébins dont il parle, et qui détiendraient en quelque sorte la vérité par la seule magie d'une appartenance à un ensemble géographique (le Maghreb), sont tout aussi « blancs » que les Gaulois qu'il dénonce ! Régression et inconséquence de ces partisans de l'« Appel des indigènes »...

Ceux qui font, ouvertement ou non, l'apologie, de la fierté « raciale » ou « religieuse » des Noirs, des Arabes, des « musulmans », etc., ne devraient pas s'étonner si demain naissent et se développent en France des mouvements pour la « fierté blanche ».

D'ailleurs n'est-ce pas ce que représente le Front national ? N'est-ce pas ce que Sarkozy le pseudo antiraciste implique quand il déclare à la télévision que ce ne sont jamais les « enfants suédois » qui causent des problèmes dans les écoles françaises, mais toujours des enfants « africains et nord-africains » ?

L'escalade de l'ethnicisation à laquelle participent la droite, l'extrême droite et une partie de l'extrême gauche ou de la gauche dite altermondialiste, pour des raisons évidemment différentes, n'aboutira qu'à une impasse.

« Bonne » et « mauvaise » violence ?

Sur Internet et dans certains cercles radicaux on a beaucoup débattu pour savoir quelle attitude doivent adopter les révolutionnaires face à la violence des jeunes « émeutiers ». Il est pourtant évident que l'on ne peut mettre sur le même plan la violence contre les personnes et la violence contre des objets, des voitures ou des bâtiments. En d'autres termes, quand les jeunes ont foutu le feu à des bus transportant des passagers, cogné un conducteur de bus, agressé physiquement des caissières de supermarché, foutu le feu à un foyer de travailleurs immigrés ou cogné à mort un petit vieux, il n'y a pas à discuter : de tels actes ne peuvent être soutenus. Ils doivent être dénoncés pour ce qu'ils sont : un symptôme de la guerre entre les pauvres, un symptôme de la barbarie capitaliste.

La question est totalement différente si l'on parle de l'incendie de poubelles ou de voitures. Et d'ailleurs les habitants des banlieues considèrent ces actions avec plus d'indulgence... à moins évidemment que ce soit leur propre bagnole qui brûle ! Et s'ils désapprouvent ces actes, ce n'est pas parce qu'ils seraient « aliénés » par la civilisation de la bagnole, mais tout simplement parce qu'ils en ont besoin pour aller travailler, chercher un boulot, faire les courses et sortir de

leur ghetto. Quand des bureaux de poste, des crèches ou des écoles brûlent, nous ne devrions pas avoir peur de critiquer ces actes, même si nous les comprenons comme l'expression du désespoir et de la révolte.

En ce qui concerne la violence contre les flics, le fait qu'ils soient armés ne justifie pas pour autant tout acte à leur égard, même s'ils tuent, tabassent ou torturent des gens, innocents ou coupables. Notre attitude face à la violence contre les flics n'est pas seulement liée à des considérations purement tactiques : au fait que pour le moment le rapport de forces « nous » est défavorable. Dans la situation politique présente, tirer sur des flics n'aurait aucun résultat politique positif, cela ne fait partie d'aucune stratégie révolutionnaire... à moins que l'on souhaite s'allier au crime organisé ou aux petits gangs artisanaux locaux. Si les révolutionnaires étaient en position de faire quelque chose, ils choisiraient plutôt d'influencer politiquement les flics, ils leur proposeraient de quitter leur boulot ou en tout cas de refuser d'obéir aux ordres. Il ne sert à rien de fantasmer sur les combats physiques (ou pire armés) contre les flics. L'extrême gauche italienne a payé et paie encore un prix exorbitant pour de telles illusions.

Qu'en est-il de l'extrême gauche et des libertaires ?

Aucun groupe d'extrême gauche ou anarchiste ne possède une implantation importante dans les principaux quartiers ouvriers ou populaires (le Parti communiste a perdu son implantation depuis longtemps et s'il la conserve ce n'est pas parmi la jeunesse) et certainement pas parmi la jeunesse d'origine africaine ou maghrébine. Il est caractéristique que pas un seul dirigeant, porte-parole ou personnage en vue des groupes dits « révolutionnaires » soit d'origine « extracommunautaire » pour reprendre le vocabulaire « politiquement correct ». C'est pourquoi il est d'autant plus tragicomique de voir des militants de la LCR ou libertaires reprendre le thème de la « domination post-coloniale » dans leurs tracts quand ils ne sont même pas capables de recruter des dizaines de jeunes « Noirs » ou « Arabes » et de leur donner des postes dirigeants dans leurs organisations.

Et cela s'explique aisément. Exactement comme aux Etats-Unis, chaque fois qu'un jeune d'origine africaine, ou nord-africaine, ou turque, réussit à l'école et va à l'université ou trouve un boulot bien payé, il change de

quartier et déménage dans un quartier moins chaud voire carrément réservé aux petits-bourges et aux bobos. Dans ces quartiers plus tranquilles, ou à la fac il a nettement plus de chance de tomber sur un militant d'extrême gauche...

Ceux qui ont entre 18 et 25 ans et qui restent dans les cités sont généralement ceux qui ont arrêté l'école à 16 (et qui parfois ont cessé de suivre régulièrement les cours dès 13 ans), ou qui n'ont fait aucune étude universitaire et qui alternent petits boulots non qualifiés, emplois à temps partiel et périodes de chômage, s'ils ont « de la chance ». Vivre avec ses parents quand on a entre 18 et 25 ans, dans un petit appartement et dans un immeuble vétuste, dans un quartier sans cinémas et sans lieux de loisir, un quartier qui est constamment vilipendé, n'avoir aucun avenir professionnel, tous ces facteurs poussent davantage un individu à glisser vers des combines illégales que vers le marché du travail, et ce d'autant plus si l'accès lui en est refusé à cause de ses « origines ».

Les jeunes qui sympathisent avec la gauche réformiste ou révolutionnaire sont généralement ceux qui ont un emploi régulier, une qualification minimale, qu'ils soient ouvriers ou employés, voire fonctionnaires, et il existe un énorme fossé entre ceux qui ont un travail régulier et ceux qui vivent dans la précarité permanente (7).

Et ce fossé, aucun groupe politique révolutionnaire n'a été capable de le combler depuis quarante ans.

Quelles perspectives ?

Elles sont plutôt sombres. Certains groupes, comme la LCR (8) ou d'autres petites organisations, essaient de « politiser » la question et de demander à Sarkozy de démissionner et à Chirac de convoquer des élections anticipées. Ce type de slogan montre qu'ils sont totalement déconnectés des réalités quotidiennes des « émeutiers ». Ceux qui pensent que les « émeutiers » et plus, généralement, les jeunes désespérés se préoccupent véritablement de la démission de Sarkozy ou des élections de 2007 vivent sur une autre planète. Certes, il est vrai que plusieurs d'entre eux ont exprimé leur désir que Sarko s'en aille, mais on sait bien que ce type de réponse est suscité par les questions très orientées des journalistes, qui suscitent le plus souvent des réponses stéréotypées. Pour savoir ce que les « émeutiers » veulent, il faudrait une démarche plus longue, plus patiente, et il n'est pas évident que si un rapport de confiance s'établissait, la liste des revendications serait tellement radicale...

L'extrême gauche s'adresse aux militants syndicalistes, aux adhérents et sympathisants du PCF et du PS qui ont un boulot plus ou moins stable, vivent dans un quartier plus ou moins tranquille et qui ont des illusions sur la gauche réformatrice. Et la plupart de ces cibles traditionnelles de la gauche révolutionnaire n'ont pas des parents africains ou nord-africains.

Par contre la gauche révolutionnaire n'a pas grand-chose à dire aux émeutiers, ni même aux jeunes qui sympathisent avec eux, même s'ils n'approuvent pas leurs actions. Cette catégorie de la jeunesse n'a jamais véritablement ou durablement fait l'expérience de la solidarité ni au niveau local, ni dans les grèves lycéennes, ni dans un petit boulot précaire. Ou s'ils en ont vaguement fait l'expérience, cela ne les a pas en tout cas suffisamment convaincus d'adopter les méthodes de lutte classiques du mouvement ouvrier. C'est pourtant là le cœur du problème, et pas dans un changement de ministre, de Président, de majorité parlementaire, ou de République.

Reste à voir si la gauche révolutionnaire sera capable de prendre le taureau par les cornes sans plaquer des schémas tout faits, préétablis, sur une révolte légitime mais qui pour le moment ne semble prometteuse ni pour la jeunesse ni pour tous ceux qui vivent dans les « quartiers ».

Y.C (*Ni patrie ni frontières*) 24/11/2005

(1) Clichy-sous-Bois est une petite ville de 28 000 habitants au nord de Paris qui compte 25 % de chômeurs. 30 % des logements sont des HLM. La moitié de la population a moins de 25 ans. Les cadres et les classes moyennes ne représentent que 4,7 % de la population et les immigrés 33%.

(2) M. Sarkozy a déclaré vouloir nettoyer les banlieues de sa « racaille » en employant du « Karcher », produit employé pour nettoyer les tracteurs/ jet de pression utilisé pour nettoyer la saleté. Le jeudi 10 novembre 2005 dans l'émission d'Arlette Chabot, le ministre a franchi un pas de plus en expliquant qu'il avait été choqué que le cousin du jeune Mauritanien électrocuté à Clichy-sous-Bois ne soit pas venu « habillé comme un Français » à son rendez-vous. Ce mépris raciste était d'ailleurs partagé par Arlette Chabot, qui a essayé d'empêcher le porte-parole d'une association de sports en banlieue de poser une question à Sarkozy et lui a ensuite coupé la parole en expliquant qu'elle

ne comprenait pas ce qu'il disait, comme si ce monsieur ne parlait pas correctement le français. On ne s'étonnera pas qu'elle soit restée silencieuse quand ce sportif très modéré faisait l'éloge de la police, mais qu'elle se soit énervée quand il voulut parler d'une grave bavure policière.

(3) Les « immigrés » de la « deuxième génération » sont nés en France et sont Français de naissance. Ils sont une carte d'identité, mais ils sont souvent considérés par la population et spécialement par la police et l'administration comme s'ils venaient de débarquer de l'avion ou du bateau. Mais la question est plus complexe. Même si en France il est interdit d'établir des statistiques à partir de l'origine ethnique ou raciale (en France le mot de race n'est pas considéré comme un concept scientifique, contrairement aux Etats-Unis et en Bretagne), il y a quelques années a été organisée une enquête portant sur 20 000 personnes d'origine musulmane.

(4) Ce slogan de SOS Racisme est sans doute l'un des plus stupides inventés par les antiracistes, du moins s'ils souhaitent sincèrement lutter contre le racisme des « Fromages ». En liant métissage et adhésion aux valeurs républicaines (quoi qu'on pense par ailleurs de ces valeurs), il est difficile de trouver une expression qui fasse davantage le jeu du Front national. Et Malek Boutih l'a évidemment reprise récemment à son compte au dernier congrès du PS...

(5) Interrogé sur RFI, un journaliste américain a déclaré que les « émeutes » françaises avaient soulevé une vive émotion aux Etats-Unis pour quatre raisons :

– elles rappelaient aux Américains la vague d'émeutes des années 60 qui avaient abouti à l'adoption de la politique de discrimination positive et « radicalement changé » la société américaine (remarque pertinente mais très exagérée concernant les Noirs) ;

– les émeutiers aux Etats-Unis ne brûlent pas les voitures (ils préfèrent piller les magasins) parce que les voitures seraient considérées comme « sacrées » (sic) dans la culture américaine ;

– plusieurs Français ont été faits prisonniers en Afghanistan ou tués en Irak (10 sont déjà morts au service de la prétendue « Résistance » irakienne, a annoncé Sarkozy), ce qui alimente l'idée, dans les médias américains, d'un « complot islamiste » en France ;

– les Américains ne savaient pas qu'il existait en France des ghettos ethniques avec de violents conflits.

(6) Mais certains considèrent que ce mouvement est beaucoup plus politique que par exemple les émeutes similaires qui ont pu se

produire en Grande-Bretagne (XXXXBrixton) et aux Etats-Unis. Pour ceux qui défendent cette interprétation (et on ne les trouve pas qu'à l'extrême gauche), les « émeutes » de novembre exprimeraient une vieille tendance française à choisir comme cible l'Etat et toutes ses institutions. Cela expliquerait pourquoi les jeunes des banlieues ont spontanément attaqué des symboles de l'autorité de l'Etat (commissariats, pompiers, bureaux de poste, écoles, etc.).

Il est évident que ce mouvement traduit une protestation contre l'état de crise sociale et politique dans lequel vivent les fils de prolétaires et de chômeurs. Ni l'Etat bourgeois républicain ni les partis censés représenter les aspirations des opprimés et des exploités n'ont fait un pas avec les jeunes pour tenter de construire les réponses nécessaires depuis plus de 20 ans en dehors des appels à participer au rituel électoral républicain. Il y a un fossé entre les organisations de gauche et d'extrême gauche d'un côté, et la jeunesse de l'autre. Et c'est justement parce que cette jeunesse n'a pas trouvé, et par elle-même, et avec les autres acteurs sociaux ou institutionnels, les outils et les modes d'expression, de revendication, de mobilisation, soit dans le mode démocratique, soit dans le mode révolutionnaire, qu'ils s'expriment sous cette forme de violence.

(7) Toutes sortes de groupes ou de dirigeants religieux, y compris l'inévitable Tariq Ramadan, ont essayé d'intervenir dans cette crise, l'intervention la plus stupide et hors de propos étant sans doute celle des fondamentalistes de l'UOIF qui ont lancé une fatwa, comme si les émeutiers combattaient au nom de l'islam et qu'ils avaient le devoir de leur interdire d'user de la violence ! Le fait que les émeutiers n'ont absolument pas écouté les avis des dirigeants de leur prétendue « communauté religieuse » montre bien qu'il n'y avait pas le moindre complot musulman, ni même islamiste, mais une révolte sociale désespérée. Cela montre aussi que les jeunes n'étaient fondamentalement motivés par des raisons religieuses, même si l'on a entendu quelques excités crier « Allah ou akbar » à Clichy-sous-Bois ou ailleurs.

(8) En France il n'existe pas de statistiques nationales sur les discriminations, il est donc difficile d'en mesurer l'étendue exacte. Néanmoins, les chiffres suivants qui concernent les parents des « émeutiers » français d'origine étrangère donnent quand même froid dans le dos.

+++++

(9) Lionel Jospin consacre le dernier chapitre de son livre à l'importance des « valeurs », paraît-il. D'après ce que ce « socialiste » « athée » a expliqué à la télévision, il souhaite que TOUS les dirigeants religieux, catholiques, juifs, protestants, bouddhistes, musulmans, etc. entrent dans le débat politique et public. Même si l'on n'a aucune illusion sur l'ex-lambertiste Jospin, une telle position montre de façon symptomatique à quel point la gauche réformatrice a durant ces trente dernières reculé sur des questions aussi élémentaires dans le mouvement ouvrier que la défense raisonnée de l'athéisme.

(10) En 2004, le niveau de chômage pour les 15-59 ans était de 20,7 % dans les ZUS, Zones urbaines sensibles, soit le double du taux de chômage national. Dans ces zones pauvres, la population a diminué de 8,6 % mais le niveau du chômage a augmenté de 6 entre 1990 et 1999. 18,8 % de ceux qui cherchent un emploi ont le bac contre 30,1 % dans les autres villes. 43,6 % n'avaient aucun diplôme du tout. 15,7 % touchent le RMI contre 10,9 % à l'échelle nationale. Pour ceux qui ont moins de 25 ans le taux de chômage atteint 32,6 % et la situation ne fait qu'empirer. Par exemple à Clichy-Montfermeil, le taux de chômage pour les moins de 24 ans est passé de 27,1 % en 1990 à 37,1% en 2004. Dans la zone du « Plateau Est de Dreux » (11 042 habitants), le taux de chômage des moins de 24 ans atteint 56,4 %.

A propos de la police de proximité

Lutte ouvrière a pris une position très ambiguë sur la nécessité d'une police municipale efficace (cf. son éditorial reproduit dans cette brochure), position partagée aussi par Mimouna Hadjam (cf. « La sous-France en souffrance réclame l'ordre républicain») de l'association Africa 93.

Quand des révolutionnaires (ici LO) commencent à se placer sur le terrain glissant du maintien de l'ordre, ils oublient toujours quel est leur rôle essentiel : organiser localement les gens pour résister à la violence policière aussi bien qu'à la présence des gangs. Il est évidemment absurde aujourd'hui de parler de « milices ouvrières », non seulement parce que nous ne sommes pas dans une situation pré-révolutionnaire ni révolutionnaire, mais surtout parce que parler de « milices ouvrières » dans des quartiers où il y a jusqu'à 50 % de chômeurs et très peu d'usines serait ridicule.

Mais ce n'est pas une raison pour autant de « nager dans le courant » en défendant des positions ambiguës sur la police. Evidemment ce serait merveilleux si tous les flics étaient gentils, polis, serviables, ni racistes, ni misogynes, s'ils aidaient les vieilles dames et les petits enfants à traverser la rue, et s'ils résolvaient tous les conflits de voisinage avec le sourire et en déployant des trésors de patience et de diplomatie. Mais est-ce très réaliste ?

On peut aussi croire qu'il vaudrait mieux avoir des flics nés dans le quartier et issus de la même « communauté ethnique » que soi, mais c'est une arme à double tranchant. Avoir des copains flics suppose d'agir, plus ou moins à son corps défendant, comme informateur, y compris sur des questions qui n'ont rien à voir avec des crimes de sang : par exemple sur la « moralité », les opinions politiques ou syndicales, les fréquentations amoureuses, etc. De plus un flic d'origine africaine ou d'origine maghrébine peut très bien faire du zèle et persécuter ceux de « sa race » pour montrer sa bonne volonté et son indépendance. Même le très réactionnaire Alain Bauer, consultant apprécié de la Maison Poulaga, a expliqué qu'aux Etats-Unis la police était obligée de

donner des cours spéciaux aux policiers noirs pour qu'ils arrêtent de harceler... tous les Noirs qu'ils rencontrent dans la rue ! Sans compter un dernier point : la police est une structure hiérarchique, comme l'armée ou l'administration de l'Etat. Sous l'uniforme, un Noir, un Arabe, un Latino, un Asiatique est avant tout un serviteur de l'autorité.

C'est donc une illusion de croire qu'il serait possible d'avoir une « bonne » police soucieuse de défendre les « citoyens ». En dehors de la solidarité active entre les habitants, à travers des associations, des organisations politiques indépendantes du pouvoir central comme du pouvoir local et de la police, il n'y a pas d'autre solution pour se défendre contre tous les abus.

Il vaut mille fois mieux que des habitants s'organisent pour discuter avec des jeunes qui veulent brûler une école, les convainquent de ne pas se livrer à cet acte stupide, plutôt qu'ils appellent les flics pour faire le boulot. D'ailleurs, le vigile de Clichy-sous-Bois qui a appelé les flics parce qu'ils voyaient des jeunes suspects près du chantier et du local EDF l'a lui-même très bien compris lorsqu'il a déclaré en substance : « Si je n'avais pas appelé la police, les jeunes seraient rentrés chez eux dans la cité, car ils n'auraient pas été poursuivis par la police, n'auraient pas pris peur et n'auraient pas cherché à se planquer dans un endroit dangereux. » Ils ne seraient donc pas morts...

A.B. (Ni patrie ni frontières)

MAI 68 = Novembre 2005 ?

Du danger de certaines comparaisons hâtives

Plusieurs intellectuels mais aussi *Le monde libertaire* et Convergences révolutionnaires (Fraction de LO) ont comparé les incendies de voitures en Mai 68 et celles de novembre 2005 et les manifestants étudiants « privilégiés » d'il y a quarante ans aux jeunes révoltés d'aujourd'hui. Cette comparaison est absurde pour plusieurs raisons.

1) En 1968 les manifestants ne « mettaient pas le feu » aux voitures. Toute personne qui a vécu cette période sait que les manifestants retournaient les voitures pour barrer les rues, que l'essence s'écoulait lentement sur le pavé et que ce sont les jets incessants de grenades des flics qui y mettaient le feu, parfois au bout de plusieurs heures. C'est du moins ce que « nous » n'avons pas cessé de répéter à l'époque. **Les cocktails Molotov n'étaient pas réservés aux voitures des parents bourgeois mais aux flics, nuance importante.**

2) Ce qui m'incite à croire à la version des « soixante-huitards », ce n'est pas leur bonne bouille ou le fait que j'ai été l'un d'eux, mais tout simplement l'expérience concrète et qui ne se limite pas aux combats de rue. N'importe quel faiseur d'effets spéciaux au cinéma sait qu'il est difficile de faire prendre feu à une voiture, contrairement à ce que tous les feuilletons et films nous montrent. Et on entend ce type de remarque dans les commentaires de tous les professionnels qui participent aux films d'action.

3) Une fois établi qu'au niveau des faits, la comparaison entre les incendies de voitures en 1968 et 2005 n'a pas de sens, il faut aussi dire qu'elle n'a aucun sens au niveau de l'interprétation qui en est donnée. En effet, on nous explique les étudiants privilégiés auraient mis le feu aux voitures de leurs riches parents,

DONC qu'il serait normal que les enfants des cités mettent le feu aux véhicules de leurs géniteurs. **Cette comparaison repose sur une information fautive quant à la composition sociale des « émeutiers » de mai 68.** Avant 1968 les manifestants étudiants du Quartier latin ne s'affrontaient pas violemment aux flics, et réciproquement, si l'on met à part les manifestations contre la guerre d'Algérie. Ce qui a radicalisé les affrontements c'est l'intervention brutale de deux nouveaux acteurs, les gardes mobiles et les CRS, dont l'usage par l'Etat était auparavant réservé aux paysans et aux ouvriers. **Mais surtout c'est la présence massive sur les barricades de jeunes ouvriers et chômeurs.** C'est ce cocktail explosif qui a radicalisé la situation et non la révolte de fils à papa imaginaires. Et les statistiques réalisées sur les personnes arrêtées ou condamnées en mai 68 le montrent.

4) Il est curieux que quarante ans après mai 1968, on trouve dans les milieux révolutionnaires une méconnaissance aussi profonde des faits. Cela montre visiblement que les « soixante-huitards » n'ont pas fait leur boulot de transmettre leur expérience aux générations suivantes. Ou alors qu'ils n'ont transmis que des souvenirs bien superficiels...

5) Une fois les faits établis, rien n'interdit bien sûr de comparer l'indignation de certains soixante-huitards actuels (bien installés dans le confort douillet de leurs grands appartements des quartiers bourgeois) face aux incendies de voitures d'aujourd'hui et leur neutralité bienveillante ou complice de l'époque. **Mais il s'agit d'un argument totalement différent.**

C.D. (*Ni patrie ni frontières*)

Témoignages sur le racisme policier quotidien extraits du site Résistons ensemble

La stratégie ordinaire du mensonge

Le 7 mars dernier, un jeune homme, Balé Traoré, était grièvement blessé par un policier dans le quartier de la Goutte d'Or. Le lendemain, le ministre Villepin s'était empressé de justifier l'intervention policière en qualifiant la victime de « trafiquant de crack bien connu des services de police, au casier judiciaire bien fourni ». Les flics seraient intervenus lors d'une transaction, et le coup de feu s'expliquerait par la résistance du dealer.

Sommé par l'avocat de la famille, le ministre fait machine arrière : il prétend qu'il n'a mis personne en cause nommément (Le Parisien du 18 mars 2005). Quant à la version des faits présentée par les flics, elle est de moins en moins crédible. Bale Traore était censé être monté dans la voiture d'une cliente pour vendre son crack. Mais, affirme l'avocat de Bale, il n'y a pas eu de saisie de crack dans la voiture et la conductrice a d'abord affirmé ne pas en avoir acheté, avant de changer de version en cours de garde à vue...

Même si Balé avait vendu du crack, cela ne changeait rien au fait qu'il s'est fait flinguer à bout pourtant alors qu'il n'avait lui-même pas d'arme. L'argument qui justifie la violence policière par « ce sont des délinquants, il est normal d'être violent avec eux » est déjà puant en lui-même. Mais ce que nous entendons souligner ici, c'est la stratégie ordinaire du mensonge, après une violence policière, pour laisser le temps à l'émotion de retomber.

La question ne devrait plus être tant de savoir pourquoi les flics mentent systématiquement, mais comment il se trouve encore des gens pour les croire. Que ce soit à la Goutte d'or ou à Aubervilliers (voir ci-contre).

Mais, à la Goutte d'Or comme à Aubervilliers, l'action déterminée de certains

habitants montre aussi que tout le monde n'est pas prêt à gober les mensonges politiques.

Résistons Ensemble

Un simple « Salam Aleikoum » ...

Lancé à un ami qui subit un contrôle routier devant leur maison, le salut des deux frères Malick et Issaga a mécontenté les flics qui les auraient traité de « sales nègres ». Ceux-ci auraient répondu par un « sales gaulois ». Les deux frères se réfugient dans leur maison, les flics cassent les vitres, prennent d'assaut la maison, la mère est bousculée, insultée et les coups fusent. La scène est filmée par des voisins. Les deux frères sont gardés à vue pour « outrage et rébellion ». La mère porte plainte contre la police. Dans le quartier, des riverains comptent monter un collectif, faire circuler une pétition et peut-être organiser une marche silencieuse en guise de protestation.

Source :

www.tele95.com/images/mars/03.pdf

Résistons Ensemble

2 juillet 2004

À Lyon

Violences policières et inculpation d'outrage et rébellion pour une jeune togolaise

Il y a quelques jours, dans le quartier des Etats-Unis à Lyon, une jeune maman d'origine togolaise, qui travaille et est tout à fait en règle avec l'administration française, prend le bus avec son enfant de 2 ans et la poussette. Le bus est plein, elle s'occupe d'abord d'asseoir son enfant, de caser la poussette et ensuite elle va poinçonner son ticket. Des contrôleurs TCL qui se trouvaient dans le secteur ont remarqué qu'elle n'avait pas poinçonné tout de suite. Ces contrôleurs, accompagnés de policiers, bloquent

le bus à l'arrêt suivant et manu militari font descendre cette jeune maman noire. Les policiers aussitôt la menotent très fortement dans le dos et prennent l'enfant et la poussette et mettent tout dans un véhicule de police, direction le commissariat du 8ème arrondissement.

Résultats :

- un poignet dans le plâtre et une incapacité de travail de dix jours. Une photo datée et un certificat le montrent. Aujourd'hui, elle n'a plus son plâtre mais elle a encore des douleurs : on ne peut plus lui serrer la main.

- une femme traumatisée ainsi que son bébé. Depuis, elle n'arrive plus à s'endormir et son enfant a aussi de la difficulté.

- une amende TCL falsifiée : le contrôleur y a changé l'heure quand il a observé l'heure indiquée sur le ticket poinçonné.

- une convocation le lundi 21 juin à 14h30 en composition pénale à la maison de justice pour "outrage" et "rébellion" (qu'elle n'a reçue que le jeudi 17 juin) alors qu'elle a déjà de la difficulté à parler français, ne connaît pratiquement pas les mots français d'insultes (comme "gros connards de flics", etc. inscrits dans le dossier) et que ceux qui la connaissent disent que c'est une personne on ne peut plus calme.

- la perte de son travail. En effet, son employeur l'a obligé à signer une lettre de démission, du fait de son absence prévue ce lundi après-midi pour se rendre à la convocation de justice.

L'association TEMOINS, qui n'a pu être contactée avant vendredi, était présente à la maison de justice, car ce ne fut pas possible de trouver un avocat disponible pour la défendre ce lundi. Cependant une Adjointe à la Mairie du 8^e arrondissement, qu'elle avait déjà rencontrée, et qui a accepté de venir aussi l'accompagner, a réussi fort heureusement à participer à la médiation pénale. Cette Adjointe bienveillante a pu ainsi expliquer la situation, ce qu'elle aurait eu du mal à faire elle-même. Les policiers n'étaient pas là, ni représentés.

Alors le délégué de la maison de justice a demandé le classement sans suite. Mais pour en arriver là, le comble c'est qu'il a obligé cette jeune maman à écrire une lettre d'excuses auprès des trois policiers (alors que la logique aurait été que les policiers et les contrôleurs TCL viennent eux-mêmes s'excuser auprès d'elle). Elle s'est exécutée à faire cette lettre d'excuses pour des faits qu'elle n'avait pas commis. On peut la comprendre. Elle avait hâte que cela finisse. Elle n'avait pas envie de passer en correctionnelle.

Elle avait très peur de voir encore des gens de justice, des policiers...

C'est là qu'on voit que "le plaider coupable" existe en France déjà depuis longtemps dans

le cadre des compositions pénales. Accepter la médiation, c'est accepter la culpabilité. Est-ce la justice ? Est-il possible en France d'être innocent face à des policiers ?

Et pourtant, de bonne foi, cette jeune femme avait bien poinçonné son ticket de transport. Elle n'aurait jamais pensé que cela puisse lui arriver, une histoire pareille...

En plus de se demander s'il n'y a pas du racisme sous-jacent dans cette affaire, on peut se poser plein de questions du genre :

- A-t-on le droit d'emmenner un bébé de 2 mois en garde à vue, (même si lui n'a pas été menotté...)?

- A-t-on le droit de menotter une personne, quand cela ne s'impose pas ?

- A-t-on le droit de blesser une personne calme quand on est policier ?

- A-t-on le droit de faire de fausses déclarations pour se couvrir quand on est policier ?

N'est-il pas vrai que Pierre Truche, le président de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité, a déjà déclaré que ces faits ne devraient pas se produire !

Résistons Ensemble

18 décembre 2004

Dans le quartier des Terreaux Graves violences policières à Lyon

Dans la nuit du 20 novembre, des policiers se sont acharnés sur deux jeunes comme des bêtes féroces. Depuis un moment déjà, les jeunes d'origine maghrébine, notamment, sont le sujet d'un harcèlement permanent, et sans raisons valables, de la part de policiers du 1er arrondissement de Lyon. C'est un témoignage collecté par l'association TÉMOINS, et DiverCité.

Deux jeunes s'embrouillent pour une brouille dans la nuit de vendredi à samedi 20 novembre 2004 vers minuit 20 à l'angle de la rue St Polycarpe et de la rue Romarin. L'un des deux donne un coup de casque à l'autre qui se défend en le frappant. Du coup, le premier part en moto et ramène la police. Celui-ci retirera d'ailleurs sa plainte peu de temps après.

C'est ainsi que ce même soir, vers 1 heure du matin, à la hauteur du 8 rue St Polycarpe, un véhicule 306 banalisé s'arrête, dans lequel il se trouve, en compagnie de quatre policiers en civil, et il leur montre l'autre jeune qui se trouve sur le trottoir au sein d'un groupe de quatre personnes sur le point de se quitter. Les policiers, sans signes distinctifs, sont venus directement sur lui, sans aucune explication. Ils lui ont tout de suite mis les menottes, l'ont mis par terre, et l'ont frappé

à coups de matraques, de coups de poings gantés et de coups de pieds dans la tête.

Son jeune frère s'est approché pour demander des explications. Ils l'ont immédiatement menotté, sans parler avec lui, et avec l'aide d'une autre patrouille arrivée sur place en Xsara Citroën, ils l'ont frappé pendant vingt minutes. Ils lui ont mis des coups de matraques dans la tête. Ils lui ont ouvert la tête. Une flaque de sang était encore visible, deux jours après, sur le trottoir juste devant le 8, rue Saint-Polycarpe.

Ces deux jeunes, lorsqu'ils étaient frappés, criaient « arrêtez de me frapper » sans insulter ces policiers. Une dame qui habite dans l'immeuble au-dessus a ouvert sa fenêtre et a dit aux policiers : « Arrêtez ! Vous allez les tuer ! Ils sont menottés ! ». Un policier lui a répondu : « Soit tu descends nous aider, soit tu fermes ta gueule, connasse ! Rentre chez toi. » Et un autre : « Si t'as peur du sang, nous on en veut du sang ! » Du coup, elle a fermé sa fenêtre. Mais, un peu plus tard, elle a fait des recherches pour retrouver d'autres témoins de cette scène dramatique en pleine rue.

Un couple de passants descendait la rue St Polycarpe. Quand ils ont vu que les policiers s'acharnaient sur ces jeunes, l'un des deux est allé vers les policiers en leur demandant de stopper puisqu'ils étaient menottés. Un des policiers s'est approché de cette personne, et lui a donné un coup dans la figure, ce qui lui a cassé une dent. L'autre personne du couple a ramassé aussi un coup et aurait l'arcade sourcilière éclatée. Apparemment, ces deux personnes auraient porté plainte. D'après des témoins, c'était comme si ces policiers étaient sous l'empire d'une drogue pour s'acharner de la sorte et pour s'en prendre même aux passants.

Les deux autres personnes, qui se trouvaient avec les deux frères, ont été menottées tout de suite. Ils ont reçu des gifles et ont finalement été relâchés. D'autres personnes qui se trouvaient dans le coin, et notamment de très jeunes mineurs, ont dû se mettre contre le mur et ont été maltraités par les policiers, avant aussi d'être relâchés.

Les deux frères, blessés par les policiers ont été emmenés d'abord au commissariat du 1er arrondissement, place Sathonay. Dans une salle du commissariat, alors qu'ils étaient prêts à s'évanouir, ils ont été de nouveau frappés, à tour de rôle, par de nombreux policiers, chacun à leur tour. Ils s'échangeaient les gants et se défoulaient sur ces deux jeunes, comme si c'était un jeu. Et cette fois, cela a duré environ une demi-heure. Ils leur disaient : « sales bougnoules ! sales arabes de merde ! ta mère la salope ! » tout en les frappant à coup de pieds, à coup de poings, à coup de matraques ou en utilisant des menottes. Ils n'hésitaient

pas à mettre des coups de pieds dans la gorge. A ce moment-là, l'un des deux jeunes a vraiment cru que les policiers voulaient les tuer. Dans la rue, il y avait des témoins qui pouvaient observer la scène, tandis que là, au sein du commissariat, les policiers savaient qu'ils étaient tranquilles pour se défouler sur ces deux jeunes.

Ensuite, ils ont été emmenés à l'hôtel de police Marius Berliet. Sur le parking, un inspecteur, chauffeur de la 306, a prit à part l'un des deux jeunes en lui faisant un chantage : « Fait comme si de rien n'était. On t'a rien fait. Dès que tu sortiras, on ne te cassera plus les couilles dans le quartier. Mais ne dis rien. » Or les policiers n'ont pas attendu, eux, pour porter plainte immédiatement contre ces deux jeunes pour violences en réunion, violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique, outrages et rébellion.

Dans les locaux de Marius Berliet, alors qu'ils étaient déjà en sang, ils ont eu droit à un troisième tabassage qui a duré entre cinq et dix minutes. L'un des deux jeunes a demandé un médecin qui a refusé de le soigner, ni ne lui a donné un cachet pour la douleur. Comme il disait qu'il aurait du mal à reprendre son travail dans cet état, le médecin a fini par lui donner trois jours d'ITT, en disant qu'il ne pouvait donner plus car il ne voulait pas de problèmes avec la police. Et l'avocate de permanence lui a dit qu'il risquait d'aller en prison. C'est tout ce qu'elle a lui dit.

Ils ont passé la nuit dans ces locaux. A huit heures du matin, il s'est aperçu que son frère n'était plus là. On lui a dit que son frère était à l'hôpital Jules Courmont pour un traumatisme crânien. Quant à lui, il a été relâché samedi vers 19 heures. Il est allé très vite voir un médecin qui lui a donné tout de suite huit jours d'ITT. Quinze jours après il avait encore un oeil au beurre noir énorme et des cocards sur la figure en ne parlant que de ce qui était visible.

Les parents, très inquiets, n'ont eu aucunes nouvelles de leur fils hospitalisé. Quand ils ont téléphoné à l'hôpital Jules Courmont, on ne voulait rien leur dire. Les parents n'ont pas eu l'autorisation d'aller le voir, tout comme l'avocat. Ils ne savaient pas si leur fils était dans le coma, s'il était encore en vie... Maintenant, il est sorti de l'hôpital, mais il a immédiatement été incarcéré à la prison St Joseph.

La famille a envie de se battre contre ces violences policières, en rassemblant le maximum de preuves, de témoignages. Ils aimeraient former un groupe de soutien, retrouver le couple de passants qui aussi a été blessé. Ils sont décidés à porter plainte en se constituant partie civile. Une saisine auprès de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité est en cours.

16 décembre 2004
Résistons Ensemble

Témoignage du procès contre les policiers

Cette fois-ci, ce n'est pas comme d'habitude. Ce ne sont pas les jeunes des quartiers qui occupent sur le banc des accusés, mais ce sont des flics. Et les accusateurs sont, cette fois-ci, les victimes habituelles des violences policières.

Ca s'est passé, ce mercredi 15 décembre, au TGI de Melun (77). C'est le jeune Omar, avec le soutien de l'association Bouge qui bouge de Dammarie-les-lys, qui accuse un capitaine de police et deux gardiens de la paix pour violation de domicile et mise en danger de la vie d'autrui. Les faits se sont produits, il y a plus d'un an, le 25 juin 2003, à la cité de Dammarie. Les policiers sont entrés dans la cave d'Omar, profitant d'un banal feu dans une cave située plus loin, puis le capitaine a sorti son arme de service et l'a menacé, tout en lançant, fait confirmé par quatre témoins sous serment, des insultes racistes et xénophobes, du genre « bougnoule, rentre dans ton pays ». Lors de l'audience, les policiers ont nié les faits, et ont prétexté un climat quasi insurrectionnel, des jets de pierre pour justifier la sortie de l'arme de service du capitaine. Comme l'a souligné l'excellente plaidoirie de l'avocate de l'accusation, à les écouter on se croirait en pleine Intifada. Alors que tout s'est passé près d'un bac à sable, et la prétendue « foule hostile » était composée des mêmes de 10 ans et des mères de familles. Plusieurs de ces mères de famille ont, par ailleurs, attesté que ce n'est pas ces gosses qui menaçaient à l'ordre public, mais le revolver brandi par le policier. Le Procureur, représentant de l'Etat, a agi comme s'il était le défenseur des policiers, il a qualifié les faits, certifiés par les témoins, de « blague » et a justifié sur tous les points le comportement des policiers. La salle n'est pas resté inactive pendant l'audience, plusieurs fois la trentaine de jeunes présents ont réagi, calmement mais fermement. Ils n'ont pas hésité à remettre à leur place les policiers et leur avocat, qui, en dépit de tous les témoignages, ont nié leurs insultes racistes et leur actes, « nous nous assumons, nous payons pour ce qu'on fait, osez assumez vos actes, pour une fois » leur balançait un jeune.

Le jugement a été mis en délibéré. Le rendez-vous est donc le **lundi 27 décembre à 13h30, au TGI de Melun** (Gare SNCF, RER depuis la gare de Lyon) pour l'annonce du verdict.

Les jeunes de Dammarie ont entamé cette action sans illusion, en continuité du combat exemplaire qu'ils mènent, avec Bouge qui bouge depuis plusieurs années contre l'arbitraire. Ils savent qu'il y a très peu de chance pour que la mise en cause de 3 policiers par Omar aboutisse. Mais ils conçoivent ce procès comme une action pédagogique, pour démasquer et démonter publiquement l'intervention policière, comme une étape pour passer de la position d'accusé à celle de l'accusateur.

4 janvier 2005
Résistons Ensemble

Le TGI de Melun a rendu son verdict : Omar contre les policiers

Le TGI de Melun a rendu son verdict aujourd'hui, le 3 janvier, dans l'affaire où Omar accusait en citation directe, avec le soutien de l'association Bouge qui bouge de Dammarie (77), trois flics de violation de domicile et mise en danger de la vie d'autrui.

Le capitaine de police, celui qui sortait son arme de service a été relaxé, un des deux gardiens de la paix également, quant au gardien de la paix, celui qui est entré dans la cave d'Omar, il a été condamné pour violation de domicile à 3000 euros d'amende avec sursis, 500 euros de dommages et intérêts et à 450 euros de remboursement de frais de justice.

En présence d'une forte mobilisation des jeunes de la cité, et en présence de plusieurs témoins, le tribunal ne pouvait se permettre de complètement écraser l'affaire.

Sans illusions et déterminée la lutte continue sur tous les terrains.

« Suceurs ⁽¹⁾ » de lepénistes, chauvins antiracistes, et gauchistes confus : un débat sans intérêt

Les tabassages systématiques organisés par plusieurs bandes de jeunes issues de banlieues populaires lors des manifestations parisiennes lycéennes du 15 mars ont donné lieu à de curieux débats sur Internet et à des prises de positions pour le moins maladroites chez certains militants « d'extrême gauche » ou anarchistes. Puis, pour augmenter un peu plus la confusion politique, un certain nombre de personnalités et d'intellos de gauche ont cru bon de nous pondre une pétition contre le « racisme anti-Blancs » qui ne fait qu'entraîner les uns et les autres dans une impasse politique.

Premier round : les « suceurs » de lepénistes passent à l'action

Sous prétexte que ces cogneurs venaient de quartiers ouvriers et étaient en grande partie originaires d'Afrique noire ou du Maghreb, la gravité de ces violences a été parfois délibérément sous-estimée à l'extrême gauche.

Ainsi dans *Le Monde libertaire* du 20 mars 2005 un premier article de Jean-Pierre Levaray (on l'a connu mieux inspiré) nous expliqua, sur un ton pontifiant, que les bandes ont toujours existé et qu'il y aurait déjà eu de telles violences contre les personnes lors de manifestations précédentes, ce qui est une façon de sous-estimer l'ampleur du phénomène, à Paris, et de noyer le poisson.

Puis dans la rubrique « humour » de ce même hebdomadaire, un autre collaborateur du *Monde libertaire* en rajouta deux louches bien lourdingues, en faisant semblant de croire que l'unique enjeu de la cogne concernait les portables dont les jeunes lycéennes « friquées » seraient dépendantes, tandis que les pauvres p'tits djenns en seraient privés. Notre humoriste libertaire ne doit pas sortir souvent dans la rue... ni savoir qu'il y a en France 56 millions de portables.

Sans vouloir dramatiser à l'excès ces actes inadmissibles, il est évident qu'ils constituent le

meilleur atout pour tous les racistes, les lepénistes et les fascistes de ce pays. Une journée de tabassages dans ce genre vaut un an de propagande du FN.

Deuxième round : les chauvins antiracistes essaient de ranimer la flamme du Franchouillard Inconnu

A la suite de ces manifs, quelques intellos ont lancé une pétition contre ce qu'ils appellent le « racisme anti-Blancs ». Il est amusant de noter que parmi les pétitionnaires qui se plaignent du « racisme anti-Blancs » figurent un certain nombre de prestigieux compagnons de route ou membres de SOS-Racisme, l'organisation de gauche qui a le plus fait pour raciaiser la population française en proclamant aux quatre coins de l'Hexagone qu'il fallait l'unité entre les « Blacks », les « Blancs » et les « Beurs » (*sic*). Sous prétexte de jouer les branchés, SOS Racisme, le PS et même une partie de l'extrême gauche divisent les populations vivant en France selon la couleur de leur peau ou leur prétendue appartenance ethnique. Sans compter les gauchistes qui, en luttant – avec raison – contre la loi sur les signes religieux ostensibles, se sont mis à privilégier l'appartenance religieuse par rapport à l'appartenance de classe. Ou ceux qui ont lancé l'« appel des indigènes de la République » sur une base purement émotionnelle (« nous, descendants d'esclaves ») au détriment de toute référence à la classe ouvrière, et en utilisant l'arme dangereuse de la culpabilisation collective de tous les « Français ».

Et maintenant, toutes ces belles âmes s'étripent en parlant de « concurrence des victimes », alors que ce sont justement elles qui lancent ce type de débats sur la place publique depuis plus de vingt ans sous prétexte, pêle-mêle, de respecter les différences, de défendre le féminisme, les traditions culturelles ou religieuses, etc.

Troisième round : la confusion s'installe durablement

Ces faux débats expriment une formidable régression politique qui se traduit par deux phénomènes :

- l'invasion du champ politique par les discours moralistes ou victimaires (de l'instrumentalisation du génocide des Juifs par les partisans de la politique colonialiste d'Israël, aux délires antisémites de Dieudonné au nom de la prétendue défense des victimes de l'esclavage et du colonialisme ; en passant par la défense du port du voile au nom de l'anticolonialisme et de l'antiracisme ou la culpabilisation collective de tous les Français sous l'Occupation ou durant la guerre d'Algérie, par exemple) ;

- l'appel à l'aide systématique des forces étatiques (justice, Parlement, voire police) pour suppléer la faiblesse des mouvements sociaux : multiplication des lois contre l'antisémitisme, le racisme, le sexisme, le harcèlement sexuel, l'homophobie, etc. Comme si ces fléaux pouvaient reculer uniquement grâce à l'aide bienveillante de l'Etat pour toutes les victimes : les Juifs, les Africains, les Antillais, les femmes, les homosexuels, etc.

Comme si l'auto-organisation des minorités ou des majorités opprimées n'était pas le seul moyen de se faire respecter. A une petite échelle, le seul fait que les organisations de parents et les syndicats aient organisé un SO un peu plus sérieux a empêché les violences contre les personnes de se produire, lors de la manif suivante, le 15 mars. Ce qui prouve qu'il n'y avait nul besoin de compter sur les flics qui, de toute façon, ont regardé les tabassages se produire sans intervenir lors de la manif précédente.

Rien ne sert de proclamer qu'on « aime la France ». Quelle France celle de Pétain ou celle

de Manouchian ? Celle de Louise Michel ou celle de Thiers ? Ce qui compte ce n'est pas l'amour de la patrie, mais le combat contre tous ceux qui profitent de la division de la jeunesse et de la population laborieuse.

1. Si les « Blacks » ou les « Beurs » (pour reprendre le détestable vocabulaire raciste popularisé par SOS-Racisme, conforme au modèle communautariste anglosaxon qui s'étend à la planète en même temps que le Coca-Cola, les McDonald's et l'exportation militaire de la « démocratie ») qui se sont interposés pour protéger des lycéens ou des lycéennes sont des « suceurs de Blancs » aux yeux de la caillera des cogneurs, alors ceux qui s'en prennent courageusement à 20 contre 1 à des lycéennes punk ou gothiques méritent bien qu'on leur colle l'étiquette de « suceurs de lepénistes ».

Y.C. (avril 2005)

Nouveau lumpenprolétariat et jeunes casseurs

Article publié dans *Le Monde* du 31 mars 2005-10-31

Pour nous, parents de lycéens agressés le 8 mars, ce qui s'est passé ce jour-là nous laisse un goût amer. A la fois parce que ce sont nos enfants qui manifestaient et qui ont été blessés et traumatisés et parce que nous sommes depuis longtemps engagés dans le combat contre les politiques de relégation dont ces violences sont le résultat.

Mais ce désarroi est aussi redoublé par le silence gêné que l'on observe chez nombre de nos amis politiques, à gauche et à l'extrême gauche, comme si voir et penser cette situation nouvelle dérangeait le confort de leur représentation du monde. A la difficulté de faire partager l'expérience des victimes s'ajoute ainsi le déni de ceux qui devraient en être solidaires.

Nous sommes convaincus que refuser de penser cette réalité revient seulement à laisser les démagogues de tous bords s'en emparer, au risque de l'aggraver.

Ne nous y trompons pas : les violences du 8 mars, loin d'être un incident isolé, sont révélatrices de la crise qui traverse la société depuis de nombreuses années et annoncent de nouveaux lendemains qui déchantent. Si la présence des adultes et des services d'ordre syndicaux, à la manifestation du 15 mars, a permis de contenir de nouvelles agressions, elle n'est en rien une solution.

Nous qui avons fait nos premiers pas dans les luttes sociales à la fin des années 1970 sommes bien placés pour savoir que la jeunesse a besoin d'affirmer son autonomie politique et que les lycéens n'ont pas les moyens de s'auto-organiser efficacement pour affronter cette violence, sauf à se transformer eux-mêmes en milices d'autodéfense, ce que nous ne pouvons leur souhaiter. C'est donc la liberté même de manifester qui est remise en question.

D'abord, il faut rappeler les faits. Ceux qui n'ont pas assisté aux violences du 8 mars ou qui ne sont pas parents de victimes ont du mal à mesurer l'ampleur et la gravité de ce qui s'est passé ce jour-là.

Contrairement aux années 1990, il ne s'agit pas d'actes isolés débordant la colère incontrôlée de "casseurs" révoltés, mais d'une violence massive (on parle d'un millier de "casseurs" pour 9 000 manifestants) et dirigée de façon exclusive et systématique contre les manifestants. Visages ensanglantés, filles traînées par les cheveux, lycéens en pleine crise de nerfs, bandes s'acharnant à dix, à coups de pied et de bâton, sur des gamins à terre.

Tous les témoignages décrivent ces scènes de cauchemar. Ce sont des centaines d'agressions qui ont eu lieu le 8 mars et des dizaines de gamins qui se sont retrouvés à l'hôpital, blessés et traumatisés. Sans parler des effets de cette violence sur l'imaginaire social de la jeunesse et de la terreur qu'elle a durablement installée dans l'esprit des plus tièdes. Ce qui a été cassé le 8 mars, c'est la manifestation lycéenne, contrainte de se disperser à mi-parcours, et avec elle la mobilisation des jeunes contre la loi Fillon et une éducation toujours plus inégalitaire.

Ces violences n'auraient pu avoir lieu sans la complicité passive des forces de l'ordre, qui ont assisté aux scènes de lynchage, souvent à quelques mètres, sans intervenir. Tout indique que le gouvernement a laissé faire, dans le but de briser la mobilisation lycéenne, au risque de nombreux dégâts collatéraux. C'est pourquoi nous demandons à ce qu'une enquête parlementaire soit menée pour faire le bilan de ces agressions (nombre d'admissions dans les hôpitaux et gravité des blessures, nombre de plaintes déposées) et la lumière sur le comportement des autorités.

Au-delà de cette question essentielle, il nous faut nous interroger pour comprendre comment des jeunes exclus du système scolaire, pour la plupart issus de l'immigration, en sont arrivés à considérer comme leurs ennemis d'autres jeunes manifestant pour l'égalité des chances.

Or, à de rares exceptions près, les analyses proposées par les commentateurs sont incapables d'appréhender la nouveauté de cette situation. Ainsi Esther Benbassa se demande, dans *Libération* des 26 et 27 mars, si "dans les violences commises à l'égard des manifestants lycéens, il n'y a pas plutôt l'ancienne opposition bourgeois-prolétaires".

Cette lecture est doublement erronée. D'abord parce que les lycéens qui manifestaient le 8 mars n'étaient pas des "bourgeois", mais venaient essentiellement des couches moyennes et des classes populaires. Les lycéens de banlieue étaient d'ailleurs fortement représentés durant la manifestation et ont eux aussi été victimes des violences. A l'inverse, les écoles d'élite, publiques ou privées, où se reproduit la bourgeoisie, étaient évidemment absentes de la mobilisation.

Les agresseurs ne sont pas plus proches du prolétariat que les agressés de la bourgeoisie. Ils appartiennent plutôt à cette couche d'exclus née de la délocalisation massive du travail ouvrier à partir des années 1970 et de l'éclatement des anciennes solidarités qui y étaient liées.

Discriminés par leurs origines sociales et ethniques, relégués dans des ghettos, orientés malgré eux dans des filières sans avenir, certains de ces jeunes plongent dans les mirages de l'économie parallèle et assouviennent leur fantasme de toute-puissance dans l'hyperviolence à la *Orange mécanique*, dernier réceptacle d'un capital corporel qui ne trouve plus à s'employer.

Exclus du système éducatif, ils le sont aussi des combats pour sa transformation et n'entretiennent plus avec ceux qui luttent que ressentiment et jalousie sociale.

Loin de contester le système, les identités refuges qu'ils se fabriquent au sein de leur sous-culture de ghetto le reproduisent jusqu'à la caricature : conquête de territoires, consommation effrénée de marques, haine de la différence, machisme, cynisme, business, guerre de tous contre tous. Plus que les "prolétaires", ces exclus des exclus rappellent le lumpenprolétariat, cette "armée de réserve du capital" décrite par Marx, qui constituait la "phalange de l'ordre" de Bonaparte ou qui servait d'auxiliaire de choc aux troupes d'Hitler et de Mussolini.

Comme on l'a vu le 8 mars, l'ordre néolibéral se nourrit de cette forme contrôlée d'illégalisme. Utilisée ponctuellement pour briser une manifestation parisienne, cette violence est en général maintenue à la périphérie, mais elle justifie en même temps un quadrillage généralisé et elle est forcément coupée des classes populaires puisque celles-ci en sont les premières victimes.

Elle est politiquement sans péril et économiquement sans conséquences. Bouc émissaire de toutes les inquiétudes sociales,

elle permet de fabriquer un "ennemi intérieur" face auquel l'Etat peut se constituer comme garant de l'ordre et justifie d'autant l'apartheid social et la logique sécuritaire qui en est le corollaire.

Le racisme est évidemment une composante de ce ressentiment. Tous les témoignages sur le 8 mars le corroborent et certains des agresseurs le revendiquent. Si, et il est essentiel de le souligner, nombre de manifestants étaient eux-mêmes issus de l'immigration, les bandes qui les attaquaient étaient bien des bandes ethniques. Elles traquaient surtout les "petits Blancs" et de préférence les petits blonds, même si elles ne se gênaient pas pour frapper les lycéens de couleur qui s'interposaient, traités de "suceurs de Blancs" pour l'occasion.

A défaut de nous plaire, ce constat ne devrait pas nous surprendre.

Pourquoi les Juifs, les Arabes ou les Noirs, qui subissent l'explosion du racisme, comme viennent de le confirmer les travaux de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, ne deviendraient-ils pas, pour certains, racistes à leur tour à l'encontre de ces "petits Blancs" érigés en victimes expiatoires de leur exclusion sociale ?

L'histoire nous démontre que la pulsion raciste, l'exclusion de l'autre, et son contraire, le dépassement de l'altérité par l'affirmation d'une société commune, n'ont cessé de se livrer une lutte sans merci en tous lieux et depuis l'aube de l'humanité. La bête immonde sommeille en chacun et l'éclatement communautariste qui accompagne la barbarie libérale lui prépare encore de beaux jours.

Voir et penser ce racisme à l'envers est nécessaire pour comprendre le degré de fracture au sein de la jeunesse. Il ne s'agit en aucun cas de stigmatiser l'ensemble des jeunes issus de l'immigration, qui dans leur immense majorité ne le partagent pas. C'est pourquoi nous dénonçons l'appel lancé il y a quelques jours contre le "racisme et les ratonnades anti-Blancs", qui surfe sur le traumatisme du 8 mars pour collecter des signatures auprès des lycéens.

Comme le racisme est protéiforme, l'antiracisme est indivisible. Contre les démagogues communautaristes qui cherchent à mettre en concurrence la mémoire des crimes coloniaux et des génocides, et qui tentent d'instrumentaliser les souffrances du présent pour nous diviser, notre seule force est la réaffirmation, ici et maintenant, d'une communauté humaine possible.

Nous avons appris dans notre jeunesse que la notion de race n'avait pas de fondement scientifique et nous avons éduqué nos enfants pour

en faire des citoyens du monde. Ni blancs, ni blacks, ni beurs, notre identité n'est pas seulement faite de nos origines, mais de ce que nous faisons de nos vies. Encore faudrait-il que ce monde accueille des citoyens libres et égaux. Pour l'heure, nous en sommes à la résistance, et, comme le disait Jean-Luc Godard dans son *Eloge de l'amour*, "il n'y a

pas de résistance sans mémoire et sans universalisme".

Brigitte Larguèze, sociologue, **Frédéric Goldbronn** et **José Reynes** (parents de lycéens blessés lors de la manifestation du 8 mars) .

Quand Juju (Julien Dray) parle aux jeunes

On sait que Julien Dray, porte-parole du Parti dit socialiste, s'était fait remarquer le 25 mai en demandant au tribunal de suivre les réquisitions du parquet dans le procès politique intenté à Samuel Morville, l'un des animateurs de la Coordination lycéenne.

Alors que Samuel vient d'être condamné à 5 mois de prison avec sursis et que tous les autres partis et organisations de gauche (PCF, FSU, FCPE, LDH, MRAP...) demandent l'abandon des poursuites contre les lycéens (rappelons qu'une quarantaine de procès sont en cours), l'affreux récidive aujourd'hui en estimant que « le tribunal aurait mieux fait de s'inspirer de la jurisprudence Barthez (sic) en en restant à une réponse civique plutôt que répressive ». En clair, le tribunal aurait dû condamner Samuel à une peine de travail obligatoire.

Le cas de Julien Dray vaut qu'on s'y attarde un peu, tant il est exemplaire.

Dray (« Juju » pour les intimes) a commencé sa carrière comme petit chef trotskiste au lycée Balzac (où plusieurs lycéens sont aujourd'hui inculpés), avant de trouver dans le PS une scène à la mesure de ses ambitions carnassières. Il a pris de l'embonpoint, s'est fait refaire les dents, et s'est d'abord placé sous la houlette de ce vieux fourbe de Mitterrand, avant de trahir un par un tous ses amis de la « gauche socialiste », jusqu'à devenir n°2 du parti, à l'ombre de Hollande, en attendant mieux.

On ne lui connaît qu'une seule passion : les montres, dont l'une achetée en 1997 place Vendôme à Paris pour la modique somme de 250 000 francs (plus de 38 000 euros), et qui a failli lui valoir quelque complication puisqu'il a payé 150 000 francs en liquide, ce qui est interdit par la loi. Cette anecdote est d'autant plus savoureuse que ce concurrent direct de Sarkozy dans la surenchère sécuritaire expliquait en 2002 dans un entretien au *Figaro* : « Je suis la gauche, la vraie. Je suis populaire, au sens où je vis avec le peuple, celui qui gagne 8 000 francs par mois, qui galère dans les transports en commun et qui vit dans des quartiers difficiles. »

Mais Dray n'est pas seulement un carriériste sans foi ni loi, il voudrait aussi qu'on l'aime. Responsable depuis mars de la jeunesse au sein du Conseil régional d'Ile-de-France, il a ouvert un skyblog pour « dialoguer avec les jeunes ». Il s'y présente ainsi : « J'ai des idées, mais seul on peut pas tout savoir. (...) Donc j'ai moi aussi ouvert mon Skyblog pour recevoir vos avis. Sur quoi ? Sur tout ! Si vous avez un peu de temps à me consacrer, ça m'arrangerait. Ça m'éviterait d'être à côté de la plaque, et vous ça vous évitera peut-être de dire que les politiques ne vous demandent jamais votre avis. Donc voilà, je suis là pour dialoguer avec vous. » Et il poursuit : « On vous entend plus, vous êtes où ? Pourquoi, après des années de mobilisation où ça chahutait pas mal dans les rues, on n'entend plus trop les jeunes ? »

Ce qui est rigolo, c'est bien sûr les réponses. J'ai relevé celle-ci parmi des dizaines d'autres :

« **De lycéenne, posté le jeudi 02 juin 2005 à 08:52** Ne votez plus jamais et sous aucun prétexte pour le PS. La gauche dit non au PS pour 2007. Dès maintenant faisons campagne pour le non au PS en 2007. Demandons la dissolution du PS. Exigeons l'obligation pour tous les dirigeants du PS de s'inscrire à l'UMP dès la dissolution du PS. Exigeons l'interdiction pendant 50 ans pour tout dirigeant actuel du PS de participer à la création d'un nouveau parti qui se dirait de gauche. Exigeons que la justice condamne et sévèrement comme le demande Dray pour les lycéens, le PS pour utilisation frauduleuse, abusive et répétée du terme "socialiste". Exigeons du ministre de l'Education que tous les instituteurs de France fassent copier cent fois à leurs élèves : "le PS n'est pas à gauche". Hollande à La Haye pour crime contre le mouvement ouvrier NON au PS en 2007. »

Alors, en attendant de croiser Julien Dray dans un quartier difficile, et de l'aider à remettre sa toquante à l'heure, vous pouvez toujours aller faire un tour à l'adresse suivante (avant qu'il ne la ferme) :

<http://iledefrance.skyblog.com/>

Amitié et bon courage à tous les inculpés,

Frédéric Goldbronn

PS : pour être informé sur les procès, on peut s'inscrire sur la mailing liste de Défense collective à l'adresse suivante : <http://echanger.propagande.org/cgi-bin/mailman/listinfo/defense-collective>

Témoignage repris des sites Infozone et Les mots sont importants

Clichy-sous-Bois : zone de non-droits ou zone d'injustices ?

Témoignage et retour sur une série de mensonges

Je suis à Clichy par intermittence depuis samedi matin pour préparer avec une journaliste de France-Inter une série d'émissions sur la situation à Clichy-sous-Bois. La ville s'est "embrasée" du jeudi 27 octobre au soir au lundi 30 au soir. Je livre ici ce que j'ai vu, entendu, compris, et ce qui m'a été rapporté.

1. Deux jeunes morts (Zyad et Bouna, 17 et 15 ans, du collège n°3) semblent bien avoir été poursuivis par la police, contrairement à ce qu'affirmait la version officielle qui niait toute course-poursuite (version Sarkozy et Parquet). Pourquoi aller dans cette ruelle et escalader une palissade pour se cacher dans un transformateur EDF alors même que leur cité se trouvait non loin du lieu du drame ?

2. Les jeunes, une dizaine, alors qu'ils jouaient au foot, ont fui un contrôle de police car certains n'avaient pas de papiers (entre autres, le troisième électrocuté, Metin, en cours de régularisation). Jamais ils n'ont commis de vol sur un chantier comme le prétendait la version officielle, reprise pourtant par de Villepin jeudi, et qui n'est plus défendue aujourd'hui par personne puisque samedi, le procureur de Bobigny a reconnu à son tour qu'il s'agissait d'un simple contrôle d'identité. D'ailleurs les jeunes garçons interpellés ont été relâchés une heure après leur arrestation, preuve qu'ils n'avaient rien à se reprocher. Metin, gravement brûlé, "ne se souvient de rien" selon la version officielle... Ce silence a-t-il un lien avec son statut juridique ? (1)

3. Des rumeurs de toutes sortes se sont ainsi développées dans la ville : pourquoi ces mensonges policiers ? que cachent-ils ? Des émeutes ont éclaté : spontanées jeudi, elles ont été encadrées vendredi par des "anciens". Les premières cibles sont : la poste (voitures brûlées), les pompiers (un camion caillassé), les abribus, une école (début d'incendie). Les émeutes de vendredi ont été particulièrement violentes (coups de feu sur les cars de gendarmes et de CRS, jets de projectiles...). Elles ont eu lieu dans les grandes avenues qui bordent la cité du Chêne pointu (près de la Pama). De très nombreuses voitures ont été brûlées : leurs carcasses calcinées jonchaient les rues encore samedi matin.

Samedi matin, une marche silencieuse a été organisée par les associations religieuses et la mosquée. L'heure était aux appels au calme. Les regards se tournaient vers la justice et Sarkozy était souvent conspué. Les institutions musulmanes, la mairie et les militant associatifs, visiblement unis, semblaient reprendre le contrôle de la situation. On a compté un peu plus d'un millier de participants. Pour éclaircir les circonstances du drame de jeudi, le maire PS de Clichy, Claude Dilain, épuisé et ému, qui semble bénéficier d'une réelle écoute auprès de la population clichoise, jeunes compris, a demandé officiellement à Nicolas Sarkozy l'ouverture d'une enquête sur la mort des deux jeunes. L'avocat des familles des victimes, de son côté, à la sortie d'une réunion qui a eu lieu à la mairie après la marche silencieuse, affirmait vouloir déposer une plainte pour non-assistance à personne en danger pour

faire toute la lumière sur les circonstances du drame. Tout paraissait calme dans la journée et les forces de l'ordre demeuraient invisibles.

Samedi soir, au moment de la rupture du jeûne (vers 18h30), les 400 CRS et gendarmes, dont une partie vient de Chalon-sur-Saône, sont sortis un peu partout dans la cité du Chêne pointu. Comme à l'accoutumée, il s'agissait d'encercler – "de boucler" – le quartier. Don quichottisme policier : en cohorte, à la façon des légions romaines, au pas de course, visière baissée, bouclier au bras, et flashball à la main, ils parcourent les rues, une à une, contre des ennemis invisibles. A cette heure, tout le monde mange et personne ne reste dehors. Pourquoi cette démonstration de force alors même que les rues étaient particulièrement calmes ? "Provocations policières", répondent à l'unisson les habitants interrogés. C'est un leitmotiv depuis vendredi soir.

Au bout d'une heure, quelques jeunes sortent et se tiennent face aux policiers : tous attendent le début des affrontements. Quel sens donner à cette stratégie policière, à part celui qui consiste à vouloir "marquer son territoire", c'est-à-dire appliquer une version animale et musclée du retour à "l'ordre républicain" ? Plusieurs témoignages et enregistrements sur portable manifestent aussi, de façon indiscutable, la volonté de la police d'en découdre avec les jeunes (insultes racistes, appels au combat, bravades...).

Je suis monté aux Bosquets – à la mosquée Bilal – vers 21 heures : elle était pleine à craquer (1 200-1 300 personnes environ) pour cette nuit du Destin que les fidèles passent traditionnellement à la mosquée. De nombreuses voitures et poubelles ont déjà brûlé et les jeunes venaient se réfugier aux abords de cette enclave en plein milieu de la cité. L'ambiance néanmoins était au recueillement, et les imams, depuis le début, ont joué un rôle important dans la pacification.

Samedi soir, en dépit des provocations policières, les affrontements semblaient moins violents. Est-ce l'effet des appels au calme répétés depuis le matin ? Est-ce dû à l'importance rituelle de la nuit du destin en cette période de Ramadan ?

4. Dimanche soir, en guise de témoignage, un coup de fil désespéré et indigné d'Ibrahim, le fils d'un imam, à 20h55 : la police vient, en pleine prière, de gazer (2) la mosquée des Bosquets. Des femmes – dans la salle de prière qui leur est spécialement réservée – se sont presque évanouies, me dit-il. A leur sortie,

elles sont insultées par des membres des forces de l'ordre, me rapporte-on : "Pute, salope...". Toutes les médiations avec la police s'avèrent impossibles, et ceux qui s'y risquent ont pour toute réponse un "dégage" cinglant et risquent d'être blessés par un flashball. Ibrahim me demande de témoigner mais je ne suis pas à Clichy à ce moment-là.

Cette nouvelle paraît hallucinante. Comment peut-on attaquer un lieu de culte ? Pourquoi gazer la mosquée alors que les autorités religieuses étaient les seules avec la mairie à pouvoir calmer la situation ? Dès lors l'embrasement total menace, les affrontements reprennent et de nouvelles voitures sont brûlées : les positions se radicalisent d'autant plus que, dans la nuit, les forces de l'ordre nient avoir utilisé des grenades lacrymogènes contre la mosquée. Le modèle de grenade utilisé contre les fidèles de la mosquée ne correspondrait pas à celui qu'utiliserait la police. Dorénavant, il y a deux affaires : la mort des deux adolescents et l'attaque de la mosquée.

Au même moment, Sarkozy à la télévision justifie et défend le déploiement policier à Clichy et prône une nouvelle fois la "tolérance zéro" : le poing fermé dans une main, et dans l'autre...rien, à part la main invisible du marché.

5. Lundi matin, l'ambiance est tendue. A 11 heures, Sarkozy réunit à la préfecture de Bobigny les forces de l'ordre : félicitations et soutien sont les mots d'ordre de la matinée. La version officielle du gazage de la mosquée a subi quelques inflexions durant la nuit. Le modèle de grenade utilisé correspond à celui de la police, mais le doute subsiste : qui peut bien avoir jeté ces grenades dans la mosquée ? Une nouvelle fois, la version officielle ne paraît en rien correspondre à la vérité.

À 13 heures, je me rends au Chêne Pointu regarder le journal TV avec un imam et sa famille : le traitement médiatique est au cœur aussi du ressentiment exprimé par beaucoup depuis le début des "émeutes". L'impression qui domine tous les discours ici est que les médias ne sont que les relais des institutions officielles, fussent-elles à l'origine de mensonges, et surtout qu'ils participent à la stigmatisation dont se sentent victimes les habitants de ces quartiers populaires.

Pourtant, le ton change : la presse et les chaînes de télévision se font plus critiques. La version officielle et de la mort des deux enfants et du gazage de la mosquée est remise en cause, du moins interrogée.

A 14 heures, conférence de presse à la mosquée des Bosquets. Un film, pris grâce à un téléphone portable, fait office de preuve. Il est

projeté devant les journalistes nombreux : il donne à voir la panique qui a saisi les fidèles pendant le gazage. Puis les responsables ont pris la parole. Le ton est ferme, l'émotion palpable et les demandes : une enquête judiciaire et des excuses officielles. L'égalité de traitement entre les différents cultes est au cœur des revendications. M. Bouhout, président de la mosquée, proche pourtant de l'UMP, se fait même menaçant quant à sa capacité à pacifier les esprits.

Le grand frère de Bouna, devant la presse, annonce qu'il refuse de rencontrer Sarkozy, jugé "incompétent" et demande, avec la famille de Zyad, une entrevue avec le Premier ministre. Tous demandent que la police évacue le quartier, condition nécessaire pour retrouver un peu de calme et pacifier la situation.

En périphérie de cette conférence de presse, des militant(e)s associatifs reviennent sur les causes socio-économiques des événements trop souvent occultées : Clichy occupe toujours une place de choix dans le palmarès des communes les plus pauvres de France et les associations ont de moins en moins d'argent pour travailler. L'ambiance est tendue à la sortie de la mosquée : des jeunes se renseignent aux abords du lieu du culte.

Des femmes racontent ce qu'elles ont vu et subi : au cœur des témoignages, la colère contre la police qui multiplie les interventions "musclées" en dépit du bon sens et, trop souvent, de la loi ; contre les autorités ministérielles qui ne dénoncent pas le gazage de la mosquée dimanche soir. Les autorités religieuses, visiblement abattues et émuës par ce qui s'était passé la veille, reprennent peu à peu le contrôle de la situation. Tout le monde attend la soirée avec appréhension.

A 19 heures, un accord est trouvé entre des membres de la mosquée et la préfecture : des jeunes sont désignés comme médiateurs pour "calmer" les plus énervés et prévenir les éventuelles échauffourées avec la police. Cette idée n'est pas neuve : c'était une proposition de certains jeunes samedi, mais les autorités préfectorales ne semblaient pas intéressées. Se sentent-elles impuissantes à trouver une solution au conflit ? La méthode dure, qui a prouvé son inefficacité et son iniquité, trouve-t-elle enfin ses limites ?

23h30 : La police et les jeunes jouent au chat et à la souris, mais la situation semble maîtrisée. Sur le terrain, les médiateurs jouent un rôle central me dit-on : ils vont à la rencontre des plus jeunes discuter pour les dissuader de passer à l'acte. J'apprends dans la nuit que le garage de la police municipale de Montfermeil a été brûlé et que les forces de l'ordre ont procédé à quelques interpellations. Les affrontements ont été évités.

Antoine Germa, professeur d'histoire-géographie à Clichy-sous-Bois

(1) Depuis, Metin est revenu sur ses déclarations et déclare avoir été poursuivi par des policiers en uniforme et en civil (*Ni patrie ni frontières*).

(2) Cette expression est pour le moins exagérée, puisque la ou les grenades (on ignore combien) sont tombées à proximité (ou à l'intérieur ?) de la « mosquée », lieu de culte difficilement repérable puisqu'il se trouve dans un ex-entrepôt anonyme. La répétition lancinante de l'expression « gazage de la mosquée » dans ce témoignage à chaud traduit certainement bien l'état d'esprit d'une partie des habitants de Clichy-sous-Bois qui se sont sentis agressés (et l'ont effectivement été), mais il est fort douteux que les CRS aient délibérément voulu « gazer » la mosquée, quand on sait que leur chef Sarkozy fait de la lèche aux dirigeants religieux musulmans depuis plusieurs années et veut faire assurer par l'Etat la formation des imams. On remarquera aussi qu'un animateur de Clichy-sous-Bois a parlé, lui, de « salle de prière », et non de « mosquée » lors d'une émission à la télévision. Notons en effet qu'en France il existe 1700 lieux de culte musulmans dont seulement 74 mosquées pouvant accueillir plus de 500 personnes. Les salles de prière sont donc très largement majoritaires et il semble qu'une confusion soit savamment entretenue entre les deux. (*Ni patrie ni frontières*).

Émeutes de Clichy-sous-bois les jeunes accusent la police

Entre provocations et répressions policières
dimanche 30 octobre 2005, par David Cadasse

Face aux suites insurrectionnelles du drame des deux adolescents morts électrocutés dans un transformateur EDF alors qu'ils tentaient de « fuir la police », les jeunes de Clichy-sous-bois (banlieue parisienne) accusent les forces de l'ordre de mettre de l'huile sur le feu en les provoquant sciemment et même de leur tirer dessus sans raison avec des balles en caoutchouc. Afrik a récupéré une vidéo illustrant les violences policières et a recueilli de multiples témoignages à l'occasion d'une rencontre, dimanche, entre le maire et les jeunes.

Dimanche, 15h mairie de Clichy-sous-Bois. Le maire a organisé une rencontre informelle avec les jeunes, tous très remontés ou dépités par l'attitude de la police la veille. La veille, la ville avait organisé une marche silencieuse en hommage aux deux adolescents, Ziad et Banou, brûlés vifs jeudi dernier dans une centrale EDF alors qu'ils étaient, ou pensaient être, poursuivis par la police. Mais si, après deux jours d'émeutes, la tension était tombée d'un cran, les jeunes accusent les forces de l'ordre de susciter et d'entretenir la haine du képi en multipliant provocations, abus d'autorité et répression gratuite.

« Toutes les forces vives à même de calmer le jeu ont fait un énorme travail. La marche s'est déroulée dans le calme, mais dans la soirée les CRS se sont mis à aiguillonner les jeunes, à les provoquer », reconnaît un membre de la mairie qui a requis l'anonymat. Sur le parking de la mairie, plus de 150 jeunes, essentiellement d'origine africaine (Afrique noire et Afrique du Nord), sont venus écouter le maire. Ce dernier tient à rappeler que toute la casse qu'il y a eu sera à la charge de la ville, donc du contribuable. Il prône une solution entre personnes de la ville et semble mettre de côté le facteur policier. Chacun s'exprime librement.

Dans la foule, les langues se délient. De petits groupes se forment ça et là pour commenter les événements de la veille. Tous dénoncent les abus et les provocations de la police. Beaucoup ont été témoins d'exactions ou directement pris pour cible. « Ils (les policiers, ndlr) sont plus chauds, ils nous

provoquent plus. Le frère d'un des enfants défunts était avec nous, comme d'habitude, en bas de son immeuble quand la police est arrivée, avec ses flash ball (fusil tirant des balles en caoutchouc, ndlr) et a commencé à nous toiser pour finir par lui dire : 'toi rentre chez ta mère'. Il a fait trois pas vers les flics pour leur parler, un des flics lui a dit : 'Arrête ou je t'allume'. Nous nous sommes sauvés jusqu'au dixième étage, ils ont commencé à tirer des balles à gaz dans le hall », explique, écoeuré, Jérémy.

Des mères de famille insultées alors qu'elles sortaient de la mosquée

« Ils racontent tous de la merde, spécialement les journalistes, s'empare Youcef, en regardant l'équipe de Capa production (*Le vrai journal*), entourée de jeunes, prendre des images et des commentaires. Ils ont d'emblée commencé à salir la réputation des victimes alors que le procureur de Bobigny reconnaît aujourd'hui qu'ils n'étaient pas connus défavorablement des services de police. Les médias veulent tous nous faire passer pour des racailles, alors que c'est la police qui provoque les jeunes pour saisir le moindre prétexte pour frapper ou tirer. »

« Nous sortions de la mosquée, et la police nous a encerclés, flash ball aux poings. Ils nous ont pris à partie, mais ce qui nous a le plus choqué c'est quand ils ont mis en joue des mères de famille qui sortaient de la prière et qu'ils se sont mis à les insulter : « Cassez-vous bande de putes et surveillez mieux vos enfants ! », explique, Morad, plein d'une colère contenue. S'il ne semble pas du genre à prôner l'affrontement avec les forces de l'ordre, tous ne sont pas aussi tempérés.

Forces de l'ordre... ou du désordre ?

La tension est palpable. D'autant que trois voitures de police se sont postées à 50 m de la mairie. L'un des policiers a son flash ball à la main et le doigt sur la gâchette. La foule prend cela pour une énième provocation. Les esprits s'échauffent quelque peu. Deux personnes commencent à haranguer la foule pour attaquer la police : « Venez, on est plus nombreux, on y va tous et on leur pète leur mère », clame l'un d'eux. Heureusement que les partisans du calme et du dialogue sont plus nombreux. Ils arrivent à disperser la ligne de jeunes formée en face des voitures de police.

« Ils nous provoquent de trop, j'ai des amis qui se sont fait tirer dessus, comme ça, pour rien, avec des balles en plastique. Cela ne peut engendrer que la violence. Tout le monde est chaud. Maintenant si ça doit péter ça va péter. Je n'ai pas peur d'eux et de leurs armes. On va arriver à un stade où l'on va se procurer des armes. Ça va devenir comme en Amérique ici », prophétise Jonathan.

« La police m'a arrêté à 4 heures du matin. J'étais seul en voiture. Ils ont fouillé le véhicule et ont trouvé une batte de base-ball dans mon coffre. Quand ils m'ont demandé pourquoi j'avais une batte, je leur ai répondu qu'il n'était pas interdit d'en mettre une dans son coffre. Ils m'ont répondu : « Et c'est interdit si je le mettais dans ta gueule ! ». Puis ils ont commencé à me dire « On n'est pas à Beyrouth ici » et à m'insulter « espèce de petit pédé ». L'un d'entre eux voulait absolument me voir pleurer. Il est venu juste devant moi et m'a dit « Pleure ! ». Alors qu'il me répétait ses mots, une voiture de journalistes est heureusement passée. Je les ai interpellés et ils se sont arrêtés. Le policier a lâché avant qu'ils n'arrivent qu'il n'aimait pas les journalistes, mais bon il ne pouvait rien faire d'autre que de me laisser tranquille.

La police entièrement couverte par Nicolas Sarkozy

Dans le drame de Clichy-sous-Bois, deux versions s'affrontent, sur le point de savoir si la police poursuivait ou non les adolescents qui revenaient d'un match de foot : celle de la police et celle des jeunes de la ville. Le problème est qu'il y a des témoins. Un des jeunes poursuivis explique qu'il s'est caché alors que ces trois copains filaient droit vers la station EDF. Au delà du témoignage, certains ne comprennent pas non plus la version de la police. « Pourquoi certains autres jeunes ont été arrêtés s'ils ne les poursuivaient pas, puisque tout le monde avait pris la fuite ? », s'interrogent les uns. « Pourquoi les jeunes auraient-ils décidé d'escalader un mur de 3 mètres avec des barbelés ? », se demandent les autres. Autant d'interrogations que la police balaie d'un revers de la main.

Le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a, lui-même, déclaré dimanche au 20 heures de TF1, que d'après les éléments dont il disposait : « la police ne poursuivait pas les jeunes ». S'il entend « dire la vérité à tout le

monde », il a tenu à rendre « hommage au travail remarquable des policiers » et à les « féliciter » pour les différentes interpellations. Un discours sécuritaire qui nourrit, pour beaucoup, un amalgame dangereux - à savoir que toutes les personnes appréhendées étaient des voyous- et qui cautionne l'impunité des forces de l'ordre.

Une vidéo accablante pour les forces de l'ordre

Nicolas Sarkozy a une fois de plus rappelé qu'il entendait maintenir une « tolérance zéro » face aux violences urbaines. Décritant la police de proximité, il prône désormais la nécessité de multiplier les interpellations. Entendu par là que les « vrais jeunes », n'auront rien à craindre de la police. En attendant, le dispositif sécuritaire, qui compte plus de 400 CRS, gendarmes et policiers, commençait à se mettre en place dimanche pour quadriller la ville.

La police soutenue par le ministre de l'Intérieur a-t-elle tous les droits ? Une vidéo, tournée depuis un téléphone portable, circule actuellement dans les quartiers. Un document, intitulé « Les nouveaux keufs [1]de Sarko », qui a été remis à Afrik et dont une partie pourra être visualisée en ligne. On y voit une voiture de police arrêtée portière ouverte. On croit deviner qu'un policier reçoit un projectile. La riposte est immédiate. On y voit clairement des policiers en civil tirer à plusieurs reprises, dont deux fois presque à bout portant, avec leurs flash ball. On les voit courir après les jeunes en criant « Revenez bande de bâtards ! »

« Certaines des balles en caoutchouc sont même signées, explique Kader. Il y a un gars qui en a récupéré une qui portait l'inscription : 'Boum, boum dans tes fesses, à bientôt, Luc'. La rupture entre les jeunes et les forces de l'ordre semble définitivement consommée. Entre le discours des politiques, qui cautionnent les agissements de la police et les médias, accusés de travestir et tronquer la réalité, la méfiance et le ras-le-bol nourrissent un sentiment de haine qui pourrait malheureusement conduire au pire.

[1] **Policiers en argot urbain.**

LA VIOLENCE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ET SES RESPONSABLES

Depuis quatre jours, depuis la mort de deux jeunes, électrocutés en cherchant à fuir la police, la ville de Clichy-sous-Bois est le théâtre, chaque nuit, d'affrontements entre la police et plusieurs centaines de jeunes d'un quartier populaire.

Clichy-sous-Bois, c'est la banlieue parisienne. Mais la violence aurait pu exploser dans les banlieues de Lyon, Strasbourg, Lille ou ailleurs, et pour les mêmes raisons.

Bien sûr, les principales victimes de ces violences sont les habitants de ces banlieues. Les voitures qui brûlent ne sont pas des voitures de milliardaires ou de ministres, mais celles de travailleurs qui vivent dans ces quartiers. C'est pourquoi, lorsque les jeunes s'en prennent aux pompiers en tant que représentants de l'autorité, cela ne montre pas une bien grande conscience.

C'est là-dessus que s'appuie Sarkozy pour déployer toute sa démagogie sécuritaire en promettant de "nettoyer au karcher" La Courneuve, "d'éradiquer la gangrène" à Argenteuil et de s'en prendre à "la racaille", à Clichy-sous-Bois. Et de tenter de se poser en défenseur des quartiers populaires en leur promettant d'y rétablir la sécurité !

Mais ce ne sont que les propos démagogiques d'un homme qui cherche à plaire à l'électorat d'extrême droite en surenchérissant sur Le Pen (1). Même sur le plan strictement policier, il n'y a pas, dans les quartiers dits sensibles, plus de police de proximité ou de postes de police permanents. La politique de Sarkozy, c'est d'envoyer ponctuellement une armada de CRS pour mener la guerre contre un quartier en s'en prenant à tout ce qui est jeune, à tous ceux dont le faciès leur déplaît, quand ils ne s'amusent pas à tirer des grenades lacrymogènes à l'intérieur d'une salle de prières. La démagogie de Sarkozy ne rend pas les quartiers populaires plus sûrs pour leurs habitants, mais, en revanche, elle encourage les attitudes les plus répressives de la police et le racisme de nombre de ses éléments. Et, en face, elle sème la haine.

Aujourd'hui, le Parti socialiste s'élève contre Sarkozy et ses méthodes. Même les concurrents de Sarkozy à l'intérieur de la

majorité le font. Mais, au-delà du personnage du ministre de l'Intérieur qui ne se dit pas d'extrême droite mais en mène la politique, si la vie devient de plus en plus dure dans les quartiers populaires, les gouvernements de gauche du passé ont tout autant leur part de responsabilité que la droite.

Avec l'appauvrissement général des classes laborieuses, les quartiers populaires minés par le chômage de leurs habitants se transforment en ghettos : pas d'infrastructures pour les jeunes, pas d'éducateurs, pas d'animateurs de quartier, des écoles surchargées, des bureaux de poste fermés, des commerces qui désertent.

La violence au quotidien dans ces quartiers est peut-être le fait de voyous ou de trafiquants. Mais des voyous, il y en a toujours eu, pourquoi trouvent-ils aujourd'hui le soutien d'une bonne partie des jeunes ? Pourquoi les explosions de violence entraînent-elles contre la police bien plus de jeunes que ces petits caïds de quartier ? Parce qu'il n'y a pas un jeune dans ces quartiers qui n'ait touché du doigt qu'aux yeux de la police de Sarkozy, la "racaille", ce sont les pauvres, tous les pauvres, et pas seulement quelques voyous ou quelques trafiquants. Parce que, pour la majorité d'entre eux, l'avenir est bouché et sans espoir.

La dégradation de la vie dans les quartiers pauvres fait partie de la dégradation de la condition ouvrière sous l'effet des coups que le grand patronat comme les gouvernements qui se succèdent ont portés aux classes populaires. Et ce qu'on peut souhaiter, c'est que la classe ouvrière, en retrouvant sa capacité à réagir à l'offensive du patronat et du gouvernement, trouvera l'oreille de la jeunesse des quartiers populaires et que celle-ci, de son côté, pourra, aux côtés de l'ensemble du monde du travail, exprimer ce qui est légitime dans sa révolte en laissant les voyous et les petits trafiquants sur le bord du chemin.

Arlette Laguiller

(édito des bulletins d'entreprise
de Lutte ouvrière)

(1) Il n'est pas sûr que seul l'électorat lepéniste soit visé par Sarkozy. Une partie de l'électorat de gauche partage lui aussi les pulsions sécuritaires du ministre de l'Intérieur et entretient un lien très ambigu avec les immigrés et leurs descendants (*Ni patrie ni frontières*).

Qui sème la misère, récolte la colère

Jeudi dernier à Clichy-sous-Bois en région parisienne, trois adolescents pour fuir un contrôle d'identité ont cru pouvoir se réfugier dans un transformateur électrique. Deux d'entre eux sont morts et le troisième est hospitalisé. Cet événement a déclenché au cours du week-end des séries d'affrontements entre des jeunes et la police et la mise en état de siège de la ville, avec à la clé plusieurs dizaines d'interpellations. Le procureur de Bobigny prétend que les victimes ont cru à tort être poursuivies. Mais s'ils l'ont cru, ce n'est pas pour rien. Car le gouvernement des Sarkozy-Villepin a multiplié ces derniers temps les gestes encourageant à davantage de répression policière, multipliant les exactions contre les immigrés de toutes générations. En se plaçant sur le terrain sécuritaire de Le Pen et de l'extrême droite, il tente de diviser les travailleurs pour mieux mener son offensive contre eux. Cette politique répressive s'est illustrée avec la démagogie d'un Sarkozy qui prétend « passer les cités au karcher ».

Les violences de Clichy-sous-Bois sont l'expression parmi les jeunes des quartiers les plus pauvres, de la dégradation continue des conditions de vie, de l'aggravation de la misère et du chômage.

Elles sont la conséquence de la politique menée depuis des années par des gouvernements au service du patronat, qui n'offre comme seul avenir aux jeunes que le chômage et la précarité. L'effet de cette politique c'est le délabrement des quartiers populaires, leur transformation en de véritables ghettos de misère. C'est d'abord cela la cause des violences qui secouent régulièrement les cités.

Incendier des bureaux de poste ou les voitures n'est certes pas une solution. Car cela lèse avant tout les habitants du quartier eux-mêmes. On comprend que ceux-ci rejettent ces violences et qu'ils souhaitent donner une autre image des lieux où ils résident. Mais les marches silencieuses, les déclarations d'apaisement ne régleront rien. Et les appels au calme de la part des politiciens qui partagent la responsabilité de la situation sont révoltants d'hypocrisie. Alors oui, la colère des jeunes de

Clichy est parfaitement légitime. Mais il faudra que cette colère parvienne à s'exprimer contre les vrais responsables de la situation sociale, qu'elle se mette au service du combat contre la politique des patrons et du gouvernement. Un combat qui concerne tous les travailleurs, ceux qui ont un emploi comme ceux qui l'ont perdu ou qui n'ont jamais eu la chance d'en avoir.

Car ce qui s'exprime sporadiquement par ces explosions de colère de la jeunesse des cités, c'est l'effet d'une politique du gouvernement Villepin au service du grand patronat, comme ses prédécesseurs, qui continue l'offensive contre l'ensemble du monde du travail. La semaine dernière, deux nouvelles attaques sont venues s'ajouter à une liste déjà longue. Il s'agit de l'annonce du forfait de 18 € pour les actes médicaux de plus de 91 € et de celle du démarrage de la privatisation d'EDF. Par ailleurs les licenciements se multiplient comme à Peugeot Poissy pour les derniers en date, et le pouvoir d'achat baisse sous l'effet des hausses de prix comme celle du gaz après celle de l'essence.

Le ras-le-bol est réel et partagé parmi les travailleurs comme l'a montré la réussite de la journée de grève et de manifestation du 4 octobre dernier. Mais si ces journées restent sans lendemain, on l'a bien vu, elles seront insuffisantes pour faire enfin ravalier à Villepin son arrogance et remballer ses attaques.

Les élections ne sont pas plus efficaces. Les dernières nous ont montré que si elles permettaient de donner notre avis, le pouvoir et les patrons n'en tenaient aucunement compte. Le seul effet de la claque électorale infligée à Raffarin lors du référendum a été son remplacement par de Villepin qui continue, plus fort encore si c'était possible, la même politique anti-ouvrière. Alors n'attendons rien de nouvelles élections en 2007.

L'échec de la grève des marins de la SNCM montre aussi que l'on ne parviendra pas à gagner contre ce gouvernement, à faire reculer la misère, tant que les luttes resteront isolées. C'est une riposte d'ensemble, une grève générale comme en mai 68, qu'il faut dès à présent préparer.

Convergences révolutionnaires,

Fraction de LO, édito des bulletins d'entreprise
31 octobre 2005

Violences urbaines ou désespoir, révolution ou autodestruction ?

par Sérénade Chafik

Témoignage d'une conseillère en centre de planification à Aulnay-sous-Bois, quartier nord ("Les 3000 ") extrait du site « Le manifeste des libertés».

Jeudi 3 novembre, à 8h30, le bus nous signifie qu'il ne poursuit pas sa route : le quartier des "3000" est en "état de guerre civile"!

Je descends et me dirige à mon poste de travail, en plein milieu du quartier des "3000". Images de désolation : l'asphalte est encore fumant, des carcasses de voitures brûlées, des grands panneaux de plastique fondus. Des voitures brûlées, mais pas des voitures de riches ! Des employés municipaux tentent vainement d'effacer les traces de la nuit.

Une nuit de feu, mais le feu n'est-il pas symbole de purification ?

Bouleversée, j'atterris à la PMI (Protection maternelle infantile) et découvre des collègues hurlant et criant : "On ne peut pas continuer à leur trouver des excuses !" L'une crie plus fort que les autres : "Moi aussi, je suis fille d'immigrés ; mon père, lui aussi, a connu le chômage, ce n'est pas pour autant que je suis devenue délinquante. "Je tente de parler, pour expliquer que cette expression de colère est légitime, même si la logique n'est pas au rendez-vous ! On me répond : "Toi, ça va ! T'es toujours à être de leur côté !" Oui, je me sens proche de ces jeunes, même si...

Depuis mon arrivée, à Aulnay, le 1^{er} avril, ce que j'ai vu lors de mes entretiens avec les femmes, c'est cette grande misère. En 450 entretiens, je n'ai reçu que 10 femmes qui travaillent, et, n'allez pas croire qu'elles ont un CDI ! Non, ce sont des petites missions d'intérim de quelques jours, c'est du travail de ménage à Roissy où les femmes subissent le harcèlement sexuel...

Et tout ce lot de femmes et d'hommes sans papiers !

Les jeunes, pour une grande partie, sont déscolarisés dès 13-14 ans. On les exclue et on ne leur offre plus rien. Aucune alternative ! Quand ils sont encore à l'école, ils ne savent plus pourquoi faire.

Dans les "3000", on va détruire 14 tours HLM, tous les habitants ne seront plus logés !

Dans les "3000", une femme d'origine africaine vit à l'hôtel avec ses 5 enfants, elle n'a ni cuisinière, ni frigo, et doit consacrer tout son maigre revenu à la nourriture dans les Mcdo et compagnie. Elle laisse ses enfants trois fois par semaine pour une dialyse et on risque de les lui retirer. Cette femme n'aura pas de logement, toutes nos tentatives ont échoué !

Dans les "3000", les filles n'ont pas le droit de sortir, elles sont contrôlées par leur frères, leurs cousins, leurs voisins et, le comble de tout, par de parfaits inconnus pour elles : les barbus !

Dans les "3000", les jeunes subissent un réel harcèlement policier avec des contrôles abusifs d'identité. Leur délit : être noir ou arabe !

Dans les "3000", sur le marché, entre les tomates et les dattes, on rencontre des barbus qui vendent des tickets à 5 euros pour une mosquée sur terre et le paradis dans l'au-delà. Ils sont omniprésents, ni les partis, ni les associations progressistes ne sont là pour offrir une alternative.

A Aulnay, on exige des justificatifs de recherche d'emploi des parents qui ont besoin d'une aide au maintien à la cantine.

Aux "3000", les filles sont enceintes à 14 ans et mères neuf mois plus tard.

Aux "3000", les femmes battues restent avec leur agresseurs, faute de logement.

Aux "3000", il fallait que ça pète, mais les jeunes ne revendiquent rien ; ils sont blessés, on les a traités de "racailles", et on a tiré sur leur mosquée, personne ne s'est excusé !

Aux "3000", ces jeunes brûlent la voiture du voisin, qui trime pour payer un crédit sur 60 mois, il continuera à payer ce qu'il n'a plus.

Aux "3000", on ne s'attaque pas au 16^e arrondissement ni aux quartiers riches, on s'autodétruit par désespoir !

Sérénade Chafik

Lu sur Internet, sur la liste Unité libertaire, le dimanche 5 novembre 2005 l'anecdote suivante :

"On va t'emmener dans un transfo"

Ce soir, sur TF1 (assez subversif pour une fois), il y avait un reportage sur une "cité" de Lyon. Un classique contrôle d'identité se déroule. Classique par la méthode et les paroles, un peu moins classique du fait de la présence d'un micro bien placé. Au-delà des tutoiements de rigueur, certaines paroles sont édifiantes. Un habitant crie à un des policiers: "Eh, t'as le cancer !? C'est pour ça que t'es chauve ?"

(Drôlement grave comme parole...plutôt bon enfant, je trouve)

Réponse du Milichien: "Quesse qui ya ?!! ... On va t'emmener dans un transfo ! "

(Répété deux fois en moins de 30 secondes)

Le gars qui se fait contrôler: "Eh !! Mais messieurs, c'est pas comme ça que le calme va revenir.."

La police: "Eh bien on s'en fout que ça soit calme !! .. Et si c'est le bordel, ça nous arrange même !! ON N'EST PAS DES ASSISTANTES SOCIALES»

(Piqué à Sarko, celle-là !)

Sans commentaire....

Alternative libertaire

Une semaine de révolte contre l'injustice

En une semaine, les émeutes initiées à Clichy-sous-Bois par la mort de Ziad et Banou se sont propagées à d'autres villes de banlieue parisienne puis finalement à tout l'hexagone. C'est le résultat inévitable d'au moins cinq années de sarko-show, huit années de durcissement sécuritaire et plus de trente années de dégradation sociale.

Ziad et Banou sont morts électrocutés dans un transformateur EDF, un troisième mineur est dans un état grave. Ils se croyaient poursuivis par la police. Saura-t-on un jour s'ils l'étaient effectivement, et si les policiers sont coupables de non-assistance à personnes à danger ?

Quelles que soient les circonstances exactes de la mort de ces deux adolescents, elle aura été l'étincelle. La jeunesse des banlieues est saturée de rancœur contre un État qui, depuis des années, ne lui apparaît plus que dans son

essence policière, judiciaire, et de plus en plus pénitentiaire.

Dans les quartiers populaires, les habitant(e)s vivent constamment dans la peur, pour eux ou leurs enfants, des contrôles d'identité humiliants, au faciès, des arrestations arbitraires, des passages à tabac impunis, et des inculpations pour « outrage et rébellion » frauduleuses afin de satisfaire à la « politique du chiffre ». Les rapports officiels récents eux-mêmes insistent sur cet accroissement du non-respect de la loi par ses principaux dépositaires.

Et que dire des provocations du ministre de l'Intérieur, mais surtout du mépris d'une politique qui, considérant les cités comme des territoires à reconquérir, s'apparente de plus en plus à une pratique coloniale et militaire du « maintien de l'ordre » ?

Alors oui, on regrette que cette violence – répondant à celle illégitime du pouvoir – s'exprime le plus souvent et paradoxalement contre celles et ceux qui, dans les quartiers de relégation,

subissent déjà la violence étatique et patronale. Brûler des voitures, des écoles ou des bus nuit à la légitimité de cette révolte spontanée dont le sens est pourtant confusément compris par la population.

Et en même temps il nous faut rappeler la réponse de l'État lorsque ces jeunes et leurs familles choisissent d'autres voies, comme celles des plaintes contre la police qui ne conduisent qu'exceptionnellement à des condamnations (rappelons-nous la démarche de l'association Bouge qui bouge à Dammarie-les-Lys (1)) ou comme celles, basées sur la démarche collective solidaire, de la Marche des beurs des années 1980 cassée volontairement par le pouvoir socialiste de l'époque avec la récupération par SOS Racisme.

La révolte contre l'injustice, le sens d'une certaine solidarité de masse, et les éléments de réflexion politique d'une majorité de jeunes sont des valeurs que nous défendons. En cela nous sommes dans une compréhension solidaire de l'état de nécessité et des motivations de l'action directe qui animent actuellement les quartiers populaires.

Cette semaine d'émeutes exprime le désespoir de la frange la plus marginalisée d'une génération en manque de perspectives.

Elle est pourtant à mettre en lien avec la stratégie de la tension du gouvernement et l'actuelle répression des mouvements sociaux (transports, Poste, mouvement des lycéen-nes, faucheurs d'OGM). Ces luttes témoignent de la même insécurité sociale.

Nous n'irons pas réclamer un retour à la « police de proximité » ou la construction de gymnases pour que la jeunesse se défoule en silence.

Croit-on sérieusement résoudre ainsi la détresse sociale due à la violence politique et sociale du pouvoir ?

Nous n'irons pas même réclamer la démission du ministre de l'Intérieur, évoquée par une partie de la gauche. Cette question est subalterne, misérablement politicienne, et scandaleuse quand on se souvient que la gauche plurielle a elle-même institué les politiques sécuritaires et ne dévie pas encore aujourd'hui du modèle libéral-sécuritaire dominant (2).

Sans redistribution du travail et des richesses, et si la régression sociale, les inégalités, le racisme et l'exclusion continuent de perdurer, de tels accès de rage sont appelés à se reproduire.

Aucune « prévention », aucune récupération religieuse, aucune répression n'y pourra rien. Seules la justice et l'égalité économique et sociale constituent une réponse.

Secrétariat fédéral d'Alternative libertaire,
5 /11/ 2005

(1) *Alternative libertaire* n°110, septembre 2005 : « Dammarie-les-Lys, Cité en deuil, cité en résistance » (sur www.alternativelibertaire.org)

(2) Séance du 16 juillet 2002 à l'Assemblée nationale, adresse du député Julien Dray au ministre de l'Intérieur, qui présente alors un arsenal de lois répressives : « La société [...] ne peut trouver d'autre solution que la répression [...]. Pour le bien-être de notre pays, je ne peux que souhaiter votre succès. [...] Votre texte présente une certaine continuité avec le plan stratégique préparé par le précédent gouvernement. » Texte intégral sur www.lmsi.net.

Alternative libertaire

Témoignage sur la justice expéditive contre les « émeutiers »

Comparutions immédiates du 07 novembre à Bobigny

J'ai assisté aux audiences d'une chambre sur trois et jusqu'à 18 h, alors qu'elles vont se poursuivre tard dans la soirée (il restait 10 dossiers pour cette seule chambre). Le compte rendu est donc à compléter !

Le procureur a systématiquement demandé du ferme avec maintien en détention, il réclamait ouvertement des exemples : « Il est important que les prévenus et les personnes présentes dans la salle comprennent qu'il s'agit de faits graves et que le législateur a prévu des peines lourdes... ». A plusieurs reprises (et pas seulement dans cette chambre semble-t-il) le seul fait de s'être trouvé dans la rue était utilisé comme élément à charge des prévenus. La dénonciation anonyme valait pour preuve, toujours selon le procureur, dans ce département où « la population craint les représailles ». La fermeté exigée par Clément était donc au rendez-vous :

– 6 mois avec sursis pour un lycéen interpellé à Montreuil qui a avoué avoir lancé une pierre sur un motard après avoir été aspergé de lacrymo alors qu'il rentrait chez lui. Il était bien amoché : nez cassé et bleus au visage.

– 2 mois fermes pour avoir prétendument retourné une voiture toujours à Montreuil pour un étudiant. Il a été pris dans la fuite générale à l'arrivée des flics avec un mineur qui a avoué, l'aveu est donc contagieux.

– Un jeune homme arrêté en bas de chez lui au Blanc-Mesnil pour avoir prétendument caillassé les camions d'une entreprise installée dans la rue a été maintenu en détention. Le report ne lui était pas imputable, c'est le tribunal qui n'avait pas réussi à vérifier son état civil, mais rien n'y a fait malgré la présence de sa famille. En plus, il nie les faits et les témoignages des employés de l'entreprise en question sont contradictoires, plusieurs d'entre eux ne l'ayant pas reconnu lors de la confrontation.

– 4 mois fermes pour avoir prétendument incendié une poubelle à Pantin.

– Un jeune homme est formellement identifié par les policiers en patrouille pour

avoir lancé une bouteille sur leur véhicule brisant la vitre conducteur, selon leur propre procès-verbal, cela se passait à 18 h. Deux heures plus tard, ils choppent le jeune homme en question et l'embarquent. Là, selon leurs dires, le comico aurait été cerné par ses amis, ce qui aurait provoqué une bagarre à l'intérieur avec bris d'une vitre. Il se trouve que ce jeune homme travaillait à 18 h selon le témoignage de son employeur et que l'attaque du comico c'est deux potes qui lui ont amené un sandwich ! Il est relaxé pour le jet de bouteille mais prend un mois ferme pour la vitre.

– A Villemomble, les policiers toujours aussi nictalopes (cherchez pas la contrepèterie, j'ai pas envie de rire) identifient un jeune homme à capuche en pleine nuit alors qu'il leur lance une pierre qui ne les atteint pas (ils devaient être vraiment loin). Ils ripostent au flashball à 2 reprises quand même pour venger le trottoir et vont chercher le jeune homme chez lui au réveil. Il se trouve qu'il est traité pour une luxation de l'épaule mais qu'importe : 3 mois dont 2 avec sursis. L'aggravante majeure, proc et juge l'ont répété, c'est de ne pas avoir voulu donner le nom du pote chez qui il a passé la soirée.

– Le dernier était d'Aulnay, il avait l'étrange habitude d'avoir dans le coffre de sa Clio (voiture peu commune, vous en conviendrez avec le juge) : un torchon (oulàlà ! !), un bidon vide en cas de panne d'essence (je vous jure, ils en ont parlé pendant une heure !), un autre bidon (je cite le PV des flics) « à moitié plein d'un liquide bleu et qui portait l'inscription 'liquide de refroidissement' », et encore un (vraiment, quel abus) avec un « liquide incolore et inodore qu'on n'a pas pu identifier », toujours selon le PV qui a du être rédigé par un flic qui met pas beaucoup d'eau dans son pastis ! Bref, tout ça confirmait, selon les enquêteurs le témoignage anonyme faisant état d'une clio qui vendait de l'essence aux jeunes du coin... Tout ça sans rire ! Il a quand même été relaxé.

Sinon j'ai glané dans les couloirs :

– un jeune interpellé dans une rue où un peu plus tôt des molotov ont été lancés. Il déclare qu'il passe par là et n'y était pas au moment des faits. Il n'a pas de trace d'essence sur les mains ou les vêtements, juste sous les semelles comme ce doit être le cas des flics qui l'interpellent puisqu'il y en

a plein la rue : 10 mois dont 6 avec sursis. Et évacuation de la salle trop réactive au goût du président, tenez-vous-le pour dit.

– A Montreuil un jeune homme est interpellé chez ses parents tôt le matin, il aurait retourné une voiture la nuit précédente. Ses frères aînés veulent qu'il prenne un pull pour ne pas avoir froid : la main fracassée et 3 semaines d'ITT pour l'un, 4 jours pour le second, outrage et rébellion pour tout le monde ! Finalement, après quelques heures de garde à vue, le premier est blanchi : c'est pas lui qui a retourné la voiture ! Le papa peut récupérer deux de ses fils qui sont quand même convoqués pour l'outrage, celui qui est le plus amoché reste au dépôt et ne me demandez pas pourquoi. Ils devaient passer aujourd'hui à 13 h 30. Mais la police nationale n'avait pas dit son dernier mot et voilà que ce matin les flics – de Bobigny cette fois – viennent rechercher le premier fils pour une nouvelle voiture qu'il aurait cramé en sortant du dépôt (au même moment où son père le ramenait à la maison). Voilà le topo, j'ai flanché avant que l'affaire passe : l'avocate voulait demander un report, y aura peut être de l'info plus tard.

Linda

Comment lutter contre l'insécurité et la violence en banlieue ?

Lettre d'un lecteur à *Convergences révolutionnaires*

Dans le dernier édit des bulletins de Lutte ouvrière, distribué le 2 novembre à propos des émeutes de Clichy-sous-Bois, à côté d'une dénonciation de la politique de Sarkozy et de la situation indigne faite aux habitants des banlieues, on peut lire ces lignes surprenantes : « *Même sur le plan strictement policier, il n'y a pas dans les quartiers dits sensibles, plus de police de proximité ou de postes de police permanents* ».

Comment interpréter ce texte, sinon en comprenant que LO souhaiterait voir davantage de police de proximité et de postes de police permanents ? On pourrait certes penser qu'il s'agit seulement d'une maladresse de rédaction si, par le passé, LO n'avait pas, à maintes reprises, exprimé des positions semblables. Ainsi, dans l'intervention d'Arlette Laguiller lors de la fête de 2002 (en pleine campagne électorale présidentielle), reprise dans l'hebdomadaire du 24 mai 2002, on découvre des propos encore plus étonnants : « *Moins d'impôt, cela voudra dire moins de moyens pour une police humanisée, plus présente en permanence, au contact de la population, de jour comme de nuit, si c'est pour assurer la sécurité des personnes.* »

Il semble donc clair, à cette lecture, que LO, à côté de revendications traditionnelles de logements, d'emplois, d'embauche d'éducateurs et d'enseignants, préconise pour mettre fin au climat de violence et d'insécurité des banlieues la présence « jour et nuit » de davantage de policiers de proximité « humanisés ». Or, la répression, même exercée par des policiers « de proximité » est impuissante à régler ces problèmes. Seules l'organisation de la population et sa mobilisation pourront redonner des perspectives aux jeunes marginalisés et en même temps tenir en respect les éléments véritablement asociaux. Or, nulle part, on ne voit LO avancer cette perspective.

On peut remarquer aussi que, à Clichy-sous-Bois, c'est la présence policière qui s'est avérée source d'insécurité en poussant des jeunes, qui revenaient d'un match de foot et non d'un cambriolage, à se réfugier dans un transformateur. L'ironie du sort veut d'ailleurs que les flics qui les poursuivaient, ou procédaient à des contrôles (selon les versions), étaient des policiers de proximité venus d'un commissariat voisin, et non des CRS ou des membres des BAC (Brigades anti-criminalité) tristement connus pour leur agressivité envers les jeunes...

3 /11/ 2005, G.D.

LUTTE OUVRIÈRE ET LA POLICE : LA MÊME POSITION DEPUIS...1977 AU MOINS !

A ce lecteur qui s'étonne de la position de Lutte ouvrière nous ne pouvons que lui conseiller la lecture d'un article paru dans *Combat communiste* n° 30, le 15 octobre 1977 et qui déjà notait : « **Sous le titre "Changer la vie — Oui, c'est possible", Lutte ouvrière vient de publier une petite brochure d'une trentaine de pages pour expliquer de façon simple "ce que les travailleurs peuvent attendre de la gauche au pouvoir" et "le programme des révolutionnaires". (...) À la fin de la brochure de LO, on a la surprise d'entendre LO parler de la "fonction utile de la police (protection des biens, des libertés publiques et des personnes)". Si... vous avez bien lu : "protection des libertés publiques". LO s'aligne ainsi sur les illusions des travailleurs qui considèrent que "la police est indispensable et qu'il y aura toujours une police".** »

Sans commentaires...

Ni patrie ni frontières

Explosion sociale en France: le gouvernement Villepin décrète l'état d'urgence

La France est secouée par une vague d'émeutes déclenchées par la mort de deux jeunes le 27 octobre dernier à Clichy-sous-bois (93). A ce jour, plusieurs milliers de voitures ont été brûlées, des dizaines de bus incendiés, des centaines d'édifices de toute sorte (magasins, écoles, commissariats de police, divers services publics) ont été détruits ou incendiés, il y a eu des dizaines de blessés, des centaines d'arrestations. Finalement, le conseil des ministres du 8 novembre décrète l'état d'urgence, en ressortant une loi datant de 1955, rédigée pour faire face à la guerre en Algérie.

Au départ, l'affrontement entre les jeunes d'un quartier, d'une ville et la police à la suite de la mort dans des circonstances non encore élucidées des 2 jeunes, semble relever de la banalité. Banalité du mépris quotidien de la police envers les jeunes des cités, souvent immigrés, banalité de la haine et de la rage nourries des humiliations et des vexations ressenties par des centaines de milliers de jeunes. Confrontés à un No Future certain, ils sont plongés dans la misère sociale immédiate : logements insalubres ou trop étroits, quartiers sans équipements publics, parents au chômage, école vécue comme excluante.

En 11 jours, on a assisté non seulement à l'extension des troubles en région parisienne mais aussi et surtout partout en France, dans les quartiers pauvres, là où sont relégués les plus pauvres, les chômeurs, les immigrés.

Ce qui n'est pas banal, c'est le contexte politique. Quelques jours auparavant, de façon délibérée, le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy avait qualifié les jeunes de banlieue de « racaille » et affirmé vouloir « nettoyer au karcher » « la racaille ».

Il est probable que l'incident de Clichy ait fait partie d'une volonté délibérée de provoquer des heurts pour justifier une reprise en main musclée. Ce que Sarkozy n'avait pas prévu, c'est l'embrasement de toute une couche de la jeunesse, la plus opprimée, la plus pauvre, celle à qui l'Ecole apporte le moins.

Cet embrasement a été largement spontané : les jeunes concernés sont ceux qui sont les moins organisés de toutes les couches sociales du pays.

Pas de groupes anarchistes, pas de « black-bloc » pour appeler à l'émeute. La presse réactionnaire joue avec les fantasmes de groupes islamistes clandestins ou de maffieux voulant interdire à la police de pénétrer dans certains quartiers pour développer ses activités illicites.

Les islamistes, en tout cas tout ce que la France compte de clergé musulman, du recteur de la mosquée de Paris à l'UOIF, jouent la carte des intermédiaires respectueux de la loi et seuls capables de rétablir la paix dans les quartiers. Sarkozy a proclamé vouloir remettre en cause la loi de 1905, établissant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, pour permettre le financement public de certains cultes – en fait principalement le culte musulman, dans le but stratégique de développer un contrôle communautaire des populations à travers le relais des clergés.

Tout ce que la France compte d'islamique ou d'islamiste aime Sarkozy, le ministre anti-laïque, anti-loi de 1905 !

Les maffieux, eux, aiment le calme pour la prospérité de leurs trafics en tous genres (cf. les émeutes de Birmingham et le commentaire de Jim Denham dans le dernier numéro de *Solidarity*.)

Alors que reste-t-il comme explication ?

Il reste les effets de 25 ans de crise sociale, accumulant le désespoir, génération après génération. On peut estimer qu'actuellement, trois générations ayant souffert des effets de la crise économique depuis 1975 et des politiques anti-sociales depuis le tournant « vers la rigueur » de la gauche en 1983 cohabitent dans la misère et la promiscuité des HLM des quartiers déshérités. Il y a l'énergie pure de la haine sociale accumulée qui s'exprime de la façon la plus incontrôlée, souvent aveugle, sauvage, voir criminelle ou anti-sociale. Cette explosion est le produit du racisme, du chômage, de la précarité, de la misère, du désespoir.

Cependant les choses pourraient changer si le mouvement ouvrier prenait l'initiative d'organiser

une grande manifestation contre le gouvernement, contre les mesures antisociales, contre le couvre-feu pour sortir des affrontements de petites bandes inorganisées et sporadiques et passer à l'organisation systématique de la confrontation sociale et politique avec le gouvernement et les patrons.

Les responsabilités du mouvement ouvrier sont immenses.

En gérant les affaires de la bourgeoisie à plusieurs reprises depuis 1981, en ne changeant pas les choses, en n'organisant pas ces couches de la population les plus exploitées pour le combat collectif quotidien, pour la défense sociale la plus immédiate, les directions de la gauche et du mouvement syndical ont créé le cadre de ce désespoir.

Plus immédiatement, en refusant de combattre sérieusement les gouvernements de Chirac depuis le 5 mai 2002, elles ont refusé d'offrir un débouché, une perspective à ces couches de la jeunesse.

Le gouvernement et les patrons sont plus impopulaires que jamais :

- dans les grèves de mai-juin 2003, ils ont réussi à faire passer leurs mesures anti-sociales mais ils n'ont pas fait plier les millions de grévistes et de manifestants ;

- dans les urnes aux régionales en mars 2004, aux européennes en juin 2004, au référendum du 29 mai, ils ont été rejetés de façon nette et claire !

- dans les conflits sociaux de cette rentrée (SNCF, RTM-Traminots de Marseille, dans les jours à venir à EDF et à la SNCF), la stratégie des directions syndicales est la seule source de succès du gouvernement. La combativité des salariés est bien au rendez-vous.

L'objectif du gouvernement et du patronat est d'infliger – enfin avec 20 ans de retard ! – une défaite historique aux salariés de France, comparable à celle de Thatcher contre les mineurs. Il est fort possible que la volonté d'affrontement actuel découle directement de cet objectif.

La seule solution réaliste pour le mouvement ouvrier est, non pas de chasser

Sarkozy, mais bien de chasser Chirac et tout le gouvernement maintenant, sans attendre 2007 (les élections présidentielles) pour empêcher une défaite historique des travailleurs en France. Ce n'est pas la perspective du PS et du PCF – chose classique et traditionnelle depuis des décennies – malheureusement ce n'est pas non plus celle de l'extrême gauche (LO, LCR, PT *).

Les travailleurs doivent simultanément s'engager dans le combat pour défaire le gouvernement et ses plans anti-sociaux et construire une nouvelle représentation politique des travailleurs.

Le 8 /11/ 2005

Olivier Delbeke

Membre du comité de rédaction de la *Lettre de Liaisons*

- LO, comme à son habitude, renvoie toute perspective semblable aux calendes grecques, le PT demande au gouvernement Chirac d'être « plus national face à Bruxelles», et la LCR se prépare à voter Fabius au deuxième tour en 2007 après avoir élaboré une savante candidature « radicale» au premier tour avec ou le PCF ou les Verts ou José Bové.

Qui sème la misère et la désespérance, récolte la colère et la violence

La mort de Banou et de Ziad a été un révélateur supplémentaire du mépris dont sont victimes les jeunes des quartiers populaires. D'emblée, Nicolas Sarkozy a avant tout cherché à couvrir ses hommes, en prétendant de manière mensongère que le contrôle d'identité de ceux-ci était lié à un cambriolage, alors qu'ils jouaient au football dans un terrain vague.

Ensuite en affirmant que les jeunes n'étaient pas poursuivis, alors que le troisième d'entre eux, rescapé, nie maintenant avoir dit qu'ils ne l'avaient pas été, et affirme que la fuite était lié à une course poursuite. Qui pense que des jeunes escaladent un mur de 4 mètres pour aller dans une zone réputée dangereuse sans avoir une peur panique de la police ? Qui peut penser que cette peur panique vient de nulle part, alors même que les jeunes n'avaient aucun antécédent judiciaire ?

L'agressivité et l'arrogance policière est en cause : les contrôles répétés au faciès, par les mêmes policiers, souvent plusieurs fois par jours, les violences policières impunies, tout ceci explique cela.

Nouveau mépris quand la Police gaze les personnes réunies dans une mosquée en pleine prière, et que Sarkozy tente d'abord d'insinuer que le jet n'a pas été d'origine policière avant de le reconnaître, sans pour autant s'excuser.

Mépris enfin avec une rhétorique guerrière aux relents coloniaux, lors de ses visites, où l'usage du terme "racaille" renvoie tout autant à la "canaille", aux classes dangereuses du siècle dernier, qu'à un mépris pour les jeunes issus de l'immigration coloniale et post-coloniale.

Violences urbaines- violences sociales

Faut il alors s'étonner de l'explosion sociale qui s'en est suivie, et qui a embrasé un nombre important de quartiers populaires ? La colère était sourde depuis quelques années, et la politique sécuritaire, les discours aux relents racistes, n'y ont rien arrangé. Le capitalisme, dans une période où l'arrogance patronale est sans limite, a poursuivi sa logique de démolition

sociale. A la clé, l'envers du profit, la violence économique et sociale, celle dont on parle rarement ou avec détachement dans les médias : chômage de masse, misère, précarité. L'humiliation des boulots sous-payés, de la discrimination à l'embauche, l'absence de perspective de vie et d'accès à la culture, à tout ce qui peut faire que la vie soit autre chose que de la survie, une politique raciste de rafles qui touchent les sans papiers.

Sur ce terreau se développe tout autant les logiques de survie de type mafieux que des mouvements réactionnaires, nationalistes ou religieux. Avec son cortège de violences, qui sont autant d'aubaines pour le pouvoir afin de dévier la colère sociale en montant une partie de la population contre une autre.

Car à cette violence économique s'ajoute une violence d'Etat : celle d'une politique répressive et de son cortège de violences policières impunies, d'humiliation, de racisme, de contrôle répétés et infantilisant, au faciès.

Celle d'une politique qui en étouffant toute contestation sociale laisse sans perspective d'émancipation une population isolée et enfermée dans l'univers clos des quartiers de relégation.

Les émeutiers expriment par la violence cette révolte issue d'une situation liée à la société de classe, qui organise la misère dans une société d'abondance. Ils s'en prennent à leur environnement immédiat, dans une violence parfois autodestructrice. Les attaques d'écoles, si elles vont encore plus aggraver les conditions de vie des habitants des quartiers, en disent long sur la perception d'une institution, qui évoque plus à certains jeunes de quartier la reproduction sociale, et une antichambre du chômage, que des outils d'émancipation. Car malgré la volonté de nombre de professionnels de l'éducation, l'Ecole est le miroir de la société, un miroir qui plus est ébréché par des années de restriction budgétaire, avec des conditions d'accueil et d'étude souvent indécentes.

Les attaques de véhicules personnels en disent également long sur les frustrations créées par une société qui exalte les valeurs consuméristes tout en privant une large part de la population.

La ligne de partage existe, dans les quartiers populaires, entre celles et ceux qui ont encore un travail et celles et ceux qui n'en ont pas, entre celles et ceux qui espèrent et celles et ceux qui n'espèrent plus en avoir, entre celles et ceux qui ont encore la tête hors de l'eau et celles et ceux qui n'ont plus rien à perdre, et qui s'en prennent à leur environnement dans une logique du tout ou rien.

L'Etat veut la guerre civile

On peut regretter cette situation qui fait du reste des habitants des quartiers populaires, déjà touchés de plein fouet par la précarité et la misère, les victimes directes de l'explosion actuelle alors que les dirigeants dorment bien au chaud. Mais on ne peut pas la déconnecter de la réalité de la violence sociale. Le décès d'un habitant frappé à mort, s'il n'est pas lié de manière certaine aux événements, nous révolte. La violence économique engendre la violence, parfois aveugle ou irrationnelle, qui touche d'autres habitants des quartiers.

Les violences dont sont victimes les jeunes réprimés, en lien ou non avec les émeutes, nous révoltent aussi. La liste est longue de procès arbitraires, bâclés, et de violences policières, dont de nombreuses vidéos témoignent.

On ne peut pas déconnecter non plus la situation actuelle du manque de présence des organisations révolutionnaires, ou plus largement des organisations de lutte dans les banlieues, de l'absence de perspective à court terme, de luttes qui pourrait prendre un caractère de masse et transformer radicalement la société. On ne peut pas la déconnecter enfin de l'indifférence d'une large part de la population devant les humiliations et les violences dont ont été victimes les adolescents des quartiers populaires ces dernières années, ainsi que devant plus de 200 morts liés à la police depuis 1981.

Chercher l'unité plutôt que l'atomisation

Emeutiers ou victimes des émeutes, ce qui réunit la population des quartiers c'est la misère sociale qui alimente la violence au sein même des classes populaires. Et cette misère sociale n'a rien d'un hasard. Elle est le fruit d'un système, le capitalisme. Elle s'appuie sur l'Etat dont l'objectif est d'empêcher toute révolte en divisant

la population sur des critères de nationalité, de couleur de peau, entre "bons" et "mauvais" citoyens. Quand les pauvres s'entre-dévorent, les riches et le pouvoir dorment tranquilles, l'histoire nous en apporte de nombreux exemples. Il est plus qu'urgent de créer de l'unité là où il y en a de moins en moins, là où le pouvoir veut la guerre civile :

- En dénonçant le racisme institutionnel et le négationnisme post-colonial.

- En dénonçant les violences policières, l'arbitraire et l'impunité des agents de l'Etat.

- Et pour les organisations syndicales et sociales, en prenant leur responsabilité en tant qu'outils d'émancipation : offrir des perspectives claires aux jeunes révoltés des quartiers, actuellement émeutiers, comme aux habitants qui ne participent pas à l'émeute ou en sont victimes, en développant des luttes émancipatrices, une rupture radicale avec cette société de démolition sociale. Ceci implique une action volontaire qui rompe avec l'abandon du terrain face à l'arrogance étatique et capitaliste.

- En refusant l'Etat d'urgence qui attaque encore un peu plus les libertés en ressuscitant une loi d'exception liée à la guerre d'Algérie dans une continuité coloniale-postcoloniale pleine de signification.

- En rencontrant les jeunes révoltés pour construire avec eux les éléments qui permettront de passer d'une révolte isolée – et qui dans certains actes se retournent contre les voisins et eux-mêmes –, à une lutte commune dans des perspectives d'émancipation sociale.

- En exprimant notre solidarité aux victimes de la répression, qu'elles soient ou non émeutières comme aux victimes touchées par une émeute dont l'Etat et le capitalisme sont les responsables.

- En combattant les processus de division au sein des quartiers, d'où qu'ils viennent.

- En refusant les amalgames entre les révoltés et les tentatives de détournement ou de récupération mafieuse ou religieuse dont ils peuvent faire l'objet.

C'est à ces conditions, et par un combat permanent pour l'égalité économique et sociale, que les perspectives émancipatrices pourront prendre le pas sur le développement des nationalismes, et sur les logiques de guerre civile.

Coordination des groupes anarchistes
(Liaison Seine Saint Denis).

L'ESPOIR N'EST NI DANS LA VIOLENCE STÉRILE NI DANS LA RÉSIGNATION

Après la banlieue parisienne, la flambée de violence dans les quartiers populaires a touché d'autres villes. Et ce ne sont certainement pas les cyniques propos de Chirac sur "l'égalité des chances" qui peuvent toucher les jeunes ! Quant à Sarkozy, chaque fois qu'il ouvre la bouche, il propulse dans les rues de nouveaux contingents de jeunes, voire de gamins.

Cette flambée de violence est stérile. Brûler les voitures de ses propres parents ou voisins, brûler des autobus qui desservent les quartiers populaires, saccager des écoles maternelles témoigne de la part de ceux qui le font d'une absence de conscience sociale et de solidarité. Rendre la vie plus invivable encore pour les siens, simplement par imitation des autres, n'est pas la seule façon d'exprimer sa colère, et sûrement pas la meilleure.

Mais comment les dirigeants politiques, ceux qui sont au pouvoir comme ceux qui rêvent d'y revenir, pourraient-ils convaincre ces jeunes que, malgré leur vie présente, il y a un espoir d'avenir ?

La pauvreté des quartiers transformés en ghettos, le chômage, l'absence criante d'infrastructures n'expliquent pas la forme prise par la révolte mais en constituent le terreau. Comment oser prétendre que l'on fait quelque chose pour les quartiers populaires lorsque les jeunes qui y vivent constatent jour après jour que rien n'y change, si ce n'est en pire ? Et que l'État n'y apparaît que sous la forme, en bas, de contrôles policiers au faciès ou d'interventions massives de CRS, en haut, de ministres méprisants vis-à-vis de tout ce qui est pauvre ?

La majorité de droite et l'opposition socialiste se retrouvent aujourd'hui à faire appel, en même temps qu'à la matraque, à "l'idéal républicain". Mais comment les jeunes de ces quartiers pourraient-ils prendre cette République pour idéal alors qu'elle est faite pour les riches et les puissants ? Comment donner en exemple ceux qui s'en sortent par le travail alors que ceux qui en cherchent n'en trouvent pas ?

Comment arracher les jeunes des quartiers populaires à l'influence des petits parasites qui

vivent de trafics de toutes sortes alors que la vie ne sourit qu'aux grands parasites qui dominent la société ? Et comment les convaincre qu'il est stupide de brûler des écoles dans les quartiers populaires alors qu'à côté d'une école brûlée, combien d'autres, indispensables pourtant, n'ont même pas été construites parce que ceux qui nous gouvernent ne consacrent pas d'argent à cela ? Pendant qu'il y a des milliards dépensés en faveur des riches, les écoles des quartiers populaires sont surchargées, avec des enseignants débordés, dans l'impossibilité matérielle de transmettre à tous ce minimum d'éducation que les familles n'ont pas les moyens de transmettre - ne serait-ce que savoir lire, écrire et parler correctement. Et, de toute façon, les années passées en classe ne débouchent sur rien, pas même sur un emploi.

Les travailleurs n'ont pas à se réjouir de la forme que prend cette explosion, et pas seulement parce qu'ils sont les premiers à en souffrir. La jeunesse, c'est l'avenir. Mais de quel avenir une jeunesse déboussolée peut-elle être l'artisan ?

Ce ne sont pas ceux qui nous gouvernent qui peuvent donner un espoir à la jeunesse des quartiers pauvres. Car la seule perspective dont ils sont les porteurs, c'est, au mieux, la réussite individuelle pour quelques-uns et la résignation pour les autres.

Pour que la jeunesse pauvre n'en soit pas réduite à l'alternative entre la résignation dans l'exploitation et la violence stérile, il faudrait que le mouvement ouvrier retrouve sa capacité de lutte et surtout la volonté politique d'incarner un espoir de transformation sociale.

Ce qui se passe dans les quartiers populaires ne signifie pas seulement la faillite d'un gouvernement. Il signifie plus encore la faillite de l'organisation capitaliste de la société, pourrie d'inégalités, d'injustices, et qui ne peut mener la vie sociale qu'à la décomposition.

Arlette Laguiller, 7/11/

(édito des bulletins d'entreprise de Lutte ouvrière)

Y a le feu...

pour entrer en lutte tous ensemble !

C'est la révolte d'une fraction de la jeunesse ouvrière qui en une douzaine de jours s'est étendue dans les quartiers où vivent les familles en situation la plus précaire dans le travail comme les conditions de vie.

C'est la révolte de la génération qui est appelée à venir nous rejoindre à l'usine, au chantier ou au bureau ; et nous rejoint parfois déjà... par intermittence, parce que tout ce qu'on lui offre c'est petits boulots ou postes d'intérim. Que nous soyons français de longues générations ou immigrés de date récente, ce sont nos enfants, nos frères, nos sœurs, ou les futurs camarades de nos enfants, ceux avec qui ceux-ci devront partager une vie de galère ou de dignité... suivant ce que nous en aurons fait.

C'est bien d'ailleurs la rage contre cette vie de galère et l'envie de dignité qui poussent ces jeunes dans la rue chaque soir. Pour venger la mort absurde des deux adolescents de Clichy-sous-bois, pour riposter aux insultes de Sarkozy les traitant de « racaille » ou prétendant nettoyer leur quartier au karcher, pour faire payer les brimades et les vexations d'une police hostile et méprisante.

Sans moyens, sans travail, sans éducation (ou quand ils en ont une, les employeurs s'en foutent), ils ne voient souvent de perspective que dans l'individualisme, la débrouillardise, les trafics, petits ou grands. Pas étonnant que lorsqu'elle explose, leur révolte reste aveugle dans ses cibles, qu'ils cassent pour casser, brûlent pour brûler, caillassent les bus, les trains ou les pompiers comme les policiers...

Le gouvernement et les capitalistes, les vrais responsables de la situation des banlieues, sont à l'abri de leurs pierres. Leurs voitures comme leurs résidences sont protégées de leurs cocktails molotov.

Ils ne le seraient pas d'un mouvement de colère de l'ensemble des salariés. Celui-là d'ailleurs n'aurait pas besoin de jeter des pierres ni de mettre le feu. Il aurait d'autres moyens, plus efficaces, pour mettre les puissants à genoux, de la grève jusqu'au soulèvement massif qui pourrait être d'autant plus pacifique qu'il serait puissant : même des dizaines de milliers de policiers ne peuvent barrer les rues à des millions de travailleurs. Mai 68 a atteint sa

Editorial de

vigueur maximum quand l'insurrection étudiante (qui avait aussi brûlé des voitures) a débouché sur la grève générale.

Certes les jeunes sont loin d'être tous conscients que leur révolte aurait intérêt à déboucher sur un mouvement bien plus large de tout le monde du travail. Beaucoup n'ont même aucun sentiment d'appartenir à ce monde du travail. Les plus inconscients, ou les plus stupides, semblent même se contre-foutre du reste de la population, quand ils brûlent les voitures des gens de leur cité par exemple. Ils montrent même parfois une hostilité aux autres travailleurs, quand ils caillassent trains ou bus avec voyageurs et conducteurs.

C'est là l'impasse, et pour eux et pour nous tous. Mais les œillères et les préjugés d'une jeunesse sans tradition politique ni éducation sociale, ne tomberont pas toutes seules si ce monde du travail ne montre pas une détermination au moins aussi grande que la leur d'en découdre avec nos ennemis communs. Et tant que ceux qui passent pour ses dirigeants seront aussi lâches ; tant que la gauche proposera... d'attendre les élections ; tant que les dirigeants syndicaux feront tout pour éteindre nos luttes ou isoler les plus radicales, comme ils viennent de le faire avec les marins et les tramontans de Marseille.

Seuls nous, travailleurs, pouvons donner une perspective à la révolte des jeunes. En entamant une lutte aussi déterminée que la leur, mais avec d'autres moyens, pour imposer les objectifs qui changeraient immédiatement leur vie... et la nôtre : augmentation de tous les salaires, interdiction des licenciements et des contrats de précarité, augmentation de tous les salaires de 300 euros par mois, remboursement des milliards de subventions reçus par les patrons pour créer des centaines de milliers de nouveaux emplois dans les services publics, réquisition des logements vacants des riches.

Alors nous n'aurions plus à craindre pour nos écoles, nos bus ou nos voitures.

Convergences révolutionnaires, 7 / 11 /

Convergences révolutionnaires,

Oui, démission ! De qui ?

Absurde ou gratuite, la flambée de violence qui secoue le pays depuis 8 jours au moment où nous écrivons ? Non, sans perspective, ce n'est pas la même chose. Mais ce n'est certainement pas à gauche ni dans le mouvement ouvrier qu'on peut ou doit s'en étonner.

Nous assistons à la révolte d'une fraction de la jeunesse prolétarienne, celle qui est la plus démunie de travail, de cadre de vie social, de culture et d'espoir. Celle aussi du coup, évidemment, qui au quotidien ne voit souvent de porte de sortie que dans la débrouillardise, l'individualisme et la nécessité de ne pas se préoccuper des autres, quand ce n'est pas de les écraser. Ou qui, quand elle laisse éclater son exaspération, comme en ce moment, s'engage dans une révolte aveugle, dans ses méthodes comme dans ses cibles. Mais c'est quand même bien une authentique révolte d'une partie de notre classe.

Pour que les révoltés dépassent la simple volonté d'exprimer la colère et la hargne, il leur faudrait prendre conscience d'être partie prenante d'un mouvement plus large, que leur combat s'intègre dans une lutte d'une autre ampleur. Alors, l'explosion pourrait se transformer en autre chose qu'une émeute et se donner d'autres objectifs que casser pour casser, brûler pour brûler, quoi qu'on brûle, et même si c'est l'école du quartier, les bus de la ville ou la voiture du voisin.

Cette conscience et ces objectifs, ne comptons pas sur la gauche ou les syndicats pour les apporter. Même simplement par l'exemple. Ils ont rarement été aussi éloignés... de se les donner pour eux-mêmes. Rarement été aussi plats. Rarement montré moins de volonté de mener le combat pour la défense des pauvres et des travailleurs. Comment des jeunes en révolte pourraient-ils leur prêter la moindre attention ?

La gauche, y compris la gauche de la gauche, elle, ne pense qu'aux élections. Belle perspective à offrir aux banlieues en ébullition que de bien voter dans un an et demi !

Les syndicats, y compris la CGT, n'ont qu'un objectif en tête : disperser et émietter au maximum les luttes éventuelles des travailleurs. Quelle perspective de convergence pourraient-ils

offrir aux luttes de la jeunesse ? Quand des jeunes en décousent avec la police, au risque de se retrouver devant le juge, puis en prison, quelle considération peuvent-ils porter à des gens qui poussent marins de la SNCM ou traminois de la RTM à cesser leur lutte sous la menace d'un dépôt de bilan ou... d'un jugement du tribunal ?

Pour avoir une chance, même une chance seulement, d'être pris en considération par cette partie de la jeunesse prolétarienne, sans tradition, sans conscience de classe et sans boussole politique ou sociale, il faudrait que le mouvement ouvrier ait, à défaut des militants qui lui manquent dans cette fraction du prolétariat, au moins des dirigeants qui montrent qu'ils ont envie eux-mêmes d'en découdre avec ses ennemis, le gouvernement et les patrons.

Alors peut-être pourrait-il proposer aux banlieues d'autres moyens, moins stupides et plus efficaces, d'exprimer leur colère ou de faire entendre leurs revendications. Et faire comprendre aux jeunes que ce n'est pas dans une lutte sans ou même contre le reste de la population, mais avec, qu'ils ont des chances de changer leur sort.

Sinon la révolte d'aujourd'hui soit se dissiper sans résultat autre qu'une démoralisation encore plus grande, soit pire, dressera de plus en plus les révoltés contre l'autre partie de la population et des travailleurs, au risque d'être récupérée par les pires ennemis des uns et des autres.

Convergences révolutionnaires

6 / 11 / 2005

Pas de justice ? Pas de paix !

Fédération anarchiste

Les événements qui agitent les banlieues françaises depuis près de deux semaines sont bien l'expression d'une révolte dont on ne peut nier l'aspect politique. On ne peut nier l'existence d'une situation émeutière contre des représentants ou des symboles d'un ordre social inégalitaire, raciste et oppressant qui considèrent la jeunesse des quartiers populaires comme une « racaille » devant être nettoyée au « Kärcher » puis moisir en prison.

Dans ce contexte, mettre le feu à une voiture, à un bâtiment public ou à des commerces est un acte politique, qui même si nous pouvons nous interroger sur le bien fondé de ces actions, notamment sur le fait qu'elles nuisent plus aux classes populaires qu'à la bourgeoisie et aux vrais responsables de cette situation sociale, reste le seul moyen d'expression d'une jeunesse à qui la société n'offre aucune autre perspective que la galère, la frustration et le flicage. Nier les origines sociales de cette violence est le premier outil qui permet de mettre en place des politiques répressives de criminalisation de la misère et des banlieues.

A force d'ignorer que c'étaient des humains qui vivaient dans ces cités-dortoirs construites à la va-vite hors des villes où furent parqués les immigrés et les pauvres. Ces cités qui sont un condensé de toutes les erreurs urbanistiques et donc de toutes les difficultés de vie pour les individus. Ces cités où il n'y a aucun espace de socialisation pour se retrouver. Ces cités où le chômage et la misère sont le quotidien des adultes et le devenir des enfants. Il n'était pas nécessaire d'être sociologue ou devin pour prévoir ce qui se passe aujourd'hui. Quand on nie l'individu à ce point il est naturel qu'il se révolte. Quand les politiques se scandalisent du non respect des jeunes de banlieue pour les institutions républicaines, ils semblent oublier que la République ne les a guère pris en considération depuis des décennies.

Mais au fil des déconvenues électorales et des provocations d'un ministre de l'Intérieur qui a le « sens du dialogue », ces êtres marginalisés, bafoués et sans cesse montrés du doigt se sont révoltés spontanément.

Il n'y a guère que le ministre de l'Intérieur pour croire à une organisation structurée. Les responsables ce sont bien ceux qui ont permis la construction de telles « cités » et ceux qui ont laissé

se dégrader les conditions de vie de ces populations en ne leur apportant pas l'aide et le soutien dont elles avaient besoin.

Le quadrillage des quartiers par les forces anti-émeutes et par les unités de choc de la police appuyés par des hélicoptères volant toute la nuit au ras des habitations ainsi que le rappel de réservistes ne sont qu'une surenchère militaire du gouvernement qui ne contribuera qu'à attiser le feu et la colère. Des milliers d'interpellations et de gardes à vue, plus de 700 mises en examen pour des motifs fréquemment farfelus et des preuves le plus souvent inexistantes dans des conditions de défense désastreuses ne régleront en aucune façon le malaise social des banlieues et de la jeunesse.

L'application de mesures légales exceptionnelles comme le couvre-feu relevant des lois spéciales datant de la guerre d'Algérie est une véritable provocation à l'adresse de la jeunesse en colère ainsi qu'un danger fondamental pour les libertés publiques. Le texte de loi prévoit sur simple ordre des préfets l'instauration de couvre-feux, des perquisitions de jour et de nuit, l'interdiction de séjour ou l'assignation à résidence pour toute personne menaçant, selon les critères du gouvernement, l'ordre public, l'interdiction de rassemblements, la fermeture des cinémas, des théâtres, des cafés, et des lieux de réunion, mais aussi le contrôle de la presse écrite, télévisuelle et radiophonique ainsi que le Web.

Après la répression systématique des mouvements sociaux et syndicaux (intervention du GIPN contre les postiers de Bègles, inculpations massives des anti-OGM, l'assaut hélicoptère du GIGN et des commandos-marine contre les mutins du « Pascal Paoli »), l'Etat prépare la guerre sociale contre les pauvres et contre tous les résistants à cette société de classes. La fuite en avant du gouvernement dans une dérive fascisante (1) inquiétante doit mobiliser toutes les composantes du mouvement social et syndical pour organiser la défense de nos libertés et de nos conquêtes sociales.

Oui il y a des raisons de se révolter, mais brûler des voitures (appartenant à des personnes parfois aussi pauvres), frapper au hasard ne fait que du tort et ne fait que renforcer tous les replis identitaires (qu'ils soient nationalistes ou religieux). Notre révolte doit prendre sa source contre les véritables

responsables de la misère et de la précarité installée: le capitalisme et l'Etat. Et notre révolte ne prendra de sens qu'en s'organisant contre le capitalisme et ses effets destructeurs, en s'organisant dans les quartiers contre les huissiers, contre des logements trop chers, pour des vrais services publics (égalité d'accès passant par la gratuité des transports...)...

La Fédération anarchiste exige le retrait des forces répressives, le retrait et l'abrogation des mesures d'urgence et des lois d'exception, l'arrêt des poursuites judiciaires contre les jeunes révoltés, la libération de toutes les personnes emprisonnés ainsi que la lumière sur les circonstances de la mort de Ziad Benna et Bouna Traoré. La Fédération anarchiste tient à témoigner son soutien aux habitants, aux familles, ainsi qu'aux travailleurs des quartiers victimes de la violence sociale de certains émeutiers comme celle de la police.

Mettre en échec ce gouvernement fascisant, méprisant et arrogant ne pourra se faire que sur le terrain du rapport de force : la construction d'un mouvement social débarrassé des parasites politiques et bureaucrates, fonctionnant et se coordonnant sur la base du fédéralisme libertaire, de la gestion et de la démocratie directe dans une

perspective de transformation révolutionnaire de la société constitue la condition indispensable à la conquête de l'égalité économique et sociale, gage de la liberté et de la sécurité pour toutes et pour tous !

Qui sème la misère récolte la colère !
Pour une société égalitaire et libertaire
La révolution reste à faire !

Fédération anarchiste

(1) Il n'y a, à notre avis, pas la moindre dérive « fascisante » en France et l'affirmer empêche de réfléchir aux pratiques sécuritaires répressives des Etats de droit et surtout de les combattre efficacement. Comparer Sarko à Pétain comme on le voit sur certains graffitis anonymes récents relève de la même cécité. On se rappellera que le PCF analysa le coup d'Etat de 1958 comme un coup d'Etat « fasciste ». Ni patrie ni frontières).

IL N'Y A PAS DE CAPITALISME À VISAGE HUMAIN

Le feu aux poudres

Etat policier = Etat meurtrier

Le capitalisme c'est la misère et la guerre !

A Clichy-sous-Bois, Ziad et Bounna, 17 et 15 ans sont morts du harcèlement policier qui pourchasse les jeunes, multipliant les contrôles d'identité sans raison. Peu importe de savoir s'ils étaient ou non réellement poursuivis ; que des jeunes aient assez peur de la police pour être prêts à risquer leur vie pour lui échapper prouve la tension qui règne dans ces quartiers entre la population et les forces de l'ordre. Depuis plusieurs années, la pression policière entraîne de nombreux incidents. Alors que dans la plupart des cas, les jeunes ne font que s'indigner d'être traités comme des sous-hommes, ils se retrouvent de plus en plus accusés d'outrages et de rébellion et se voient condamnés.

Ce n'est pas seulement une erreur, une "bavure" qu'il faut dénoncer, mais bien une politique sécuritaire d'ensemble qui se développe depuis plus de 20 ans. La stigmatisation et le mépris envers les jeunes des banlieues ne fait que développer leur haine vis-à-vis d'une société qui laisse dépérir 20% de la population dans des ghettos. Ceci n'est pas dû au hasard mais aux choix politiques et économiques.

Ainsi, l'accès des immigrés (ou supposés tels) au logement social s'est effectué depuis 30 ans sur la base d'un système ségrégatif ou seulement certains quartiers du parc social leur étaient ouverts, principalement les moins attractifs car mal situés et/ou en voie d'obsolescence. Aujourd'hui encore, pour les responsables du logement social, l'arrivée des populations immigrées induit la certitude d'une dévalorisation du site : cette demande "disqualifiante" est donc reportée sur les programmes déjà les moins attractifs. Pire encore, le débat sur la mixité sociale a entériné et légitimé ces pratiques ségrégatives, si bien que les fractions du parc où devaient pouvoir s'établir ces ménages leurs restent fermées au nom de la mixité sociale : il faut diversifier le peuplement du logement social, donc pas d'immigrés, et encore moins s'ils/elles sont pauvres ! Le manque de maîtrise que chacun peut avoir sur sa propre existence exacerbe les

tensions chez les personnes enfermées dans un statut social ou un quartier. La colère ne provient-elle pas de la fixation des familles dans un espace vécu comme une zone de relégation économique, sociale et résidentielle, sans perspective de mobilité résidentielle entre autre ?

L'apartheid social ne date pas d'aujourd'hui. Cela fait près d'un demi-siècle que des populations entières, les ouvriers, les immigrés qui ont fait et refait, il ne faudrait pas l'oublier, nos routes et nos immeubles, sont parqués dans ces ghettos. Les "émeutes" sont les conséquences des politiques libérales menées par la droite comme par la gauche, que se prennent de plein fouet depuis 30 ans les banlieues en première ligne. Mais cette précarisation et cette pauvreté se diffusent maintenant à l'ensemble de la société.

Nous n'avons signé aucun contrat social. Nous ne sommes pas "citoyens" de cette société. Nous n'avons aucun intérêt commun avec les capitalistes, le patronat, les gouvernements successifs de droite et de gauche libérale.

Ni le résultat des référendums, ni les élections régionales, ni le mouvement des retraites ou celui de la SNCM n'ont changé quoi que ce soit.

Les émeutes ont montré une chose : il faut être le plus violent possible dans cette société de merde pour interpeller et secouer l'apathie sociale. Cette violence n'est que la faible réponse à la violence du capitalisme et de l'Etat. Des violences policières qui ciblent les pauvres, les jeunes, les immigrés, à la violence de la précarité et de l'isolement due entre autres à la disparition de véritables services publics; des crapuleries des médias capitalistes à celles du gouvernement, nous baignons sans cesse dans un environnement antisocial. Les jeunes des banlieues se ramassent tout en pleine gueule : cette société n'offre aucun espoir. Même ceux qui jouent le jeu scolaire savent que ça ne sert pas à grand-chose : tout le savoir accumulé est pas ou peu utile dans une société consumériste ; pire, il ne leur permettra au mieux que de se faire exploiter par McDo ou le BTP (avec des Français bien blancs !). Alors effectivement, l'exemple des grands frères (et sœurs) ça pousse pas à jouer le jeu légal !

Le gouvernement a recours à la loi du 3 avril 1955 pour rétablir l'ordre, décrétant l'état d'urgence. Donnant tout pouvoir aux agents locaux de l'exécutif, les préfets et la police, il entérine le versant sécuritaire de l'apartheid social : les classes populaires, laborieuses ou non, sont toujours les classes dangereuses, un traitement particulier doit donc leur être réservé. Autant pour la prétendue égalité des droits : pour ceux qui se rebellent, matraques et flash-balls rappellent l'absurdité et la caractère illusoire du dialogue entre les classes.

Pire encore, la ré-application de cette loi s'inscrit dans la dynamique d'ethnisation des rapports sociaux, engagée depuis plusieurs années au niveau mondial et qui se construit en France sur un imaginaire colonial que d'aucuns trouvent bien pratique de réactiver. Ce décret ne fut en effet appliqué qu'à deux occasions, en Algérie et en Nouvelle-Calédonie : l'utiliser actuellement permet d'amalgamer la situation présente à celle de faits de guerre, visant la sécession (cf. les "territoires perdus de la République" sur lesquels se désolent les souverainistes de tous poils) du fait de minorités ethniques et culturelles. Le message est clair : les banlieues sont des colonies, sinon de droit, du moins de fait – le meilleur critère en étant la "composition ethnique" de leur population, censée la rendre incapable de s'intégrer. La meilleure preuve de cette gestion différente des quartiers en fonction de l'origine supposée de leur population est la tentative de créer, via le fait religieux et le CFCM, un relais au contrôle social gouvernemental. L'important est que l'ordre règne, même si pour ce faire il faut livrer les jeunes générations aux religieux – au contraire même, le cas échéant le "danger islamiste" qu'on aura ainsi créé de toutes pièces permettra d'accroître la répression

De la loi de février 2005 sur les bienfaits de la colonisation aux discours et pratiques contre les migrants en passant par la stigmatisation des jeunes des quartiers que l'on va nettoyer au karcher, les immigrés et leurs enfants sont devenus la cible numéro 1 du gouvernement Villepin, l'ennemi intérieur permettant de souder la majorité de la population autour d'au moins un critère commun – l'origine. Et le Parti socialiste ne moufte pas, signifiant que lui aussi aux responsabilités du pouvoir ferait de même. D'ailleurs, n'est-ce pas le PS qui, au congrès de Villepinte en 1997 avait entendu faire de la sécurité une priorité de la "gôche", allant déjà chasser sur les terres du FN ? Julien

Dray, porte-parole du PS et favorable à la politique de "tolérance zéro" avait d'ailleurs apporté son soutien à Sarkozy lors des discussions sur la loi sur la sécurité intérieure (LSI) de mars 2003. Il serait bon de ne pas l'oublier. Pour tous les partis gestionnaires du capitalisme, la lutte des races est censée remplacer la lutte des classes – diviser pour mieux régner.

La possibilité d'instaurer le couvre-feu ne peut que nous renvoyer à des images sombres de notre histoire. Est-ce pour cela que le Front national et autres groupes de droite extrême applaudissent ces mesures ? Ou, plus simplement, parce qu'ils savent que "les gens préféreront toujours l'original à la copie" ? Les émeutes vont certainement pousser une partie de la population, fortement encouragée par la logique sécuritaire du gouvernement, exaspérée de voir les maigres fruits de son travail partir en fumée, dans les bras de l'extrême droite. Surfant sur la vague xénophobe, Sarkozy annonce l'expulsion des étrangers condamnés lors des émeutes au mépris des règles du droit. Ne voulant pas perdre de terrain vis-à-vis de De Villiers qui affiche ses prétentions de prendre la place du FN "La France, je l'aime ou je la quitte", Sarkozy réinvente la double peine. Le réseau No Pasaran sera présent en face, comme nous l'avons été à chaque fois. Mais nous ne pouvons pas en rester à cette position. La question sociale doit être mise au centre des enjeux et cela suppose d'en finir avec cet individualisme de merde qui sépare ouvriers, chômeurs, précaires, salariés du public/privé, vieux, jeunes, et avec les logiques communautaires qui ne font que le jeu du pouvoir en quadrillant la population selon l'origine ethnique, culturelle, sexuelle – tout, sauf la classe sociale !

Nous devons toutes et tous en finir avec la pratique unique : le chacun pour soi, le chacun pour sa communauté, où les enjeux sociaux et politiques communs disparaissent. Parce que les jeunes n'ont plus de perspectives, il ne leur reste plus que l'autodestruction. Comme dans une logique suicidaire, ils s'en prennent d'abord à ce qui les entoure : personnes, institutions (écoles, etc.), objets matériels (voitures, etc.).

Des convergences doivent être proposées, arrachées, dans toutes les luttes et toutes les réunions et nous devons faire le maximum pour bousculer les corporatismes et les individualismes. La division en revendications catégorielles nous réduit à l'impuissance sociale. Nous n'en serions pas là si plus de liens et de convergences avaient été créés, au lieu d'être détruits. Le mouvement social est mal en point, redresser la barre ne sera possible que si un maximum de personnes le

souhaitent, ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement, chacun étant plongé dans sa plainte, engagé dans une concurrence des victimes où l'Etat continue de jouer son rôle de Providence et peut ainsi affirmer sa légitimité.

N'attendez pas le feu vert de vos orgas, collectifs ou syndicats pour converger ! Aujourd'hui l'assurance chômage est renégociée et les droits des chômeurs vont sans doute être encore plus restreints ; les conflits à Marseille tentent tant bien que mal de durer pour défendre pour chacun-e les services collectifs ; les stagiaires exploités et réduits à la misère se rebiffent ; les sans-papiers refusent d'être dans le zero ground des miséreux... L'auto-isolement et l'ignorance d'autrui font que ces mouvements souvent tentés par le corporatisme ne muent pas en mouvement politique.

Mais établir des convergences c'est aussi intégrer dans les actions et textes ce que font les uns et les autres, aller soutenir des grévistes dans sa région, ouvrir et tenir des lieux associatifs gérés collectivement.

Nous ne devons pas rester les yeux rivés sur ces émeutes, sur le spectaculaire, comme des lapins hypnotisés par des phares. C'est aussi parce qu'il n'y a pas suffisamment de travail militant quotidien et ouvert sur les autres que nous en sommes là. Les résistances se font d'abord au quotidien, dans un travail militant régulier de mises en lieu, de résistance dans les quartiers, de revitalisation culturelle et sociale autonome des "pouvoirs" publics, de ré-appropriation de l'espace public et de nos vies.

Seul ce travail en amont permettra de donner un sens commun aux luttes, aux révoltes et aux grèves, de former enfin un réel front social.

Nous devons trouver des convergences fortes à travers des revendications sociales qui nous réunissent, d'où qu'on vienne, quoi qu'on fasse, pour multiplier les actions et les manifs communes :

- Retrait du décret de 1955 et abrogation des lois sécuritaires, à commencer par les récentes lois Perben, Sarkozy, Chevènement.

- Contre toutes les expulsions (contre le retour de la double peine), régularisation de tous les sans-papiers.

- Suppression de toutes les forces de répression, en particulier des BAC (Brigades soi-disant Anti-Criminalité).

- Revenu garanti avec ou sans emploi : pour déconnecter le revenu d'un emploi de plus en plus rare, et toujours aussi aliéné.

- Gratuité et démocratisation des services publics utiles à la population (énergie, santé, transports, éducation...) : nous devons pouvoir peser sur les choix des services publics et y avoir tous accès dans leur intégralité.

- Démocratisation de la vie sociale et politique : démocratie, c'est-à-dire auto-organisation et autogestion ! La politique ne doit pas être laissée entre les mains des partis de notables qui hochent la tête.

Nous devons en finir avec ce régime aristocratique où notre avis n'a aucun poids. Nous devons nous organiser en dehors et impulser une démocratie directe, dans tous nos espaces de vie, du quartier au pays, avec contrôle des mandats et réelles prises de décisions sur le devenir de la société.

POLITISE TES INQUIETUDES, TU INQUIETERAS LES POLITICIENS !

LE CAPITALISME NE TOMBERA PAS TOUT SEUL ! AIDONS-LE ! AUTONOMIE POUR TOUTES ET TOUS !

Réseau No Pasaran

Communiqué du MIB

« Crevez en Paix mes frères, mais crevez en silence, qu'on ne perçoive que l'écho lointain de vos souffrances ...»

Ceux qui ne comprennent pas aujourd'hui les causes des émeutes sont amnésiques, aveugles ou les deux. En effet cela fait 30 ans que les banlieues réclament justice. 25 années que des révoltes, des émeutes, des manifestations, des Marches, des réunions publiques, des cris de colère avec des revendications précises ont été formulés.

15 ans déjà que le Ministère de la Ville a été créé pour répondre à l'exclusion et à la misère sociale des quartiers dits défavorisés. Les Ministres passent avec leurs lots de promesses: Plan Marshall, Zones franches, DSQ, ZEP, ZUP, Emploi-Jeunes, Cohésion Sociale, etc.... La banlieue sert de défoirail pour des ministres, élus et médias en mal de petites phrases assassines sur les « zones de non-droit», « les parents irresponsables», la mafiatisation et autres « dérives islamistes».

Les habitant(e)s des quartiers et notamment les jeunes sont stigmatisés et désignés comme responsables de toutes les dérives de notre société. Ca ne coûte pas cher de donner des leçons de civisme et de montrer du doigt les « racailles» ou les « sauvages» en les jetant à la vindicte populaire. Et ça peut rapporter gros. Les banlieues deviennent une problématique à part, dont on confie la gestion à la police et à la justice. Aujourd'hui, on nous présente ces « jeunes de banlieues» (sous-entendu ces noirs et ces arabes) qui brûlent comme des étrangers venus foutre le bordel en France.

Pourtant des Minguettes (1981) à Vaulx-en-Velin (1990), de Mantes-la-Jolie (1991) à Sartrouville (1991), de Dammarie-les-Lys (1997) à Toulouse (1998), de Lille (2000) à Clichy, le message est clair :

Assez des crimes policiers impunis, assez des contrôles au faciès, assez des écoles poubelles, assez de chômage programmé, assez de logements insalubres, assez des prisons, assez de hagra et d'humiliations ! Assez aussi des justices parallèles qui protègent les hommes politiques corrompus et qui condamnent systématiquement les plus faibles.

Ces cris là ont été ignorés ou étouffés.

Comme sont toujours étouffées les souffrances silencieuses des millions de familles, d'hommes et de femmes, qui subissent au quotidien des violences sociales bien plus dévastatrices qu'une voiture qui brûle.

A travers le couvre-feu, le gouvernement y répond par la punition collective et une loi d'exception qui donne les pleins pouvoirs à la police. On met le couvercle sur la marmite et cela marquera pendant longtemps les mémoires de nos quartiers.

Il n'y aura jamais de paix dans nos quartiers tant qu'il n'y aura pas de justice et de réelle égalité.

Aucune pacification ni aucun couvre-feu ne nous empêcheront de continuer à nous battre pour cela, même lorsque les caméras auront détourné les yeux...

PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX !

le MIB

- 09/11/2005 tel : 01 40 36 24 66

Le site du MIB : <http://mib.ouvaton.org>

Vive la révolte des jeunes !

La mort des deux jeunes de Clichy électrocutés après s'être réfugiés dans un transformateur – énièmes morts dont les forces de police sont directement responsables – a déclenché une explosion de colère comme cela se produit chaque fois ; mais en quelques jours la rage des jeunes sans travail, sans salaire, sans avenir s'est étendue à tout le pays, à toutes les villes grandes ou petites où existent des cités dortoirs prolétariens comme autant de véritables ghettos.

Les jeunes prolétaires des banlieues ont réagi spontanément en exprimant une violence accumulée depuis des années et qu'ils ne pouvaient plus contenir. Après avoir subi quotidiennement la violence sur le plan social, économique, administratif, policier, politique et racial (1), ils déversent aujourd'hui une partie de cette violence en détruisant tout ce qui leur tombe sous la main. Tous les bourgeois bien-pensants, tous les démocrates, tous les petits bourgeois pacifistes et adorateurs de l'ordre se déchaînent contre les « voyous ». La police mobilisée à grande échelle par le gouvernement soumet les quartiers les plus « chauds » à une véritable occupation tandis que le gouvernement réactive une loi sur l'« état d'urgence » institué en 1955 contre les insurgés algériens et que la répression bat son plein ; plus de 2000 personnes ont été arrêtées, des centaines de condamnations ont été prononcées à l'issue de procès expéditifs, et Sarkozy annonce que les « étrangers » (c'est-à-dire les jeunes qui n'ont pas la nationalité française) pris dans les rafles seront expulsés (un député UMP propose même que, comme à l'époque de Pétain, soient déchus de la nationalité française ceux qui ont été naturalisés).

C'est une colère aveugle, une manifestation de ras-le-bol désespérée face à la misère et à la précarité que connaissent les jeunes prolétaires. C'est une colère dont la société dite civile a peur parce qu'elle est incontrôlable, parce qu'elle vient du plus profond, d'humiliations accumulées au cours de décennies de discriminations, de promesses jamais tenues, de dégradation constante des conditions de vie. C'est la colère de ceux qui sont français parce qu'ils sont nés ici et qu'ils ont

peut-être les papiers en règle, mais qui ne jouissent dans la réalité pas des mêmes droits que les Blancs (2) parce qu'ils sont d'origine immigrée ou des anciennes colonies françaises : une discrimination bien réelle, une véritable situation d'exception – avant même l'instauration actuelle de la législation d'exception – organisée volontairement par le capitalisme français contre une partie du prolétariat qui, dans une situation de crise économique et sociale explose « à l'improviste » et pousse des milliers de jeunes dans la rue.

Cette révolte n'est pas dirigée vers des objectifs politiques précis, elle ne présente pas des objectifs sociaux clairs et communs aux prolétaires. Elle est élémentaire, elle s'auto-alimente et tout en étant orientée vers la destruction et l'incendie, elle prend pour cible l'adversaire immédiat : les forces de police. Il est inévitable que, dans l'immédiat ou à plus long terme, elle prête le flanc à toutes les récupérations, des groupes politiques démagogiques aux forces religieuses ou à la délinquance organisée.

Les arrestations et la répression ne feront que creuser un peu plus la fracture sociale qui existe dans toute société capitaliste – entre prolétaires et bourgeois, entre prolétaires et petits-bourgeois – mais dont la profondeur et l'irréversible débouché violent sont voilés en temps « normal » par tous les artifices et tous les idéologues de la paix sociale. Le poing de fer de Sarkozy est le poing de fer de la bourgeoisie, d'une classe qui entend maintenir sa domination sur toute la société et son système d'exploitation du prolétariat. Le déchaînement de la répression et le recours à l'état d'urgence donnent la démonstration dans les faits de l'incapacité de la bourgeoisie à prévenir par des moyens pacifiques l'éclatement des contradictions sociales.

D'abord, restauration de l'ordre ! crie-t-on de tous côtés. Mais les porte-monnaie restent vides, la vie quotidienne de plus en plus difficile et les perspectives d'avenir sont complètement bouchées !

La bourgeoisie ne peut se permettre de perdre le contrôle de la situation sociale. Cette révolte qui dure et qui s'est étendue à travers tout le pays l'a prise en un certain sens par surprise. Il lui faudra trouver des responsables, des meneurs, des réseaux terroristes ou autres à qui imputer la responsabilité des émeutes.

Mais devant cette explosion de violence élémentaire, elle appelle toutes les « honnêtes gens », toutes les organisations responsables, à une grande union pacifique démocratique et citoyenne pour isoler et neutraliser les « mauvais éléments », la « racaille » et autres « voyous ».

Les partis dits de gauche répondent à cette nouvelle union sacrée des défenseurs de l'ordre établi, soutenant ouvertement le couvre-feu (PS) ou ne critiquant au maximum que l'insuffisance des « mesures sociales » (de la poudre aux yeux) qui accompagnent la répression. Tous, comme « Lutte Ouvrière », se lamentent de la diminution des effectifs de « police de proximité » qui auraient peut-être pu empêcher l'explosion sociale !

LA REVOLTE DES BANLIEUES ANNONCE LA REPRISE DE LA LUTTE PROLETARIENNE REVOLUTIONNAIRE !

Ces enfants de prolétaires, ces enfants de travailleurs immigrés, ne peuvent aujourd'hui compter sur un mouvement ouvrier qui pourrait employer leur énergie dans la lutte de la classe à laquelle ils appartiennent, qu'ils en aient ou non conscience. La lutte de classe révolutionnaire n'est pas encore là pour donner une perspective réelle à leur combat. Mais les contradictions internes d'une société qui accumule des richesses gigantesques entre les mains d'une poignée d'exploiteurs en même temps qu'elle plonge les grandes masses dans une misère et une précarité sans cesse croissantes, travaillent objectivement et inexorablement à la reprise de la lutte classiste.

Le prolétariat sera inévitablement conduit à se lancer dans l'affrontement ouvert, violent et décisif avec la bourgeoisie : non seulement l'exploitation quotidienne dans le travail, l'augmentation insupportable des rythmes et de l'intensité du travail, l'épuisement continu de l'énergie des travailleurs avant de les jeter à la rue, mais aussi les intimidations et répressions de tout type sans parler de la gigantesque escroquerie de la « démocratie » électorale, deviennent de plus intolérables quand la situation économique et sociale se dégrade de façon accélérée. Tout cela contribue à aiguïser sans cesse l'antagonisme fondamental entre exploités et exploités, entre prolétariat et bourgeoisie, les deux classes fondamentales de la société.

Les prolétaires devront comprendre que les orientations réformistes, les perspectives d'union nationale entre les classes, l'acceptation démocratique des intérêts capitalistes (camouflés derrière un prétendu intérêt général), ne peuvent que signifier le sacrifice de leurs intérêts propres,

l'affaiblissement de leur capacité à se défendre par l'accroissement de la concurrence entre travailleurs. Tout pas vers l'interclassisme, vers la collaboration entre les classes, vers la défense de l'ordre et de la légalité bourgeoises, vers le respect des valeurs et des principes de la République est un coup supplémentaire contre tous les prolétaires !

L'union fait la force, dit le proverbe. Mais l'union de tous les citoyens, l'union du « peuple » toutes classes confondues ne sert que la bourgeoisie, en temps de paix comme en temps de guerre. La force pour résister à l'exploitation et à l'oppression sociales ne peut se trouver que dans l'union des prolétaires pour la lutte contre les bourgeois, leur système et leur Etat. Alors les explosions de colère et de violence produites par les conditions de vie insupportables pourront être utilisées pour défendre efficacement les intérêts immédiats des prolétaires tout en renforçant la lutte révolutionnaire en contribuant à changer les rapports de force entre exploités et exploités.

La perspective d'avenir réside dans la réorganisation classiste des grandes masses prolétariennes, la reprise de la lutte de classe révolutionnaire, la reconstitution du parti révolutionnaire, organe indispensable pour diriger le combat de tous les opprimés pour en finir avec cette société de malheur.

Vive la révolte des jeunes prolétaires des banlieues contre la misère, le racisme et l'oppression !

Vive la perspective du prolétariat en lutte pour ses seuls intérêts de classe !

Vive la reprise de la lutte générale de classe y compris sur le terrain de la violence que la bourgeoisie utilise en permanence contre les prolétaires !

Parti communiste international

Correspondance : Editions Programme 3 rue Basse Combalot 69007 LYON 10/11/2005 - Imprimerie spéciale - supplément au Prolétaire n° 478

(1) Si même l'ultragauche commence à faire référence à la « race » – quel que soit le sens qu'elle prétend donner à ce mot connoté et sans aucun contenu scientifique – on est très mal partis (*Ni patrie ni frontières*).

(2) Nos ultragauches récidivent, emboîtant démagogiquement le pas à SOS Racisme et aux sociaux-démocrates multiculturalistes (*Ni patrie ni frontières*).

Jeunes, salariés, population des banlieues, Solidarité pour l'état d'urgence sociale et démocratique

La mort à Clichy-sous-Bois de deux jeunes, Ziad et Bouna, électrocutés dans un transformateur EDF où ils s'étaient réfugiés en fuyant la police, a déclenché une vague d'émeutes qui s'est étendue d'abord sur une vingtaine de communes de la région parisienne. Les déclarations de Sarkozy, annonçant devant les caméras à Argenteuil « *On va vous débarrasser de cette racaille* », ont fait exploser la colère de ces jeunes qui s'est étendue dans tout le pays, avec des affrontements avec la police, des incendies de voitures et de lieux publics.

Lundi soir, devant les télévisions, Villepin annonçait que le gouvernement allait « *autoriser les préfets à appliquer le couvre-feu* », ce qui en dit déjà long sur sa volonté de mettre au pas les banlieues. Le lendemain, il déclare « l'état d'urgence » par décret en conseil des ministres, loi du 3 avril 1955 datant de la guerre d'Algérie et fait déployer 1 500 gendarmes et policiers supplémentaires.

Cette loi autorise les interdictions de séjour, les assignations à résidence, l'interdiction des « *réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre* ». Le décret prévoit même une sorte d'état d'urgence aggravé autorisant les perquisitions à domicile de jour comme de nuit et la censure des moyens d'expression. L'état d'urgence fait des banlieues de réelles « zones de non-droit » soumises au pouvoir des préfets et de la police !

Fait significatif, cette loi vient rappeler tout le passé colonial de l'Etat français, puisqu'elle a été votée et appliquée durant la guerre d'Algérie. Depuis, elle a été très peu appliquée, même pas en 68, si ce n'est par... le gouvernement Fabius en 1984 en Nouvelle-Calédonie.

D'ailleurs le Parti socialiste n'a pas manqué de soutenir le gouvernement. Ayrault a rappelé à l'Assemblée nationale : « *Nous ne sommes pas hostiles par principe au couvre-feu* », après avoir déclaré « *nous ne voulons pas faire de ce débat [sur l'état d'urgence] une opération politicienne qui serait indécente même si nous voulons pointer les responsabilités de ceux qui sont au pouvoir (...)* Il faut rétablir les conditions du respect de

l'ordre républicain. C'est la première des priorités ».

Tous ces gens-là sont responsables de « *l'ordre de la République* »... C'est-à-dire de cette société de classe où l'enrichissement et les privilèges de quelques-uns plongent toute une population dans des conditions de misère grandissante.

Si Chirac et Villepin ont laissé à Sarkozy le rôle du provocateur pour lui faire porter l'habit du démagogue prêt à tout par arrivisme, c'est bien eux qui appliquent l'état d'urgence qui était réclamé par Marine Le Pen quelques jours plus tôt. C'est bien l'ensemble du gouvernement engagé dans sa fuite en avant qui emploie les méthodes de l'extrême droite : provocations et politique du pire.

Et il est significatif aujourd'hui qu'en réponse aux jeunes et à ceux qui réclament à juste titre le départ de « *Sarkozy l'incendiaire* », Hollande soutient le ministre de l'intérieur en expliquant doctement qu'il ne faut pas donner raison aux casseurs !

Depuis Sarkozy a fait un pas de plus dans l'escalade. Alors que les interpellations se multiplient, il demande maintenant aux préfets d'expulser « *sans délai* » tous les étrangers qui seraient condamnés suite aux émeutes, y compris les titulaires d'un titre de séjour régulier. Chaque coup de force en appelle un autre pour intimider, faire taire, profiter du désarroi sans laisser le temps aux solidarités de s'exprimer, à l'opinion de se ressaisir.

« L'égalité des chances » façon Villepin c'est l'exploitation à 14 ans pour les plus pauvres

En même temps que Chirac et Villepin proclament l'état d'urgence contre les banlieues, ils entonnent les déclarations sur « *la République de l'égalité des chances* ». Villepin annonce la création de « *préfets délégués à l'égalité des chances* » et « *d'une grande agence de la cohésion sociale et de l'égalité des chances* » tant les discriminations vis-à-vis des jeunes des banlieues sont patentées et s'aggravent même depuis des années.

Il annonce que les subventions aux associations que le gouvernement lui-même avait réduites, vont être finalement débloquées, soit 100 millions d'euros

supplémentaires en 2006. De même, seront réservés aux banlieues 20 000 contrats d'accompagnement pour l'emploi et contrats d'avenir, c'est-à-dire autant de petits boulots à l'image des emplois-jeunes, des CES, des CEC, mais jamais de vrais emplois.

Mesure phare : il veut ramener l'âge de l'apprentissage de 16 à 14 ans, pour « *insérer* » les jeunes, c'est-à-dire les soumettre à l'exploitation quotidienne le plus tôt possible. C'est une remise en cause de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, qui vise 150 000 jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme ni qualification. Les syndicats enseignants ont condamné cette mesure destinée à régler la question de l'école dans les quartiers pauvres par la mise au pas chez un petit patron et par l'exploitation pour encadrer la jeunesse.

Parisot y est allée aussi de son couplet en déclarant : « *pour les chefs d'entreprise il n'est pas question de baisser les bras en matière d'intégration. Ils sont déjà extrêmement impliqués et continueront à agir dans ce sens* ». L'insertion a effectivement été un marché très fructueux pour le patronat jusque-là, qui lui a permis de toucher aides, subventions et exonérations de toutes sortes. Villepin a d'ailleurs répondu à son appel en promettant la création de 15 nouvelles zones franches.

Mais là aussi, toute cette politique se retourne aujourd'hui contre tous ceux qui l'ont utilisée. A propos des incendies de certaines entreprises de ces zones franches, des jeunes expliquaient comment celles-ci étaient venues toucher les subventions mais n'avaient jamais voulu embaucher les jeunes du quartier ! Ce sont tous ces mensonges et ces humiliations quotidiennes qui éclatent au grand jour.

Les déclarations du Medef lors de l'ouverture des négociations UNEDIC sont révélatrices. Le président patronal de l'UNEDIC, Gautier-Sauvagnac, réclame le retour à la dégressivité des indemnités pour éviter l'« *augmentation du coût du travail* », ce qui aurait des conséquences dramatiques dans ces banlieues où le taux de chômage atteint parfois les 40 %. De même, lorsque les syndicats évoquent la surcotisation du travail précaire, le même président du Medef répond sans problème qu'il est « *évident que le CDD et l'intérim jouent leur rôle pour remettre les personnes au travail et pour réduire le déficit de l'assurance-chômage* » !

Là encore, patronat et gouvernement mènent campagne sur le thème du déficit, en accusant les chômeurs alors que leur situation n'a pas arrêté de se dégrader depuis 20 ans. En 1990, l'assurance-chômage indemnisait un demandeur d'emploi sur deux. Elle n'en indemnise plus que quatre sur dix, alors que

depuis 1985, le taux de chômage reste proche des 10 % !

La révolte des banlieues, révélateur d'une crise générale

Ce gouvernement de provocateurs s'attaque à tous les acquis ouvriers et ne connaît que la répression : après les jeunes lycéens en lutte contre la casse de l'école, après les militants de la Poste de Bègles licenciés ou mis à pied, après l'envoi de l'armée contre les marins de la SNCM et après la déclaration d'illégalité de la grève des traminoirs de Marseille, ce sont maintenant les jeunes des banlieues ouvrières qu'il provoque et réprime.

Sans légitimité, il se lance dans une escalade de provocations, de coups de force pour s'imposer, voire pousser à l'affrontement.

Aujourd'hui, les jeunes sont le plus souvent sans perspective de trouver un emploi, dans des quartiers où le chômage atteint 40 % de la population, où les services publics ont été fermés, où il n'y a plus de services sociaux, pratiquement plus d'éducateurs, presque aucune activité pour les jeunes hormis les cages d'escaliers.

Les jeunes, privés de tout espoir de changement, en butte au mépris quotidien, expriment leur révolte comme ils peuvent. Le fait qu'ils se trompent de cible en incendiant les voitures de leurs voisins, des écoles, des gymnases ou des crèches, révèle la profondeur de leur désarroi et l'ampleur des attaques que le monde du travail a subies depuis 20 ans, de la part de tous les gouvernements : licenciements, précarité, chômage, privatisations, ... pendant que les profits se portent au mieux à la Bourse.

Quel autre choix a cette jeunesse pour faire entendre sa révolte ? Le mouvement ouvrier est incapable d'appeler à un vrai mouvement d'ensemble, du public, du privé et encore moins de tous ceux qui sont exclus, survivent des petits boulots et de la précarité.

Engluées dans les « *diagnostics partagés* », les directions syndicales craignent d'engager la lutte réellement car elles en craignent les conséquences et les suites.

Certes, cette expression de la colère et du désarroi des classes populaires se retourne aussi contre ses propres intérêts, quand elle s'en prend aux écoles et aux biens collectifs ou aux voitures des voisins.

Mais la question n'est pas de juger les jeunes qui explosent de désespoir mais de comprendre pour tenter d'apporter des réponses quand cela est possible. Comprendre les jeunes ne signifie pas ignorer les sentiments des habitants des cités, bien au contraire, c'est ensemble que, par delà les générations, peuvent se construire des liens de solidarité, d'entraide, de respect et de dignité.

Solidarité et action collective

Il y a besoin de construire une conscience de classe, démocratique, qui défende les intérêts et les biens collectifs, à l'inverse de cet « *ordre républicain* » et capitaliste qui détruit des familles, ferme des usines, impose le chômage et la précarité à large échelle, brade les services publics.

Le sens de la collectivité est à mille lieues des discours moralistes de droite comme de gauche qui prêchent aux jeunes le respect de « *l'Etat de droit* ». Tous les gouvernements successifs ont laissé faire voire ont aidé le patronat à licencier plus facilement, ont privatisé à tour de bras, réduit le nombre de fonctionnaires. Tout ça pour défendre l'intérêt d'une infime minorité d'actionnaires contre celui de l'immense majorité et du monde du travail.

Oui, il faut construire une conscience de classe en rompant avec les préjugés réformistes et institutionnels. C'est elle qui peut apporter le réel sens de solidarité, entre salariés, jeunes : la solidarité de la lutte commune.

Cette solidarité au sein des classes populaires nécessite une attitude démocratique soucieuse des intérêts collectifs et donc pleinement indépendante de l'Etat, des institutions, en rupture avec les combinaisons électorales, municipales de cette gauche qui aujourd'hui prône l'ordre dans les cités après avoir œuvré à leur dégradation.

Aujourd'hui, cette discussion a lieu largement dans la classe ouvrière, dans les syndicats. Comment reprendre l'initiative, répondre à cette jeunesse qui se bat contre le même gouvernement qui nous provoque depuis des années ? Se servir de l'initiative du 19 novembre sur les services publics peut donner un début de suite au 4 octobre et en même temps une réponse à l'offensive réactionnaire en s'adressant aux jeunes comme aux habitants des banlieues sur le terrain des luttes du monde du travail.

La CGT envisage une journée d'action alors que, jusque-là, elle s'était contentée de l'expression du communiqué des confédérations qui n'appelait à aucune suite après le 4 octobre. Cela est positif et traduit les pressions des militants qui veulent se battre.

Face à cette offensive réactionnaire le PC se retrouve avec les révolutionnaires (1) pour condamner « *l'état d'exception* » en opposition avec le PS comme nous nous sommes retrouvés le 8 novembre dans un même meeting contre la privatisation d'EDF auquel PS ne voulait bien évidemment pas participer.

Faire face, ensemble, solidaires et unis, s'impose. Le front social et politique est nécessaire pour résister à l'offensive sécuritaire qui flatte le désarroi de la population qui,

même si elle comprend le désespoir des jeunes, ne peut accepter de voir brûler des voitures, des écoles ou des bus.

Offrir une autre perspective à la jeunesse comme à la population des cités exige une solidarité pleine et entière avec leurs difficultés comme avec celle de l'ensemble du monde du travail, c'est à dire une critique sans concession de la politique de la gauche comme du syndicalisme d'accompagnement.

Saisir toutes les occasions au niveau des syndicats, dans les UL, les collectifs, dans les cités pour dénoncer la nouvelle agression du gouvernement, faire face à la répression en s'efforçant de construire des liens de solidarité entre les jeunes et le monde du travail, proposer là où c'est possible des actions en défendant la démocratie et l'unité la plus large contre le couvre-feu, est la mise en œuvre concrète de la solidarité vis-à-vis des jeunes comme vis-à-vis des salariés pour reprendre l'initiative.

L'offensive du gouvernement marque des points mais devant ses agressions et sa politique qui aggrave la crise sociale, l'opinion abusée ouvrira les yeux. La révolte se généralisera. Aveugle et dupe de lui-même, le gouvernement est en train de préparer une explosion sociale.

Les solidarités qui se construisent à travers la crise des banlieues, le besoin d'unité qu'elle suscite, la rage face à l'impuissance du mouvement ouvrier qu'elle fait naître marquent une étape dans la construction d'une nouvelle conscience de classe, loin des effets médiatiques et des dramatisations intéressées.

Cela se passe au cœur des cités, sur les lieux du travail, parmi les militants et tous ceux qui veulent rester fiers d'eux-mêmes, des leurs et qui ne pardonneront pas au pouvoir qui les a insultés pour pousser les plus faibles à une révolte désespérée, pour diviser les classes populaires afin de mieux les dominer.

La leçon de choses ne sera pas oubliée et sera utile.

Denis Seillat

(1) Les camarades de la LCR devraient lire *l'Huma* plus souvent. Ils s'apercevraient que le discours sécuritaire des maires du PCF repose sur les mêmes fondements que ceux des maires de droite : dénonciation des responsabilités des parents, soutien à la police de proximité, dénonciation de « toutes les violences » mettant sur le même plan émeutiers et policiers, etc. Leur position contre « l'état d'urgence » ne pèse pas lourd à côté du reste... (*Ni patrie ni frontières*)

Je tombe des nues ?!?!!!!

Non, les "jeunes" des banlieues ne sont pas devenus méchants. Bien au contraire, cela fait longtemps qu'ils sont trop calmes face à un acharnement policier qui n'a jamais hésité à employer toute la force brutale pour étrangler et maintenir dans l'ordre social des centaines de milliers de pauvres pour qui plus rien n'est possible. Ce n'est pas une accumulation sociologique hasardeuse qui a mené à l'élaboration et à l'application de textes de lois relatifs à la gestion des travailleurs, des chômeurs et des précaires. Dans les années 60, l'État faisait construire des cités béton proches des sites industriels pour "loger" les ouvriers souvent immigrés dont ils avaient besoin. Au début des années 80, délocalisations, informatisation, etc. obligent, il n'y avait plus de travail pour les habitants de ces cités qu'il fallait du coup gérer : c'était le début d'une politique de la ville réfléchie et appliquée au travers des Contrats Locaux de Sécurité. Ces contrats encadrent depuis vingt-cinq ans les conditions de "vie" dans les quartiers populaires. Leurs objectifs: étendre toujours plus le contrôle, non seulement en multipliant la présence des forces de l'ordre sur le "terrain" mais en transformant progressivement le plus grand nombre possible en "citoyen", c'est-à-dire en délateur et relais local de la police:

La police en uniforme à qui l'état a donné de plus en plus de pouvoir et de moyens pour exercer son autorité : contrôles au faciès permanents, perquisitions à tout va, garde à vue pour un oui ou pour un non, comparutions en justice pour outrage et rébellion,... et rares sont les quartiers qui n'ont pas à déplorer un des leurs tué par la police.

Le travail de police assuré par des associations de quartiers qui, pour recevoir quelques subventions, doivent travailler main dans la main avec les maires, les commissaires et assurer une surveillance de proximité pour maintenir l'ordre en dénonçant tous les comportements jugés incontrôlés ou dangereux pour le pouvoir en place.

Le travail de police de l'institution scolaire à qui il est demandé de signaler tout écart de conduite aux pouvoirs publics ; une des fonctions de l'école est de détecter et de ficher ce qu'ils appellent les "signes d'une délinquance juvénile", ce qui contribue en fait

à renvoyer les plus démunis dans des classes relais, des centres éducatifs fermés, des prisons pour mineur grâce à l'abaissement de l'âge pénal à treize ans. Des parents d'élèves sans-papiers sont même interpellés à la porte des écoles

Le travail de police des éducateurs de rue, des médiateurs qui sont sommés de donner les noms des familles en difficulté à la mairie, les désignant comme étant de fauteurs potentiels de trouble avec la menace pour les familles de suppression des allocations familiales, accréditant l'idée que c'est une poignée de "voyous" qui seraient responsables de tous les maux.

Le travail de police des sociétés de transports en commun qui pratiquent des prix exorbitants, qui inondent leurs réseaux de vigiles et de contrôleurs et qui invitent leurs conducteurs à assurer la surveillance de la fraude qui est passible d'incarcération.

Le travail de police de colocataires qui signalent aux forces de l'ordre la présence "illégal" et pénalement répréhensible de personnes dans les halls d'immeuble et qui pratiquent légalement la dénonciation anonyme.

Le travail de police des commerçants, des vigiles, des maîtres-chiens.

Après quinze jours d'émeute, "l'opinion" admet "que c'est dur de vivre dans les banlieues, mais que c'est pas en brûlant tout que cela va s'arranger et que ces jeunes sont des voyous qui se livrent à une compétition dans la destruction aveugle, et qu'ils sont forcément manipulés par des mafias ou des intégristes".

Et pourtant, les mouvements sociaux d'envergure, celui des sidérurgistes, des enseignants en 2003, des postiers, des lycéens en 2005, des tramontans de Marseille, semblent impuissants face à la détermination de l'état qui continue de faire voter ses lois sur les privatisations, la décentralisation, les retraites, la réforme du code du travail, de l'éducation nationale, le durcissement du code pénal, les lois sur la prévention de la délinquance, le renforcement des lois anti-immigrés. Même deux millions de manifestants en 1995 se sont heurtés à un autisme imperturbable.

Alors que ceux qui ont la bonne méthode la donnent. Et en attendant, il est plus sage de ne pas donner de leçons à ceux qui expriment leur colère et de ne pas se transformer en criminologues, en militants experts, en sociologues en quête d'un

terrain de lutte à vampiriser, ou en moraliste de gauche appelant une fois de plus l'état au secours pour rétablir l'ordre républicain. Qu'est-ce que ce "devoir républicain" pour des enfants de parents immigrés qui n'obtiendront la nationalité française qu'en échange d'une bonne conduite au risque de se faire expulser du territoire à leur majorité ? Qu'est-ce que ce "devoir républicain" pour des jeunes qui naviguent entre petits boulots de merde payés des miettes et allocations sociales ou RMA ?

Et puis, on peut remarquer que dans toute cette destruction on retrouve des cibles privilégiées : des locaux d'entreprises installées dans les zones franches, exonérées d'impôts en échange de création d'emplois dans les quartiers mais qui préfèrent embaucher ailleurs, une trésorerie principale, des commissariats, une ANPE, des écoles, des bus qui sont perçus comme des symboles de l'état, un laboratoire pharmaceutique, des dépôts de voitures appartenant à France Télécom, à l'EDF et à la police, des concessionnaires automobiles. Pas de pillages systématiques, pas d'accumulation de marchandises, mais la destruction.

Ah! mais ils brûlent aussi les voitures des voisins, de ceux qui galèrent pour survivre. Primo, il n'y a jamais eu dans l'histoire de révoltes et de révolutions qui n'aient pas été génératrices de désordres et c'est dans le

développement de l'émeute que se réfléchissent et se précisent les objectifs.

Deuzio, c'est presque indécent de pleurer sur de la ferraille quand ça fait des années que la misère est orchestrée par les plus nantis qui ne se soucient guère de la vie des enfants des quartiers populaires. Tertio, c'est toujours la même rengaine du bouc émissaire et de la victime : il faut un responsable pour cacher sa propre misère, c'est forcément le plus pauvre. Ceux dont les voitures crament qui appellent à la responsabilité citoyenne se trompent de "tortionnaires".

Le plus grand risque est que ce feu de vie ne dure qu'un instant, qu'il ne se propage pas et qu'il se fasse le lit d'un nouveau durcissement du contrôle social sur chacun de nous et particulièrement sur les mineurs cordialement invités dans les prisons en construction. Les policiers interpellent à la pelle, les tribunaux condamnent sans vergogne et le pouvoir décrète l'état d'urgence. Mesures d'une véritable guerre sociale.

Ne laissons pas les émeutiers seuls face à la répression, ne laissons pas se développer la chasse aux étrangers, soyons présents dans les tribunaux, refusons concrètement le couvre-feu, occupons les rues, exigeons l'amnistie pour tous les émeutiers d'hier et de demain.

Contact :

envoleeradio(a)yahoo.fr

ACTEURS, PAS CASSEURS !

Le bilan provisoire des deux semaines d'émeutes dans les cités de tout le pays est lourd : trois morts, des centaines de blessés, des milliers d'interpellations, des centaines de peines de prison distribuées à la chaîne, sept ou huit mille voitures incendiées, des commerces, des gymnases, des locaux municipaux, des écoles dévastés et des millions de mots et d'images.

Sur les raisons profondes de la crise, tout a été dit. D'abord le chômage (30 à 40% dans certaines cités, plus de 50% chez les jeunes sans diplômes), la concentration de la pauvreté dans des grands ensembles tristes et mal entretenus, éloignés des centres-ville et des emplois, mal desservis par les transports. Les discriminations et le racisme. Une école dans laquelle beaucoup de jeunes ne croient plus. Au total, le sentiment d'être condamné à végéter dans des cités dépotoir, fuies par ceux qui réussissent et hantées par ceux qui n'ont d'autre avenir que de tenir les murs. Tout le problème est que si les causes sont bien connues, les remèdes, eux, semblent hors d'atteinte, surtout des responsables qui, prisonniers volontaires du système qu'ils défendent, ne peuvent rien de plus que de vagues discours et quelques promesses sitôt dites, sitôt oubliées.

Avec un tel cocktail, ce n'est pas l'explosion actuelle qui est étonnante. C'est qu'elle n'ait pas eu lieu plus tôt et plus fréquemment. Survenant au lendemain des provocations de Sarkozy, la mort des deux adolescents de Clichy dans un transformateur EDF a tout déclenché. Ça a été l'embrasement (au sens figuré comme au sens propre), d'abord en Ile-de-France puis dans tout le pays.

Dix-sept nuits plus tard et quelques milliers de voitures en moins (et plus grave d'écoles), on en est toujours là : des jeunes (tout jeunes ! plus de la moitié des interpellés sont mineurs) qui font le lendemain ce qu'ils ont fait la veille : incendier quelques voitures, des policiers qui s'énervent, un ministre de l'Intérieur qui fait

dans le comique troupier, un gouvernement burlesque qui proclame l'état d'urgence et n'exclut pas de recourir à l'armée tout en ressortant l'inusable « Plan Marshall pour les banlieues » promis à chaque crise...

Selon toute probabilité, malgré sa gravité, cette crise va se terminer comme les précédentes : les jeunes vont se lasser, les garagistes vont faire des affaires, les ministres vont retourner aux leurs et les choses continueront comme d'habitude avec, peut-être, quelques subventions récupérées pour les associations qui tentent de tenir sur le terrain, des jeunes encore plus déboussolés et des adultes plus inquiets.

Jusqu'à la prochaine explosion, plus grave, plus violente et plus désespérée. Ce n'est pas de la divination : c'est ce qui fonctionne aux Etats-Unis depuis des décennies. A moins que, d'ici là, ne se lève une génération de jeunes capables de comprendre comment fonctionne la société, quelles sont les forces à l'œuvre, comment les groupes sociaux défendent leurs intérêts, bref d'avoir une compréhension politique des choses et non pas seulement en termes d'appartenance à un clan, une cité, une « ethnique » (qu'est-ce que c'est que ça ?), une religion ou une communauté.

Parce que le fond de la question se trouve bien là. Les jeunes brûlent et cassent parce qu'ils souffrent de la situation qui leur est faite, de leur présent médiocre et de leur avenir confisqué. Privés de la culture qui leur permettrait d'expliquer ce qui arrive et de trouver des solutions efficaces, ils enragent, se fabriquent un univers peuplé de forces hostiles mythiques (les Keufs, la cité d'en face, la fatalité) et retournent en définitive leur violence contre eux-mêmes et contre leurs proches.

C'est la génération sacrifiée. Délaisée par un capitalisme qui, pour le moment, n'a pas besoin de leurs bras. Délaisée par un Etat qui trouve plus commode et moins cher de laisser la police tenir le rôle de tous les services publics. Mais délaisée aussi par les partis et les syndicats qui, jadis, se donnaient pour but de rassembler les exploités, de les éveiller à la conscience d'appartenir à un même camp par delà les différences apparentes

d'origine, de culture et de langue.

C'est un énorme travail d'éducation qu'il faudrait entreprendre pour que les jeunes des cités deviennent des acteurs conscients de la vie sociale. Il est plus que temps. Si les organisations qui auraient les moyens de conduire cette action de longue haleine ne baissent pas les bras une fois la crise actuelle assoupie et, en attendant la prochaine, retournent à leur train-train, loin des quartiers où en prend plein la tête.

Depuis près de deux semaines une révolte aveugle embrase toutes les banlieues.

Elle est le résultat de 30 années d'enfermement social des générations issues de l'immigration d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire. Contrairement à mai 68 ou même aux révoltes des paysans (comme la grande Jacquerie de 1357) ces révoltés ne prennent pas pour cible les responsables de leur situation mais leur propre environnement.

C'est une explosion brutale qui s'en prend à tout ce qui symbolise l'intégration sociale. On brûle non seulement les voitures, l'objet le plus représentatif de la liberté et de la réussite individuelles, mais aussi les écoles qui sont le seul moyen de se sortir des conditions de vie des quartiers.

Si chaque acte pris dans sa particularité est odieux, incompréhensible et inutile, l'ampleur des dégâts appelle un autre point de vue. Elle signifie que toute une génération est rendue folle par une absence totale de perspectives sauf celle d'être chômeur à vie et d'être condamné à survivre dans son quartier. Elle fait tout simplement la politique de la terre brûlée, quand plus aucun espoir n'est permis.

Il se peut que les hommes politiques le comprennent enfin, mais il y a peu à attendre de ce côté-là si, une fois les événements passés, la vie reprend son cours ordinaire.

Mais le point positif de cette révolte est qu'elle a, comme en mai 68, libéré la parole. Et cette nouvelle liberté permet la prise de conscience de tous les jeunes, pas seulement des quartiers, pour imaginer une autre société que celle du pognon et de l'oppression.

LE PETIT NICOLAS A MIS LE FEU AU LAC

En descendant dans les cités de La Courneuve puis d'Argenteuil à la tête de véritables armadas policières pour insulter les jeunes menacés d'être « nettoyés au kärcher » puis traités de « racaille » dont il faudrait « se débarrasser » Sarkozy a mis le feu aux poudres. Il aurait délibérément décidé d'embraser les cités qu'il ne s'y serait pas pris autrement.

Sous prétexte de lutte contre la délinquance, Sarkozy s'est fait le symbole de la démagogie sécuritaire qui se traduit, dans les faits, par une persécution des jeunes (la minorité de délinquants, parfois, mais aussi trop souvent tous les autres) dont, bien souvent, les adultes n'ont pas idée. Survoltés par les discours du ministre, certains policiers – pas tous ! – dépassent les bornes, multiplient les contrôles, se permettent des gestes et des mots limite et, à la moindre réplique, font tomber « l'outrage à agent » et les demandes de dommages et intérêts. Qu'ils aient été poursuivis par la police ou pas, la fuite des trois adolescents de Clichy vers la centrale EDF où ils savaient qu'ils risquaient leur vie dit mieux que tout ce que sont les relations de la jeunesse et de la police. En se rendant dans les cités de la façon dont il l'a fait, ce n'étaient pas les délinquants que défiait Sarkozy. C'était tous les jeunes qu'il agressait et c'est ainsi qu'ils l'ont compris.

La menace du kärcher et le terme de racaille ont été pris pour ce qu'ils sont : des injures grossières. En les jetant à la face des jeunes, Sarkozy croyait épater ses amis de Neuilly et séduire l'extrême droite. Sauf que le mépris et la haine qu'il exprimait sont ceux que ressentent quotidiennement des centaines de milliers de jeunes et d'adultes regardés partout comme de la « racaille » parce qu'ils habitent telle cité, qu'ils portent tel vêtement, ou que leur visage dit leur origine immigrée.

C'est un véritable mépris social, un mépris de classe, qu'exprimait le ministre de l'Intérieur, celui du parvenu en mocassins légers, porte-parole obtus des préjugés de ses semblables contre ceux qu'ils exploitent. Le petit Nicolas s'est cru dispensé de mesurer ses propos, il s'est pris la grosse tête, ça lui est revenu en boomerang.

Racaille ou pas, délinquants ou pas, tous ceux qui vivent dans les cités (ou qui, comme Lilian Thuram, y ont vécu et ne l'ont pas oublié) se sont sentis offensés. Ils n'ont pas pardonné au ministre ses propos imbéciles, irresponsables et, effectivement, impardonnables.

DANS LES QUARTIERS DANS LES ENTREPRISES EN LUTTE : PAS DE JUSTICE PAS DE PAIX !

Les circonstances de la mort de Bouna Traore (15 ans), de Ziad Bena (17 ans) et de l'hospitalisation de Muhittin Altun sont le résultat d'une scène ordinaire en banlieue où l'arrogance policière sème une quasi-terreur permanente.

Si ces jeunes se sont enfuis, ce n'est pas parce qu'ils avaient quelque chose à se reprocher mais uniquement pour éviter de passer une nuit au poste de police. N'ayant pas leurs papiers sur eux, cette issue ne faisait aucun doute s'ils se faisaient attraper. En période de Ramadan, passer une nuit en garde à vue était exclu pour ces trois jeunes. Ils décident donc de fuir, la police aux trousses. Celle ci est aujourd'hui suspectée de non-assistance à personne en danger si ce n'est pire...

Ces deux morts ont été la goutte qui a fait déborder le vase, ou plutôt qui a mis le feu aux poudres. Des voitures sont retournées, brûlées. Certains discutent des méthodes y compris parmi ceux qui reconnaissent le désastre social des banlieues. Etat et médias peuvent mouliner leurs mauvais grains ! Mais nous ne sommes pas tous dupes. La révolte réagissant à ces deux décès qui succèdent à bien d'autres (des dizaines de jeunes sont tombés sous les balles de la police ces dernières années) rencontre celle d'une situation sociale pourrissante. Gouverné à droite ou à gauche, l'Etat a pour seule politique la ghettoïsation et l'encadrement policier. Par cela, il encourage toutes les dérives de ses hommes de mains : les policiers et peut-être demain les militaires.

Les révoltes de ces dernières semaines peuvent être l'objet de désapprobations bien pensantes mais la révolte brute à laquelle nous assistons est le seul moyen d'expression qu'a trouvé cette jeunesse sans perspectives.

La révolte, c'est ce qui reste à ceux qui n'ont rien, c'est la dignité de celle et ceux qui refusent la résignation.

Qui sème la misère récolte la colère !

Oui la vie dans les cités c'est la violence au quotidien :

La violence de se voir refuser tout emploi alors qu'on a tous les diplômes nécessaires mais pas le bon profil.

La violence de voir enchaîner mission d'intérim sur petit boulot travaux d'esclaves payés des miettes.

La violence d'être déjà en échec scolaire avant même d'avoir commencé ces études.

La violence de s'entasser dans des taudis parce qu'il n'y a pas de logements.

La violence quotidienne des brimades policières.

La violence d'une société hypocrite qui ne laisse le choix entre le communautarisme et la schizophrénie.

Ceux qui brûlent leurs voitures et les écoles comme les ouvriers qui font la ronde pour protéger leurs voitures, comme les élèves et leurs parents qui pleurent devant la destruction des derniers équipements collectifs présents dans les cités ouvrières, tous savent que la responsabilité de la situation incombe au système capitaliste, de ses flics et de leurs meurtres, de ces gouvernements, de vingt ans de chômage de masse.

Des bureaucrates du parti socialiste comme des députés de l'UMP en viennent maintenant à réclamer l'armée. Ils veulent décréter l'état d'urgence. L'heure n'est donc plus aux débats interminables mais à notre réaction politique immédiate.

Ne nous laissons pas diviser !

Quand les banlieues sont soumises au chômage de masse, le patronat et le gouvernement continuent de programmer des licenciements et des réductions d'effectifs. 500 licenciements ont ainsi été perpétrés chez PSA à Aulnay-sous-Bois ; bel avenir promis à la jeunesse des environs... Avant tout incendie en banlieue, l'Etat envoyait ses unités d'élite contre les travailleurs de la SNCF, arrêtant des dirigeants qui risquent jusqu'à vingt ans de prison ! Quand des postiers avaient réclamé

des comptes à leurs dirigeants lors d'un projet de restructuration : même punition. Toute lutte est donc dans le collimateur de l'Etat qui montre son véritable visage : celui d'une bande d'hommes armés au service exclusif de la Bourgeoisie.

Il faut saisir toutes les occasions d'unifier la colère populaire contre les pyromanes gouvernementaux.

Des appels à la grève ont été lancés à la SNCF, dans des entreprises publiques comme privées : mobilisons-nous pour la radicalisation de ces grèves et pour la grève illimitée !

Unissons-nous contre la militarisation opposons-nous au couvre feux. Dans les lycées les facs et les entreprises, toutes et tous en grève sur nos revendications traditionnelles mais surtout pour sortir Sarkozy. Mobilisons-nous pour dire non aux rafles d'étrangers en situation

irrégulières, non aux provocations policières et à l'intervention de l'armée, pour exiger le remboursement par l'état des dégâts dont il est responsable.

Contre la marche vers la dictature (1):
Unifions et amplifions les luttes.

Organisation Communiste Libertaire

Reims BP 1213 51058 Reims CEDEX 03 26
40 27 08 lechatnoir@club-internet.fr

13/11/2003

(1) Tout comme dans d'autres tracts qui évoquent la « fascisation » rampante, ce mot d'ordre ne correspond en rien au durcissement actuel du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy. (*Ni patrie ni frontières*)

Sans un combat résolu contre la misère, le feu couvrera encore...

14 /11/ 2005

Face à la révolte des jeunes des banlieues le gouvernement manie surtout le gros bâton et annonce quelques mesures. Après les avoir supprimées, il a rétabli les subventions aux associations de quartier. Il promet que les jeunes chômeurs seront aidés dans leur recherche d'emploi, mais on apprend dans le même temps que le secteur automobile, un des employeurs de ces jeunes, se prépare à supprimer des milliers d'emplois ! Et voilà qu'on veut les retirer dès 14 ans du système scolaire pour les envoyer en apprentissage sans bénéficier de l'éducation minimum. Côté répression le gouvernement a ressorti une loi d'exception utilisée durant la guerre d'Algérie - rien que ça ! - pour établir le couvre feu dans certaines villes. Et Sarkozy l'incendiaire promet pour cette semaine l'expulsion des jeunes étrangers, même s'ils sont en situation régulière.

Rien pour rendre moins insupportable les conditions de vie de ces jeunes et de leurs familles dans les banlieues, celles-là même qui ont provoqué la révolte d'une fraction de la jeunesse ouvrière.

Car il s'agit bien de la révolte de la génération qui est appelée à venir nous rejoindre à l'usine, au chantier ou au bureau ; et nous rejoint parfois déjà... par intermittence, parce que tout ce qu'on lui offre c'est petits boulots ou postes d'intérim. Que nous soyons français de longue date ou récents immigrés, ce sont nos enfants, nos frères, nos sœurs, ou les futurs camarades de nos enfants, ceux avec qui ceux-ci devront partager une vie de galère ou de dignité... suivant ce que nous en aurons fait.

Sans moyens, sans travail, sans éducation, ils ne voient souvent de perspective que dans l'individualisme, la débrouillardise, les trafics, petits ou grands. Pas étonnant que lorsqu'elle explose, leur révolte reste aveugle dans ses cibles, qu'ils cassent pour casser, brûlent pour brûler, caillassent les bus, les trains ou les pompiers comme les policiers...

Le gouvernement et les capitalistes, les vrais responsables de la situation des banlieues, sont à l'abri : leurs voitures comme leurs résidences sont protégées. Ils ne le

seraient pas d'un mouvement de colère de l'ensemble des salariés. Celui-ci n'aurait d'ailleurs pas besoin de jeter des pierres ni de mettre le feu. Il aurait d'autres moyens, plus efficaces, pour mettre les puissants à genoux, de la grève jusqu'au soulèvement massif qui pourrait être d'autant plus pacifique qu'il serait puissant : même des dizaines de milliers de policiers ne peuvent barrer les rues à des millions de travailleurs.

Certes les jeunes sont loin d'être tous conscients que leur révolte aurait intérêt à déboucher sur un mouvement bien plus large de tout le monde du travail. Beaucoup n'ont même aucun sentiment d'en faire partie. Les plus inconscients, ou les plus stupides, semblent même mépriser le reste de la population, quand ils brûlent les voitures des gens de leur cité par exemple. Ils montrent même parfois une hostilité aux autres travailleurs, quand ils caillassent trains ou bus avec voyageurs et conducteurs.

C'est là l'impasse, et pour eux et pour nous tous. Mais les œillères et les préjugés d'une jeunesse sans tradition politique ni éducation sociale, ne tomberont pas toutes seules si ce monde du travail ne montre pas une détermination au moins aussi grande que la leur d'en découdre avec nos ennemis communs. Et tant que ceux qui passent pour ses dirigeants seront aussi lâches, tant que la gauche proposera... d'attendre les élections, tant que les dirigeants syndicaux ne feront rien pour étendre nos luttes.

Seuls nous, travailleurs, pouvons donner une perspective à la révolte des jeunes. L'occasion nous en est peut-être donnée dès le 21 novembre, si l'appel à la grève reconductible de la SNCF rencontre du succès. En entrant en lutte avec les cheminots pour imposer les objectifs qui changeraient immédiatement leur vie... et la nôtre :

Augmentation de tous les salaires, interdiction des licenciements et des contrats de précarité, augmentation de tous les salaires de 300 euros par mois, remboursement des milliards de subventions reçus par les patrons pour créer des centaines de milliers de nouveaux emplois dans les services publics, réquisition des logements vacants des riches.

Révoltes dans les banlieues: avec les exploités toujours !

Le bon vieux "classe laborieuse, classe dangereuse" a toujours fait recette. Aujourd'hui encore, alors que des banlieues s'enflamment en affrontements entre jeunes et forces de l'ordre, cette équation est mise en avant. Le contexte économique s'y prête : attaque sur le code du travail, la sécu, les retraites, baisse du pouvoir d'achat, radiations et contrôle accru des chômeurs et rmistes, licenciements, délocalisations ... Cette politique de casse sociale porte ses fruits : les grandes fortunes augmentent, les entreprises françaises ont fait 24% de bénéfices net l'an dernier.

Mais il y a le revers de la médaille. A Clichy-sous-Bois, Montfermeil, Drancy, Toulouse, Vaulx-en-Velin, Strasbourg, les jeunes des classes populaires savent que l'insécurité c'est le chômage, la précarité, l'incertitude de l'avenir et les pratiques d'une police chauffée à blanc par un ministre oscillant entre populisme et relent d'extrême droite.

Pendant que Guillaume Sarkozy, haut responsable du MEDEF, délocalise ses usines de textiles, son frère Nicolas, ministre de l'intérieur, vient en banlieue provoquer les jeunes laissés pour compte sous le feu des médias.

Les politiciens et le patronat savent bien ce qu'ils font lorsque tout manque et que le désespoir grandit. C'est pourquoi des crédits importants sont débloqués depuis des années pour l'embauche de policiers, la construction de prisons... C'est une mécanique bien huilée.

Surveillés, exclus, raflés, contrôlés, enfermés, parce que pauvres, les "jeunes" des banlieues trouvent à dire leur révolte et cherchent à être entendus. Cette implosion de violence est l'expression d'un affrontement contre un système capitaliste qui les marginalise.

La CNT dénonce l'incarcération de plusieurs centaines de jeunes, dont les deux tiers, mineurs, furent jugés à huit-clos en comparution immédiate, principalement à Bobigny. Elle appelle les parents, les enseignants, les sans-papiers, les chômeurs, les précaires et tous les salariés à la grève. La grève, car c'est notre outil de lutte, celui des exploités qui devront bien un jour s'unir, quelque soit leur mode d'expression pour faire cesser l'injustice, le mépris et l'exploitation.

Paris, le 13 /11/ 2005

Malgré notre désaccord total avec l'auteur de cet article, membre de l'association AFRICA 93, en ce qui concerne la confiance en l' « ordre républicain », « la France », l' « Etat social » (inséparable de l' « Etat pénal » que l'auteur dénonce) et une « police de proximité », nous pensons que sa contribution décrit fidèlement les souffrances de tous ceux qui vivent dans les quartiers populaires et le désespoir qui s'est exprimé au cours des « émeutes » de novembre 2005. (*Ni patrie ni frontières*)

LA SOUS-FRANCE QUI EST EN SOUFFRANCE VOUS RAPPELLE A L'ORDRE REPUBLICAIN

Au 18^e jour d'émeutes, Jacques Chirac a enfin parlé. Rien de nouveau au niveau social...

Dans son rôle de président au-dessus des polémiques, il a apporté un certain apaisement, bien que son gouvernement continuait à nous taper dessus en faisant voter la prolongation du couvre-feu.

Chirac en pacificateur. On le sait, c'est le partage des tâches au sommet. Mais il a apaisé en pointant du doigt les causes de cette colère. Force est de reconnaître que ce ne fut pas le cas des déclarations, à droite comme à gauche, qui sont à relever trois choses, à part quelques exceptions.

Au mieux c'est l'incompréhension et la découverte de la jeunesse française issue du prolétariat ;

Au pire ce sont les condamnations à connotation racistes ;

Entre les deux la condamnation des voyous, des délinquants, le climat anti-jeunes s'accompagnant de temps en temps de condamnation de la politique gouvernementale.

C'est aussi pour nous, habitants de la relégation, la découverte d'une autre France, haineuse, frileuse et qui a peur.

La peur, nous pouvons la comprendre car nous aussi nous avons peur de faire peur. Nous sommes les classes lumpénisées qui ont succédé aux classes laborieuses, classes dangereuses dont parlait Engels au 19^e siècle.

Des réactions

Mais nous ne sommes pas la classe des casseurs « nocturnes, masculins, armés, ravageurs, homicides », dont parle Catherine Kintzler dans son appel du 8 novembre 2005.

Ainsi donc, Madame, pas de solidarité avec les casseurs, mais une solidarité avec les populations des quartiers. Vous ajoutez, au passage, « il ne

faut pas confondre cette horreur avec ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à une population ».

C'est dit, les émeutiers ne sont pas dans la population ; allons au bout du raisonnement, ils n'appartiennent pas à l'espèce humaine.

Quant à ceux qui les soutiennent, M^{me} Kintzler les juge irresponsables, dangereux.

J'ai dit que je comprenais leur colère légitime, mais ne justifiais pas cette violence auto-destructrice. Suis-je irresponsable, dangereuse ?

M^{me} Kintzler a été relayée à gauche qui, au mieux, s'est contentée de critiquer Sarkozy. Toujours pas de solidarité avec les jeunes, ni geste d'apaisement, ni tentative de compréhension.

Le maire socialiste de Noisy-le-Grand s'est particulièrement illustré en demandant l'intervention de l'armée.

« Pour un socialiste, dire que l'armée doit intervenir est un constat absolument inimaginable, mais ce que je veux dire c'est qu'on ne peut laisser ça comme ça. Je sonne le tocsin »

Si le PCF, par la voix de M. G. Buffet, a appelé au calme et au dialogue avec les jeunes, André Guérin, maire communiste de Vénissieux et accessoirement visiteur de prison à Guantanamo, estime « tous les responsables politiques, de droite comme de gauche, doivent parler d'une même voix. L'heure est au rassemblement républicain pour éradiquer la gangrène, la barbarie, la sauvagerie ».

OUF !

M. Guérin en appelle à l'union sacrée. Vocabulaire qui rappelle que gauche et droite ont envoyé à la boucherie des millions de jeunes en 1914.

Mais, monsieur le maire de Noisy-le-Grand, on ne laisse pas les gens comme ça.

Mais comment avez-vous pu nous laisser

comme ça depuis des décennies ?

Face aux voitures qui brûlent, soyez conscientes et conscients que c'est le seul moyen qu'ont trouvé les jeunes pour envoyer des messages et donc de s'exprimer.

Il nous faut casser ou mourir pour qu'on s'intéresse à nous. De 1983 à 2005, quatre jeunes sont morts assassinés dans la cité des 4000 à La Courneuve : Toufik assassiné par un voisin excédé par le bruit, Abdel et Ali assassinés par deux policiers, Sid Ahmed assassiné par deux bandes mafieuses.

Nous n'avons pas cherché à occuper l'espace médiatique par la violence et la mort. C'est la violence et la mort qui nous collent à la peau. Ainsi de 1981 à 1991, 189 français d'origine maghrébine ou africaine sont morts dans les commissariats, les cités, victimes de l'idéologie sécuritaire.

Depuis des décennies, ce ne sont pas la relégation sociale, ni l'assignation à résidence ethnique, avec son cortège de chômage, d'exclusion, de racisme, de communautarisme, qui font réagir nos politiques.

Ce n'est pas la dégradation urbaine qui fait se tourner les regards vers nous. Trente années de replâtrage social, de saupoudrage, de clientélisme associatif démontrent que toutes les politiques qui se sont succédées ces trente dernières années n'ont fait que s'attaquer aux conséquences, jamais aux causes de notre situation.

Cette situation qui montre une image de peur des quartiers habités par des populations pauvres dont les immigrés et leurs enfants, montre que nous sommes soumis à une très grande misère et à l'insécurité.

• voir « *Arabicides* » de Fausto Giude, Ed. La Découverte, 1992.

Ce mot « insécurité », nous ne le limitons pas au niveau sémantique en le déconnectant de la sécurité de l'emploi, du logement, du revenu.

Des pauvres

Depuis des années on assiste à des tentatives de mise au pas des pauvres, avec un silence magistral qu'on a voulu nous imposer en démantelant la retraite, la sécu.

La France des banlieues compte 750 ZUS (Zones Urbaines Sensibles) où vivent des travailleurs, des chômeurs, des femmes, des

jeunes.

En 1990, la France comptait 1,98 millions de précaires, soit un actif sur 11.

En 2000 ce chiffre a presque doublé, puisque la précarité porte désormais sur 1 actif sur 7, soit 3,3 millions, se composant de CDD, petits boulots, temps partiel, stages d'insertion.

Cette précarité était de 42 % dans les ZUS en 1990 et dépasse aujourd'hui les 60 %.

La France qui souffre se paupérise de plus en plus : 100 000 sans-logis, auxquels s'ajoute 1 million d'hébergés, 1,3 million qui sont sans sanitaires et chauffage.

La surpopulation avoisine les 5 millions.

A titre d'exemple, une ville comme La Courneuve se compose de toutes les caractéristiques dégagées pour l'ensemble du pays.

La Courneuve est une ville populaire, au taux de population étrangère de 27,6 %.

Nous savons en réalité que la population d'origine étrangère avoisine les 50 %, bien que ces chiffres soient rendus difficiles en raison de l'interdiction de la mention du pays d'origine dans le recensement.

Ce que l'on sait avec certitude c'est que La Courneuve accueille 90 nationalités. Si la moitié de la planète s'est donné rendez-vous chez nous ce n'est pas parce que le soleil y brille plus.

Il s'agit de populations pauvres chassées de leur pays, par la guerre, la misère, la faim.

Les nouveaux arrivants n'aspirent qu'à une chose, vivre mieux, avoir un travail, un logement.

Le maire de La Courneuve ne s'appelle pas cependant Kofi Annan ou Georges Bush et ne dispose pas de leurs moyens financiers.

D'abord il serait grand temps de s'interroger sur le fait que ces populations se donnent rendez-vous dans les zones de relégation.

Bien sûr, il y a une famille, un proche pour les accueillir, mais il y a surtout le fait que personne ne veut les accueillir.

L'Humanité du 22 septembre 2005 publie le tableau des 742 villes de France qui sont sous le seuil des 20 % de la construction de logements sociaux.

La ville de Neuilly-sur-Seine et du Raincy où vivent messieurs Sarkozy et Raoult sont à moins de 3 % de construction de logements sociaux.

De nombreuses villes refusent de participer à l'effort de solidarité nationale pour combler le déficit de 450 000 logements sociaux au niveau national, dont 150 000 en Ile-de-France.

L'objectif de construire 20 % de logements

sociaux dans les villes qui en sont dépourvues n'est pas suffisant. Il faut les obliger à le faire comme l'indique la loi. L'amende de 152 euros par HLM et par an est une blague. Il faut une volonté politique et des pressions sur les mairies y compris en rendant inéligibles les maires pour changer la donne.

La typologie des nouvelles ZUS place la question sociale au cœur des débats. Le taux de chômage de 10,3 % au niveau national est doublé chez les 15-59 ans atteignant 20,7 % (source DIV).

A titre d'exemple, la situation économique à laquelle sont confrontés les habitants de La Courneuve se résume en un mot : chômage qui atteint 28,5 %.

Sur une population de 35 000 habitants notre ville compte 2 960 chômeurs et 1 800 rmistes, avec une dimension lourdement féminine et jeune, respectivement 30,9 % et 39 %. Dans certains quartiers ce chiffre avoisine les 40%.

C'est l'emprise du chômage et la déqualification qui créent le manque d'espoir et jettent en pâture et à la dérive de plus en plus de jeunes. C'est pourtant l'insécurité et la délinquance qui ont fait se déplacer des ministres dans la banlieue, pas la misère sociale.

Et quand ils viennent, c'est pour nous insulter, nous stigmatiser. Nicolas Sarkozy avait promis de nous nettoyer au Kärcher, nous assimilant à des cafards, alors que notre cité était endeuillée par la mort de Sid Ahmed.

A Argenteuil, il a récidivé, traitant les jeunes de « racailles ».

Quand un ministre, et pas n'importe lequel, se permet ce langage très musclé et irrespectueux soi-disant parce qu'il refuse la langue de bois, a-t-il conscience qu'il s'adresse à une population qui souffre, à des jeunes, des enfants qui n'en peuvent plus et qui répondent quand on les provoque.

La réponse des jeunes

Alors ils ont répondu, exprimé leur colère, parce que deux jeunes comme eux sont morts électrocutés dans des conditions obscures.

Il ne s'est rien passé. Pas d'enquête. Le samedi 29 octobre, c'est l'escalade. En cette Nuit du destin (sacrée pour un 1/5^e de l'humanité) un projectile est lancé dans la mosquée de Clichy.

Rien, toujours rien.

L'apaisement aurait dû venir de là-haut. Chirac, de Villepin avaient ce pouvoir.

J'ai le souvenir que Monsieur Chirac avait dit

« quand on touche à une synagogue, on touche à la république ».

Alors oui, « ce deux poids deux mesures est insupportable », tout comme l'est l'antiracisme sélectif.

Les jeunes des quartiers, tout comme le reste de la population, ont été virés depuis longtemps aux islamistes ; ils sont fragiles et peuvent être instrumentalisés. La même nuit du 29 octobre, ce sont « les grands frères » en djellaba qui patrouillent à Clichy au nom d'Allah Akbar.

Des milliers de relégués sociaux attendaient, et j'en ai été la témoin dans ma propre famille où les plus jeunes me disaient « Si, si, tu vas voir, Chirac va parler, il était contre la guerre en Irak. »

Mais rien, toujours rien.

La suite, des nuits d'émeutes, deux autres morts à Stains et à Epinay, des millions d'euros de dégâts.

Si on n'avait pas pu éviter l'explosion, on aurait pu la limiter. Mais d'autres choix ont été faits pour faire plaisir à la France qui a peur, en oubliant que nous aussi nous avons peur de découvrir cette France qui a peur de nous, nous dont la peur n'est rien, que notre vie de tous les jours.

Des jeunes ont cassé et je comprends leur colère légitime, mais je ne la justifie pas car elle est autodestructrice. En cassant des écoles (même si elles symbolisent leur échec) ils s'autodétruisent.

En s'attaquant aux moyens de transport, aux bâtiments sportifs, les jeunes s'autodétruisent. Dès le début, parents, jeunes et femmes se sont adressés aux émeutiers pour leur dire « stop la violence ».

L'expression de la colère

En mai 68, lors des différents mouvements lycéens, les jeunes ne s'autodétruisaient pas. Il y avait des syndicats étudiants, des associations de jeunes, de femmes, pour organiser et encadrer la lutte. Aujourd'hui c'est le désert organisationnel.

La disparition progressive des organisations sociales et politiques, notamment le PCF et son réseau associatif, ont produit un terrible vide laissant place au repli individuel, ethnique ou communautaire.

Alors, oui, madame Kintzler, vous qui reconnaissez qu'un mouvement populaire peut être violent, sans être craint du peuple car cette violence s'exprime dans un cadre ; où étiez-vous, vous et tous vos amis donneurs de leçons ?

Pourquoi n'êtes-vous pas tous et toutes venus dans les premiers jours pour expliquer et organiser les veillées avec nous ?

Vous dites « qu'un mouvement s'attache à créer des solidarités ». Mais on l'attend votre solidarité, on crève de ne pas l'avoir à nos côtés.

Vous demandez à des gamins, en carence nutritionnelle, en carence éducationnelle, en carence affective et psychologique de se « déplacer pour témoigner ».

Quand allez-vous comprendre que vous calquez des traditions d'organisation (qui sont par ailleurs les miennes et que je n'impose pas) à des modes d'expression que vous ne connaissez pas ?

Quand on est assignés à résidence sociale et ethnique, la lutte pour la survie au jour le jour prend le pas sur la lutte collective.

Les femmes qui peuplent majoritairement nos permanences d'écrivain public n'ont pas assez d'une journée (quand elles ne travaillent pas) pour courir chez l'assistante sociale rétablir l'électricité coupée, obtenir des bons alimentaires au CCAS, des repas aux Restos du Cœur ou au Secours Populaire.

Cette lutte pour la survie est quotidienne et angoissante à tel point qu'elle ne ne laisse pas de temps à la réflexion, à l'analyse, au temps de réunion. Et puis arrêtons d'en rajouter une couche sur la dépolitisation des quartiers.

La culture de la lutte est en panne partout. Il suffit pour cela de voir le taux de syndicalisation, le taux d'abstentionnisme dans toute la France. Qu'avons-nous fait, nous militants (tes), pour transmettre cette culture de la lutte aux plus jeunes ? Leur avons-nous laissé suffisamment de place dans nos organisations ? Les avons-nous enthousiasmé ? Quelle est la moyenne d'âge du Sénat, de l'Assemblée Nationale, vénérables institutions où se trouve le véritable repli communautaire d'hommes majoritairement vieux ?

Je ne milite pas pour une représentation black ou beur en politique et jamais je ne voterai pour quelqu'un parce qu'il s'appelle Mohamed, mais reconnaissons que dans les institutions, la France de la misère, les travailleurs, les chômeurs et surtout les femmes et les jeunes, n'y sont pas. Comment expliquez-vous cela ?

A l'intérieur de cette non-présence, il y a la quasi inexistence des enfants de l'immigration.

Non, il n'y a pas d'aphasie dans les émeutes. Ces jeunes crient, hurlent à la France qu'ils n'en peuvent plus d'être la sous-France de la

relégation sociale et ethnique.

J'ai la prétention de croire que malgré tout ces jeunes sont entrés en politique, en occupant des espaces qui leur étaient interdit.

Ils ont découvert leur force, en faisant vaciller un ministre que beaucoup voyaient et voient président de la République. Ils n'ont pas accès à la mairie, ni à l'assemblée, ils ont occupé la rue, devenue le lieu de manifestation parce qu'ils n'ont pas la culture de la pétition. Ils ont fait déplacer des télévisions étrangères, intervenir un président de la République. Les enfants du sous-prolétariat savent au moins une chose, le « hamaj » (boucan), ça sert à réveiller tout le monde.

Si nous avions su être à leurs côtés, nous aurions pu aider, non pas à une révolte ouvrière, mais à l'émergence des enfants de la classe ouvrière se mettant en mouvement social.

Quant à l'exclusivité masculine, je suis d'accord mais, là encore agissons sur les causes. Depuis des années nos quartiers sont livrés aux islamistes (non pas depuis le 11 septembre 2001) et en effet les femmes n'occupent pas l'espace public en raison de la montée de l'islamisme et des communautarismes.

Les femmes n'étaient pas dans les émeutes parce qu'elles ne sont pas dans cette culture du zonage des halls d'escaliers, mais les filles y étaient de cœur. Ne nous trompons pas, des jeunes nous disent avoir voulu laver leurs mères victimes de l'exploitation qui fait que le travail partiel (censé les libérer) les éloigne du domicile dix heures par jour pour des heures de ménage de 6 h à 9 h et de 18 h à 20 h.

Oui, les enfants des femmes ont agi par procuration, pour laver l'humiliation subie par leurs mères qui les élèvent seules parce que plaquées par leurs maris.

Madame Kintzler, vous refusez le terme d'émeute et préférez le terme « d'explosion muette de la barbarie ». Vous ne faites qu'aggraver le fossé social entre les relégués(ées) sociaux et les planqués(ées) qui, de leurs bureaux, s'autorisent à parler au nom de la France. Il n'y a pas d'aphasie mais un mal, mal à la France.

A propos de la violence

Je ne nie pas que cette violence qui nous fait mal prioritairement, mais je demande qu'on essaie de la comprendre, de nous comprendre, en lui apportant non pas une réponse mais des

réponses. Comme le dit Loïc Wacquant¹, il y a trois réponses possibles : la socialisation, la médicalisation et la pénalisation.

C'est la pénalisation, comme la criminalisation de la pauvreté qui a été priorisée par le gouvernement, et qui a connu son accélération avec les lois sécuritaires de Sarkozy, avec les arrêtés anti-mendicité, la pénalisation des prostituées, l'interdiction de se regrouper dans les halls, et dernièrement par les expulsions des squatts avant les solutions de relogement.

Cette focalisation sur l'insécurité s'est faite sur nos halls d'escaliers. Jamais on ne parle, ou si peu, de ce qui se passe dans les halls des assemblées politiques. On focalise sur les vols de portables et d'autoradios (on m'a volé sept fois mon portable, deux fois ma voiture) mais on ne dit rien sur les escroqueries boursières et les patrons voyous. Quand on en parle, on les met en examen, avec des peines très symboliques. Nous, les pauvres on nous jette en prison.

Cette criminalisation des pauvres est de plus ethnicisée. Sur dix détenus, quatre sont d'origine étrangère. Y aurait-il un gène du délinquant chez l'Arabe, l'Africain, comme l'a laissé entendre Alain Finkelkraut dimanche dernier à « Ripostes » (émission TV sur la cinq) en déclarant qu'il n'y avait pas de Français d'origine portugaise chez les émeutiers- ?

Il ferait mieux d'aller faire un tour aux comparutions directes du Tribunal de Bobigny. Je ne mets pas d'ocillères et je réfléchis aux causes qui font que les prisons sont peuplées de pauvres, issus de familles nombreuses (2/3 ont trois frères et sœurs), qu'un détenu sur sept a quitté sa famille avant 15 ans et que XX d'entre eux sont éjectés du système scolaire avant 18 ans.

La moitié du peuple des prisons est issue de la classe ouvrière contre 3 % de cadres supérieurs qui représentent 13 % de la population active nationale.

La réponse médicale existe et ce depuis le 18^e siècle où indigents, malades mentaux, prostituées, orphelins, peuplaient les hôpitaux généraux.

Aujourd'hui les plus sympathiques de nos scrutateurs nous prennent en pitié parce que pouilleux, gueux, clochards, alcooliques, toxicomanes, et nous proposent une thérapie individuelle.

Nous sommes le pays qui consomme le plus de

tranquillisants et d'antidépresseurs.

Cette médicalisation de la pauvreté se retrouve à l'école où dans nos ZEP (Zone d'Education Prioritaire) où à défaut de renforts d'enseignants expérimentés, on envoie des psy pour examiner nos enfants et les expédier dans des CLIS (classes réservées aux débilés légers) où on trouve désormais dès le CE1, les non-francophones, les dyslexiques, les enfants de divorcés, les plus pauvres des pauvres.

Tous ces médecins à notre chevet feraient mieux, là encore, de s'interroger sur le pourquoi des enfants mal nourris qui s'endorment en classe le matin, sur le pourquoi des 5000 enfants déscolarisés dans le 93, parce que, enfants de SDF.

La véritable réponse à la pauvreté c'est entre autre la socialisation.

Socialisation qui passe par une véritable politique économique et sociale.

Si tout n'est pas possible tout de suite, on peut au moins interdire les licenciements, empêcher les délocalisations.

L'état d'urgence sociale

Nous voulons que cessent les discriminations à l'embauche en raison du faciès et du lieu de résidence.

Nous ne voulons pas d'un état social résiduel à l'américaine basé sur la charité qui n'octroie des aides qu'aux pauvres méritants. Le maire de Draveil dans l'Essonne a commencé et de nombreuses voix murmurent « retrait des allocations familiales aux familles de délinquants ».

Ce système a fait qu'aux USA, près de 20 % de la population vit sans couverture sociale.

Nous voulons une véritable politique familiale, avec la reconnaissance du premier enfant, pour l'octroi d'allocations la construction de crèches, de haltes garderies, ludothèques.

Nous voulons que l'école, reconnue par Dominique de Villepin comme pilier de l'éducation, ait les moyens de remplir ses missions. Pas en excluant dès 14 ans les jeunes, en leur proposant un soi-disant apprentissage, mais en renforçant le nombre d'enseignants.

Le niveau des élèves de ZEP reste nettement inférieur à celui des autres écoles* parce que justement nos écoles n'ont eu aucun traitement prioritaire.

Il nous faut pour les 1,7 millions d'élèves des

¹ « Punir les pauvres », Loïc Wacquant, Ed. Agone, 2004

ZEP, non pas des mesures de discrimination positive mais des mesures d'égalité nous permettant de récupérer le retard accumulé.

Face au fiasco de la politique à la ville, au chevet des banlieues depuis 30 ans avec les HVS (Habitat Vie Sociale) de Raymond Barre en 1977, avec les DSQ en 1983 (Développement Social des Quartiers), la création du ministère de la ville en 1990 et les DSU (Dotation Sociale Urbaine) puis le pacte de relance en 1996, puis encore les 44 zones franches et enfin le plan Borloo de démolition / construction (qui ne s'est pas traduit par 1 démolition = 1 construction) nous voyons les limites de la politique de la ville qui ne peut stopper le chômage, mais au mieux le traiter socialement.

Une véritable politique de la ville passe par une véritable solidarité nationale entre les communes pour l'application de la SRU.

Ce sont des mesures sociales qui feront reculer la violence. Alors pour faire reculer l'État pénal, faisons développer l'État social.

Il faut pour cela défendre le bras social de l'État que sont les travailleurs sociaux, les éducateurs, animateurs.

Faire reculer l'État pénal ne veut pas dire faire disparaître la police. Nous avons besoin d'une véritable police républicaine, d'investigation judiciaire et surtout de proximité. Pas de cars de CRS pour quadriller nos quartiers, les policiers doivent être mieux formés à la ville (80 % sont originaires de province). Leurs missions doivent être clairement définies dans les quartiers.

Il faut que la police cesse d'être le visage sombre de la répression.

Il ne faut pas oublier que deux jeunes sont morts à Clichy parce qu'ils ont eu peur de la police, alors qu'ils n'avaient rien à se reprocher. Pourquoi, au lieu de se sentir en sécurité en présence de la police, les jeunes ont peur ?

Renforcer l'État social, faire reculer l'état pénal, c'est créer et multiplier les régies de quartier, avec des correspondants de nuit.

Non, la misère ne s'arrête pas à 17 h et l'urgence existe ailleurs qu'à l'hôpital.

Renforcer l'État social c'est rétablir les subventions aux associations qui sont le révélateur de la misère et pallient les carences étatiques, en matière d'aide aux devoirs, d'aide sociale, de soutien moral et psychologique et aussi de vie et de pratiques culturelles et sportives.

Renforcer l'État social, c'est lutter contre les discriminations sexistes en soutenant

particulièrement les initiatives féminines car, oui, les quartiers souffrent au féminin.

La banlieue ce sont des femmes qui travaillent, élèvent leurs enfants souvent seules, résistent individuellement ou collectivement face à la double discrimination qui les touchent.

Il faut également renforcer l'État républicain qui est fissuré. La république n'est pas menacée mais elle titube sous les coups de l'insécurité sociale et économique qui laissent le champ libre à tous les racismes, les intégrismes et communautarismes.

La république peut résister car elle n'est pas un État racial, comme les USA (construit sur l'ethnocide des indiens et l'esclavagisme), même s'il subsiste des stigmates de son passé colonial. Elle peut résister car elle est laïque et malgré le manque de mixité sociale et ethnique, nous ne vivons pas en communautés segmentarisées.

La presse américaine qui se permet de donner des leçons ferait mieux de balayer devant sa porte. 8 % de la population américaine est sous tutelle judiciaire, soit 1 homme sur 20 et 1 Noir sur 3 faisant ainsi des prisons américaines la 4^e plus grande ville américaine. Si les émeutes avaient éclaté dans la configuration anglo-saxonne, on compterait nos morts par dizaines.

Et puis quand la presse américaine parle « d'émeutes musulmanes » de « Bagdad à Paris » c'est pour nous faire oublier le vrai Bagdad où son président y massacre quotidiennement des Arabes, notamment musulmans.

Je crois en la République même si des « républicains », de Gambetta à Ferry, de Pétain à De Gaulle à Mitterrand, ont perverti l'idéal républicain en la faisant coloniale.

J'y crois encore, même si de faux « républicains » nous sortent des lois coloniales d'exception pour gérer les banlieues, donnant au passage un sérieux coup de main aux islamistes et à nos nouveaux penseurs indigènes.

J'y crois parce que je n'ai pas le choix. Je veux la république plus juste, plus égalitaire, plus sociale.

Parce que sinon quoi d'autre ? : la monarchie marocaine, wahabiste, la dictature... tunisienne, la « démocratie sous-capitaliste algérienne », les fausses démocraties archaïques iraniennes ou soudanaises, le fédéralisme à l'américaine qui ne fédère rien d'autre que les riches ?

Alors, je me bats pour que cette république reconnaisse les siens, en nous accordant les droits économiques, en nous faisant accéder à la fonction publique où nous sommes exclus de

millions d'emplois. La république doit nous accorder l'égalité sociale en matière de retraite et de prestations sociales (l'allocation vieillesse des mères de famille, le Fond National de Solidarité ne sont pas versés à tous les immigrés).

La république doit annuler toutes les conventions bilatérales qu'elle a signées avec les pays d'origine pour gérer le statut personnel des femmes immigrées ou issues de l'immigration, permettant à la charia islamique de pénétrer le code civil français, en reconnaissant la polygamie et la répudiation par le biais des exequatur.

La république doit nous accorder la citoyenneté politique en donnant le droit de vote aux immigrés. Est-il normal que le père de Zidane (puisque'on aime les symboles), qui a fait la France championne du monde en 1998, ne vote pas ?

La république doit assumer son passé colonial en abolissant la loi du 23 février 2005. Au passage qu'elle annule toutes lois comme celles de 1955 autorisant le couvre-feu.

Cette loi de la honte qui, à l'origine, ne représentait que les frustrations des harkis et rapatriés revanchards de l'histoire, soutenus par des politiques électoralistes jamais remis de leurs défaites au Vietnam et en Algérie, cette loi de la honte est désormais celle de la France.

Il ne faut ni plus ni moins que l'abolir ; au moment où de nombreuses villes s'engagent dans la reconnaissance officielle des massacres du 17 octobre 1961 , nous avons le droit et le devoir d'exiger que la mémoire publique garde la trace de ces souffrances, non pas par victimologie, ni par martyrologie mais par exigence de dignité humaine. Cette loi du 23 février 2005, révisionniste, est une insulte aux colonisés, une insulte aux anti-colonialistes, aux démocrates, et au peuple de France.

La république doit prendre en compte notre histoire, nos histoires dans les manuels d'histoire de « Charles Martel qui écrase les Arabes à Poitiers » à l'histoire de la colonisation, non pas comme un fait périphérique, mais comme faisant partie intégrante de l'histoire de France. L'histoire des immigrations doit être enseignée, comme doit l'être celle des luttes de nos grands parents vivant en France, de nos parents. Toute la France est concernée car nous sommes la France et nous ne voulons plus être la sous-France qui doit être dans la souffrance.

A toutes celles et ceux qui en appellent à

l'ordre républicain pour nous protéger, mais qui en fait veulent se protéger nous disons, protégez nos enfants qui sont vos enfants, ceux de la France. Vous les avez acceptés et étiez fiers d'eux et d'elles en 1998, la France black-blanc-beur de Zizou qui vous a fait triompher.

Aujourd'hui votre France vous rappelle elle aussi à l'ordre. à l'ordre républicain

Racaille, Féministe et laïque
Mimouna HADJAM.

Harcèlements policiers, harcèlements républicains et révoltes

Témoignage, opinions, d'un individu né dans une cité ouvrière et qui depuis 1981 habite dans des immeubles de banlieue (Neuilly-Plaisance, Montreuil, Quincy-sous-Sénat et actuellement Fontenay-sous-Bois) .

Dialogues de sourds, malentendus entre populations des banlieues et ceux qui n'en sont pas ; entre les habitants des banlieues eux-mêmes (pères/fils, filles/mères, frères/sœurs), quelles que soient les convictions religieuses, politiques parce que piégés par le langage, les postures, les référents culturels et idéologiques. Oui, chacun déclare souhaiter qu'on le laisse tranquille : les jeunes ne pas être harcelés par les policiers, ne pas subir les contrôles au faciès, les palpations agressives, les propos humiliants, les rapports de force permanents, les violences symboliques ou physiques, les rapports de domination (physique, culturelle, économique et politique).

Les parents aimeraient être tranquilles, vivre tranquilles, pour eux cela doit vouloir dire avoir un travail, un revenu pour vivre dignement, avec des enfants pacifiés, bien élevés, sinon par eux, par l'École, et bien encadrés par les enseignants, les éducateurs sociaux, les associations sportives, culturelles, etc., pris dans la toile de l'embrigadement social et politique, inscrits sur les listes électorales, participants au libre de la concurrence, du marché et de l'Etat républicain, avec ses notables de quartier, ses gens bien-pensants du PS ou de droite, ses imams, ses curés de toute nature, dans une société où tous les rapports de violence auraient, sous l'effet d'une baguette magique, disparu. Cela n'est pas et ne sera jamais. Plus d'Eden, plus de communisme, plus d'utopie. Il faut essayer de vivre ensemble en tentant toujours de limiter les tensions à tous les niveaux.

Alors il ne serait y avoir de bonne police, de police de proximité pour régler les problèmes sociaux, comme il ne saurait y avoir de bonnes lois, de bon droit, qui seraient appliqués une fois de temps en

temps pour défendre les femmes violées, les enfants battus, les vieux agressés, en gros la morale de la défense de la veuve et de l'orphelin, remake XXI^e siècle.

Oui, il serait préférable qu'entre voisins, entre gens qui se connaissent et se reconnaissent, qui se saluent dans l'ascenseur ou en bas de la cage d'escalier, de tenter de maintenir et de reconstruire du lien social, comme disent les spécialistes, malgré toutes les difficultés et tous les obstacles.

Alors oui, il aurait été bon que les gens, parents ou non, les connaissances, se rencontrent, se consultent pour, ensemble, discuter avec les jeunes qui sont collés à la cage d'escalier, assignés à résidence, collés à leur « territoire », pour tenter d'échanger, de se comprendre, de décompresser, d'éviter ces explosions de violence, de malaise, de mal de vivre, et de parvenir à verbaliser, exprimer, sur un autre terrain que les violences qu'ils ressentent au quotidien, pas seulement par rapport aux flics, mais aussi, tout le monde le sait, par rapport au chômage, au manque de perspectives, à un avenir bouché, ou non représentable.

Tant que l'on restera dans l'idéologie sécuritaire, sécurisante, du quotidien, horizon indépassable du citoyen lobotomisé, ça n'avancera pas ni pour les uns, ni pour les autres, ni pour les victimes, ni pour les « coupables », d'autant plus que ces gens des banlieues, ces journalistes, ces politiques savent tous et font semblant d'oublier, plus ou moins hypocritement, que les plus grandes violences sont dans la guerre économique, la guerre sociale, la guerre militaire, dont on nous montre tous les jours à la télévision les images.

Ces jeunes, qui ne se sentent plus écoutés, ni compris, même quand certains prétendent être à leur écoute, ou les avoir entendus. Cela nous rappelle Chirac et le gouvernement qui, après les élections, après les grèves, prétendent avoir entendu les bons citoyens et

continuent à les exploiter, à les opprimer, comme si de rien n'était. Ces jeunes se retrouvent entre eux, marginalisés, exclus, catalogués, enfermés dans leur langage, leur gestuelle, leur habillement, étiquetés sur des critères raciaux, religieux, ethniques, avec leur territoire.

Rappelons que territoire correspond à un lieu fermé, avec des limites (cage d'escalier, cage de prison, cage à animaux), des frontières, des droits de passage, d'identification, etc., comme pour chaque territoire national (carte d'identité réclamée par les policiers), alors que ces espaces, comme le dit bien le terme, devraient être ouverts, publics, de transit, de passage et donc d'échange, de partage pour tous.

Eux, ils restent sur le seuil, de la cage d'escalier, ou dans les environs, à la porte, de l'immeuble, du boulot, du chômage, de la boîte de nuit (où ils sont refusés), de la voiture (qu'ils ne possèdent pas, sauf s'ils dealent ou magouillent pour pouvoir s'en acheter une), à la porte donc, de la vie tout court. Avec la sensation, les sentiments que c'est plutôt la porte de sortie, du rejet, que la porte d'entrée et que s'ils veulent entrer, ce sera probablement par effraction, par violation, parce qu'ils n'ont pas la clé ou le bon code de civilité. D'où frustrations, désespoir, violences entre eux. Faut que ça cesse, faut que ça pète. Agressivité, rapports de force, de fric, de mecs, de virilité, de frime, d'où les mots, les insultes, les tocards, les bâtards, qui renvoient à cette violence symbolique et tout aussi réelle du quotidien.

Faut que ça pète, faut que ça brûle : les poubelles, les voitures, et tout le reste, les crèches, l'Ecole. Au moins, les autres, les voisins, les adultes, les spectateurs de la télé, les encadrants de la bonne citoyenneté républicaine seront obligés de ne plus faire semblant qu'on n'existe plus.

Toutes ces questions ne sauraient être mises en équations à plusieurs inconnues par les divers prétendus spécialistes, psychologues, sociologues, politologues, et encore moins sur le terrain parlementaire bourgeois républicain. Ce n'est ni le bulletin de vote, ni l'octroi de

nouveaux droits (les droits de l'homme, des femmes et des enfants ont été depuis longtemps déclarés et bafoués). Aucune loi ni aucun prétendu droit ne saurait changer la vie, ni l'état de ceux-là ni de la société tout entière.

Oui, les quotas, la discrimination positive, pourraient améliorer le sort d'une minorité d'entre eux. Mais justement il ne s'agit pas de s'en sortir et de réussir sa vie, en dehors ou sur le dos des autres, ou de tous les autres. Il ne s'agit pas d'échapper au triste sort de la majorité, ni de s'échapper des banlieues où la majorité, comme le déclarent certains sociologues, demeure « captive », c'est-à-dire piégée, enfermée, même s'il est vrai qu'il y a d'autres lieux d'enfermement, les camps de rétention pour ceux qui sont retenus à la frontière, et aussi ceux qui sont embrigadés, volontairement ou non, dans leur tête (on appelle ça « l'aliénation »), dans leur classe sociale, dans leur parti, quel qu'il soit, de droite ou de gauche, ou même d'extrême gauche.

Oui, pour pouvoir vivre ensemble, aujourd'hui, dans cette société, tant que tous les individus ne se seront pas policés, certains déclareront que la police est encore utile, sinon nécessaire. Et l'on nous parlera de police de proximité, plus compréhensive, moins agressive, etc. Comme on nous déclare que l'Etat lui aussi est nécessaire, qu'il soit plus ou moins policier, plus ou moins providence, ironique pour un Etat qui se veut laïque.

Les rapports conflictuels entre individus, groupes et classes ont besoin d'être médiatisés, quel que soit le régime politique ou social. Ce qui est en jeu ce sont les rapports de domination, des forts, des riches, contre les exploités, les opprimés.

Question indépassable : comment passer de la révolte, souvent légitime, à la Révolution (laquelle ?). Thème depuis longtemps dé-programmé par les penseurs de ce monde, y compris les prétendus révolutionnaires. Aucune confiance, aucune attente, ni dans l'Etat, ni dans la République, contre tout consensus ou union sacrée sur le dos des plus opprimés ou des plus exploités. Sauvons-nous nous-mêmes.

NATHAN TABARD

La contribution des camarades du CRI contient un certain nombre de points positifs, notamment une partie des revendications (toutes celles qui ne sèment pas d'illusions sur un bon Etat) présentées à la fin de l'article et qui pourraient être liées aux tâches du moment si elles étaient reprises par un vaste mouvement social. Par contre, la thématique de la grève générale, de la construction du Parti révolutionnaire et du programme révolutionnaires est totalement plaquée et contredite par la perspective de vouloir canaliser toute l'énergie d'une révolte sociale vers un simple changement... de gouvernement et de Parlement (Ni patrie ni frontières).

RÉVOLTE DES BANLIEUES -

Article extrait de *Le cri des travailleurs* n° 20

LA VIOLENCE DE LA JEUNESSE POPULAIRE RÉPOND À LA VIOLENCE DU CAPITALISME ET DE SON ÉTAT : IL LUI FAUT UN PROGRAMME ET UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRES !

Alors que les dirigeants du mouvement ouvrier officiel faisaient tout leur possible, depuis le triomphe du Non ouvrier et populaire au référendum du 29 mai, pour empêcher l'explosion sociale (cf. nos deux articles précédents), celle-ci a éclaté là où on ne l'attendait pas, sous la forme d'une révolte spontanée et massive de la jeunesse populaire, notamment d'origine immigrée. Cet embrasement des banlieues, qui couvrait depuis les déclarations odieuses et les provocations du ministre de l'Intérieur, a commencé le 27 octobre, suite à la mort de deux jeunes collégiens réfugiés dans un transformateur électrique, alors qu'ils étaient poursuivis par la police, à Clichy-sous-Bois. Les mensonges de la police et du gouvernement, le jet d'une bombe lacrymogène devant une mosquée et les insultes ignobles de la police contre les femmes qui en sont sorties, ont accéléré et approfondi l'explosion de colère spontanée et massive de la jeunesse populaire, mais aussi de bien d'autres habitants des banlieues. La révolte s'est finalement répandue comme une traînée de poudre à travers tout le pays, sortant de leur torpeur des pans entiers de la population, et semant la panique au sommet de l'État, obligé de décréter l'état d'urgence par le recours à une loi coloniale de 1955 pour essayer de rétablir l'ordre bourgeois.

On assiste manifestement ici à l'un de ces brusques bouleversements de la situation dont

l'Histoire a le secret : quelles que soient les suites immédiates de cette irruption spontanée et spectaculaire de la jeunesse populaire sur le devant de la scène sociale et politique, la question de la résistance contre les coups du capital et de son État, la question de la riposte sociale et politique, et en dernière instance la question de la révolution elle-même, ne se poseront plus comme avant. En même temps, comme tous les grands événements de la lutte de classe, cette révolte de la jeunesse populaire révèle dans toute son ampleur, plus encore que la politique quotidienne, largement routinière, des uns et des autres, la véritable béance qui sépare les positions des organisations réformistes — suivies ou couvertes dans une large mesure par leurs flancs-gardes d'extrême gauche —, d'une part, et celles des véritables révolutionnaires, de l'autre.

Une révolte légitime contre le capitalisme et son État

Chirac et son gouvernement — uni comme un seul homme sur ce point — répondent à la révolte de la jeunesse populaire en franchissant un seuil décisif dans leur logique de répression : ils instaurent l'état d'urgence pour restreindre les libertés démocratiques, révélant le vrai visage de la prétendue « République démocratique » bourgeoise ; et ils déploient un impressionnant dispositif policier et judiciaire, avec des milliers d'hommes en armes quadrillant les quartiers, des milliers d'arrestations, des centaines de comparutions immédiates et de condamnations, le

plus souvent sur la base des seules paroles des policiers assermentés. D'un autre côté, ils annoncent une nouvelle attaque contre le Code du travail, avec l'envoi en « apprentissage » des jeunes de 14 ans : cela revient à la fois à augmenter encore le chômage, à accroître le « taux d'emploi » de la population (parallèlement aux mesures visant à remettre les « seniors » sur le marché du travail)², à fournir une main-d'œuvre corvéable au patronat et à briser les acquis partiels du combat pour l'instruction générale et professionnelle jusqu'à 16 ans. Le gouvernement annonce aussi un plus grand nombre de bourses au mérite, pour opposer les « bons » et les « mauvais » jeunes, au lieu de donner à tous ceux qui en ont besoin les moyens matériels de suivre leur scolarité. Enfin, l'annonce de 100 millions pour des associations officielles participe en fait de la privatisation des services publics, dont les missions sont de plus en plus transférées au privé, qu'il soit mercantile ou « bénévole », avec tout ce que cela implique en termes de discriminations et de manque de compétences.

En bons chiens de garde de l'État bourgeois, les principaux médias, les responsables politiques de tous bords et leurs acolytes imams auxquels les précédents font appel pour encadrer cette jeunesse, condamnent unanimement les « violences ». Ils font croire à la population que l'essence de la révolte en cours consisterait dans les quelques actes odieux commis dans son sillage par d'authentiques voyous. En insistant complaisamment sur ces actes peu nombreux perpétrés contre des conducteurs de bus ou de simples passants, en particulier contre une handicapée et une femme portant son nourrisson, les médias ne nous abreuvent pas seulement du « spectaculaire » dont ils sont toujours si friands pour faire monter leur audience : ils préparent en outre l'« opinion publique » à accepter, voire à demander, la répression la plus dure de la révolte des jeunes, présentés comme des hordes de barbares.

En même temps, ne serait-ce que pour contribuer à leur façon au retour au calme, de nombreux journalistes sont bien obligés de s'interroger, quoique de manière souvent superficielle, sur les causes profondes de cette révolte : ils font mine de découvrir l'exclusion, les discriminations, le chômage de masse et

² Cf. à ce sujet l'article de Gaston Lefranc dans *Le CRI des travailleurs* n° 18 (mai-juin 2003).

l'absence d'avenir qui frappent massivement les habitants des banlieues populaires, tout particulièrement ceux qui sont issus de l'immigration. De fait, contrairement à ce que prétendent les organisations de gauche, ce n'est évidemment pas Sarkozy qui a causé la révolte des banlieues : celle-ci aurait de toutes façons éclaté tôt ou tard. Et, contrairement à ce qu'affirme de leur côté la plupart des organisations d'extrême gauche, ce n'est pas non plus la seule politique des gouvernements de droite et de gauche qui se succèdent à la tête de l'État depuis vingt-cinq ans : cette politique n'est elle-même que la manifestation évidente de mécanismes socio-économiques beaucoup plus profonds, qui sont inhérents au capitalisme et exacerbés par la phase actuelle, « mondialisée », de celui-ci.

Rappelons donc simplement ici que le chômage de masse — globalement inévitable dans le cadre du système capitaliste — touche officiellement (soit en réalité beaucoup plus) 10 % de la population, mais 40 % des personnes originaires du Maghreb et de l'Afrique noire. Le chômage des jeunes de moins de 29 ans frappe 16 % des Français de naissance, mais 26 % des étrangers, et il atteint des taux deux fois supérieurs dans bien des villes de banlieue. Rappelons aussi que, dans le cadre de l'école bourgeoise, au-delà de la prétendue « égalité républicaine », seuls 53 % des enfants d'ouvriers réalisent au collège un cycle complet sans redoublement, contre 80 % des enfants de cadres et d'enseignants ; 42 % des premiers accèdent à un second cycle général ou technologique contre 90 % pour les seconds ; moins de 25 % des jeunes dont les parents sont ouvriers ou employés peu qualifiés décrochent un diplôme de l'enseignement supérieur, contre 80 % des jeunes dont les parents sont cadres, enseignants ou membres de professions libérales. De plus, les jeunes des cités, notamment ceux qui sont d'origine immigrée, sont tous les jours victimes des discriminations, du racisme, des contrôles au faciès, de la chasse aux sans-papiers et des peines judiciaires les plus lourdes en cas de délits³. C'est évidemment dans le contexte de

³ Rappelons que, pendant que des milliers d'habitants de banlieue, notamment d'origine maghrébine et africaine, croupissent dans les prisons françaises (par ailleurs bien connues pour leurs conditions indécentes) pour des délits mineurs, la « justice » bourgeoise trouve toujours un moyen de couvrir ou de punir avec une grande clémence les hommes politiques et autres affairistes véreux quand ils sont pris la main dans le sac. C'est ce qu'a montré une fois de plus,

toute cette violence économique, sociale et étatique qu'il faut replacer la révolte de la jeunesse populaire : de ce point de vue, l'explosion de violence de la jeunesse populaire, pour spectaculaire qu'elle soit, n'est rien par rapport à la violence du capitalisme et de son État, qui pourrit la vie des gens au quotidien. D'ailleurs, non seulement il y a eu d'autres révoltes de jeunes par le passé, mais surtout il y en aura d'autres, beaucoup plus violentes encore, et pas seulement de la part des jeunes : un peu plus tôt, un peu plus tard, l'exploitation, l'oppression et les contradictions fondamentales sur lesquelles repose le système capitaliste conduiront inévitablement à des luttes de classes de plus en plus dures, auxquels il faut donc se préparer.

Effrayés par la révolte populaire, les réformistes avoués ou cachés montrent dans toute sa hideur leur visage de valets de l'ordre bourgeois : ils pleurnichent sur les « violences », ils appellent au « calme » et ils se posent comme donneurs de leçons à l'égard d'une jeunesse qu'ils n'ont pourtant jamais fait le moindre effort pour organiser. Contre tous ces bourgeois et petits-bourgeois, les communistes révolutionnaires doivent d'abord proclamer haut et fort que *les jeunes révoltés ne sont pas des voyous*, mais des opprimés qui

quelques jours avant le début de la révolte des banlieues, le verdict du procès concernant les marchés publics truqués des lycées d'Ile-de-France. Ce procès a duré quatre mois, quinze ans après les faits — alors que les jeunes révoltés d'aujourd'hui passent en comparution immédiate avec des procès bâclés et des avocats commis d'office. Or les principaux prévenus ont été pour la plupart relaxés, alors que les principaux partis bourgeois (RPR, PR et PS) et le Conseil régional d'Ile-de-France étaient accusés d'avoir détourné des millions d'euros de fonds publics (pour un montant équivalent à 2 % des marchés publics, soit 1,2 % pour le RPR et le PR et 0,8 % pour le PS). Même ceux qui ont été reconnus coupables, comme Michel Giraud, ex-président RPR du Conseil régional, et Michel Roussin, ex-bras droit de Chirac à la Mairie de Paris, n'ont été condamnés qu'à de la prison avec sursis et à des amendes très limitées. Mais il est vrai que ces prévenus n'étaient eux-mêmes que les exécutants de personnages bien plus haut placés, auxquels la « justice » bourgeoise sait ne pas devoir toucher...

n'en peuvent plus de cette société où ils savent n'avoir aucun avenir. Mais, plus profondément, les communistes révolutionnaires saluent avec enthousiasme la *révolte parfaitement légitime de ces jeunes* : les opprimés ont toujours raison de se révolter ! Ces jeunes ne sont nullement des « désespérés » : ils ont raison de pas accepter de se laisser mépriser et écraser indéfiniment par cette société et son État, *ils ont raison de refuser de n'être que des victimes, de se dresser comme sujets agissants*.

Rationalité de la révolte et de ses méthodes

Mais, disent les organisations de gauche et même d'extrême gauche, la conscience dont témoignent ces jeunes n'est pas politique, leur violence est irrationnelle et contre-productive, puisqu'elle détruit des biens publics, des entreprises et même les voitures de leurs voisins... Certes, il est normal que, spontanément, nombre de travailleurs, soumis à l'idéologie bourgeoise du travail méritant et de la réussite individuelle, ne comprennent et n'acceptent pas qu'on brûle leur voiture et qu'on s'en prenne à leurs lieux de travail, aux bus ou aux écoles. Mais les réformistes de tout poil qui flattent démagogiquement cette réaction immédiate compréhensible et qui en appellent à l'arrêt des violences, se comportent en valets de l'ordre bourgeois. Car, en réalité, *le mode d'action choisi par les jeunes révoltés des banlieues est tout à fait rationnel*, quoique débridé, et il ne sera pas abandonné tant que les organisations authentiquement révolutionnaires ne seront pas capables de rassembler ces jeunes, avec les travailleurs, dans l'objectif de la prise du pouvoir politique.

Tout d'abord, il faut noter que les jeunes révoltés ne s'attaquent pas aux habitants des cités eux-mêmes. Au-delà de faits divers mis en avant par les médias, mais qui arrivent en réalité tous les jours, les jeunes révoltés s'en prennent *avant tout* à la police : c'est de manière tout à fait consciente qu'ils affrontent le bras armé de l'État, dans une situation qui relève à la fois de la légitime défense contre les récentes exactions et provocations qu'ils ont subies, et, plus largement, d'une vengeance bien compréhensible contre les brimades et injustices quotidiennes dont ils sont victimes de la part des « forces de l'ordre » en raison de la couleur de leur peau ou de leur lieu de résidence.

Quant aux incendies de voitures, ils s'expliquent par deux raisons principales. D'une part, ils servent à attirer la police dans les quartiers, dans le but de l'affronter dans le cadre d'une stratégie de guérilla (inévitabile, étant donné

la disproportion dans le rapport de force) ; c'est aussi pour piéger les véhicules de police que les émeutiers mettent des voitures en feu au milieu des chaussées et des voies d'accès menant à leurs cités. D'autre part, les incendies, parce qu'ils sont par définition spectaculaires, sont l'un des seuls moyens dont disposent ces jeunes pour se faire voir et entendre tout en restant dans leurs quartiers : abreuvés de télévision en période normale, ils savent pertinemment, au moment où ils se dressent pour exprimer leur colère et leur rage, qu'ils n'ont pas d'autre moyen à leur disposition pour attirer l'attention des médias, des hommes politiques et du pays tout entier ; de fait, nul ne peut nier que, sans cette stratégie des incendies, ces gens-là ne s'intéresseraient pas soudain aujourd'hui aux banlieues, comme c'est le cas en temps normal.

Mais le point essentiel, pour les révolutionnaires, est le suivant : *la conscience dont font preuve les jeunes révoltés des banlieues est sans doute confuse, mais elle a en tout cas ceci de très supérieur à celle de bien des bonnes âmes de gauche et même d'extrême gauche qu'elle ne se fait, quant à elle, aucune illusion envers la société et l'État bourgeois.* En particulier, ces bonnes âmes de gauche et d'extrême gauche, effrayées par la violence populaire débridée, ne comprennent pas que les jeunes révoltés puissent s'en prendre aux « services publics » et se permettent de les traiter d'imbéciles, du haut de leur morgue bureaucratique. Mais comment cette jeunesse pourrait-elle considérer comme des acquis ce qu'il reste des services publics dans les banlieues populaires, quand elle constate leur incapacité à remédier réellement aux maux qui accablent les habitants ? Au-delà d'actes manifestement commis par de vrais voyous ou des provocateurs, la révolte des jeunes de banlieues, loin d'être irrationnelle, s'en prend aux symboles des institutions étatiques et municipales, dans lesquelles ils ont *parfaitement raison* de voir des instruments de tout un « ordre social » qui organise leur relégation, leur exclusion, leur ghettoïsation. Même quand certains s'en prennent aux bus et aux abris-bus, ils provoquent certes l'incompréhension, la peur et la colère des travailleurs, mais comment ne pas voir qu'ils expriment aussi à leur manière leur haine des municipalités hypocrites ou impuissantes, leur rage contre les contrôles musclés de la RATP et contre la police qui ne cesse de les harceler dans les rames et les gares ? Même dans les cas

où des jeunes révoltés attaquent des écoles, les communistes révolutionnaires ne peuvent qu'y voir l'expression de leur colère légitime, quoique confuse, contre une institution qui en fait ne les instruit guère, mais participe elle-même à leur exclusion sociale par l'intermédiaire d'un « échec scolaire » qui s'apparente souvent à une ghettoïsation, faute de moyens et de perspectives d'avenir. Car, s'il est juste et politiquement nécessaire de revendiquer le droit à l'instruction pour tous et les acquis de l'école publique contre les gouvernements qui les mettent en cause, cela ne saurait conduire à oublier que *l'école reste avant tout une institution de l'État bourgeois.* Contre les thuriféraires de la prétendue « école républicaine » (y compris ceux des organisations d'extrême gauche, qui comptent une forte proportion d'enseignants), il faut dire clairement qu'il est juste de dénoncer la fonction fondamentale de l'institution scolaire, qui n'est pas tant d'instruire le peuple que d'assurer la reproduction sociale et la répartition des forces de travail selon les besoins généraux du capital et de la société bourgeoise. Au demeurant, c'est justement pour lui faire encore mieux assurer cette fonction que les gouvernements successifs s'évertuent de briser les acquis insérés au sein même de l'institution scolaire, en mettant en cause la qualité de l'enseignement et les diplômes nationaux, en refusant les moyens nécessaires pour enseigner dans de bonnes conditions, etc.

Quant au pillage et aux incendies des supermarchés et des entrepôts de marchandises, en particulier automobiles, ils expriment clairement le rejet d'une société qui leur vante d'un côté, à longueur de publicités, les joies de la consommation, mais qui d'un autre côté les prive du droit de vivre correctement, de travailler et de « consommer » selon leurs besoins.

De la révolte à la révolution

En un mot, la révolte actuelle des jeunes des banlieues doit être d'abord et avant tout, pour les travailleurs et les militants révolutionnaires eux-mêmes, l'occasion d'une réflexion radicale contre la société bourgeoise, et notamment contre les réformistes de tout poil qui croient et font croire à son amélioration possible par les seules vertus de la bonne volonté pacifiste et du « dialogue ». En ce sens, quelles que soient ses limites, *l'actuelle révolte de la jeunesse populaire pose à sa manière, dans l'ordre de la spontanéité, la question de la révolution sociale.*

Seule une telle reconnaissance des potentialités révolutionnaires de la révolte populaire peut permettre aux communistes d'engager un véritable *dialogue politique* avec les jeunes révoltés, dans le

but de mener une *activité politique commune* avec eux. C'est dans ce cadre, et dans ce cadre seulement, qu'on pourra leur dire que leur mode d'action, s'il est tout à fait compréhensible et rationnel, n'est pas *efficace* pour vaincre l'État bourgeois, car il est privé de l'objectif stratégique de la prise du pouvoir. En outre, les incendies de voitures et d'infrastructures utiles à la population sont dangereux *du point de vue même de la révolte*, dans la mesure où ils isolent les jeunes révoltés des travailleurs, introduisant des divisions difficiles à surmonter au sein même des classes populaires, alors que leurs intérêts sont en fait communs et qu'ils doivent donc combattre ensemble contre la société et l'État bourgeois. Justement parce qu'ils n'ont pas de travail, ces jeunes de banlieue ne peuvent pas avoir recours spontanément aux armes traditionnelles de la lutte de classe prolétarienne, lesquelles ne se réduisent d'ailleurs nullement à leurs formes pacifiées, telles que la grève légale bien encadrée et la manifestation. Ils peuvent d'autant moins connaître les méthodes du mouvement ouvrier que les organisations de gauche et d'extrême gauche, qui regroupent avant tout l'aristocratie ouvrière et les salariés protégés, n'ont jamais fait d'efforts sérieux pour rompre avec leur inertie routinière et organiser cette jeunesse populaire dans leurs rangs.

Les principales forces de gauche et d'extrême gauche se désolidarisent de la révolte populaire et protègent le gouvernement

Sans parler du PS, qui va jusqu'à soutenir ouvertement l'instauration de l'état d'urgence, force est de constater que les principaux syndicats, les forces politiques de gauche et leurs flancs-gardes d'extrême gauche n'ont rien à proposer aux jeunes révoltés : tout en jetant un regard plein de paternalisme et de sollicitude sur ces jeunes « défavorisés » et « désespérés », la plupart condamnent la révolte et s'en remettent au gouvernement Chirac-Villepin pour prendre des « mesures d'urgence », pour apporter des réponses au « malaise » des cités, voire une meilleure « prévention », une « police de proximité », etc.

En particulier, le PCF (dont il faut rappeler que la secrétaire nationale, Marie-George Buffet, fut ministre... de la Jeunesse pendant cinq ans dans le gouvernement Chirac-Jospin) ne se contente pas de demander à ce gouvernement privatiseur qu'il améliore et développe les services publics ; il ne se

contente pas de demander à ce gouvernement illégitime et honni qu'il organise un « dialogue » avec la population des banlieues ; en outre, le PCF n'hésite pas à soutenir la répression en regrettant que « *les forces de police mobilisées ne parviennent (...) pas à maintenir l'ordre* » et en parlant de « *la nécessaire réponse de sécurité pour mettre fin aux violences inacceptables* » (tract du 8 novembre) ; pour le PCF, ce sont les violences des jeunes révoltés qui sont « inacceptables », mais il cautionne celles du capitalisme en général et de la police en particulier contre les jeunes et les travailleurs.

Certains responsables de la gauche du PS, les Verts et la LCR demandent la tête du seul Sarkozy, accusé d'être un « pompier pyromane », comme si Chirac et Villepin (sans revenir ici sur l'ensemble des forces politiques de droite et de gauche qui se succèdent à la tête de l'État bourgeois) n'étaient pas tout aussi responsables politiquement que le ministre de l'Intérieur ! En réalité, en se focalisant sur Sarkozy, ces organisations s'en remettent comme le PCF à Chirac-Villepin pour sortir de la crise. De fait, même la LCR, tout en dénonçant la « *combinaison du libéralisme et du sécuritaire* », demande à Chirac-Villepin « *le départ de Sarkozy, l'arrêt des réformes libérales, la priorité aux services publics, à l'école, au logement, à la prévention et à la création d'emplois stables* » (Rouge du 10 novembre, éditorial d'Olivier Besancenot). Au demeurant, dans la pratique, la LCR refuse de prendre ses propres responsabilités, se couchant devant les exigences du PCF au nom de « l'unité ».

La position de Lutte ouvrière n'est pas moins inadmissible : tout en accusant certes le gouvernement, le PS et « *l'organisation capitaliste de la société* », elle condamne également les jeunes révoltés, coupables selon elle de commettre des actes « *stupides* », de faire preuve d'une « *absence de conscience sociale et de solidarité* », de manquer du « *minimum d'éducation* » et même de ne pas « *parler correctement* » ! (Tract reproduisant une déclaration d'A. Laguiller, 7 /11/ 2005.) En un mot, LO se contente d'afficher son mépris et de donner des leçons aux jeunes qui se dressent aujourd'hui contre la société et l'État bourgeois ; dans l'éditorial des bulletins d'entreprise du 10 novembre, A. Laguiller va jusqu'à dire, comme Sarkozy, que les jeunes révoltés sont en fait manipulés par des voyous et elle déclare avec un regret manifeste que, « *même sur le plan policier, il n'y a pas, dans les quartiers dits sensibles, plus de police de proximité ou de postes de police permanents* » ! Et cette organisation se dit révolutionnaire ! En fait, elle

n'a rien à leur proposer : « *Il faudrait, pleurniche-t-elle, que le mouvement ouvrier retrouve sa capacité de lutte et surtout la volonté politique d'incarner un espoir de transformation sociale* »... Certes, « il faudrait », mais il faudrait déjà que LO balaie devant sa porte, qu'elle ait elle-même cette « volonté politique » au lieu de persister dans son attentisme impuissant : « il faudrait » qu'elle ait le courage de proposer à ces jeunes et aux travailleurs un véritable programme politique capable de les faire passer de la révolte spontanée au combat pour la révolution socialiste et pour en découdre immédiatement avec ce gouvernement.

Quant au Parti des travailleurs (PT), non seulement il refuse lâchement de prendre position en tant que tel, préférant se camoufler derrière la coquille vide du « Comité national pour la reconquête de la démocratie » qu'il a constitué avec quelques-uns de ses amis, mais en outre, au lieu de se prononcer sur la révolte de la jeunesse populaire, au lieu d'appeler au combat uni des travailleurs et des jeunes pour en découdre avec ce gouvernement et préparer une alternative anti-capitaliste, il nous livre des balivernes sur « *la reconquête de la démocratie* », expressément assimilée à un « *appel à la raison* » ! Dans les circonstances présentes, qu'est-ce que cela signifie sinon un appel au calme, contre la légitime révolte des jeunes, à l'unisson des pires réformistes ?

La révolte du peuple a besoin d'un programme et d'une organisation révolutionnaires

Loin d'en appeler à l'ordre et de donner des leçons de « civisme » bourgeois ou petit-bourgeois aux jeunes révoltés, les révolutionnaires doivent leur proposer de poursuivre et d'amplifier leur combat en s'auto-organisant aux côtés des travailleurs sur la base d'un programme politique : celui de la révolution socialiste. Le centre de ce programme, c'est la conquête du pouvoir par le prolétariat allié aux autres classes populaires, dans le but de détruire l'État bourgeois et de construire une société gérée et gouvernée par les travailleurs et les opprimés eux-mêmes. C'est sur cet axe, et non en leur faisant la leçon ou en adoptant un discours paternaliste, et encore moins en faisant appel au gouvernement Chirac-Villepin, que les communistes révolutionnaires peuvent et doivent intervenir auprès de ces jeunes, les aider à orienter politiquement leur révolte légitime contre l'État. C'est seulement ainsi

que ces jeunes comprendront les limites de leur tactique de guérilla urbaine contre la police et accéderont à une véritable conscience politique révolutionnaire, avec l'objectif de la prise du pouvoir. C'est seulement ainsi qu'ils comprendront la nécessité de ne pas provoquer l'hostilité des habitants des cités et s'allieront au contraire avec eux pour combattre le capitalisme et son État.

En même temps, il faut proposer aux jeunes révoltés de rejoindre le combat *immédiat* des travailleurs qui cherchent les moyens d'en découdre avec le patronat et le gouvernement. Car, si la révolte des jeunes a beaucoup à apprendre aux travailleurs et aux militants ouvriers, il est clair que, réciproquement, elle ne pourra déboucher sur des résultats réellement positifs qu'à condition de converger avec leur propre lutte de classe. Aujourd'hui, le point de convergence, la cible commune des jeunes révoltés et de la lutte de classe des travailleurs est et doit être le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy dans son ensemble. La « convergence des luttes » met à l'ordre du jour le combat pour stopper et vaincre ce gouvernement illégitime et honni. C'est dans la perspective de la préparation d'une grève générale et par la méthode de l'auto-organisation indépendante des jeunes et des travailleurs que ce combat pourra être mené. Et c'est sur cette orientation, pour une véritable alternative anti-capitaliste, que devraient se rassembler aujourd'hui toutes les forces ouvrières et populaires (syndicats, partis, associations de quartiers) :

• **À bas l'état d'urgence ! Non au couvre-feu !**

• **Retrait inconditionnel et immédiat des forces de répression de tous les quartiers où elles interviennent !**

• **Autodéfense des jeunes et des habitants contre les exactions et provocations policières dans leurs quartiers !**

• **Que toute la lumière soit faite sur la mort de Bouna et Zyed, sur la grenade lancée dans la mosquée et sur toutes les insultes et violences policières de ces dernières semaines ! Que les responsables soient révoqués et punis !**

• **Arrêt des poursuites contre les jeunes révoltés, libération immédiate des condamnés ! Non à l'expulsion des étrangers condamnés !**

• **À bas les contrôles au faciès et les harcèlements policiers !**

• **Régularisation de tous les sans-papiers !**

• **Abrogation de toutes les lois anti-immigrés et anti-étrangers ! Droit du sol intégral ! Droit de vote à toutes les élections pour les étrangers**

qui vivent et travaillent en France !
Naturalisation après cinq ans d'installation
pour ceux qui le souhaitent !

- Remboursement intégral par les compagnies d'assurance et l'État de tous les dégâts résultant des émeutes !

- À bas les ordonnances Villepin (« contrat nouvelle embauche », etc.), à bas le prétendu « apprentissage » dès 14 ans : défense du Code du travail !

- Droit à l'instruction, à la formation et à de vrais diplômes nationaux pour tous : création de tous les postes d'enseignants et d'éducateurs nécessaires ! Non aux bourses au mérite : pour la multiplication et l'augmentation des bourses sur critères sociaux !

- Pour la répartition du travail disponible entre tous : baisse générale du temps de travail sans baisse de salaire et flexibilité !

- Pour l'abrogation de la loi Fillon de 2003 et de la réforme Balladur de 2003 contre les retraites ! Baisse de l'âge de la retraite au niveau nécessaire pour l'embauche des chômeurs et des jeunes !

- Pour l'ouverture de grands travaux utiles à la population, à commencer par la construction des logements nécessaires et l'aménagement des cités !

- Non aux privatisations, renationalisation des entreprises privatisées, développement des services publics !

*POUR UNE GRANDE MANIFESTATION
CENTRALE, À PARIS, OÙ
CONVERGERAIENT LES JEUNES
RÉVOLTÉS ET LES TRAVAILLEURS, POUR
STOPPER ET VAINCRE CHIRAC, SON
GOUVERNEMENT ET SON ASSEMBLÉE !*

Ludovic Wolfgang

Toulouse :

Prison ferme pour comparution immédiate

Lundi 14 novembre 13h30, nous arrivons devant le TGI de Toulouse, (un RDV avait été donné par un tract de la CNT-AIT au rassemblement de Samedi place du capitole). Il y a du monde devant l'entrée.

Y a t il fouille ou contrôle pour que tous attendent ainsi sous la pluie ?

Non, en nous faulant nous en apprenons la cause . Ce sont deux rangées de CRS qui occupent le couloir. Ils empêchent toute personne de s'introduire dans le tribunal. Toute personne ou presque... Uniformes bleus ou noirs, porteurs de cartes de presse, ont eux le passe droit . Mais les familles , les amis, eux n'ont droit qu'à attendre dehors que les procès se fassent.

Un seul du groupe, sur une quarantaine d'individus venus soutenir les inculpés, a réussi à s'installer dans la salle d'audience, . Il y a eu quatre comparutions relatives aux "émeutes" sur Toulouse.

Les résultats :

- Pour une poubelle brûlée à Pibrac : 5 mois fermes

- Pour avoir montré ses fesse aux CRS lors d'une manif nocturne : 3 mois fermes

- Pour outrage (il était avec celui qui montrait ses fesses) : 2 Mois fermes

Le procès de Michaël K. est reporté au 30/11/2005 : il est maintenu en détention sous l'inculpation de "Participation a association de malfaiteurs". En fait il a été trouvé en possession d'essence... (Mères solidaires)

Lyon : Compte-rendu de procès au tribunal de grande instance

Suite aux évènements récents dans les banlieues, un certain nombre de personnes interpellées ont été jugées en procédure de comparution immédiate. Voici des exemples de peines qui ont été prononcées : Gregory F. a 19 ans, le tribunal l'« accuse de destruction de biens immobiliers, en l'occurrence, deux poubelles par incendie » à St Priest. Un témoin l'a vu entrer dans le local à poubelles. Il nie les faits dont le tribunal l'accuse et précise que la distance qui sépare le témoin du lieu de l'incident est de 300 m et qu'il faisait nuit. Il est condamné à trois mois de prison ferme.

Julien C. est « accusé de détention de substances ou d'engins explosifs, en l'occurrence, un cocktail molotov, et de dégradations de bien immobilier par incendie : une Laguna, une Picasso et une 205 » à St Genis-Laval. Un témoin affirme avoir vu deux personnes se dirigeant depuis la voiture de Julien vers le parking où les voitures ont brûlé.

Il est condamné à six mois de prison ferme.

Jean Michel P. est jugé pour « dégradation de bien mobilier, une poubelle, par incendie » à Villeurbanne. Il est en garde

à vue dans une cellule de commissariat depuis la nuit du jeudi 10 novembre. Il reconnaît les faits qui lui sont reprochés : il a été surpris la tête dans une poubelle par la police. Le procureur déclare que « les violences urbaines existent », qu'il « ne peut pas ne pas en tenir compte et que dans le contexte actuel, la justice doit être ferme ». Il est condamné à trois mois de prison ferme.

Yanés G., 18 ans, Mexicain et étudiant en France depuis 1 mois, est accusé de violence ayant entraîné une ITT inférieure à 8 jours sur un fonctionnaire de police avec usage d'une arme ; en l'occurrence des pierres à Bellecour. Yanés G. se promène avec des amis dans la rue, quand ils sont surpris par un mouvement de foule et ils décident de se mettre à l'abri. C'est à ce moment que Yanés est "marqué" ; c'est à dire qu'un policier en civil lui tire dessus une balle marquante qui fait une tache verte sur son blouson et indique au reste des forces de l'ordre qu'il est à interpellé. Ses amis qui détiennent une caméra vidéo filment la scène ne comprenant pas le sens de cette "peinture".

Les policiers viennent ensuite interpellé Yanés qui est accusé d'avoir été vu en train de lancer des pierres sur les forces de l'ordre, puisqu'il est affublé de cette peinture verte, et

d'avoir fui, alors qu'il est toujours resté avec ses amis. Il est mis en garde à vue jusqu'au lundi après-midi. Devant le tribunal, Yanés nie aussi bien d'avoir jeté des pierres que s'être enfui à la vue de la police, au contraire, il s'est mis à l'abri, sans bouger. La procureure affirme que la caméra sert à filmer des échauffourées et pense de ce fait que Yanés est coupable. Il est condamné à deux mois de prison ferme. (envoyé par T. sur Infozone)

10/11/2005

Lyon

Comparutions immédiates des jeunes de banlieue.

Quatre jeunes du quartier de Monmousseau, aux Minguettes à Vénissieux, ont été interpellés vers 20 heures ce lundi 7 novembre, après que des pierres aient été lancées par un groupe de jeunes, sans atteindre ni les policiers, ni les véhicules de police, d'après ce qu'en a dit le juge au tribunal des comparutions immédiates.

Des policiers se sont mis alors à courir derrière ce groupe de jeunes qui a réussi à prendre la fuite. Mais deux jeunes mineurs qui se trouvaient là, entendant dire que la police arrivait, se sont mis eux aussi à courir et sont entrés dans un snack. Les policiers les ont interpellés eux ainsi qu'un autre jeune majeur qui se trouvait dans ce snack.

Ils ont interpellé également un autre jeune majeur du quartier qui se trouvait tranquillement assis sur un banc, après un retour à pied de la fac, puisqu'après 19 heures il n'y a désormais plus de bus pour les Minguettes. Les deux jeunes mineurs ont vu un juge des enfants aujourd'hui après leur garde à vue et les deux autres majeurs sont passés ce jour, mercredi 9 novembre, en comparution immédiate.

Ces deux jeunes, en comparution immédiate, ont pris deux mois de prison ferme. Ils ont donc pris deux mois ferme pour rien ! Quelle injustice ! Les familles étaient complètement atterrées à la sortie du tribunal. Les jeunes dans les banlieues veulent faire comprendre qu'ils en ont marre de l'injustice qu'on leur fait subir depuis des années. Et on en rajoute. Ne veut-on pas mettre de l'huile sur le feu ?!

Un rassemblement d'une centaine de personnes s'est fait spontanément vers 19 h 15 devant le palais de justice à l'annonce du verdict. Des personnes qui voulaient entrer à l'intérieur du tribunal, alors que des audiences

avaient encore lieu, se sont fait repousser à coups de matraques.

Comparutions immédiates Pour entrer dans l'enceinte du nouveau palais de justice de Lyon, tout le monde doit passer sous un portique détecteur de métaux, mais aujourd'hui, en plus, au faciès, tous les jeunes sensés être d'origine maghrébine devaient en outre présenter une carte d'identité.

Ceux qui ne l'avaient pas sur eux n'ont pas pu entrer. En milieu d'après-midi, deux jeunes de Vaulx-en-Velin, qui avaient ramassé une cannette contenant de l'essence, le 8 novembre vers minuit 10, sans la lancer puisqu'ils l'ont mise dans une poubelle, sont passés en comparution immédiate, après avoir été interpellés par la police.

Ils ont pris deux mois de prison ferme. Puis, les deux jeunes majeurs de Monmousseau sont aussi passés au même tribunal. Tous les deux n'ont jamais eu de problèmes avec la justice, ils n'étaient pas masqués et nient complètement le fait d'avoir lancé des pierres. L'un était sur un banc et l'autre dans un snack lors de leur interpellation. L'un d'eux poursuit ses études et passe ses vacances à pratiquer des activités pour les jeunes de Vénissieux avec des CRS...

L'avocate a bien montré l'incohérence des dépositions des policiers, car c'est seulement le lendemain vers 17h que des policiers assurent reconnaître les faits reprochés à ces jeunes, alors qu'ils ne le font pas dans leurs premières dépositions. Néanmoins, ils ont pris aussi deux mois ferme.

Avant hier, mardi 8 novembre, un jeune des Clochettes à Saint-Fons a pris quatre mois ferme. Jugement des mineurs Aujourd'hui, sept mineurs, dont deux de moins de seize ans, ont été présentés à un juge des enfants. Ils sont tous ressortis avec des conditions extrêmement dures de contrôle judiciaire, mais auront un procès au tribunal des mineurs dans quelques temps.

Un bon nombre était de Vénissieux, et un de St Priest. Pour le contrôle judiciaire, par exemple deux jeunes du quartier de Monmousseau, aux Minguettes, qui n'avaient rien fait de répréhensible sont interdits de séjours à Vénissieux et ont du trouver une personne de leur famille qui les logent en dehors de Vénissieux : ils doivent pointer tous les jours dans un commissariat déterminé loin de Vénissieux et doivent rencontrer un éducateur de la justice très régulièrement avant le procès qui peut avoir lieu dans plusieurs mois...

Tous ces jeunes ont subi d'importantes violences illégitimes de la part de policiers lors de l'interpellation ou dans les véhicules de police : coups de poings, coups de tête, coups de matraque... L'un d'eux a eu le nez éclaté. Ils ont reçu aussi des insultes : « sales bougnoules ! etc... » Deux autres jeunes, dont l'un est mineur, ont été bien brutalisés, les policiers se servant d'eux

comme d'un ballon de foot, pour finalement être relâchés tous les deux en sortie de garde à vue.

Source : RESISTONS ENSEMBLE

Claude Guillon

Novembre 2005 : IL Y A URGENCE !

(16 / 11 / 2005).

Relégués en « banlieue », le plus souvent à la périphérie des grandes villes, isolés par un réseau serré de discriminations, les jeunes des familles immigrées peuvent, à juste raison et plus encore que les jeunes « seulement » pauvres, se sentir « mis au ban » de la société, comme les criminels du Moyen Age. On parlait alors de « blessures à banlieue », qui « donnaient lieu à la mise au ban », mise à l'écart, qu'une « rupture de ban » transformait en récidive. C'est pourquoi, aujourd'hui, le slogan « **La révolte n'est pas un crime, libérez les prisonniers !** » a une particulière résonance.

Ajoutons que les jeunes jugés à la chaîne en comparution immédiate et envoyés des mois en prison pour un caillou ou un graffiti ont été, plus encore que d'habitude, arrêtés au hasard. La nuit, tous les capuchons sont gris.

Le constant harcèlement policier qui vise ces jeunes fait de la garde à vue un moment particulier d'une garde à vie qui transforme des adolescents en condamnés à perpétuité. Un crétin se félicitait récemment que « la République ne tire pas sur ses enfants ». C'est oublier **pas moins de 196 assassinats commis par des policiers** sur des jeunes entre 1980 et 2002 (*La police et la peine de mort*, Maurice Rajsfus, L'Esprit frappeur), dont plusieurs donnèrent lieu à des émeutes. C'est oublier aussi les centaines de balles en caoutchouc tirées contre les émeutiers ces dernières semaines, dont nous ne saurons jamais combien de blessés elles ont causés, qui auront préféré ne pas se faire connaître par prudence (ces balles en caoutchouc peuvent tuer et mutiler, on l'a vérifié dans les territoires occupés par l'armée israélienne).

Émeutes et émotion ont la même racine (le verbe *émouvoir*). Pour autant, mieux vaut se garder des émotions lorsqu'on veut analyser un événement historique. Or les émeutes ont joué le rôle d'un écran sur lequel chacun a projeté ses fantasmes.

Qu'il s'agisse d'émotions négatives (peur des « barbares », des Islamistes...), notamment véhiculées par la télévision ou d'un « esprit de contradiction radical » qui verse vite dans la contre-dépendance : puisque la télé (ou le PS ou...) pleure sur les écoles et les voitures brûlées, je les élève au rang d'icônes de la révolte. « Ils font ce que nous avons tous rêvé de faire », ai-je entendu. Je me souviens d'avoir [*autocensuré*], mais je n'ai jamais « rêvé » d'incendier un autobus ou un bureau de poste.

Le mouvement de l'histoire ne se soucie pas de bienséance idéologique. Il ne s'ensuit pas que les acteurs ou les témoins d'un événement soient tenus à je ne sais quel « devoir de réserve ». Cette année, la révolte d'une partie des jeunes de banlieue (pour l'essentiel des garçons, âgés de moins de 20 ans) s'est manifesté spectaculairement à deux reprises. D'abord, au printemps, par des contre-manifestations cassant les cortèges lycéens plus violemment et plus efficacement qu'une Compagnie républicaine de sécurité (c'était la première fois que des bandes agissaient de concert, sans se disperser en luttes fratricides), puis par les récentes émeutes. Je ne suis pas certain que les émeutiers « s'en prennent à l'État », sous prétexte qu'ils injurient le ministre de l'Intérieur ou qu'ils soient « entrés en politique » comme le supposait une historienne ; je crois plutôt qu'ils en veulent confusément à la « société » et aussi, comment se fermer les oreilles quand ce mot revient sans cesse dans leur bouche, à ceux qu'ils appellent « les Çéfrans » (ce qui n'a rien à voir avec un « racisme antiblanc » et n'empêche pas que la quasi totalité d'entre eux sont « Français » de nationalité).

La preuve que l'adrénaline rend sot, on la trouve dans le nombre de militants (y compris à l'extrême gauche ou chez les anarchistes) qui proposent un « programme d'urgence » à base de revenu suffisant, de salariat garanti et de bons services publics. Pourquoi Diable voudrait-on que le capitalisme donne aux banlieues ce qu'il casse partout ailleurs ? Autant proposer un

gouvernement de crise avec le Père Noël aux Affaires sociales, Blanche Neige à l'Éducation, Spiderman à la Jeunesse et aux Sports, Gaspard, Melchior, et Balthazar à l'Intégration...

Nous en sommes arrivés à un point où tout n'est qu'urgence ! Seules varient les échéances (hélas pas toujours prévisibles). Qu'il soit utile d'analyser, sans aucune omission, les formes de l'oppression et de la révolte, c'est une évidence. Mais l'heure n'est certainement pas aux ratiocinations amères et au repli universitaire et soi disant objectif.

Il était inévitable que les émeutes, circonscrites dans les banlieues ou les cités ghetto, s'éteignent faute de combustible. La pression policière, les réactions d'exaspération (potentiellement meurtrière), l'absence de perspective utopique sont autant de facteurs qui y ont contribué. L'émeute pour elle-même se consume elle-même.

L'état d'urgence décrété est à la fois *une chance paradoxale de sortir de l'isolement* (voir les incidents en centre ville à Toulouse et Lyon) et, pour nous, une réquisition à agir.

Les anarchistes espagnols appelaient « gymnastique révolutionnaire » la pratique des grèves, manifestations et insurrections. Aujourd'hui, les États démocratiques pratiquent une « gymnastique autoritaire », testant *in vivo* nouvelles armes policières et législations d'exception, sous couvert de pacification sociale ou d'antiterrorisme.

NOUS N'AVONS D'AUTRE CHOIX
QUE DE NOUS DÉCLARER NOUS AUSSI
EN ÉTAT D'URGENCE

On se bouge !

Individus, associations, organisations, revues, sites Internet, groupes musicaux..., toutes et tous doivent déclarer publiquement leur opposition aux lois d'exception.

Le couvre-feu on s'en fout ! Reprenons la rue ! Manifestons la nuit !

La révolte n'est pas un crime ! Libérez les prisonniers !

Abolissons tout État, d'urgence et sans exception !

Paris, le 16 /11/ 2005

Le Monde comme il va

✱ HEBDO LIBERTAIRE D'ACTUALITÉ POLITIQUE ET SOCIALE, NATIONALE ET INTERNATIONALE ✱

Tous les jeudis de 19h à 19h50

Alternantes FM 98.1 Mgh (Nantes) / 91 Mgh (Saint-Nazaire)

Alternantes FM 19 rue de Nancy BP 31605 44316 Nantes cedex 03

_____EMISSION DU 17/11/2005_____

Depuis trois semaines maintenant, les banlieues françaises s'enflamment. De nouveau, c'est la mort de deux jeunes qui a été le déclencheur de ces « violences urbaines » : deux jeunes qui habitaient Clichy-sous-Bois, commune de 28000 âmes, peuplée en majorité de prolétaires avec ou sans travail, habitant des barres HLM, certaines, usées jusqu'à la moelle. Une tragédie humaine, terriblement banale : car ils sont nombreux ces adolescents qui meurent en fuyant la Police. D'ordinaire, cela n'enflamme que le quartier en question ; cet automne, la colère se fait entendre partout dans l'hexagone.

Dressé sur ses ergots, Nicolas Sarkozy a joué les matamores. Il veut en finir avec la racaille, nettoyer les quartiers au karcher. La métaphore est violente : elle a pour fonction, nous a-t-on dit, de rassurer les milieux populaires, les premières victimes des actes délinquants ; elle confirme surtout que Sarkozy adore les coups médiatiques qui lui donnent la stature d'un homme d'ordre, un homme d'ordre capable de ramener dans le giron de l'UMP l'électorat favorable aux thèses lepénistes. Au petit jeu des insultes, Jean-Pierre Chevènement l'avait précédé quelques années auparavant, fustigeant les sauvages. Misère de la politique, politique de la misère. Les politiques se rassurent comme ils peuvent. Ces émeutes seraient le fait de meneurs, de caïds, d'une poignée de jeunes, voire des barbus. Eternelle histoire de la pomme pourrie gâtant tout le panier. Mais les dealers de banlieue n'ont rien à gagner à ce que leurs quartiers soient quadrillés par les forces de police : comme tout honnête commerçant, ils savent que l'économie parallèle a besoin de quiétude pour prospérer. En fait, nos politiciens ne

veulent pas voir, entendre, reconnaître, admettre que c'est tout un pan de la jeunesse qui ne les supporte plus, qui ne les croit plus. Durant des décennies, la classe dominante a eu peur. Durant des décennies, elle a eu peur de la capacité des organisations ouvrières à contester son hégémonie sociale et politique par des manifestations de masse, des occupations d'usine, une grève générale. Et puis, le temps a passé. Les syndicats ont été intégrés dans la grande machinerie capitaliste. Ils sont devenus des partenaires sociaux, spécialistes des journées nationales d'action qui se succèdent dans l'attente des échéances politiques. Mais face à des jeunes en colère, face à cette violence diffuse et incontrôlable, la classe politique balbutie car elle ne contrôle rien : elle n'a pas en face d'elle des collectifs structurés desquels pourraient émerger des personnalités emblématiques ; des individus qu'on pourrait intégrer dans le jeu politique pour les faire jouer les utilités. Elle n'a en face d'elle que des adolescents et des jeunes adultes révoltés, sans perspectives.

Alors, à gauche et à droite, à droite et à gauche, on en appelle à la restauration de l'Ordre républicain. La droite, jouant la carte de la dramatisation à outrance et sachant pertinemment qu'un tel mouvement ne peut que décroître, ressort alors l'Etat d'urgence, un « truc » qui n'avait servi qu'au temps de la rébellion kanake et de la guerre d'Algérie, pardon, des « événements d'Algérie », cruel euphémisme cachant plusieurs centaines de milliers de morts. Les jeunes émeutiers, pour l'essentiel de nationalité française, seraient-ils les nouveaux fellaghas des temps post-coloniaux ? Même à droite, des voix s'élèvent pour trouver inadéquat et dangereux ce choix sécuritaire. Et comme si cela ne suffisait pas, Sarkozy enjoint les préfets à expulser illico presto tout casseur étranger en situation irrégulière ou

régulière, au mépris des règles de droit en vigueur : hier pourfendeur de la double-peine, il montre à quel point son humanisme revendiqué n'est qu'un opportunisme. Ce sont les sondages qui lui servent de boussole. Et comme si cela ne suffisait pas, la Justice est appelée à la rescousse, en « urgence absolue » : mais parmi tous les raflés, combien d'émeutiers réels et combien de jeunes interpellés parce que traînant là où il ne fallait pas ? Que vaut la parole d'un même face à celle d'une institution policière qui doit être particulièrement désireuse de se venger de l'humiliation qu'elle subit chaque soir dans les quartiers ? La justice d'abattage est à la justice, ce que la musique militaire est à la musique...

Emeutiers, grévistes, tenez-vous le pour dit : défense de sortir des terrains balisés du dialogue social ! Les bateaux doivent rester à quai, les mécontents doivent s'asseoir à la table de négociation. L'ordre doit régner pour que la discussion s'amorce ou reprenne. Pourtant, quand la banlieue ne brûle pas, elle crève lentement, elle se décompose à petit feu dans l'indifférence générale. La violence est un moteur de l'Histoire. On peut le regretter, mais c'est un fait : c'est l'action collective, violente, qui contraint la plupart du temps un gouvernement à « se mettre à l'écoute » des revendications des dépossédés. Les jeunes émeutiers sont violents, c'est un fait, et les actes de certains témoignent d'un mépris de la vie humaine plus qu'inquiétant. Mais comment ne le seraient-ils pas dans une société comme la nôtre, raciste et inégalitaire ? Comment ne pas être violent jusqu'au désespoir dans un quartier où le chômage est la norme, où les logements sociaux tombent en lambeaux ? Comment ne pas être violent dans une société où la marchandise règne en maître, où il faut posséder pour exister ? Comment ne pas être violent quand un faciès, un prénom, un nom ou une adresse sont autant de passeports pour le chômage ? Comment trouver un logement hors de la cité, chez un bailleur privé, quand on s'appelle « Mohammed » ? Mais plus largement, comment s'installer dans la vie quand on passe de missions d'intérim en CDD ?

Comment ne pas verser dans la violence quand on se sent condamné à l'avance ?

Les mesures énoncées par Dominique de Villepin en faveur des jeunes des quartiers de relégation régleront-elles les problèmes ? Evidemment pas.

Il y a des mots magiques que tout bon politicien se doit d'émettre régulièrement. « Egalité des chances » et « méritocratie républicaine » font partie du patrimoine lexical commun à la gauche et à la droite. Elles nous rassurent. Elles font dire aux riches : « Quand on veut, on peut ! » ; elles font dire aux pauvres : « Il y a toujours un espoir ! » Et tout le monde, devant la réussite sociale d'un gueux, applaudit à tout rompre, et couvre les voix de celles et ceux qui vivent aux marges de la société de l'opulence et du bien-être. Mais l'école républicaine, celle qu'on encense et qu'on brûle, ne fut jamais l'école de l'égalité des chances, et rares étaient les fils et filles de gueux à pouvoir prétendre échapper à l'usine et aux métiers manuels. L'école brûle par les deux bouts : les jeunes, déscolarisés ou en échec scolaire, la font cramer car elle n'est plus qu'un espace de contraintes et non le lieu fantasmé par lequel on peut s'extraire de sa condition ; l'Etat et ses élites la brûle en l'asphyxiant financièrement, en l'empêchant de fonctionner ne serait-ce que normalement.

L'école a échoué dans sa mission ? Développons l'apprentissage dès 14 ans ! Eternelles rengaines bouffies de mépris de classe. Durant longtemps, les pédagogues les plus audacieux et libertaires rêvaient d'éducation intégrale, permettant à l'enfant de se former au travail intellectuel et manuel : former des individus complets, créatifs, capables de se réaliser professionnellement... disposant donc des armes intellectuelles et manuelles pour, qui sait, se débarrasser un jour de l'oppression capitaliste. Aujourd'hui (mais cela ne date pas d'hier), le travail manuel est un choix par défaut, dévalorisé socialement et symboliquement. Pourtant, des abrutis surdiplômés, bouffis de suffisance et d'arrogance, on en connaît tous : il suffit d'allumer la télévision aux heures de grande écoute. Combien de jeunes des quartiers populaires ont été ainsi condamnés par leur patronyme et leur faciès, leur situation familiale et leur lieu d'habitation à passer un CAP ou un BEP ? Dans les cités, les adolescents, français ou étrangers, ne sont pas dupes : autour d'eux, il y a leurs pères,

ouvriers spécialisés, licenciés, sans espoir de réinsertion sociale parce que leur savoir-faire sont obsolètes, parce que les usines sont parties ailleurs, là où le coût du travail est moins cher ; autour d'eux, il y a leurs frères et sœurs qui, même diplômés, galèrent sur le marché du travail, alternant chômage et travail ne correspondant pas à leur qualification. Les jeunes ne sont pas dupes : depuis vingt ans que nous vivons un chômage de masse, ils savent que leur insertion sociale sera plus ardue que celle de leurs parents ; ils savent aussi, quand ils sont issus des milieux populaires, que ce sont eux qui auront à subir prioritairement la dégradation méthodique et continue des conditions et relations de travail dans les entreprises. Et quand ils sont « issus de l'immigration », comme l'on dit des jeunes nés ici mais un peu basanés, ils n'ont guère envie de vivre à leur tour les humiliations subies par leurs pères, sommés de travailler et de se taire, d'accepter ces « sales boulots » dont personne ne veut, mais dont tout le monde a besoin.

Pourtant, du travail, ils en veulent ! Mais du travail, il n'y en a pas, ou pas assez pour tout le monde, dans un univers capitaliste où des mots comme « utilité sociale », « besoins sociaux » sont des lubies anti-économiques.

Oui, les jeunes émeutiers veulent du boulot ou, pour les moins, des

perspectives d'avenir. Ils veulent trouver une place dans cette société, ils veulent qu'on les respecte et qu'on les reconnaisse comme des « enfants de la République » et non comme des éternels « étrangers ». Comme la plupart d'entre nous, ils veulent s'en sortir, gagner un peu d'argent pour fonder une famille, vivre paisiblement et consommer. Leurs revendications, celles qui transparaissent dans leurs propos, n'ont donc rien de révolutionnaires. Mais les jeunes des quartiers de relégation ne sont pas condamnés à n'aspirer qu'à rejoindre la norme sociale. Personne ne l'est. Se posent alors à tous, travailleurs et émeutiers, une alternative : sommes-nous capables de cheminer ensemble et d'inventer collectivement un monde égalitaire et solidaire, ou sommes-nous condamnés à courber l'échine et à assister à la militarisation croissante de nos sociétés en phase de décomposition sociale ? Telle est la question, et elle n'est pas ethnique, elle est sociale.

Patsy

Extrait
de la lettre
de *Mouvement communiste* n° 19

LE FILM DES EVENEMENTS

27 octobre

Une banale course poursuite à Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis (aux abords du bois de Bondy, à 15 km au nord de Paris), entre un groupe de jeunes et des policiers se transforme en un drame : trois gamins s'enferment dans une centrale électrique. Deux meurent électrocutés dans un transformateur EDF, le troisième est grièvement blessé. Une bataille d'interprétations en suit. La police nie avoir couronné les trois malchanceux. Des jeunes proches des victimes affirment que les décès ont été le produit du climat de peur instauré par les forces de répression dans les quartiers pauvres. Rapidement, des incidents se produisent entre des forces de répression rassemblées en nombre et des dizaines, puis des centaines de jeunes. La nuit est chaude, les arrestations se multiplient, plusieurs policiers et CRS font les frais de la rage des jeunes de Clichy-sous-Bois. Le quartier dans le bas de la ville du Chêne-Pointu (10 000 habitants) est au cœur de la première vague d'affrontements qui durera jusqu'au 30 octobre. Les familles des jeunes électrocutés appellent au calme. Une marche silencieuse se tient le samedi matin, 29 octobre. Représentants religieux, associatifs et le maire lui-même ont à leur tour appelé à la « dignité » et au calme. Plusieurs centaines d'habitants y participent. Les heurts s'étendent rapidement à la ville mitoyenne de Montfermeil, avec sa cité des Bosquets. Les 400 policiers arrêtent 22 jeunes, 10 seront déférés dès le dimanche devant le parquet de Bobigny en vue de leur mise en examen. Huit

d'entre eux seront jugés le lundi 31 en comparution immédiate. Trois seront condamnés à deux mois de prison ferme.

30 octobre

Le dimanche 30 à 21 heures, une grenade lacrymogène pénètre dans la mosquée⁴ de Clichy-sous-Bois, lancée lors de nouvelles échauffourées. Lancée par les CRS, elle n'a cependant pas atteint la salle de prière. Le mois du Ramadan touche à son terme. La nuit du 31 est à nouveau bien agitée. Des heurts avec la police se produisent à Aulnay-sous-Bois, Bondy, Tremblay-en-France et Neuilly-sur-Marne. Quelque 68 véhicules ont été incendiés au total en Seine-Saint-Denis au cours de cette nuit. Des troubles ont également été signalés à Chelles (Seine-et-Marne), ville limitrophe de Montfermeil, où sept voitures ont été incendiées, selon la police qui a fait état de jets de pierre. Treize personnes, sur les dix-neuf interpellées à Clichy-sous-Bois et Sevran-Beaudottes au cours de la nuit, ont été placées mardi en garde à vue pour « destruction de biens », « détention de substances incendiaires » ou « violences volontaires », selon la police. Les villes d'Argenteuil et de Sarcelles dans le Val-d'Oise ont également connu des incidents. Pour la préfecture de Bobigny, lundi soir n'a pas vu « d'émeutes » mais des « actions de harcèlement » menées par des petits groupes de dix à quinze assaillants qui ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre à Sevran et Aulnay-sous-Bois, lancé un cocktail Molotov en direction des CRS à Clichy, et incendié le garage de la police municipale de Montfermeil. Entre-temps, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, a multiplié les déclarations martiales, promettant de « débarrasser » la France des « voyous et de la racaille » en nettoyant les banlieues « au karcher ». La provocation fonctionne instantanément.

Le mardi 1^{er} novembre, le Premier ministre, Dominique de Villepin, se mêle du dossier en recevant, avec Sarkozy, les familles des deux adolescents décédés. Le lendemain, c'est au tour du Président de la République, Jacques Chirac, de mettre son bon mot : « il faut que les esprits s'apaisent. Il faut que la loi s'applique fermement et dans un esprit de dialogue et de respect ». Et encore : « nous devons agir en nous fondant

⁴ La mosquée est en fait un ancien entrepôt reconverti en lieu de prières.

toujours sur les principes qui font notre République: chacun doit respecter la loi ; chacun doit avoir sa chance». Il a fini en délivrant un message plus articulé que celui de 'son' ministre de l'Intérieur : « il faut aller plus vite encore en associant action immédiate sur le terrain et développement du dialogue». En conclusion, répression et intégration, les deux mamelles du dispositif chiraquien.

2 novembre

Le 2 novembre, les coups d'éclat se poursuivent, mais sans affrontements majeurs et directs avec les forces de répression. Quelque 250 voitures ont été incendiées en Ile-de-France dans la nuit de mardi à mercredi, dont 65 dans la seule ville de Bondy. Dans la nuit du 2 au 3 novembre, ce sont des jeunes à Aulnay-sous-Bois (quartiers nord) qui se sont particulièrement signalés. Des dizaines d'entre eux ont saccagé le poste de police du Gallion, toujours fermé la nuit, rue Edgar-Degas, près de la cité des 3000. Dans ce même quartier, peu avant 23 heures 30, trois journalistes de France 2 ont abandonné leur voiture à la vue de dizaines de jeunes encagoulés qui ont surgi en les menaçant, près du carrefour de l'Europe. Peu après, la voiture brûlait, carcasse retournée, au milieu de la rue Jacques-Duclos, où quelques dizaines de jeunes gens défiaient les CRS qui leur faisaient face, à dix mètres. Au même endroit, une concession automobile Renault était en flammes. Tout près de là, deux classes d'une école primaire d'Aulnay ont été incendiées.

A La Courneuve, des CRS ont essuyé des « tirs à balles réelles». En Seine-Saint-Denis, les violences se sont tariées vers 3 heures du matin. Un gymnase a été incendié au Blanc-Mesnil, commune limitrophe d'Aulnay-sous-Bois. Un pompier a été brûlé au deuxième degré au visage par un cocktail Molotov lancé dans un véhicule et deux autres légèrement blessés. Plusieurs engins des pompiers ont été endommagés par des tirs de projectiles.

Vers 18 heures 30, une partie du centre commercial Bobigny 2 a été prise d'assaut par une quarantaine de personnes encagoulées. Des caissières ont été menacées et rudoyées par les assaillants. Une voiture incendiée devant la préfecture située à 200 mètres. Caillassages et prises à partie des forces de police ont par ailleurs eu lieu au Blanc-Mesnil, à La Courneuve, Clichy-sous-Bois, Tremblay-en-France, Livry-Gargan et Sevran. En revanche, les quartiers à la limite de Clichy-sous-Bois et

de Montfermeil, berceau des émeutes, ont connu peu de troubles. La police, toujours présente en force, s'est faite plus discrète. Bilan : une vingtaine de communes sur les 40 du département ont été le théâtre de violences, selon le préfet qui a mobilisé 1300 de ses hommes ; 15 personnes interpellées et 177 véhicules brûlés à Bobigny, Bondy, Aulnay-sous-Bois, Le Bourget, Villepinte, Le Blanc-Mesnil, La Courneuve, Clichy-sous-Bois et Sevran. Deux bus ont cramé dans des lieux non précisés du département. Dans les Hauts-de-Seine, trois personnes ont été interpellées. Des dizaines de véhicules y avaient été incendiés et deux cocktails Molotov lancés sur un commissariat d'Antony. En Seine-et-Marne, dix feux de véhicules étaient signalés. Trente véhicules ont brûlé dans le Val-d'Oise où la police a procédé à 12 interpellations. Dans les Yvelines, on a compté 75 véhicules brûlés et 32 dans les Hauts-de-Seine. Dans l'Essonne 32 ; 13 en Val-de-Marne (quatre interpellations) et 15 en Seine-et-Marne. Au total, cette nuit-là en banlieue parisienne, 315 374 ?véhicules ont été cramés, quatre policiers, deux pompiers et trois civils ont été légèrement blessés par des jets de projectiles et 41 jeunes ont été interpellés.

3 novembre

La huitième nuit, du jeudi 3 au vendredi 4 novembre, a marqué l'extension des troubles à plusieurs villes françaises. En Ile-de-France, on a relevé 519 véhicules en proie aux flammes, dont 205 en Seine-Saint-Denis. A Paris intra muros, 7 véhicules ont été détruits. Quelque 77 ont été brûlés en province. 78 personnes ont été interpellées.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, ce sont 23 bus de la RATP - vides - qui ont grillé dans leur dépôt de Trappes (Yvelines).

4 novembre

Le bilan de la nuit de vendredi à samedi est nettement plus lourd : 656 véhicules incendiés en Ile-de-France, plus de 900 sur l'ensemble du pays. Mais le phénomène est en régression dans le département le plus touché jusqu'à présent, la Seine-Saint-Denis (132 contre 205 la veille) et dans le Val-d'Oise (85 contre 96). En revanche, le bilan s'est alourdi dans des endroits jusqu'alors plus épargnés : Yvelines (120 contre 105), Essonne (115 contre 54), Hauts-de-Seine (plus de 100 contre 41) et Val-de-Marne (74 contre 21). Parmi les faits les plus marquants en Ile-de-France ont été relevés en Seine-Saint-Denis l'incendie et le vol de matériel informatique au tribunal d'instance, l'incendie d'un entrepôt textile (Aubervilliers), et d'une concession automobile (Montreuil). Une école maternelle et primaire a été

partiellement détruite à Brétigny-sur-Orge (Essonne). De même, une classe de collège dans le Val-de-Marne, deux classes d'une école maternelle à Achères (Yvelines) et un espace culturel attenant au collège Jean-Monet de Torcy (Seine-et-Marne). A Evry (Essonne), un début d'incendie a été signalé au groupe scolaire Bonaparte. La vitrine et la porte d'entrée de la permanence de l'UMP à Fontenay-sous-Bois ont été brisées. A Paris, on estime à 13 les véhicules détruits. Un cocktail Molotov a été tiré contre un commissariat, place des Fêtes (19^e arrondissement). La contagion a gagné la province : 241 véhicules y ont été cramés, soit plus du quart du chiffre national. Les départements les plus touchés sont le Nord, avec 51 véhicules brûlés dont 48 pour Lille, Roubaix, Tourcoing, Wattrelos, le Bas-Rhin, le Loiret et un autre, l'Ille-et-Vilaine, peu habitué aux violences urbaines. Dans l'ouest de la France, 39 véhicules ont été incendiés, dont 18 à Rennes, et 8 à Orléans.

L'incident le plus grave s'est déroulé à Cléon en Seine-Maritime, où des inconnus ont lancé des bouteilles incendiaires à l'intérieur d'un bus. La conductrice et tous les passagers ont pu descendre juste avant que le véhicule ne s'embrase et ne soit totalement détruit. Le nombre des interpellations a fortement augmenté, à 253 (dont 233 en Ile-de-France). Parallèlement, les appels au calme se sont multipliés samedi, notamment de la part des parents des deux adolescents morts électrocutés le 27 octobre à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et de la fédération des musulmans de Clichy-Montfermeil qui ont demandé « l'arrêt de toute violence » et appelé au « sens civique ». Des marches contre la violence ont réuni 500 personnes à Aulnay, une cinquantaine d'habitants de la cité des Tilleuls au Blanc-Mesnil, 150 personnes à Sevran (Seine-Saint-Denis) pour protester notamment contre l'attaque d'un bus mercredi au cours de laquelle une femme handicapée a été gravement brûlée. Quelque 200 habitants et élus d'Epinais-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) ont également observé samedi une minute de silence en hommage de Jean-Claude Irvoas, tué le 27 octobre - jour du début des émeutes à Clichy - dans le quartier d'Orgemont alors qu'il venait de photographier un réverbère. Ce meurtre n'a pas de rapport direct avec les émeutes. La cérémonie a été perturbée par un mouvement d'extrême droite, Bloc identitaire, qui a clamé devant l'assistance que les auteurs des violences en banlieue « n'aiment pas la

France et n'aiment pas les Français ». La théorie du grand complot contre la France trouve un soutien prestigieux en le procureur général de Paris Yves Bot. Commentant ces événements sur Europe 1, il a estimé qu'il s'agissait de « violences organisées ».

5 novembre

Les attaques se sont encore accrues dans la nuit de samedi 5 au dimanche 6 novembre. Près de 1 300 véhicules ont été brûlés sur l'ensemble du territoire du pays, dont 554 en province et 741 en région parisienne. 349 personnes au total ont été interpellées au cours de cette nuit particulièrement agitée. Dans le centre de Paris, 32 véhicules de particuliers ont été incendiés et 30 personnes interpellées. Outre ces 32 véhicules détruits par le feu, 19 autres ont été endommagés ou dégradés par la propagation des flammes. Les incendies de voitures se sont concentrés dans III^e arrondissement, près de la place de la République, et dans le XVII^e. En région parisienne, les départements des Yvelines et de Seine-et-Marne ont connu un regain de violences, alors que le Val-d'Oise est en baisse. Les autres départements de la couronne parisienne sont restés « stables », selon la police. Dans l'Essonne, plusieurs bâtiments, dont deux classes d'une école maternelle à Grigny et un restaurant McDonald's de Corbeil-Essonnes défoncé par une voiture-bélier, se sont embrasés. « Brûler une école, c'est inacceptable, mais celui qui a mis le feu c'est Sarkozy », déclarait samedi soir un parent d'élève de Grigny. Le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy s'est rendu dans ce département samedi soir, en signe de soutien aux policiers. Il a notamment rencontré à Evry des adolescents interpellés qui devaient être remis à leurs parents..

A Evry, un atelier de confection artisanale de cocktails Molotov situé dans un local désaffecté de la police municipale a été découvert samedi soir dans un quartier du Parc aux Lièvres. Six mineurs ont été interpellés alors qu'ils en sortaient. A Athis-Mons, deux personnes ont été légèrement blessées par intoxication et une centaine évacuées dans la nuit après l'incendie d'un foyer Sonacotra, à l'origine indéterminée. A Clichy-sous-Bois, où tout a commencé, le calme semblait revenu, à l'exception de la destruction complète par le feu du gymnase Armand Desmet.

Un couple de 65 et 61 ans a été sauvé des flammes samedi soir par les pompiers après la propagation de l'incendie criminel de leurs deux voitures à leur pavillon de Nogent-sur-Oise (Oise). Le pavillon se situe sur une artère à l'entrée de la ville, près du quartier de la Commanderie, où des incidents ont eu lieu dans la nuit. La nuit dans l'Oise a été marquée par les incendies de 36

véhicules, dont 12 dans le secteur de Creil, Nogent-sur-Oise et Montataire. En province, les régions les plus touchées ont été le Nord, l'Eure, l'Eure-et-Loir, la Haute-Garonne et la Loire-Atlantique.

A Toulouse, une cinquantaine de voitures et 21 poubelles ont été incendiées. Les incendies, qui n'avaient touché, vendredi soir, que les quartiers ouest de l'agglomération toulousaine et particulièrement le Mirail et Reynerie, se sont étendus à Empalot, au sud, ou aux Izards, au nord de la ville. Vingt-cinq autos ont cramé à Bordeaux. Les violences se sont étendues à plusieurs villes de l'agglomération, notamment Cenon, Pessac, Bègles, Lormont, Floirac, Talence et Bordeaux-Bastide. De nombreux feux de poubelles ont été signalés mais aucune échauffourée n'a eu lieu entre jeunes et policiers. Ailleurs en Aquitaine, une vingtaine de voitures et un bus ont été incendiés à Pau et sept CRS légèrement blessés.

Dans le Lot-et-Garonne, trois cars ont été incendiés et un quatrième endommagé dans un entrepôt à Villeneuve-sur-Lot, à environ 30 km d'Agen. Une voiture a également brûlé à Marmande. Dans le Limousin, deux voitures ont été incendiées dans le quartier de Tujac à Brive et deux voitures ont brûlé à Limoges. Une vingtaine de véhicules ont été incendiés dans la nuit de samedi à dimanche dans les quartiers de la banlieue de Mulhouse et de Colmar. A Mulhouse, une quinzaine de voitures ont été incendiées dans l'agglomération, principalement dans les quartiers de Bourzwiller et de Drouot. Les violences qui n'ont pas fait de blessés ont parfois eu lieu avec attroupement mais « sans réels affrontements », a-t-on précisé de source policière. A Colmar, six voitures ont été incendiées. Des faits similaires se produisaient également à Illzach, près de Mulhouse. A Strasbourg, seule une voiture brûlée a été comptabilisée, contre 17 la nuit précédente. De nombreuses villes de l'Ouest, notamment Evreux (Eure), ont connu dans la nuit de samedi à dimanche, une nouvelle série d'incendies et de violences.

Les incidents les plus graves ont eu lieu à Evreux, dans le quartier de la Madeleine, où quatre policiers municipaux ont été blessés lors d'affrontements entre une petite centaine de jeunes, parfois armés de battes de baseball. L'un de ces policiers a été blessé sérieusement à la mâchoire par un projectile mais ses jours ne sont pas en danger, a indiqué la préfecture

où l'on fait état « d'arrestations », sans autres précisions. Une trentaine de voitures et trois magasins ont été incendiés et une école a été attaquée avec des cocktails Molotov. Plusieurs magasins ont également été vandalisés.

Dans le Loiret, les pompiers ont effectué une quarantaine d'interventions liées à des violences urbaines, principalement à Orléans et Montargis où 20 voitures au total ont été détruites, mais aussi des attaques au cocktail Molotov contre des magasins, un local pour personnes âgées et un bus. Il n'y a pas eu de blessés. A Blois, les pompiers sont intervenus une vingtaine de fois pour des incendies de véhicules - 18 ont été détruits - ou de poubelles.

A Nantes, 38 véhicules ont été incendiés un peu partout dans la ville, où de nombreux feux de poubelles ont aussi été signalés. Un début d'incendie a également été maîtrisé dans une maison d'associations de quartier. « Il s'agit de tous petits groupes de quelques individus qui mettent le feu et s'enfuient », a expliqué à l'AFP un responsable des pompiers. Même scénario à Rennes où « des petits groupes très mobiles », selon un policier, ont incendié une vingtaine de véhicules et des dizaines de poubelles ou conteneurs. Des incidents de moindre ampleur - moins d'une dizaine de véhicules incendiés - ont été aussi signalés dans de nombreuses autres agglomérations de l'ouest, comme Rouen, Le Havre, Tours, Laval - où un local d'aide sociale du conseil général a également été incendié - Quimper, Brest, Saint-Malo, Le Mans ou le Grand Quevilly (Seine-Maritime).

Des affrontements entre des jeunes et la police se sont produits à Saint-Etienne et un adolescent de quinze ans a été interpellé. Des policiers ont reçu des bouteilles incendiaires et un camion de pompiers a été endommagé, avant que l'intervention des familles ne ramène le calme. Au total, dans la Loire, 33 voitures ont été incendiées, dont la moitié dans l'agglomération stéphanoise. Dans le département du Rhône, une quarantaine de véhicules ont été incendiés, principalement dans l'agglomération lyonnaise, entre 20 heures et 4 heures du matin. Douze voitures ont notamment brûlé à Rillieux-la-Pape. Aucun affrontement n'a été signalé et la police n'a procédé à aucune interpellation. A Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), six bus ont brûlé dans un dépôt. Dans l'ensemble de la Bourgogne, les pompiers ont comptabilisé 38 voitures incendiées, contre 25 la nuit précédente. Quatre voitures et une moto ont été incendiées dans un parking souterrain dans un quartier résidentiel de Dijon.

Pendant ce temps, un sondage CSA réalisé les 2 et 3 novembre, soit près d'une semaine après le début des violences, et publié par Le Parisien-Dimanche/Aujourd'hui Dimanche, révèle que le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, dispose d'une « bonne image » auprès de 57% des Français interrogés, même si pour 63% d'entre eux, il « utilise parfois des termes choquants ». L'appréciation de Nicolas Sarkozy est similaire chez les habitants de banlieue : 56% des sondés déclarant avoir une bonne image de lui et 42% une mauvaise. L'enquête a été effectuée auprès d'un échantillon national représentatif de 1 002 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille).

6 novembre

1 408 véhicules ont été incendiés et 395 personnes interpellées en France dans la nuit de dimanche à lundi, bilan le plus lourd depuis le 27 octobre. La région parisienne avec 426 véhicules incendiés a été moins touchée que la province où 982 véhicules ont été brûlés. « La vague et l'onde de choc » a gagné la province, a commenté M. Gaudin (DPGN). Deux cent soixante-quatorze communes ont été touchées et 36 policiers ont été blessés.

En Ile-de-France, les violences se sont accrues dans les Yvelines, Paris a été touché. Les Yvelines et la Seine-et-Marne ont connu une augmentation des violences, alors qu'une baisse a été constatée dans le Val-d'Oise. Les autres départements de la couronne parisienne sont « stables », indique la DGP.

YVELINES. Quatre-vingt trois voitures ont été incendiées – dont 23 à Sartrouville – et 20 personnes interpellées selon un bilan de la préfecture, vers 1 heure. Aux Mureaux, une trentaine de jeunes se sont regroupés sur deux tours du quartier des Musiciens et ont lancé des projectiles sur les forces de l'ordre, samedi en début de soirée. « Ils nous balançaient des roues de vélos, des chariots de supermarchés. Ils ont même lancé une barrière sur une voiture qui passait, la voiture d'un citoyen et c'est comme ça que ça commencé », commentait un membre d'une compagnie de CRS. Ils ont aussi tenté de mettre le feu à un dépôt de carburant situé dans les ateliers municipaux de la ville.

ESSONNE. Un restaurant McDonald's de Corbeil-Essonnes a été détruit à 70 % par une voiture bélier, dont le – ou les – occupants ont mis le feu aux locaux. Dans ce département, de nombreux bâtiments, dont deux écoles de

Grigny, ont été incendiés, et une cinquantaine de personnes interpellées.

PARIS. Trente-deux véhicules y ont été incendiés, marquant pour la première fois une extension des dégâts à la capitale. Trente personnes ont aussi été interpellées, dont onze « en flagrant délit de confection d'engins incendiaires ». Quatre voitures ont été visées samedi soir par au moins un engin incendiaire, près de la place de la République, et une demi-douzaine d'autres dans le XVII^e arrondissement.

SEINE-SAINT-DENIS. Le département a connu une hausse du nombre de véhicules incendiés (90) et d'interpellations (67), par rapport à la nuit précédente. Les pompiers de Paris ont également évoqué une « hausse » des interventions.

Au cours de la nuit, une dizaine de communes sur 40 ont été touchées par des « actes de violence urbaine », principalement à Epinay-sur-Seine et Saint-Denis, mais le calme semblait revenu vers 1 h 30. En début de soirée, plusieurs tentatives d'incendies d'écoles ont été circonscrites par les pompiers, à Pantin et Sevran, ainsi que dans une crèche de Tremblay-en-France. A Noisy-le-Grand, un incendie a ravagé un gymnase de 2 000 m² et détruit une dizaine de voitures. Le secteur a été sécurisé par les forces de l'ordre et placé sous la surveillance d'un hélicoptère. A Drancy, deux frères de 14 et 15 ans qui tentaient d'incendier un camion en début de soirée ont été stoppés par des habitants, puis livrés à la police. Voitures brûlées devant de coquets pavillons, incendie d'un Monoprix dans le centre de Gagny, les incidents se multiplient dans des quartiers pavillonnaires. Le quartier du Vieux Noisy-le-Sec, pavillonnaire lui aussi et réputé calme, était le théâtre d'incidents avec une tentative d'incendie de la médiathèque et l'incendie de véhicules dans l'enceinte du lycée Moulins-Fondu. Même chose dans le quartier des étangs à Aulnay-sous-Bois où un gymnase a été brûlé et à Rosny-sous-Bois avec l'incendie d'un centre socio-culturel.

Une journaliste coréenne de la chaîne KBS TV a en outre été légèrement blessée à Aubervilliers. Huit compagnies de CRS et six escadrons de gendarmes mobiles, soit 1 400 hommes, auxquels s'ajoutent 700 sapeurs-pompiers, étaient mobilisés dans la nuit dans le département.

VAL D'OISE. 33 véhicules, dont un poids-lourd, ont été incendiés et 22 personnes ont été interpellées. Trois policiers ont été légèrement blessés par des jets de pierre à Goussainville alors qu'ils quittaient leur véhicule.

Le mouvement s'est largement étendu en province

Dans la nuit de samedi à dimanche, le nombre des véhicules brûlés en province a atteint 554, soit plus du double de la nuit précédente (241).

HAUTE-NORMANDIE. Les incidents les plus graves ont eu lieu à Evreux (Eure), dans le quartier de la Madeleine. Une trentaine de voitures, trois magasins, un poste de police et plusieurs cabines téléphoniques ont été incendiés et détruits par les manifestants. Une école a été attaquée avec des cocktails Molotov et une mairie annexe endommagée, lors d'affrontements entre une petite centaine de jeunes, parfois armés de battes de baseball, et les forces de l'ordre. Ces affrontements auraient fait des blessés, selon ces témoins. La préfecture de Haute-Normandie déclarait dimanche matin ne pas avoir de bilan de ces violences ni de celles commises dans les autres villes de la région, notamment à Rouen où au moins six véhicules ont été incendiés.

NORD-PAS DE CALAIS. Pour la deuxième nuit consécutive, des véhicules ont été brûlés dans les départements du Nord, de l'Aisne et de l'Oise, avec près de 80 feux.

Dans le Nord, la préfecture comptabilisait 41 voitures incendiées à 23 h 15, un bilan nettement supérieur à la moyenne. Des véhicules des pompiers et de la police ont été visés par des caillassages. Sept personnes ont été interpellées. Ces incidents ont éclaté dans l'agglomération lilloise, notamment dans les quartiers sud de Lille, à Roubaix et à Tourcoing, ainsi que dans la région de Dunkerque et celle de Valenciennes.

Dans l'Aisne, les incidents se sont concentrés sur la ville de Soissons, où sept feux de véhicules sporadiques en divers endroits de la ville, allumés par des éléments mobiles, ont été éteints par les pompiers. Des projectiles ont également été lancés, sans heurts directs, a indiqué la préfecture.

Dans l'Oise, la préfecture a évoqué « des tensions » à Beauvais, Nogent-sur-Oise et Creil, où d'importants moyens de police et de gendarmerie ont été déployés et pris à partie, sans affrontements. Une trentaine de voitures et une cabine de poids lourd ont été incendiées, selon un nouveau bilan de la préfecture à 1 h 15. Deux personnes ont été interpellées, l'une en flagrant délit d'incendie, l'autre qui lançait des pierres.

AQUITAINE. Dans le quartier de l'Ousse-des-Bois à Pau (Pyrénées-Atlantiques), où

onze véhicules avaient été incendiés la nuit précédente, sept CRS ont été légèrement blessés par des jets de pierres, mais n'ont procédé à aucune interpellation. Les violences se sont étendues à d'autres quartiers de l'agglomération. Au total, une vingtaine de voitures, deux scooters, une moto, un bus, un abribus, un débarras communal ont été brûlés, selon les pompiers qui sont aussi intervenus après une tentative d'incendie des locaux de l'ANPE. La vitre d'un véhicule anti-incendie a été brisée. Quatre personnes incommodées par les fumées ont été conduites à l'hôpital.

Vingt-cinq voitures, un bus et de nombreuses poubelles ont été incendiés et neuf personnes interpellées dans la banlieue de Bordeaux, où les violences se sont étendues à Cenon, Pessac, Bègles, Lormont, Floirac, Talence et Bordeaux-Bastide, sans provoquer d'échauffourées.

Dans le Lot-et-Garonne, trois cars ont été incendiés et un quatrième endommagé dans un entrepôt à Villeneuve-sur-Lot, près d'Agen, et une voiture a brûlé à Marmande. Dans le Limousin, deux voitures ont été incendiées dans le quartier de Tujac à Brive et deux voitures ont brûlé à Limoges, selon les pompiers.

CENTRE. Dans le Loiret, les pompiers ont effectué une quarantaine d'interventions liées à des violences urbaines, principalement à Orléans et Montargis, pour 15 feux de voitures mais aussi des attaques au cocktail Molotov contre des magasins, un local pour personnes âgées et un bus. Il n'y a pas eu de blessés. A Blois, les pompiers sont intervenus une vingtaine de fois pour des incendies de véhicules – 18 ont été détruits – ou de poubelles.

AUVERGNE. Sept voitures ont été incendiées samedi entre 22 et 23 heures dans les quartiers nord de Clermont-Ferrand. Les policiers ont assuré la protection des sapeurs-pompiers mais aucun groupe de jeunes n'était visible sur place lors de leur intervention. Deux jeunes gens en possession d'essence ont par ailleurs été interpellés.

PAYS-DE-LA-LOIRE. A Nantes, 38 véhicules ont été incendiés un peu partout dans la ville, où de nombreux incendies de poubelles ont aussi été signalés. Un début de feu a également été maîtrisé dans la maison des associations du quartier Dervallières. « Il s'agit de tous petits groupes de quelques individus qui mettent le feu et s'enfuient », a expliqué un responsable des pompiers. Des incidents de moindre ampleur – moins de dix véhicules incendiés – ont été signalés au Mans et à Laval, où un local d'aide sociale du Conseil général a également été incendié.

BRETAGNE. A Rennes, « des petits groupes très mobiles », selon un policier, ont incendié une vingtaine de véhicules et des dizaines de poubelles ou conteneurs, en dépit de la mise en action d'un hélicoptère de surveillance par les forces de l'ordre. Des incidents de moindre ampleur – moins de dix véhicules incendiés – ont été signalés dans d'autres villes, comme Quimper, Brest, Saint-Malo.

LORRAINE. Les incidents les plus graves se sont déroulés à Guenange, près de Thionville (Moselle) où cinq bus d'un dépôt ont été entièrement détruits par un incendie. Une quarantaine de véhicules ont par ailleurs brûlé dans le reste du département, principalement à Metz et Rombas. En Meurthe-et-Moselle, 25 incendies de véhicules ont été recensés, principalement à Nancy.

ALSACE. Les violences se sont étendues au département du Haut-Rhin, et notamment à l'agglomération de Mulhouse où une quinzaine de voitures ont été incendiées, principalement dans les quartiers de Bourzwiller et de Drouot. Plusieurs véhicules ont également brûlé à Illzach, ainsi que six à Colmar. A Strasbourg, où d'importants moyens avaient été mis à la disposition des forces de l'ordre, notamment un hélicoptère, seule une voiture brûlée a été comptabilisée, contre 17 la nuit précédente.

FRANCHE-COMTÉ. Dans l'aire urbaine de Belfort-Montbéliard, une vingtaine de feux de véhicules ont été recensés, notamment dans les quartiers des Champs-Montants et de la Petite-Hollande à Montbéliard, et six personnes ont été interpellées.

RHÔNE-ALPES. Une quinzaine de voitures ont été incendiées dans l'ensemble de l'agglomération lyonnaise samedi en début de soirée, des incidents dispersés qui n'ont donné lieu à aucun affrontement ni interpellation. Les pompiers, sont notamment intervenus à Vénissieux, Bron et Meyzieux. Trois voitures ont également brûlé dans le premier arrondissement de Lyon. Selon les pompiers du Rhône, le nombre de voitures incendiées dans l'agglomération lyonnaise « varie d'habitude entre six et dix maximum par tranche horaire de 24 heures ».

MIDI-PYRÉNÉES. « Nous avons dû faire face à 49 feux de voitures et 21 de poubelles entre 20 heures samedi et 7 heures ce dimanche » dans l'agglomération toulousaine, a indiqué dimanche le Codis, qui a dû faire appel à des renforts du centre du département. Les incendies, qui n'avaient touché, vendredi soir,

que les quartiers ouest de l'agglomération, et particulièrement le Mirail et Reynerie, se sont étendus à Empalot, au sud, ou aux Izards, au nord. Un hélicoptère de la gendarmerie, équipé d'un puissant projecteur, a survolé les quartiers permettant « de procéder à plus d'interpellations », environ une quinzaine, a-t-on indiqué de source policière. Des poubelles situées devant des établissements publics, notamment un école maternelle et un collège du quartier du Mirail ont été incendiées, les devantures de quelques commerces ont été légèrement endommagées, et un début d'incendie a été maîtrisé en début de soirée dans une bibliothèque du quartier de la Reynerie.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR. Onze voitures ont été incendiées dans plusieurs quartiers d'Avignon. Treize autres ont brûlé dans différents quartiers de Nice, soit deux de moins que la veille, et une dizaine de personnes ont été interpellées.

Quatre bureaux de poste ont été incendiés depuis le 27 octobre, ce qui a entraîné leur fermeture provisoire. Par ailleurs, une agence postale a été la cible de « jets de pierre » à Evreux (Eure) où trois agences bancaires situées dans le même quartier de la Madeleine ont également été endommagées.

7 novembre

La police a comptabilisé 1 173 véhicules brûlés et procédé à 330 interpellations, dans la nuit de lundi 7 à mardi 8. Douze policiers ont été légèrement blessés, principalement par des jets de projectiles. Des tirs de grenaille ont à nouveau été signalés sans atteindre de policiers. Les affrontements se déplacent vers la province puisque parmi les véhicules brûlés, 933 l'ont été en province (contre 982 la veille) et 240 en région parisienne (contre 426). Un gymnase a été incendié à Villepinte (Seine-Saint-Denis). En province, l'incendie d'une cave a amené l'évacuation d'un immeuble à Auxerre et la conduite de 15 personnes à l'hôpital, victimes de gêne respiratoire. La douzième nuit d'émeutes a démarré à Toulouse avec l'incendie d'un bus dans le quartier du Mirail, à 19 heures, 31 voitures allaient suivre dans la soirée, brûlées comme une quarantaine d'autres à Lyon, une dizaine à Grenoble, une quinzaine à Nantes, une vingtaine en Seine-Saint-Denis et dans les Yvelines. Deux écoles ont également été incendiées, à Lille et à Bruay-sur-Escaut, près de Valenciennes. Cinq maternelles ont été visées à Nantes, à Saint-Etienne, à Allonnes (Sarthe), à Lille ainsi qu'à La Tour-du-Pin (Isère). Une bibliothèque municipale a été carbonisée à Béthancourt (Doubs), comme l'annexe d'un centre socioculturel à Schiltigheim.

Parmi les entreprises ou les commerces touchés, une menuiserie a été détruite à Grand-Charmont (Doubs), une boulangerie et un supermarché ont été brûlés à Nantes. Des cocktails Molotov ont été lancés contre deux garages et un magasin de peinture à Perpignan. Une concession Renault, à Brest, et une autre, Toyota, à Metz, ont été partiellement incendiées. Un feu de voitures s'est propagé à une usine de robots ménagers de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), détruisant des entrepôts de pièces produites. Les 150 salariés pourraient se retrouver au chômage technique. Du côté de l'ordre, à Perpignan, un véhicule en feu a été lancé sur le poste de police. Un autre véhicule bélier a été utilisé contre un poste de police de Rouen alors qu'un commissariat de Clermont-Ferrand a fait l'objet d'une tentative d'incendie. Les pompiers ont réussi à éteindre le feu de justesse. Au total, 77 fonctionnaires ont été blessés depuis le début des violences, dont une trentaine dans la seule nuit de dimanche à lundi. Jet d'un cocktail Molotov contre le commissariat de Beaucaire (Gard).

Les bâtiments catholiques n'ont pas été épargnés, deux cocktails Molotov ont été lancés sur le presbytère de l'église de l'île de Thau à Sète (Hérault). L'église Saint-Edouard de Lens (Pas-de-Calais) a également été touchée par un engin incendiaire.

Axe central du rétablissement de l'ordre, le gouvernement ressort une loi de 1955, utilisée à l'époque pour rétablir l'ordre en Algérie et utilisée pour la dernière fois en Nouvelle-Calédonie il y a 20 ans, décrétant l'état d'urgence. Toute personne qui enfreindra les règles de couvre-feu qui seront décrétées encourra une peine de prison ferme de deux mois et/ou une amende de 3 750 euros, selon la loi du 3 avril 1955 « instituant un état d'urgence ». Comme en temps normal, l'emprisonnement est divisé par deux pour les mineurs, soit un mois.

Autre disposition prévue par la loi, et annoncée par Sarkozy, le préfet pourra autoriser des perquisitions jour et nuit sans que la police ait besoin du feu vert du pouvoir judiciaire. Cette mesure, a-t-il indiqué, s'appliquera en cas de suspicion de détention d'armes. Selon cette loi également, le préfet peut interdire de séjour des personnes dans tout ou une partie du département, voire instituer des « zones de sécurité » où le séjour des personnes est réglementé. Le ministre de l'Intérieur peut prononcer des assignations à résidence dans une circonscription territoriale

ou une zone déterminée. Il peut aussi ordonner la remise aux autorités de différents types d'armes à feu. La fermeture de lieux de réunion, y compris les bars ou les salles de spectacle, peut être décrétée provisoirement par le ministre de l'Intérieur ou le préfet, tout comme l'interdiction des « réunions de nature à provoquer ou entretenir le désordre ». Les médias peuvent aussi être mis au pas, la loi prévoyant la possibilité d'adopter une « disposition expresse » autorisant « le contrôle de la presse et des publications de toute nature ainsi que celui des émissions radiophoniques, des projections cinématographiques et des représentations théâtrales ». Une fois l'état d'urgence institué dans tout ou une partie du département, la loi de 1955 prévoit que, sur rapport des ministres de la Justice et de la Défense, un décret peut autoriser la juridiction militaire « à se saisir de crimes, ainsi que des délits qui leur sont connexes, relevant de la Cour d'assises de ce département ». Si l'état d'urgence est décrété en Conseil des ministres, sa prorogation au delà de 12 jours ne peut être autorisée que par une loi qui doit en fixer la durée définitive.

Interrogé sur l'établissement d'un couvre-feu, le député-maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a déclaré : « Cela fait partie des dispositions législatives qui n'ont jamais été abrogées depuis qu'elles ont été votées. Si elles étaient inacceptables, la gauche au gouvernement les auraient déjà abrogées depuis longtemps. »

8 novembre

Mardi soir la décrue continue, surtout en province, avec au total 617 véhicules incendiés et 204 interpellations enregistrés. La mobilisation policière était importante, 11 500 sur le terrain. Dès 22 h 00, Sarkozy en visite à Toulouse avait relevé une « décrue assez sensible », où des affrontements ont eu lieu dans le quartier de la Reynerie en début de soirée. A Lyon, le trafic des transports en commun a été interrompu peu après 22 h 00 sur l'ensemble du réseau après divers incidents et notamment le jet d'un cocktail Molotov contre une station de métro. Deux journalistes russes ont été molestés. Un bus au GPL de transport urbain, circulant sans passager, a été attaqué à coups de cocktails Molotov et a explosé à Bassens, dans la banlieue bordelaise, sans faire de victime.

Un homme de 53 ans a d'autre part été grièvement blessé en fin d'après-midi par une haltère jetée depuis un immeuble d'un quartier de Nice. Dans le Nord, 78 véhicules ont été incendiés et 25 personnes ont été interpellées, toujours principalement dans l'agglomération de Lille (63

véhicules brûlés). Dans la Somme, où un couvre-feu pour les mineurs de moins de 16 ans avait été décrété à Amiens et dans son agglomération de minuit à 6 heures du matin, sept véhicules ont été incendiés. A Nantes, la nuit a été plus calme que la précédente, les pompiers ne comptabilisant que sept véhicules incendiés, de même qu'à Caen, Angers, au Mans et dans l'agglomération brestoise où quelques voitures ont été partiellement ou totalement détruites par les flammes. A Rennes également, seulement trois véhicules incendiés. Dans les départements du Grand-Est, la baisse est significative avec un peu plus d'une centaine de véhicules brûlés, contre plus de 160 la nuit précédente. Divers incendies de bâtiments publics cependant : une école maternelle à Décines, dans l'agglomération lyonnaise, une crèche à Miribel (Ain), une bibliothèque à Châlons-sur-Saône (Saône-et-Loire), et, près de Douai (Nord), la médiathèque d'Auby, où la mairie a été également endommagée. Une centaine d'habitants d'un immeuble HLM d'Outreau (Pas-de-Calais) ont été temporairement évacués après l'incendie de six voitures en sous-sol. A Dole (Jura), 24 personnes ont dû quitter leur domicile après l'incendie de neuf bus de transport scolaire dans un entrepôt.

Egalement dans le Pas-de-Calais, une grande surface de meubles a brûlé, un feu qui s'est propagé à un magasin de moquette dans la zone commerciale d'Arras. A Grasse (Alpes-Maritimes), un local du quotidien Nice-Matin a été fortement endommagé par un feu de poubelle.

A Marseille, une cinquantaine de jeunes ont tenté en vain mardi en fin d'après-midi de piller l'hypermarché d'un centre commercial et neuf d'entre eux ont été arrêtés. Deux jeunes soupçonnés d'avoir appelé à l'émeute dans les banlieues sur des blogs Internet ont par ailleurs été mis en examen par un juge parisien.

En région parisienne, la baisse a été très sensible avec une vingtaine de véhicules incendiés en Seine-Saint-Denis, seize dans les Yvelines, quinze en Seine-et-Marne et dans le Val d'Oise, moins d'une dizaine dans les Hauts-de-Seine, neuf dans l'Essonne, notamment celui du président de l'association des musulmans de Corbeil-Essonnes aux Tarterets, qui avait lancé un appel au calme dimanche, et huit dans le Val-de-Marne.

Dès la fin de l'après-midi, la préfecture de la Somme avait annoncé avoir pris un arrêté de couvre-feu de 22 h 00 à 6 h 00 pour Amiens et

sa métropole concernant les mineurs de moins de 16 ans non accompagnés et entrant en vigueur mercredi à 0 h 00. Auparavant, deux maires UMP – Serge Grouard à Orléans et Jean Marsaudon à Savigny-sur-Orge (Essonne) – avaient pris mardi des arrêtés imposant un couvre-feu pour les mineurs. A Savigny-sur-Orge, cinq adolescents, selon la mairie interrogée aux alentours de minuit, ont été contraints de rentrer chez eux. Des rassemblements contre la violence et pour appeler au calme ont rassemblé mardi soir un millier de personnes à Villejuif (Val-de-Marne) et environ 700 à Brétigny-sur-Orge (Essonne).

9 novembre

Le reflux continue, notamment en région parisienne. Le couvre-feu n'y est probablement pas pour grand-chose puisqu'il n'est appliqué que dans cinq départements, massivement en Seine-Maritime et dans les Alpes-Maritimes, plus discrètement dans l'Eure, la Somme et le Loiret. De nombreux préfets, dont ceux des départements d'Ile-de-France, avaient choisi mercredi de ne pas décréter pour le moment un couvre-feu, en raison de la décrue des incidents. La mobilisation des forces de l'ordre atteint néanmoins son plus haut avec 11 800 policiers et gendarmes engagés sur le terrain.

Le nombre de véhicules incendiés, 482, marque un net recul, tout comme celui des interpellations, 203 et, pratiquement pas d'affrontement avec la police selon la DGPN. La baisse est plus importante en région parisienne, 95 véhicules incendiés (la Seine-Saint-Denis, où la cellule de crise a été désactivée, enregistre juste 15 voitures brûlées, « une situation ordinaire » selon le préfet du département), alors que le bilan est stable en province, 398 contre 407 la veille.

Le Rhône reste un point chaud avec plus de 60 voitures brûlées et l'incendie d'un transformateur d'EDF à Villeurbanne qui a privé d'électricité l'est de l'agglomération de Lyon pendant deux heures. Malgré la décision d'interrompre le trafic des transports en commun lyonnais tous les soirs jusqu'à dimanche à compter de 19h maximum, plusieurs bus ont à nouveau été caillassés. Selon le DGPN, 2 033 personnes au total ont été interpellées depuis le 27 octobre.

Désireux de chasser sur les terres du FN, le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy avait demandé dans l'après-midi aux préfets d'expulser tous les étrangers condamnés dans le cadre des violences, y compris les titulaires d'un titre de séjour. Effet d'annonce, selon les autorités seuls 6 à 8 % des gardés à vue sont étrangers.

Parallèlement, les appels pour un retour au calme se multipliaient. Un collectif réunissant des

associations de quartiers a appelé mercredi, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre Dominique de Villepin, à « une marche pour la paix» vendredi sur les Champs-Élysées à Paris pour demander l'arrêt de la violence dans les banlieues. A Toulouse, une trentaine d'habitants du quartier de la Reynerie et des militants associatifs sont venus occuper la rue de Kiev, haut lieu des affrontements entre jeunes émeutiers et policiers depuis cinq jours, pour favoriser le retour au calme.

Il faut noter que dans la presse quotidienne les articles se veulent plus positifs. La part réservée aux émeutes s'est nettement rétrécie. Emploi en banlieue, vie des cités, discrimination et vie des associations et mesures gouvernementales occupent la place.

10 novembre

Le bilan de la nuit à 4 h est stable par rapport à la précédente, 463 véhicules ont été incendiés et 201 personnes interpellées. Le bilan en légère hausse en Ile-de-France, 111 (+27), est contrebalancé par une baisse en province, 352 (-46). Grande dispersion des incendies de véhicules, pas plus de 5 à 7 par commune en Ile-de-France.

Onze policiers ont été blessés, dont huit à Lyon. Depuis le 27 octobre il y a eu 2 234 arrestations. A Belfort, le maire Jean-Pierre Chevènement (prédécesseur de Sarkozy), a également décidé d'instaurer un couvre-feu, à l'instar des 5 départements où il était déjà établi.

Quelque 300 personnes se sont rassemblées le 11 devant le Mur de la Paix au Champ-de-Mars, à Paris, à l'appel du collectif "Banlieues Respects", qui regroupe 162 associations, pour demander le retour à la paix dans les banlieues.

Un dispositif « dense» avec 12 000 policiers et gendarmes chaque nuit est d'ailleurs maintenu pour le week-end du 11 novembre annonce la DGPN.

Jacques Chirac, a déclaré jeudi à la presse que le pays était encore dans la période « du rétablissement de l'Etat de droit» et avait demandé aux parents de faire preuve de « responsabilité».

Plus tard, Sarkozy, invité par France 2, a pour sa part maintenu ses propos sur la « racaille» et les « voyous» qui font régner la « peur» dans certaines cités. « Ce sont des voyous, des racailles, je persiste et je signe», a-t-il dit. « Vous croyez que c'est amusant de rentrer chez soi la peur au ventre ?», a-t-il insisté. Il s'est également exprimé sur la suspension de huit policiers jeudi, pour des «

coups illégitimes» sur un jeune de 19 ans lundi à La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Deux des huit agents avaient roué le jeune homme de coups, devant leurs collègues et une caméra de France 2 qui a filmé la scène, diffusée jeudi soir par la chaîne. Cinq ont été déférés au parquet de Bobigny.

« J'ai pris la décision de sanctionner des fonctionnaires de police. Je n'accepterai aucun débordement des forces de l'ordre», a déclaré Sarkozy.

Nouveau sondage, 56% des sondés approuvent l'attitude du ministre de l'Intérieur face aux violences urbaines et 40% la désapprouvent, selon un sondage réalisé les 4 et 5 novembre pour Le Figaro, BVA et LCI.

11 novembre

Selon un décompte dressé par la DGPN, 502 véhicules ont été incendiés et 206 personnes interpellées. Cette hausse est due à la situation en province où 416 véhicules ont été détruits contre 352 la veille. La région parisienne a connu en revanche une légère baisse, 86 véhicules détruits, contre 111 la veille. Le nombre d'arrestations réalisées reste stable, avec 206 contre 201 la veille.

A Toulouse, on a mis le feu à 17 voitures et à la cafétéria d'un gymnase. Dans l'Aisne, un gardien de la paix a été blessé à Saint-Quentin, brûlé par l'explosion d'un cocktail molotov qui se trouvait dans une voiture en feu. A Amiens (Somme), où un couvre-feu est en vigueur, une trentaine de personnes ont plongé dans le noir une partie des quartiers Nord de la ville après avoir neutralisé un transformateur EDF. Des échauffourées les ont opposées aux forces de l'ordre.

Dans le grand ouest, une dizaine de bâtiments publics ont été, comme la nuit précédente, la cible d'attaques incendiaires. Quatre mineurs ont été interpellés à Rennes (Ille-et-Vilaine) après l'incendie d'une école maternelle qui est « fortement dégradée». Dans le Haut-Rhin, les pompiers ont été caillassés alors qu'ils intervenaient sur l'incendie d'un boîtier de distribution de gaz.

Un homme masqué circulant à scooter a lancé en début de soirée deux engins incendiaires contre la mosquée de Carpentras (Vaucluse), dont l'un a explosé contre la porte de l'édifice à l'heure de la prière. Jacques Chirac a condamné cette « agression» et exprimé sa « solidarité avec la communauté musulmane de la ville». « Toute la lumière sera faite» sur cet acte, a-t-il assuré.

En Ile-de-France, à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), six cocktails Molotov ont été jetés dans la

cour d'un commissariat. Une école maternelle a été partiellement endommagée par un incendie à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne). A Rambouillet (Yvelines), un magasin de papiers peints et un magasin de meubles ont été incendiés. A Gonesse dans le Val d'Oise, des coupures d'électricité ont touché le quartier de la Fauconnière lors de légers affrontements entre groupes de jeunes et la police.

A Paris, des mesures de sécurité particulières ont été mises en place ce week-end. La préfecture a interdit entre samedi 10h00 et dimanche 08h00 « toute réunion de personnes de nature à provoquer ou entretenir le désordre sur la voie et dans les lieux publics ». Un dispositif policier renforcé d'environ 2 000 policiers et gendarmes est déployé à Paris et les lignes de transports en commun menant vers la capitale, notamment celles du RER, ont été « placées sous surveillance ». Du jamais vu depuis un demi-siècle, à l'époque de la guerre d'Algérie.

12 novembre

Les violences se sont poursuivies durant le week-end dans les banlieues en France, prouvant que la crise est loin d'être réglée après 17 jours de troubles, même si les incidents n'ont pas gagné Paris comme le redoutait la police.

Au cours de la nuit de samedi à dimanche, 374 véhicules ont été incendiés contre 502 la nuit précédente. Les troubles sont donc globalement à la baisse, mais ils continuent à toucher des dizaines de communes quatre jours après l'instauration de l'état d'urgence et la mise en oeuvre de couvre-feux.

A Lyon, la troisième ville du pays, des affrontements ont opposé samedi en fin d'après-midi dans le centre-ville les forces de l'ordre et plusieurs dizaines de jeunes. Dimanche, les rassemblements ont donc été interdits dimanche dans le centre-ville par le préfet du Rhône, comme à Paris où l'interdiction courait jusqu'à 8 heures du matin dimanche. C'était la première fois que des échauffourées de ce type éclataient dans le cœur d'une ville depuis le début des troubles. En dépit du couvre-feu pour les mineurs imposé samedi soir sur Lyon et ses environs, plus d'une soixantaine de véhicules ont été incendiés. Un cocktail Molotov a par ailleurs été lancé, sans exploser, contre la grande mosquée de la ville. A Carpentras, une maternelle a été incendiée et une école attaquée à la voiture-bélier. La veille, la mosquée de la ville avait été la cible d'engins

incendiaires qui avaient fait de légers dégâts, une attaque immédiatement condamnée par le président français Jacques Chirac. D'autres incidents ont été signalés notamment à Strasbourg et Toulouse. La police a procédé à 212 arrestations supplémentaires dans la nuit, portant à plus de 2 500 le nombre de personnes interpellées depuis le début des troubles. Environ une trentaine de villes restent sous couvre-feu dans le cadre de l'état d'urgence décrété par le gouvernement en vertu d'une loi de 1955 datant de la guerre d'Algérie.

Si la banlieue parisienne semble s'apaiser, deux policiers y ont néanmoins été blessés, dont l'un hospitalisé après avoir été atteint par une boule de pétanque. En revanche, aucun incident n'a été signalé dans Paris intra-muros où tous les rassemblements avaient été interdits jusqu'à dimanche matin de peur que des "casseurs" venus de banlieue ne s'y donnent rendez-vous. Sur le pied de guerre, la police avait mobilisé 3 000 hommes dans la capitale et les lignes de trains régionaux ou de métro avaient été placées sous surveillance accrue. Au Stade de France, dans la banlieue de nord qui jouxte Paris, le match de foot France-Allemagne s'est également déroulé sans incident, en présence de quelque 60 000 spectateurs. Samedi soir, la venue sur les Champs-Élysées du ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy, pour inspecter le dispositif de sécurité dans la capitale, a suscité bousculades, huées et quelques insultes. Mais il a ensuite assuré que les "applaudissements" avaient été les plus nombreux. Selon un sondage publié dimanche, M. Sarkozy arrive en tête des personnalités politiques auxquelles les Français font confiance pour résoudre les problèmes des banlieues (53 %), juste devant le Premier ministre Dominique de Villepin. M. Sarkozy a également reçu les collègues d'un policier incarcéré vendredi pour avoir frappé un jeune à terre au nord de Paris. Après le sentiment de "ras-le-bol" affiché par leur principal syndicat, il a salué le travail des policiers en demandant d'éviter tout "amalgame". Le nouveau patron des policiers anti-émeutes (CRS), Christian Lambert, a affirmé pour sa part que ses hommes allaient "s'installer durablement dans les banlieues" "Banlieues, rien n'est joué", résumait cependant le Journal du dimanche. Les émeutes "ont servi à vider les tensions momentanément, mais ça va recommencer", estimait le sociologue Sébastien Roché, interrogé par l'hebdomadaire.

13 novembre

284 véhicules ont été incendiés et 115 personnes ont été interpellées en France dans la nuit de dimanche à lundi, le reflux continue, en région parisienne (68) comme en province (216). En tout, 120 communes ont été touchées. Vers 19 heures, un cortège de grosses berlines se pointe sur les Champs-Élysées à Paris. Sarkozy descend, le bain de foule tourne court, beaucoup d'insultes, peu d'applaudissements. Dans la nuit de dimanche à lundi, la Seine-Saint-Denis a été littéralement quadrillée. A Paris, la police a ouvert une enquête à propos de l'incendie dans la nuit d'une station-service du XIX^e arrondissement. Dans le Nord, la situation se calme malgré l'incendie de plus de 80 véhicules dans les cinq départements et celui d'une bibliothèque municipale. Dans le Rhône, 72 véhicules ont été brûlés et le couvre-feu est étendu à Caluire. A Toulouse, une voiture enflammée a été lancée dans la cour d'une école maternelle, dans le quartier de la Reynerie. En Haute-Garonne, 14 véhicules incendiés et 19 interpellations. A Montbéliard, un incendie a partiellement détruit un bâtiment regroupant des associations. 5 policiers ont été blessés dont deux à Grenoble par l'explosion d'une bouteille de gaz dans l'incendie d'une poubelle. Le gouvernement a approuvé lundi, un projet de loi prorogeant de trois mois, à compter du 21 novembre, l'état d'urgence décidé le 8 novembre, une mesure « strictement temporaire », selon le Président Jacques Chirac. La Cour d'appel de Paris décide de remettre en liberté le policier placé en détention provisoire après sa mise en examen pour des coups portés à un jeune homme à La Courneuve. A Toulouse trois bureaux de poste des quartiers

du Mirail, Bagatelle et Bellefontaine, se sont mis en grève à l'initiative de Sud et de la CGT pour dénoncer « un service à deux vitesses ».

14 novembre

« Retour à une situation quasi normale » note la police qui n'a enregistré aucun blessé dans ses rangs, mais a comptabilisé 215 véhicules brûlés, dont 60 en Ile-de-France. La diminution est particulièrement nette en province, avec 155 incendies de véhicules au lieu de 216 la veille. Seules sept communes ont été le théâtre de plus de cinq incendies de voitures, dont Paris (13 au lieu d'un seul la veille) et Lille (11).

Selon le ministère de l'Intérieur, des engins incendiaires ont encore été lancés contre des bâtiments publics : la trésorerie principale de Bobigny et un transformateur EDF à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), une crèche à Cambrai (Nord), l'office du tourisme de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), un dépôt d'autobus à Saint-Etienne (Loire), où 18 véhicules ont été endommagés. La mosquée de Saint-Chamond (Loire) a été la cible de trois bouteilles incendiaires qui ont fait peu de dégâts. Des pierres ont été lancées sur des autobus à Rouen (Seine-Maritime), à Décines (Rhône) et à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). De plus, un local associatif a été incendié à Bourges ainsi qu'un local de poubelles à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), ce qui a nécessité l'évacuation d'appartements voisins.

Police et gendarmerie restent mobilisés avec 11 200 éléments engagés.

Extrait d'*Avanti !*

Bulletin n° 29 – Novembre 2005

Courant de la LCR pour un parti anticapitaliste de masse

Contact : contact@avanti-lcr.org

Site : <http://avanti-lcr.org>

Pour l'union des révoltés

Le dernier trimestre 2005 a vu s'accuser encore les éléments de crise sociale et politique. La légitimité du gouvernement à gouverner et, au-delà de lui, la légitimité des classes dominantes en général, sont profondément sapées. En toute logique, la réponse du pouvoir est un tournant net vers la répression. La déclaration de l'état d'urgence le 7 novembre, puis sa prolongation pour trois mois par le parlement, marque une nouvelle étape du durcissement de la lutte des classes. En effet, du 29 mai à la révolte des quartiers populaires en passant par les luttes dans les entreprises, c'est le même refus des politiques de casse sociale qui s'exprime.

Après le 29 mai, un gouvernement blessé

Le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy a décidé de réagir au camouflet du 29 mai par la fuite en avant libérale (contrats nouvelle embauche, privatisation des autoroutes...), cours encore accentué à la rentrée avec l'annonce soudaine de la privatisation à 100 % de la SNCF. C'était là annoncer clairement la volonté d'en découdre avec un secteur combatif de la classe ouvrière dans une ville à la pointe du mouvement social depuis le mouvement de mai-juin 2003. Les hésitations au sein du gouvernement n'ont pas empêché le recours à l'intervention spectaculaire du GIGN. De même la réponse au mouvement de grève de la RTM, sur une question similaire, fut le recours aux tribunaux, le mouvement reprenant cependant après quelques jours de suspension – mais la menace de réquisition plane toujours.

Autant de signaux forts donnés au mouvement social après la répression du mouvement lycéen au printemps, l'intervention du GIPN contre les postiers de Bègles en mai 2005 et les poursuites contre les arracheurs d'OGM. Le gouvernement, pleinement conscient que sa politique n'a plus qu'un soutien très minoritaire dans la population – et

structurellement incapable d'en mener une autre – cherche à provoquer la crise à chaque affrontement dans l'espoir de pouvoir appeler à l'union nationale et au retour à l'ordre sous ses conditions.

Les conflits sociaux deviennent par conséquent de plus en plus violents. Parallèlement se perpétue leur caractère éclaté de par le manque d'un projet politique alternatif qui leur donnerait une ligne d'horizon, et de par l'orientation conciliatrice des grandes directions syndicales. Que ce soit l'absence de véritable coordination des luttes à Marseille, ou la stratégie d'épuisement de la mobilisation des salariés via la méthode des « journées d'action » atomisées, la volonté des grandes confédérations d'éviter un affrontement d'ampleur est manifeste. Cependant le désespoir n'a toujours pas remplacé la colère chez les travailleurs. Le mouvement de révolte de la jeunesse des quartiers populaires a même réussi à attirer la sympathie de larges couches du salariat, ce qui est presque inédit pour un mouvement de ce genre.

Nul ne sait à qui profitera en fin de compte la polarisation qui s'est opérée ces dernières semaines, mais il est très possible que des affrontements entre les classes encore plus amples et violents aient lieu dans les mois à venir, ce qui rend les initiatives des révolutionnaires d'autant plus décisives.

La révolte des quartiers populaires

La révolte qui a embrasé les quartiers populaires à partir de la fin octobre 2005 n'est bien sûr qu'un nouvel épisode de la guerre larvée entre la jeunesse des quartiers populaires et l'Etat. Ce sont en particulier les nouvelles conditions d'existence de la fraction la plus fragilisée du prolétariat à partir du début des années 1980 qui en déterminent la forme : chômage de masse et ghettoïsation, deux éléments démultipliés pour les familles issues de l'immigration coloniale et post-coloniale du fait des discriminations à l'embauche et au logement.

Parallèlement, le mouvement ouvrier organisé

a reculé dans ces quartiers, d'une part du fait de la précarisation généralisée qui ne permet plus aux vieilles formes d'organisation politique et syndicale de donner les mêmes résultats, d'autre part du fait de la déception consécutive à l'arrivée au pouvoir de l'Union de la Gauche, en particulier à partir du tournant de la rigueur. L'utilisation cynique de l'épouvantail Front National par les partis de gouvernement et en premier lieu le PS, le détournement par ce parti de la dynamique militante partie de la Marche Pour l'Egalité via Sos Racisme, les concessions scélérates faites à la thématique du « problème de l'immigration », ainsi que les capitulations sur les thèmes de l'insécurité et d'une soi-disant « menace islamique » n'ont fait qu'ajouter les insultes aux coups et aiguïser la méfiance des habitants de ces quartiers populaires envers le mouvement ouvrier. Pour autant, il est inexact de parler de « désert politique dans les banlieues ». La politisation est souvent forte mais l'action militante prend le plus souvent la forme de participation à des associations, et de campagnes sur des questions locales – logement, services municipaux – ou internationales⁵.

Dans toute une partie de la jeunesse, le manque de perspectives d'une vie meilleure, le sentiment d'être méprisé et rejeté hors d'une communauté nationale dans laquelle on est né, le harcèlement policier, éducatif et patronal, amènent à des formes de révolte particulièrement radicales, bouffées de colère qui ponctuent un quotidien résigné, souvent à l'occasion d'un drame causé par des violences policières. En général ces révoltes, sporadiques et éclatées, ne parviennent pas à influencer réellement sur le champ politique national. Même une résistance locale organisée et soutenue contre les violences policières, comme celle menée à Dammarie-Lès-Lys depuis 2002, n'a pas pu avoir de réel écho au niveau national⁶.

⁵ Lire à ce sujet « *L'électeur de "banlieue" vote comme les autres* », dans *Le Monde* du 16 septembre 2005 : « *D'autres études bousculent les idées reçues. Celle, par exemple, de Vincent Tournier, de l'Institut d'études politiques de Grenoble, qui a conduit dans les quartiers sensibles de cette ville, en 2003, une enquête sur le rapport à la politique de 1 614 jeunes entre 13 et 19 ans. M. Tournier y a observé un "phénomène de surpolitisation", mesurée par la fréquence des discussions et de l'engagement politiques (pétition, grève, manifestation). "Ce n'est pas du tout en cohérence avec la théorie selon laquelle la politisation est liée à l'appartenance à un milieu social élevé", conclut-il.* »

⁶ Voir à ce sujet le site de la revue *Vacarme* : <http://www.vacarme.eu.org/rubrique94.html>

Il n'en est pas allé ainsi pour la révolte de la fin 2005, qui s'est rapidement étendue à toute la France, comme s'il avait suffi d'une étincelle pour mettre le feu à la plaine, a divisé le gouvernement et l'a poussé dans ses retranchements, et a mis en évidence la nécessité de changements sociaux et politiques de grande envergure en France.

Provocations du gouvernement et de la police

Le 25 octobre, le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy se rend dans un quartier populaire d'Argenteuil à la nuit tombée, accompagné de gardes du corps et de nombreuses caméras venues relayer ses propos. Confronté aux protestations des habitants, il lance des tirades méprisantes qui marquent les esprits : « *ils ont raison de ne pas être contents, ils ont compris qu'on allait casser leur économie souterraine* », ou bien à l'adresse d'autres habitants dont l'allure lui paraissait sans doute plus digne de confiance : « *on va vous débarrasser de cette racaille.* »

Deux jours plus tard à Clichy-sous-Bois, de l'autre côté de la banlieue nord de Paris, dix adolescents fuient à l'approche de la police, trois d'entre eux se réfugient dans un local EDF et sont électrocutés. Deux jeunes en meurent, l'autre est gravement brûlé. Des altercations ont lieu entre population clichoise et policiers, lesquels n'hésitent pas à se servir de leur flash-ball devant la moindre parole de contestation. Des affrontements en règle ont lieu le vendredi soir. Le samedi matin une manifestation silencieuse de plusieurs centaines de personnes réunit les clichois de toutes les générations dans le deuil, mais aussi dans la colère. Lors d'une prise de parole, le maire PS déclare partager la douleur et la colère de ses administrés et promet de réclamer une enquête au ministère. Des responsables d'associations religieuses appellent au calme, d'autres habitants tiennent un discours plus politique et revendicatif en faisant remarquer que Sarkozy dort tranquille dans de jolis draps pendant qu'à Clichy il y a des familles sans boulot, sans logement...⁷ Dès les premiers jours, l'arrière-plan social de la révolte est parfaitement compris.

Le dimanche soir, alors que les choses semblaient se calmer, des CRS tirent une ou deux grenades lacrymogènes dans la mosquée Bilel de Clichy-sous-Bois, où se trouvaient de nombreuses personnes, et des insultes sont proférées envers les fidèles. A la colère envers la police pour les deux jeunes vies inutilement perdues s'ajoute maintenant l'humiliation d'une attaque contre les générations réunies dans un moment de recueillement, contre une religion qui est la cible d'une stigmatisation constante par le discours dominant, en particulier ces dernières années.

⁷ Emission de France Inter « *Là-bas si j'y suis* » du 2 novembre 2005 : http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=773

Jusque là, jamais on n'avait vu cependant les forces de l'ordre s'en prendre directement à une mosquée⁸. Un pas est franchi.

Même les clichés les plus enclins à prôner le respect des forces de l'ordre sont amenés à manifester leur colère : « *les jeunes ne pouvaient pas aussi facilement rentrer chez eux et cesser les "émeutes". Il fallait aussi leur dire que nous les comprenions, mais que nous avons une manière plus raisonnable d'exprimer notre mécontentement. Aussi, en signe de protestation contre les agressions policières, nous avons tous collé sur nos vêtements une affiche demandant : "Respect et justice pour nos enfants et notre culte". La médiation s'est ensuite très bien passée, nous continuerons à agir pacifiquement en espérant qu'il n'y ait pas de provocations de la part des forces de l'ordre.* »⁹

Pas de provocations de la part des forces de l'ordre ? Le même soir, Sarkozy juge quant à lui le travail des policiers de Seine-Saint-Denis « *remarquable* ». Le lendemain, il prétend que la grenade lacrymogène a éclaté en-dehors de la mosquée, puis se rétracte et confirme qu'elle a bien été jetée à l'intérieur (« *ce qui ne veut pas dire que c'est un tir fait par un policier* »), tandis que le directeur départemental de la sécurité publique en Seine-Saint-Denis considérait quant à lui que « *les éléments que nous avons aujourd'hui (...) ont indiqué qu'aucune grenade n'avait été tirée dans la salle de prière* »... Bref, tout est fait pour couvrir les agissements des forces de l'ordre. Au cours des semaines qui vont suivre, ce n'est que quand des scènes de violences et de provocations policières auront été diffusées à des heures de grande écoute à la télévision que des sanctions seront prises envers des policiers. Le syndicat policier Alliance se déclarera d'ailleurs immédiatement choqué de la « *disproportion* » de la réaction, tandis que Sarkozy s'empressera de réitérer que sa confiance dans la police est totale.¹⁰

C'est à partir de la nuit du 2 au 3 novembre que les affrontements avec les forces de police et les CRS, les incendies de véhicules et de bâtiments publics s'étendent dans l'Île-de-France puis en régions. Le 14 novembre, le bilan provisoire était de 8.783 véhicules

incendiés, 56 policiers blessés, 2.684 interpellations et 364 incarcérations. On ne s'étonnera pas que le ministère de l'intérieur ne donne pas le nombre de jeunes blessés par les forces de police.

Des bâtiments publics (postes, écoles, collèges, gymnases) et des entreprises privées ont été incendiés, ainsi que de nombreux véhicules. En revanche, hormis les forces de répression elles-mêmes, il est à noter que les émeutiers ne s'en sont pas pris à des personnes physiques. Cela n'a pas empêché le gouvernement de faire monter l'idée que les populations des quartiers concernés se sentaient menacées afin de justifier une réponse répressive accrue.

La réalité était en fait souvent inverse : « *certain habitants ici pensent que la police ne va pas les sécuriser. Au contraire, ils en ont peur. Avant, ils avaient écrit "Police secours", aujourd'hui, c'est police tout court. Je ne sais pas quel est vraiment l'élément déclencheur. Cela fait quatre jours que les incidents montent (voitures brûlées, écoles) et que les policiers provoquent. Il y a un ras-le-bol. Un mec qui crame une voiture, il s'exprime comme il peut. Pour que cela s'arrête, je dirais spontanément qu'il faut retirer tous les CRS. Leurs provocations sont tangibles.* »¹¹

Le soir du 7 novembre, Villepin annonce devant des millions de téléspectateurs que les préfets seront autorisés à se servir la loi de 1955 pour instaurer l'état d'urgence, ainsi que toute une série de mesures libérales (nouvelles zones franches, abaissement de l'âge d'entrée en apprentissage...). Les courants militants tels que le MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues), qui dénoncent depuis longtemps – et dans un isolement certain – la « *gestion coloniale des banlieues* », voient leur analyse pleinement confirmée. L'annonce coïncide avec un mouvement de reflux de la révolte sans en être la cause, de sorte que Villepin peut apparaître comme le vainqueur temporaire dans la lutte qui l'oppose à Sarkozy au sein du gouvernement. Celui-ci renchérit alors en demandant que les étrangers ayant participé aux émeutes soient immédiatement expulsés.

Il reste que cette crise, ainsi que les dissensions profondes qui se sont fait jour à cette occasion fragilisent l'autorité du gouvernement. Même le ministre alibi Begag s'est mis de la partie en se permettant de s'étonner qu'en tant que ministre de l'Intégration, il n'ait pas été consulté et en critiquant les outrances de langage de Sarkozy. Chirac a conservé une distance astronomique avec les événements du bas monde, tandis que Villepin a attendu que la situation atteigne son

⁸ Et pourtant c'est chez les policiers et les militaires que le vote pour Le Pen avait été le plus fort le 21 avril 2002 : 45%. Voir <http://1libertaire.free.fr/VoteFN.html>.

⁹

http://www.oumma.com/article.php3?id_article=17

⁴⁷
¹⁰

<http://permanent.nouvelobs.com/societe/20051113.FAP5905.html?1516>

¹¹

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=336798http://www.liberation.fr/page.php?Article=336798>

paroxysme pour jaillir, en dépassant Sarkozy sur sa droite et en accédant aux souhaits de Le Pen et de Villiers avec la déclaration de l'état d'urgence, quitte à se faire doubler à son tour par Sarkozy et ses demandes d'expulsion des étrangers.

Il reste que la confiance dans le bras répressif du gouvernement est profondément sapée, et que sa capacité à résoudre ce que les médias appellent les « problèmes d'intégration » (c'est à dire le racisme, les difficultés accrues de l'emploi et du logement pour la partie la plus fragile du prolétariat) est perçue comme proche de zéro. Même si faute d'une autre perspective la répression est considérée comme la meilleure solution par une majorité des salariés, cela n'empêche pas en même temps une large sympathie pour les motifs de la révolte, parfois même une certaine compréhension pour ses méthodes. Qui peut assurer que demain si le GIGN est envoyé dans une entreprise en lutte d'un quartier populaire, il ne sera pas accueilli par les cocktails Molotov de la jeunesse locale ?

La gauche et la révolte

L'ampleur de la révolte a amené toutes les organisations de gauche et du mouvement ouvrier à prendre parti. On peut classer les réactions à gauche en trois catégories :

a) Celle de la partie la plus bourgeoise de la gauche : la direction du PS, pour qui il ne s'agit que de critiquer le gouvernement sur sa façon de cogner. Son porte-parole, Julien Dray, a commencé par être déçu par les déclarations de Jacques Chirac, au motif que « *l'on attendait des décisions fortes, des actions, des engagements, et on a eu droit à quelques phrases rapidement jetées, qui sont souvent des lieux communs* ». Plus tard, Jospin proposera que l'on utilise la loi de 1955 « avec finesse ». Cependant, la question de savoir jusqu'où on pouvait aller dans le soutien à la répression s'est invitée à la préparation du congrès du PS, qui ne manquait déjà pas de points de clivage, les maires des communes concernées étant plutôt hostiles à l'état d'urgence.

b) En effet, pour les organisations qui ont une base de masse parmi les populations concernées, tout en étant imbriquées dans la gestion de l'ordre existant (CGT, PCF, municipalités de gauche concernées au premier chef comme celle de Clichy-sous-Bois), il s'agit de rétablir le calme institutionnel sans lequel elles perdent toute utilité, de favoriser le « *retour au calme* » tout en se proposant comme canal légitime des revendications populaires.

c) Parmi les organisations révolutionnaires, la LCR a su se montrer utile en soulignant la légitimité de la révolte et en étant à l'initiative d'efforts unitaires contre la politique de répression. Elle a ainsi pu collaborer avec certaines organisations du mouvement social qui partageaient cette orientation, et contribué à construire un front de contestation du gouvernement. C'est pourtant du MRAP qu'est venue l'initiative de la manifestation du samedi 12 novembre au pont Saint-Michel, initiative tardive qui a malgré tout rassemblé 2.000 manifestants.

Propositions d'analyse et d'orientation

- Le discours dominant vise à amalgamer toutes les formes d'action illégale qui peuvent avoir lieu dans les quartiers populaires : absence de titre de séjour, commerce au noir, racket, incendie de commissariats, de voitures, etc. Il s'agirait à chaque fois d'une incapacité (congénitale selon certains) à se conformer aux « lois de la République », seules garantes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, comme chacun sait. Nous devons opposer à ce discours celui de la morale de classe : oui, nous soutenons les sans-papiers ; oui, nous soutenons les revendeurs de cigarettes de contrebande ; oui, nous soutenons les jeunes qui se battent contre les flics, et nous ne les mettons pas sur le même plan que les dealers d'héroïne, les proxénètes, les flics ou les patrons !

- En même temps que la conception prolétarienne de la morale, nous devons défendre l'analyse marxiste de l'Etat (instrument de domination de classe sous la forme d'hommes en armes et de leurs annexes), en particulier dans notre presse : ce sont de ces concepts dont nous avons besoin pour élaborer une orientation à la hauteur des enjeux et c'est aujourd'hui qu'un grand nombre de travailleurs est prêt à écouter les arguments des révolutionnaires sur ces questions.

- Les désaccords tactiques ne sont pas un préalable au soutien à une lutte. Brûler des voitures dans les quartiers populaires, c'est à l'évidence brûler des voitures de travailleurs, et donc encourager la division. Etait-ce, comme le disent de nombreux émeutiers, la seule manière pour eux de se faire entendre ? Peut-être pas, mais dans tous les cas on ne peut pas confondre une tactique mal avisée, sans doute contre-productive, avec une « *violence stérile* » comme l'a écrit Lutte Ouvrière¹².

- Un mythe à détruire, celui des cités « déserts militants et idéologiques » dans lesquelles seuls les fascistes et les intégristes réussiraient à constituer des pôles organisés. En réalité, comme le montre plusieurs études, les banlieues sont

¹² Numéro 1945 du 11 novembre 2005, éditorial d'Arlette Laguiller : <http://www.lutte-ouvriere-journal.org/article.php?LO=1945&ARTICLE=1>

plutôt *plus* politisées que le reste du territoire, même si cette politisation se traduit rarement par l'appartenance à un parti politique. Les jeunes participant ou se sentant en solidarité avec la révolte de ces dernières semaines qui ont pu s'exprimer dans la presse, montrent d'ailleurs une assez forte conscience politique :

*« J'ai brûlé deux voitures. Contrairement à ce que la France bien-pensante imagine, je n'en suis pas fier... Je m'estime en lutte. En lutte pour la reconnaissance des miens, en lutte contre les autorités qui me refusent du travail, en lutte contre ces hypocrites qui ne connaissent rien de la misère dans laquelle je vis et qui osent me traiter de racaille. Je n'ai pas le chauffage chez moi, c'est normal ça ? Si on les écoute, leur discours c'est : "Arrête de brûler des voitures, reste chez toi et ne nous emmerde pas, sinon plus d'aides sociales". Mais c'est pas un musée, la banlieue. On n'est pas des statues venues du Maghreb ou d'Afrique. Nous aussi on a des rêves. On n'est pas uniquement bons à gagner des Coupes du monde !»*¹³

• Comment faire se rejoindre cette colère avec celle des travailleurs de la RTM, de la SNCF, d'EDF, etc. ? En s'appuyant d'abord sur la politisation déjà existante dans les quartiers populaires, en renforçant la connaissance et la collaboration avec les structures existantes, et en exprimant des revendications qui viennent du mouvement lui-même :

➤ Retrait des forces de police et des CRS des quartiers concernés.

➤ Levée de l'état d'urgence.

➤ Enquêtes indépendantes sur les deux morts et la grenade de Clichy, ainsi que sur les violences policières commises pendant la révolte ; suspension immédiate des coupables.

➤ Arrêt des poursuites contre les émeutiers.

➤ Démission de Sarkozy, unanimement dénoncé comme « pompier pyromane », qui ajoute les insultes aux coups, qui jour après jour a lancé toutes les désinformations possibles et imaginables pour semer le doute, et qui maintenant propose de se passer complètement de la loi en expulsant les étrangers « *y compris ceux qui ont un titre de séjour* » !

Mais aussi démission de Villepin, qui surenchérit en déclarant l'état d'urgence pour trois mois et en profite par dessus le marché pour abaisser l'âge de la scolarité obligatoire et annoncer de nouvelles zones franches ! Démission de Chirac, l'« escroc pas facho » de 2002 ! Les politiques libérales sont

responsables de la misère, comme des privatisations, de la crise scolaire, comme du chômage. Il faut une alternative politique et vite ! Qu'ils s'en aillent tous !

Ces mots d'ordre ne peuvent pas être lancés abstraitement via voie de presse. La LCR doit montrer qu'elle est aux côtés de la jeunesse révoltée, dans la rue. Elle doit le faire en cherchant à entraîner le maximum d'autres organisations sociales, syndicales et politiques, mais sans que la frilosité des autres organisations l'empêche d'organiser une manifestation, seule ou avec peu de partenaires si nécessaire, et en tous cas sans céder sur des questions de principes. De ce point de vue, il était tout à fait juste de ne pas signer l'appel unitaire « Banlieues : les vraies urgences »¹⁴ tout en participant à la manifestation du 16 novembre. La tactique de front unique ne doit en aucun cas devenir une barrière à la mobilisation, d'autant que le vide peut facilement être rempli par des initiatives « spontanées » aventuristes, par des tentatives de récupération au profit du gouvernement, ou par la mobilisation de l'extrême droite.

L'autre urgence est d'organiser un mouvement de solidarité avec les émeutiers qui passent au tribunal et avec ceux qui sont condamnés. Comme dans tout mouvement social, le caractère politique de l'action doit être souligné par nous, et donc le caractère politique de sa répression. Effectivement, quoiqu'on puisse penser du mode d'action il est clair qu'aucun émeutier n'a tiré profit de ses actions, et que le but recherché était bien d'exprimer une colère et de faire pression sur le gouvernement pour que les provocations policières et la casse sociale cessent. Nous devons être à leurs côtés.

Au-delà de ces réponses immédiates nous devons tracer une perspective politique concrète qui puisse fédérer les différentes formes de contestation de la casse sociale : celle d'un gouvernement qui s'attaque réellement aux causes de la colère sociale, un gouvernement des travailleurs déterminé à frapper aussi dur sur le patronat que les flics de Chirac, Villepin et Sarkozy frappent sur notre jeunesse.

Sylvestre Jaffard

¹³ « *Brahim, 26 ans* », cité dans *Metro* du 10 novembre 2005.

¹⁴ http://www.ldh-france.org/actu_derniereheure.cfm?idactu=1148

Violences urbaines Etat d'urgence Banlieues, les vraies urgences

Communiqué commun

On ne répond pas à une crise sociale par un régime d'exception. La responsabilité fondamentale de cette crise pèse, en effet, sur les gouvernements qui n'ont pas su ou voulu combattre efficacement les inégalités et discriminations qui se cumulent dans les quartiers de relégation sociale, emprisonnant leurs habitants dans des logiques de ghettoïsation. Elle pèse aussi sur ces gouvernements qui ont mené et sans cesse aggravé des politiques sécuritaires stigmatisant ces mêmes populations comme de nouvelles « classes dangereuses », tout particulièrement en ce qui concerne la jeunesse des « quartiers ».

Ce sont des années de politique centrée sur le tout sécuritaire qui sont en cause. Le sabotage des actions de prévention, l'asphyxie du monde associatif, la démolition de la police de proximité, la tolérance à l'égard des discriminations quotidiennes, notamment à l'égard des personnes étrangères ou supposées telles en raison de leur faciès, l'état d'une école qui ne peut réduire la ségrégation nous font mesurer aujourd'hui non seulement l'échec mais la redoutable nocivité de cette politique. Ce n'est pas seulement le langage du ministre de l'Intérieur, ce sont les actes de l'ensemble du gouvernement qui relèvent d'une logique d'apprenti sorcier.

Au-delà, c'est aussi l'incapacité des gouvernements successifs depuis des décennies à faire reculer le chômage massif, l'explosion de la précarité, la systématisation des discriminations racistes et territoriales, comme la politique d'affaiblissement des services

publics et le recul des droits sociaux qui apparaissent en pleine lumière aujourd'hui.

Les violences sont auto-destructrices. Elles nuisent essentiellement à ceux dont elles dénoncent l'exclusion. Faire cesser les violences, qui pèsent sur des populations qui aspirent légitimement au calme, est évidemment nécessaire. Dans ce contexte, l'action des forces de l'ordre, qui doit s'inscrire dans un cadre strictement légal et ne pas conduire à des surenchères, ne saurait être la seule réponse. D'ores et déjà, nous devons ouvrir un autre chemin si nous ne voulons pas que se poursuivent ou se renouvellent les violences qui viennent de se produire. Seule une action collective permettra de définir les conditions d'une autre politique

En premier lieu, nous n'acceptons pas que se poursuive l'état d'urgence. Recourir à un texte provenant de la guerre d'Algérie à l'égard, souvent, de Français descendants d'immigrés, c'est leur dire qu'ils ne sont toujours pas français. User de la symbolique de l'état d'urgence, c'est réduire des dizaines de milliers de personnes à la catégorie d'ennemis intérieurs. Au-delà, c'est faire peser sur la France toute entière et sur chacun de ses habitants, notamment les étrangers que le gouvernement désigne déjà comme des boucs émissaires, le risque d'atteintes graves aux libertés.

Nous affirmons solennellement que si ce régime d'exception devait être prolongé, nous mettrions en œuvre tous les moyens démocratiques dont nous disposons pour nous y opposer.

Nous souhaitons ouvrir une autre perspective que celle qui a conduit à l'impasse actuelle. Cela passe par la mise à l'ordre du jour de quatre exigences

fondamentales : la vérité, la justice, l'égalité et le respect.

Ni le recours à des procédures judiciaires expéditives, voire à une « justice d'abattage », ni le marquage de zones discriminées par une carte de l'état d'urgence ne sont conciliables avec l'objectif du rétablissement de la paix civile et du dialogue démocratique.

La République doit reconnaître, publiquement et par ses plus hautes autorités, que le sort de ces populations, les discriminations qu'elles subissent, sont de notre responsabilité collective et constituent une violation de l'égalité républicaine.

Cette exigence implique aussi que la vérité soit totalement faite sur les conditions dans lesquelles deux jeunes hommes sont morts à Clichy-Sous-Bois.

Restaurer la situation dans ces quartiers, c'est d'abord restituer la parole à leurs habitants. Des cahiers de doléance doivent être discutés, ville par ville, selon les principes de la démocratie participative entre représentants des habitants, associations, syndicats, élus locaux et représentants de l'Etat. Ils doivent être rendus publics.

C'est ensuite ouvrir une négociation collective, regroupant les mêmes participants, pour programmer des actions de rétablissement de l'égalité ce qui implique que la représentation nationale soit saisie d'une véritable loi de programmation et que cessent les mesures de saupoudrage ou pire encore les marques de mépris comme la transformation de l'apprentissage en mesure de relégation scolaire précoce. Une solidarité nationale authentique doit être au rendez-vous de la reconstruction du tissu social dans les banlieues.

C'est, surtout, mettre en œuvre, dans la réalité, une réelle politique nationale de lutte contre les discriminations et pour l'égalité des droits. Il doit être mis un terme sans délai à tous les discours insupportables et dévalorisants qui font des habitants de ces quartiers, des « racailles », des « barbares », des « sauvageons » ou des « fantassins d'un complot intégriste ».

Nous affirmons qu'il y a là une véritable urgence nationale : il faut substituer à l'état d'urgence policier un état d'urgence sociale, afin que les actes

des gouvernants cessent de contredire la devise de la République.

Signataires :

Les Alternatifs, Alternative citoyenne, Association des Tunisiens en France, Association des citoyens originaires de Turquie (ACORT), ATTAC, ATMF, Une Autre voix juive, Cactus républicain/La gauche, CEDETIM-IPAM, CGT, Confédération syndicale des familles, Convention pour la 6e République (C6R), Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT), Coordination Antividéosurveillance d'Ile-de-France, Droit Solidarité, Fac Verte, FCPE, Fédération anarchiste, Femmes en noir, FIDH, FSU, FTICR, GISTI, Interlogement 93, Les Oranges, Les Verts, LDH, Lutte ouvrière (LO), Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (MARS), Mouvement des jeunes socialistes (MJS), Mouvement National des Chômeurs et des Précaires (MNCP), Mouvement de la Paix, MRAP, PCF, Peuple et Culture, Rassemblement des associations citoyennes de Turquie (RACORT), Réseaux citoyens de Saint-Etienne, Réformistes et Solidaires (Re-So), Réseau Féministe « Ruptures », Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, Union démocratique bretonne (UDB), UNEF, Union nationale lycéenne (UNL), UNSA, Union Syndicale Solidaires.

La LCR se joint à la démarche de ce texte, mais est en désaccord avec son quatrième paragraphe.

Paris, 13 /11/ 2005

La guerre de classe est déclarée

Justice sociale !

Pour répondre à la révolte des quartiers populaires, le gouvernement Villepin prolonge l'état d'urgence décrété par la loi d'exception du 3 avril 1955. Cette loi avait été initialement appliquée entre 1955 et 1962 du temps de la guerre d'Algérie, puis en 1984-1985 en Nouvelle-Calédonie, pour mater la rébellion indépendantiste du peuple kanak.

Comme aux Minguettes en 1981, à Vaulx-en-Velin en 1990, à Mantes-la-Jolie en 1991, à Sartrouville en 1991, à Dammarie-les-Lys en 1997, à Toulouse en 1998, à Lille en 2000, c'est à la suite de la mort de l'un ou plusieurs des leurs que les jeunes gens des quartiers populaires se révoltent. Le détonateur à Clichy a été que la police ait laissé mourir deux adolescents. Un troisième mineur est toujours grièvement blessé. Le ministre de l'Intérieur, coutumier du genre, a immédiatement persisté dans ses propos mensongers, méprisants et stigmatisants, participant ainsi à une « stratégie de la tension » dangereuse.

Etat d'exception

La loi sur l'état d'urgence prévoit, sur simple décision administrative, un arsenal liberticide : couvre feux, perquisitions de jour et de nuit, tribunaux d'exception, interdiction de rassemblement, fermeture des cinémas, des théâtres, des cafés, des lieux de réunion, mais aussi contrôle de la presse écrite et radiophonique.

Le gouvernement expulse également les étrangers en situation régulière liés aux événements, et suspend les allocations familiales des familles concernées. Cet état d'urgence devait initialement durer au maximum 12 jours, mais le gouvernement va le prolonger pour trois mois à partir du 21 novembre.

Nous sommes toutes et tous concernés

Il n'y a pas de « eux » et « nous ». Ces jeunes sont nos enfants, nos voisins, et par conséquent nos frères de classe. C'est pourquoi les habitants des quartiers populaires

comprennent, dans une grande majorité, les motifs des jeunes gens qui s'affrontent aux forces de l'ordre et produisent le désordre pour répondre à celui qui leur est infligé. Même si des agressions ont eu lieu contre des personnes - actes que nous déplorons -, personne ne peut nier le peu d'atteintes aux personnes au regard du grand nombre de départs de feux. Il y a du sens dans cette révolte. Elle s'exprime vers ceux qu'ils estiment responsables entre autres du contrôle social subi, et vers les institutions présentes dans les quartiers : écoles, commissariats, locaux d'entreprises installées dans les zones franches - exonérées d'impôts en échange de création d'emplois dans les quartiers mais qui préfèrent embaucher ailleurs -, trésorerie principale, ANPE, bus et ... aussi les voitures de leurs voisins. On détruit dans son quartier parce que c'est celui des repères quotidiens, parce que c'est là où la violence sociale s'exerce.

En tout cas, ces jeunes gens, dont les perspectives d'avenir ne sont que chômage et précarité et que l'on disait individualistes et consuméristes à outrance, font ici preuve d'une unité qui s'affirme partout en France. On ne peut leur dénier un début de conscientisation politique.

Pas de justice, pas de paix

Dans les quartiers populaires, les habitant(e)s vivent constamment dans la peur, pour eux ou leurs enfants, des contrôles d'identité humiliants, des arrestations arbitraires, des passages à tabac impunis, et des inculpations pour « outrage et rébellion » frauduleuses afin de satisfaire à la « politique du chiffre ». L'affrontement avec les forces de répression est plus que légitime quand on connaît la violence, la corruption, l'abus de pouvoir qui sont pratiqués au quotidien dans certains quartiers par les dépositaires de l'ordre. Les rapports officiels récents eux-mêmes insistent sur cet accroissement du non-respect de la loi par ses principaux dépositaires. Quant à Chirac, il parle de responsabiliser les familles. Quel cynisme quand on connaît les difficultés des parents qui doivent travailler pendant que leurs enfants sont à la maison !

Qu'est ce que ce « devoir républicain » asséné par les bien pensants ? Celui d'être des français de

seconde zone parce que vivant dans des quartiers de relégation ? Celui de ne pas être français avant d'en faire la demande à 18 ans et de ne pouvoir l'être si on a commis des erreurs de jeunesse ? Celui d'être constamment soumis à la discrimination à l'embauche, au logement etc. Les habitants des quartiers populaires sont victimes de ségrégation sociale et désignés par la classe politique comme nouvelles « classes dangereuses ». Tout se joue à la couleur de peau, à la sonorité du nom, ou au quartier où tu habites. Ça ne pouvait plus durer.

Qui sont les voyous . A qui profite le crime ?

Qui pratique la violence et l'insécurité à longueur de temps et dans tous les domaines de notre vie ? Certainement pas les principales cibles de l'ordre sécuritaire : sans papiers, mal logés, travailleurs en lutte, chômeurs sanctionnés, syndicalistes, jeunesse précarisée etc., qui luttent contre cette violence sociale pratiquée par le patronat et l'Etat. Qui sont les casseurs de l'éducation nationale ? Qui sont les casseurs des services publics ? Qui sont les casseurs des régimes de retraites ? Qui sont les casseurs de la sécurité sociale ? Qui sont les casseurs de nos libertés ? Et de quelle sécurité parle-t-on ? En 2003, en France, l'INRS a dénombré 721 227 accidents du travail dont 48 774 arrêts permanent et 661 décès. Verra t'on l'Etat envoyer le GIGN contre le patronat ? Et que dire de la répression assénée contre celles et ceux qui luttent avec les moyens légaux ou dans l'action directe : la grève de la RTM déclarée illégale, les faucheurs volontaires d'OGM criminalisés, les lycéen-nes en lutte au printemps dernier envoyés en prison, les marins de la SNCM et les postiers à qui on envoie le GIGN, les squatters qui tentent de vivre autrement, et maintenant des émeutiers qu'on criminalise par une justice expéditive pour alimenter la machine pénitentiaire et son programme de 28 prisons à construire. En jouant avec le feu, dans la continuité de la politique sécuritaire du gouvernement du PS-PC-Verts, le gouvernement Villepin nous expose à un scénario-catastrophe du type 21 avril 2002. L'extrême droite se pose d'ores et déjà en alternative.

Et maintenant ?

Aujourd'hui, on paie la disparition des mouvements politiques dans les quartiers populaires. Les 100 millions d'euros promis

aux associations ne suffiront pas. L'urgence sociale est présente depuis trop longtemps, et l'état d'exception nous presse. Seuls le long terme et la reconnaissance que les habitants peuvent prendre leurs affaires en mains permettront d'élaborer un projet de société différent.

Nous réclamons :

– **la mise en cause des policiers dans le drame de Clichy**

– **l'abandon des poursuites judiciaires contre les émeutiers et l'amnistie de ceux qui ont été condamnés**

– **le retrait des forces de répression des quartiers**

– **l'indemnisation par l'Etat des biens des particuliers détruits ou endommagés – l'abrogation de l'état d'urgence et celle des lois sécuritaires de droite et de gauche (la démission de Sarkozy ne suffit pas)**

– **l'accès de toutes et tous à la santé, l'éducation, l'emploi, le logement donc à la justice sociale**

Flics, politiciens, patrons, qu'ils s'en aillent tous !

Alternative libertaire

L'essence de la révolte

« Le patronat et l'Etat ne peuvent et ne veulent plus payer. Personne ne pense à l'idée qu'ils peuvent disparaître, les enfants des cités, ces Palestiniens du spectacle triomphant, savent, eux, qu'ils n'ont rien à perdre ni rien à espérer du monde tel qu'il devient. »

Avant-propos à la réédition de 95 à « De La Misère en milieu étudiant »

Qui donc a pris la défense des insurgés dans les banlieues, dans les

termes qu'ils méritent ? Nous allons le faire.

La misère qui sévit dans les banlieues avec son chômage, sa répression policière constante, ses conditions de vie plus que précaires, le racisme, ont réuni les conditions d'une confrontation sans précédent avec l'Etat. Les flammes ravageant les ghettos symbolisent l'attaque tous azimuts contre celui-ci, qu'il soit répressif ou à prétention sociale d'encadrement. Les attaques contre les écoles, la police, les services sociaux sont des actes ciblés et non aveugles. Elles sont le révélateur d'une prise de conscience qui n'a que faire de jugements hâtifs sociologisants. Ces « jeunes » sont une partie du prolétariat sans avenir qui ne peut être dupe face à la fausse perspective d'intégration (mais dans quoi ?). Car comment croire que les insurgés ont encore la moindre complaisance vis-à-vis de services dits sociaux dont la seule prérogative est de réguler la misère sociale ? On peut certes gloser sur le manque de crédits alloués par l'Etat et dire que ses acteurs sont en sous-effectifs mais il importe avant tout de dire que ses médiateurs, ces assoc's, ces grands frères sont avant tout des gardiens de la paix sociale. Ils sont aux jeunes ce qu'est la bureaucratie syndicale aux ouvriers, un mécanisme d'intégration au système d'exploitation. A ceux qui s'offusquent de l'incendie d'une école, faut-il leur rappeler que celle-ci n'est qu'une croyance à l'instar de la religion ou de la politique ? Il est troublant de constater que l'institution scolaire ne soit pas mise dans le même sac que toutes les formes de répression s'abattant sur les insurgés des banlieues. Que le bobard de l'intégration par l'éducation (nationale) ne fonctionne plus et finisse dans les flammes est une nouvelle réjouissante. Ces « jeunes » révoltés se sont souvenus que leurs bancs d'école étaient en bois et qu'ils feraient un fameux brasier, rien de plus logique, l'égalité des chances tant

vantée par notre république étant un leurre. Par ailleurs, on s'étonne que les voitures brûlent, mais on devrait se réjouir de ces gestes salutaires ! Ils ont sauvé de

la mort des centaines de personnes promises chaque jour aux accidents de la route et qui plus est à de longues journées d'ennui dans des boulots de merde. Quant à ces derniers la réplique des politiques unanimes ne trompe pas : répression par le travail dès quatorze ans, et si ça ne suffit pas enfermement. De ces promesses, une fois n'est pas coutume, une seule sera tenue, la seconde évidemment, vu que de travail, il n'y en a point. Ces « jeunes » révoltés ont voulu illuminer la grisaille qui forme leurs quotidiens, ils en paieront le prix.

A ce constat s'ajoute celui moins enjoué des réactions suscitées dans des milieux qui auraient dû être à même de saisir l'essence de cette révolte. En effet, les rodomontades formulées par certaines personnes se mouvant dans les cercles gauchistes ou libertaires sont affligeantes de par leur pauvreté et leur courte vue. Ce qui est « contre-productif », ce n'est pas de cramer son quartier pourri, c'est de n'y voir que des actes manquant de « sens historique », de « conditions objectives » et autres blablas de marxistes de confort, bref de ne considérer ces événements que par le bout de la lorgnette médiatique ou d'une grille d'analyses obsolètes. Il paraît complètement dérisoire de s'attarder sur des épiphénomènes tels que l'attaque d'un bus transportant des individu-es, ceux-ci étant bien évidemment montés en épingle par les journalistes matraqueurs. A qui faire croire que la révolution française ou la commune de Paris, toutes proportions gardées, furent exemptes d'actes fâcheux ? A d'autres peut-être... Et s'il doit se développer des organisations ou des stratégies d'actions directes, ça sera avant tout par eux-mêmes. Rangez vos syndicats aussi révolutionnaires soient-ils, vos associations, vos militants et autres samaritains de la cause sociale.

C'est en tant que déclassés et chômeurs que nous exprimons ici haut et fort notre solidarité avec la racaille insurgée. Vaut mieux une bonne guerre civile qu'une paix pourrie !!!

SECTION COSAQUES-JABOTS DE BOIS

Extrait de la 194^e *Lettre versatile de Jimmy Gladiator* du 20/11/2005

Ni patrie ni frontières

Revue de traductions et de débats

« Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste. »

EMMA GOLDMAN

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres « camarades », qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de « (con)vaincre » son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un « adversaire ». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient « activistes », « ouvriéristes », « syndicalistes », etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit « capital » de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites « théoriques ».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des « nouvelles ». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos

de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des « victoires » minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY (« Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières ») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

Depuis septembre 2002, *Ni patrie ni frontières*, revue de traductions et de débats, a publié 9 numéros et 11 brochures dont 5 en anglais

Sommaires du n° 1 au n° 13-14

N° 1 – Septembre 2003 – SUR L'URSS – Elections 2003 – Nouveau parti « anticapitaliste» - Lutte ouvrière et les médias

E. Goldman : *La vérité sur les bolcheviks* (1918) - *La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs* (1923) - *Le communisme n'existe pas en URSS* (1935) - *Trotsky proteste beaucoup trop* (1938) - **L. Trotsky** : *Beaucoup de bruit à propos de Cronstadt* (1938) - *Réponse à des questions de morale et d'histoire* (1937) - **C Harman** : *Russie. Comment la révolution a été vaincue* (1967) - **M. Martin** : *Les bolcheviks contre la classe ouvrière* (1991) - **L. Goldner** : *Amedeo Bordiga et notre temps* (1991)

ACTUALITÉ : *Le mouvement des chômeurs en France - Limites de l'antisionisme* (1) - *Les médias « de gauche» et Lutte ouvrière - Comment LO se piège elle-même - A ceux qui désirent former un « nouveau parti anticapitaliste» - Voter les yeux fermés : une curieuse conception de la démocratie.*

N° 2 — Décembre 2002 — FAMILLE, MARIAGE ET MORALE SEXUELLE

C. Crass : *Biographie de Voltairine de Cleyre. — Traditions américaines et défi anarchiste. — V. de Cleyre : De l'action directe* (1912). « *Le mariage est une mauvaise action*» (1907). L. German : *La famille aujourd'hui* (1989) W. McElroy : *La nouvelle mythologie du viol et son utilisation politique.* A. Peregalli : *Femme, famille, morale sexuelle. PCI* (1945-1970).

ACTUALITE. C. Crass : *Discussion avec des militants anti-guerre aux États-Unis. — M. Teixeira da Paula : Mouvement des sans-terre au Brésil* (2000) - Nicolas (Cercle social) : *Paradis fiscaux, néoréformisme et rôle de l'État* (2000.). - *Idéologie et fonctionnement d'ATTAC* (2001). – G. Fargette : *Principes du verbalisme radical* (1989). — Y. C. : *Limites de l'antisionisme* (2)

N° 3 — Mars 2003 – Que faire contre les guerres ?

GUERRE, PATRIOTISME ET PACIFISME- E. Goldman : *Le patriotisme, une menace contre la liberté* (1911) (inédit) . P. Kropotkine : *La guerre* (1912). Extraits de *La science moderne et l'anarchie.* E. Goldman : *L'alerte préventive conduit tout droit au massacre universel* (1915) (inédit). E. Malatesta : *Réponse au Manifeste des 16* (1916) L. Trotsky : *Le pacifisme, supplétif de l'impérialisme* (1917) L. Prouvost : *Révolutionnaires et quakers devant la guerre* (1924) L. Trotsky : *La guerre et la Quatrième Internationale* (1934) (extraits) B. De Light : *Le problème de la guerre civile* (1937) L. Trotsky : *Après Munich une leçon toute fraîche. Sur le caractère de la guerre prochaine* (1938) (extraits). *Réponse à des questions concernant les Etats-Unis* (1940) (extraits) —*Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution socialiste mondiale* (1940) (extraits)

DEUXIEME PARTIE : GUERRES DU GOLFE, IMPÉRIALISME ET PACIFISME

R. Evans : *Irak, trajectoire d'un État – FIDH : extraits de deux rapports. « Irak : une répression intolérable, oubliée et impunie»* (2001) (88) et « *Irak : une épuration ethnique continue et silencieuse»*(2002) F. Sacher : *Contre la guerre* (2003) Article paru dans *A contre courant* N° 3, février 2003 FA : *Irak, pétrole et géopolitique* (2002) No pasaran : *Guerre à la guerre* (2001)

Tracts contre la guerre : *Mouvement communiste, Oiseau-Tempête, BIPR, CNT-FA-No pasaran, Scalp-Reflex*

Débats : alliances et divergences au sein du « mouvement antiguerre»

A. Sofri : *A Bagdad, le liberté* (février 2003) Y.C.: *Un bain de haine chauvine* (février 2003) G. Fargette : *Faiblesse des forces « antiguerre».*(2001) — *Misère de l'antiguerre en Europe* (2002) (123) — *Débats stratégiques aux États-Unis* (2002) — *Faut-il confondre « choc» et « conflit» ?* (2003) C.

Foster : Treize questions sur le terrorisme, l'intégrisme et l'anti-impérialisme (octobre 2001). Y. C. : A propos des discours automatiques contre la guerre et l'impérialisme. Certitudes et questions (février 2003)
E. Halberkern : Les causes profondes de l' « affaire Lerner » (mars 2003) E. Krebbers et J. Tas : Amsterdam, avril 2002. La plus grande manifestation antisémite depuis 1945 ; Comment éviter quelques pièges antisémites. Chedid Khairy : Un titre et une illustration problématiques (février 2003) - Sacha Ismail : Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ? . Temps critiques : La guerre n'est plus le moteur de l'histoire (mars 2003). Solidarity : Soutenons les peuples d'Irak (février 2003) C.
Bradley : Les travailleurs irakiens peuvent-ils changer le régime ? — Comment Saddam est parvenu au pouvoir (février 2003) Answer : Liste partielle des interventions de l'armée américaine à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis de 1890 à 1999

N°4 /5– Août 2003 ÉTATS, NATIONS ET GUERRE – GREVES DE MAI-JUIN

S. Parane : Hors-jeu international et jeu internationaliste. — J. Bernardo : Etat Restreint, Etat Élargi et corporatisme (1)— C. Bradley : — Hypothèses sur l'évolution de la situation en Irak. — C. Foster : Guerre contre l'Irak et conflit dollar-euro. — Temps critiques : L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital. — P. Bourrinet : La question nationale yougoslave. — L. Goldner : Multiculturalisme ou culture mondiale ?

Victor Serge : **La pensée anarchiste**

ITINÉRAIRES MILITANTS (1) Des JSU à Air France (première partie)

LIMITES DE L'ANTISIONISME (3) Misère de l'antisionisme. — A propos du livre de Finkelstein et de la crapuleuse expression de « Shoah Business » — Lettre ouverte à la CNT-Vignoles (29 mars 2003! Et réponse de ladite CNT — M/. Abramowicz : La guerre des mots, le retour des nazis ? — Y. C. : Que se cache-t-il derrière le slogan de la « destruction » d'Israël — FA : (Lyon) : Palestine : pour un fédéralisme internationaliste.

DEBATS : G. Fargette : Quelques précisions à propos de Huntington

GRÈVES DE MAI-JUIN-2003 Y. C. : Quelques remarques sur les grèves d'avril-mai-juin 2003. — Des questions « oubliées » pendant le mouvement. — Quelques pistes. — Sur la « pédagogie » de la droite — A propos de la grève générale et des syndicats : quelques citations révélatrices — Grève générale et « trahisons ». Vrais débats, illusions et fausses polémiques — Textes de Convergences révolutionnaires, Pour Lire Pas Lu, Temps critique, Débat militant, Cercle de discussion de Paris, CNT-AIT, Collectif socialiste révolutionnaire, Lutte ouvrière.

Mouvement communiste : Réduction du temps de travail = augmentation de l'exploitation.

N° 6-7 Janvier 2004 LES SYNDICATS CONTRE LES LUTTES ? – ATHÉISME ET RELIGION – ACTIONS ANTI-PS

CNT-AIT : Comment lutter — **Collectif La Sociale** : Retour sur le mouvement — **Mouvement communiste** : Sur les retraites et les grèves de mai-juin — Syndicats et politique — **CNT-AIT** : Les délégués du personnel — **CNT-AIT** : Les prud'hommes — **G. Soriano** : Fnac, Virgin, Eurodiseny, Comité de solidarité — Jalons pour un premier bilan de la grève — **N. Thé** : McDo Éléments d'un bilan

MILITANT À AIR FRANCE (1973-1996) - Michel Tardieu : Interview (2)

QUESTIONS D'ACTUALITE – D. Crouch : Les bolcheviks et la Charia — **C. Béridel** : Etat des lieux à la Poste: **Y. C.** : Ramadanophobie ou athéisme ? **R. Hassan** : Islamophobie et alliances électorales en Grande-Bretagne - **Oiseau-Tempête** : Une altermondialisation égalitaire ? **Y. C.** : L0 se soucie-t-elle vraiment des droits des femmes ? - : Le foulard ou le string ? - : Athéisme et religions **C. Foster** : Soutenons les travailleurs d'Irak - **Faryal Velmi** : « Quand l'injustice acquiert force de loi, la révolte est un devoir. »

SUR LES ACTIONS ANTI-PS

Y. C. : Aujourd'hui ils cognent le PS, demain à qui le tour - Faut-il purger le mouvement altermondialiste de ses réformards ? - (**Vignoles**) : La CNT contrainte à une manifestation tendue au FSE — **C. Guillon** : Comment (se) manifester ?

N° 8-9 ANARCHISTES ET MARXISTES, FACE A LA QUESTION JUIVE, AU SIONISME ET A ISRAEL

ISRAËL ET LA PALESTINE AUJOURD'HUI

Y.C. : Onze points de démarcation sur la prétendue « question juive », le sionisme et l'État d'Israël - **Gush Shalom** : 80 thèses pour une paix israélo-palestinienne (2001) - **Mouvement communiste** : Deux États contre le prolétariat (2003) - Dernières nouvelles de Palestine (février 2003) - **Guy Izhak Austrian et Ella Goldman** : Quelques suggestions pour renforcer le mouvement de solidarité avec la Palestine - **Rudolf Bkouche** : Quelques commentaires

LES MARXISTES FACE À LA « QUESTION JUIVE » ET AU SIONISME

S. Michael-Matsas : Sur le marxisme et la question juive (1998) - **A. Clemesha** : Trotsky et la question juive - **S. Matgamma** : De Trotsky au trotskysme des imbéciles (2002) - **Alliance for Workers Liberty** : Comment unifier les prolétaires juifs et arabes - **G. Mammone** : Le conflit arabo-juif en Palestine (*Bilan*, 1936) - **Communistes révolutionnaires** : Lettre aux ouvriers juifs (1943) suivi d'un Commentaire - **Fraction française de la gauche communiste** : Buchenwald, Maïdanek, démagogie macabre (1945) suivi d'un Commentaire - **E. Mandel** : Projet de thèses sur la question juive après la Seconde guerre impérialiste (1947) - *Il programma comunista* : Le retour de la question juive ? (1960) - **M. Machover et A. Orr** : Israël/Palestine : La classe ouvrière israélienne peut-elle aider les Palestiniens ? La nature de classe d'Israël (1969)

LES ANARCHISTES FACE À L'ANTISÉMITISME ET AU SIONISME

F. Gomez : *L'anarchiste et le juif*, histoire d'une rencontre (2003) - **M. Graur** : Anarchisme et sionisme. Le débat sur le nationalisme juif (2003) - **N. Makhno** : Aux juifs de tous pays La makhnovstshina et l'antisémitisme - **S. Boulouque** : Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël (1999) - Anarchisme et judaïsme dans le mouvement libertaire. Réflexions sur quelques itinéraires (2003) - **R. de Jong** : Le débat anarchiste sur l'antisémitisme - **R. de Jong** : Quelques remarques générales sur l'anarchisme, « les Juifs », le sionisme et l'antisémitisme avec quelques informations concrètes sur les Pays-Bas - **R. Creagh** : L'Horreur ethnocratique. Trois questions sur le Moyen-Orient (2003)

ANTISEMITISME, JUDEOPHOBIE, NEGATIONNISME, antisionisme : CONVERGENCES POSSIBLES ET DIFFERENCES FONDAMENTALES

Dario Renzi : Anti-étatisme versus antisémitisme (2003) - **Temps critiques** : Capitalisme et antisémitisme (1990) - **J. Valjak et M. Argery** : Dossier négationnisme - **Y.C.** : Une question à creuser ? (p. 229) - A propos de Finkelstein et de « Shoah Business » - Un professeur bien mal inspiré - Bourseiller : Le Baiser du serpent - **S. Grigat** : L'antisémitisme, l'antisionisme et la gauche (Traduction: Céline Jouin) (2002) - **Rudolf Bkouche** : Antisionisme, antisémitisme et judéophobie - Judéophobie et judéophilie - Deux courriels d'internautes **Uri Avnery** : Antisémitisme. Un manuel pratique (2004) - **Y.C.** : Limites de l'antisionisme - Billet d'humeur : Les comiques « antiracistes » surmédiatisés renforcent les préjugés qu'ils prétendent combattre. (p. 260-261).

N° 10 Religion et athéisme, citoyennisme et multiculturalisme

IRAK : Alliance for Workers Liberty **L'Irak et la politique internationale américaine (mai 2004)** - Houzan Mahmood : **Une liberté sans aucun contenu - Situation des femmes et tâches politiques actuelles - La situation politique en Irak un an après l'occupation**

Organisation pour la liberté des femmes en Irak : Pour une loi consacrant l'égalité des genres

RELIGION ET LAÏCITÉ - MULTICULTURALISME, COMMUNAUTARISME ET CITOYENNISME

Paul Lafargue : La croyance en Dieu (1909) - **Gustave Brocher** : Athéisme (1931) extrait de *l'Encyclopédie anarchiste* - **Emile Armand** : Mon athéisme - **M.V. (Socialisme ou barbarie)** : La laïcité de l'école publique (1959) - **Nico** : De la destruction de l'Ecole (2002) - **Daniel Mothé (Socialisme ou barbarie)** : Les ouvriers français et les Nord-Africains (extraits) (1957) - **Azam Kamguian (PCOI)** : Islamisme et multiculturalisme - L'Islam et la libération des femmes au Moyen-Orient - **Maryam Namazie (PCOI)** : L'« islamophobie » n'a rien à voir avec le racisme ! (2003) - **Y. C.** : Saïd Bouamama, un sociologue au service du hijab. De la construction d'un « paternalisme respectable » - **Réseau**

mondialiste révolutionnaire : L'islam politique contre les femmes et la laïcité - **Y. C.** : Le hijab, la gauche et l'extrême gauche – Quelques statistiques sur l'islam et les autres religions – Un siècle et demi d'immigration – L'« ascenseur social est en panne » – Enseignement public et enseignement privé – Les racines historiques de la laïcité - Vieille laïcité et nouveau citoyennisme musulman - Le PCF et la laïcité - Citoyennisme ? attraction fatale ! - « Les musulmans et la gauche ». Selma Yacoub : la reine du truisme – Théologie de la « libération »... ou théologie du vide ? – Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme - A propos de deux réunions de Ni putes ni soumises à Lyon et Fontenay-sous-Bois

Christian Béridel : Ni putes ni soumises à Fontenay-sous-Bois - **Jacques Guigou** : L'affrontement des références et la barbarisation des rapports sociaux - **Isabelle Campanella et Jacques Wajnsztej**n - Prendre position contre une prise de pouvoir - Réaction d'un lecteur sur le réseau d'Infozone - **Isabelle Campanella et Jacques Wajnsztej**n : Quelques éléments de réponse

Deux témoignages sur le sabotage d'une réunion-débat à l'Institut du Monde arabe - **Olivier Payen** : Les miasmes de Bakou - **Y. C.** : RER D, Marie L. et fantasmes ethnoreligieux

PAYS-BAS - ETATS-UNIS

Inge van de Velde : Féminisme et multiculturalisme - E. Krebbers : Spécialistes, décideurs et écologistes s'entendent pour limiter les droits des migrants - **Eric Krebbers** : Pour une réponse révolutionnaire au contrôle de l'immigration – **Jan Tas** : Comment les ONG aident le gouvernement à expulser les réfugiés - **Ellen de Waard et Harry Westerink** : « Centres d'expulsion » et « centres de départ », où est la différence ? **De Fabel van de illegaal** : Pour la liberté totale des migrations ! Contre l'OIM

Loren Goldner : A propos de la grève des supermarchés à Los Angeles. Notes sur une nouvelle défaite des travailleurs américains

FRANCE

Nicolas : Mai-Juin-2003 à Tours - **Mimouna Hadjam** : L'islamisme contre les femmes, partout dans le monde

N° 11-12. Terrorismes et violences politiques

Anouchka : Questions et définitions du terrorisme - Friedrich Engels, Karl Marx, V.I. Lénine...Léon Trotsky : La faillite du terrorisme individuel (1909) Léon Trotsky : Pourquoi les marxistes s'opposent au terrorisme individuel (1912) - **A. Berkman** : L'anarchisme est-il synonyme de violence ? (chapitre XIX de *L'ABC de l'anarchisme communiste*, 1929) - Six articles extraits de *l'Encyclopédie anarchiste* (1934) : **L. Barbedette** : Terrorisme **P. Besnard** : L'action directe - **M. Pierrot** : L'illégalisme (Le vol **E. Armand** : L'illégalisme - **A. Lapeyre** : L'illégalisme **S. Mac Say** : L'illégalisme (son aspect, sa pratique et ses aboutissants - **G. Yvetot** : Sabotage

Combat communiste (1977-1979) : Le vrai terrorisme c'est celui de l'Etat ! – L'extrême gauche et la Fraction Armée Rouge – A propos de l'enlèvement d'Aldo Moro — Terrorismes et communisme — Le terrorisme et les révolutionnaires – La logique d'une politique

Paolo Bertella Farnetti et Primo Moroni : **Collectif autonome de la Barona – Éléments pour une histoire impossible (1984)**

Y.C. : Comparer les effets incomparables des terrorismes « noir » et « rouge » occulte des questions importantes (2005)

AWL : Contre les terroristes ! Solidarité internationale de la classe ouvrière ! (2004)

Gerry Byrne : Madrid, 11 mars 2004 et « moralisme » : leur morale et la nôtre (2004)

Jacques Wajnsztejn : Commentaire sur l'article de Gerry Byrne (2004) **Y.C.** : Attentats et « accidents de travail » : une théorie confuse et dangereuse (2004)

Lettre de **Nicole T.** (2004)... — Lettre de **Jacques Wajnsztej**n . Annexe : Quelques remarques par rapport à notre discussion (2004).....102-105 — Lettre de **Michel** (2004)

Mansoor Hekmat : Mettre fin au terrorisme est notre tâche (2001) - **Avanti** et **Piers Mostyn** : A propos des tactiques de la Résistance irakienne – Guerres sales et solidarité critique (2005) **Toma Hamid** (PCOI) : Communisme ouvrier et lutte armée en Irak (2004) - **Sous-commandant Marcos** (2002) : Extraits de lettres à l'ETA et au peuple basque

Comité pour une défense politique de Paolo Persichetti : Contre l'amnésie collective et sélective, soutenons les réfugiés politiques italiens (2004) - **Temps critiques** : Passé, présent, devenir. Des luttes italiennes des années 1970 aux extraditions d'aujourd'hui : un état d'exception permanent. (2004)

De Fabel van de illegaal (2004-2005) : **Théo van Gogh, Un cinéaste mineur, sexiste, raciste, homophobe, antisémite et réactionnaire - La balle est venue de la droite - Combattre le racisme sans défendre le multiculturalisme - Cheikh Yassin : un « héros » et un « exemple » ? - IS (Pays-Bas) et le nouveau racisme culturel**

Nicolas Dessaux : **Mansoor Hekmat et le communisme-ouvrier (2004)** Y.C. : **Bref commentaire (2005)** - Nicolas Dessaux : **Mythes et réalités de la résistance irakienne (2004)** - Toma Hamid (PCOI): **L'extrême gauche, groupe de pression de la « Résistance » irakienne ? (2004)**

Mouvement communiste : **Compétition capitaliste aiguë autour de la répartition de la rente (2005)**

Marie-Cécile Plà : Enfants scolarisés sans-papiers (2005) - Réseau ESF: Jeunes sans papiers scolarisés : l'urgence (2005) - Mouvement communiste : 35 heures, la droite enlève le fard aux lois Aubry (2005) - Y.C. : Lovers et filles des cités (2004) - **Oiseau-Tempête** : Ils attaquent la semaine des quatre jeudis (2005)- Christian Béridel : **La revue Sciences humaines et les pratiques capitalistes ! (2005)** - Thomas Lanvin : **La Poste, une entreprise génétiquement modifiée (2005)** Christian Béridel : **A propos de la « journée d'action » du 18 janvier - Christian Béridel : A propos des tracts du Collectif Nada sinon rien (2005)** Collectif NADA, sinon Rien (2002-2005) : **tracts diffusés à La Poste et à France Telecom**

N° 13-13 Démocratie ? Elections ? Europe

ANARCHISTES ET DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE Émile Pouget : **Le muselage universel (1896)** - Sébastien Faure : **Electeur, écoute (1919)** - Paraf-Javal : **L'absurdité de la politique (1919)** - Bureau antiparlementaire : **Pour ne pas voter** - Sébastien Faure : **La dictature de la démocratie (1920)** - J. Chazoff : **Démocratie (1934)** - Ariane Miéville: **Sur la démocratie et les élections (2004)** - NEFAC : **Autour de l'idée de contre-pouvoir (2005)**

Marxistes et démocratie - Jean Jaurès : **Les deux méthodes (1900)** - Jules Guesde : **Réponse à Jean Jaurès (1900)** - Paul Lafargue : **Le socialisme et le parlementarisme** - Jules Guesde : **Légalité et Révolution (1907)** - Anton Pannekoek : **Il y a réformes et réformes (1908)**

SUR L'EUROPE ET LE RÉFÉRENDUM DU 19 MAI 2005

Avant le référendum - L'appel des 200 et sa critique - **Claude Guillon** : Au nom de quoi ? Anarchisme, abstention et Constitution européenne - **Karim Landais** : Le parti des travailleurs et l'Europe - **Liaisons** : Message à la conférence annuelle de l'Alliance for Workers Liberty - **Martin Thomas** : La campagne du non ne conduira pas à une Europe meilleure - **Mouvement communiste** : La ratification du Traité constitutionnel européen : une affaire qui ne concerne aucunement le prolétariat (mai 2005)

Après le référendum - **Martin Thomas** : Notes sommaires sur l'Europe - Y.C. : La triste farce de la « victoire du non » - **Débat**. Lettres de Norbert, Xavier, Alexandre, Michel et *Temps critiques* - **Mouvement communiste** : Premières réflexions sur les résultats du 29 mai (juin 2005) - **Michel** : Voilà, le non est majoritaire. Youpi ! - Y.C. : Tsunami politique ou tempête dans un verre d'eau - Déclaration de la rencontre nationale des collectifs unitaires

France - Nicolas : Retour sur le mouvement lycéen à Tours **154** - Nicolas : Le mouvement des sans-papiers et demandeurs d'asile à Tours - **Les révoltés du Bounty** : ATTAC, AMD, pour soutenir une SARL, c'est la lutte des places - Y.C. : Orly, Roissy, le racisme ordinaire - **Borbala** : Les travailleurs immigrés de l'Europe de l'Est en France : l'exemple polonais

INTERNATIONAL : Pays-Bas, Grande-Bretagne, Pologne - Eric Krebbers: Votez pour des expulsions civilisées, votez pour le SP ! - Du multiculturalisme à l'assimilation forcée aux Pays-Bas - **Harry Westerink : Syndicats et délation** - Janine Booth (Alliance for Workers Liberty): Le sexisme excuse-t-il les différences culturelles ? - Trois propositions de questionnaires sur les conditions de travail et les luttes - *Prol Position news* : un nouveau bulletin (en anglais) sur les luttes ouvrières internationales. - Fédération anarchiste (Pologne) : Répression contre le mouvement social

Brochures

EMMA GOLDMAN ET LA RÉVOLUTION RUSSE . — Quatre textes parus dans le n° 1 de *Ni patrie...* (48 p., 4 €).

DÉBAT SUR LA RÉVOLUTION RUSSE : trois analyses divergentes par deux marxistes et un anarchiste. **Chris Harman** : « Comment la révolution russe a été vaincue » (1967) ; **Mike Martin** : « Les bolcheviks contre la classe ouvrière » (1980) ; **Loren Goldner** : « Amadeo Bordiga et notre temps » (1988) textes parus dans le n°1 de *Ni patrie...* (58 p., 4 €)

VOLTAIRINE DE CLEYRE, MILITANTE ET THÉORICIENNE ANARCHISTE- FÉMINISTE — **RECUEIL N° 1**. Courte biographie + deux textes, l'un sur l'action directe, l'autre sur le mariage . Textes parus dans le n° 2 de *Ni patrie..*(48 p., 4 €)

NATIONALISME, ANTISÉMITISME, ET ALTERMONDIALISME. 14 Textes inédits en français du groupe libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal* (70 p., 4 €)

FEMMES EN IRAK, ÉGALITÉ DES DROITS, LAÏCITÉ, DROITS DE L'ENFANT ET HIJAB, « ISLAMOPHOBIE », 45 p. 3 € (2^e édition)

En anglais

NATIONALISM, ANTI-SEMITISM AND THE ANTI-GLOBALIZATION MOVEMENT, textes de *De Fabel van de illegaal*. (70 p., 4 €)

REFUGEES, MIGRANTS AND « ILLEGAL » WORKERS IN THE NETHERLANDS (textes de *De Fabel van de illegaal*) 64 p., 4 €

FRANCE : SECULARISM, REPUBLICAN NATIONALISM, MULTICULTURALISM, IMMIGRATION AND ISLAM (textes de *Ni patrie ni frontières* à propos du débat sur le hijab), 20 p., 2 €

40 REASONS WHY TARIK RAMADAN IS A REACTIONARY BIGOT, 16 p., 2 €

EUROPEAN REFERENDUM, THE SAD FARCE OF THE NO VICTORY IN FRANCE, THE RISE OF MUSLIM RELIGION AND ITS NEGATIVE CONSEQUENCES FOR THE LEFT, 26 pages, 2 €

ABONNEMENT ET CONTACT

un numéro simple de *Ni patrie ni frontières* coûte 7,5 € ; un numéro double 10 €. Si vous souhaitez recevoir les 3 numéros suivants, vous pouvez envoyer un chèque de 23 € à l'ordre de Y. Coleman (pour les 6 numéros suivants 45 €) ou bien la même somme en timbres. Pour collaborer à notre revue, émettre des critiques ou des propositions : : yvescoleman@wanadoo.fr ou : Y. Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris — Téléphone : 01 45 87 82 11.

Site internet (partagé avec d'autres publications). Tous les numéros de *Ni patrie ni frontières* sont en ligne, souvent avant même la publication, et le site contient des rubriques et des textes qui ne sont pas encore (ou ne seront pas) publiés dans la revue.

<http://www.mondialisme.org>

Cliquez ensuite sur *Ni patrie ni frontières* et sur les différents numéros ou sous-rubriques.

N° ISSN : 16 37 – 31 03

Prix : 7,5 euros